

Immanuel Wallerstein

Directeur du centre Fernand Brauder Center, professeur à Yale University
(1991)

Impenser la science sociale
Pour sortir du XIXe siècle

Un document produit en version numérique par Jean-Marie Tremblay, bénévole,
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi
Courriel: jean-marie_tremblay@uqac.ca
Site web pédagogique : <http://www.uqac.ca/jmt-sociologue/>

Dans le cadre de la bibliothèque numérique: "Les classiques des sciences sociales"
Site web: <http://classiques.uqac.ca/>

Une bibliothèque développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi
Site web: <http://bibliotheque.uqac.ca/>

Cette édition électronique a été réalisée par Jean-Marie Tremblay, bénévole, professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi à partir de :

Immanuel Wallerstein

Impenser la science sociale. Pour sortir du XIXe siècle. Traduit de l'américain par Anne-Emmanuelle Demartini et Xavier Papaïs. Paris : Les Presses Universitaires de France, 1991, 319 pp. Collection : PRATIQUES THÉORIQUES.

Cet ouvrage est la traduction française de : **Unthinking Social Science. The limits of Nineteenth-Century Paradigms.** Polity Press, 1991, in association with Basil Blackwell.

M Immanuel Wallerstein, sociologue, professeur au Fernand Braudel Center, Binghamton University, nous a accordé le 25 août 2006 son autorisation de diffuser électroniquement cet article.



Courriel : : immanuel.wallerstein@yale.edu ou iwaller@binghamton.edu

Polices de caractères utilisée :

Pour le texte: Times New Roman, 14 points.

Pour les citations : Times New Roman, 12 points.

Pour les notes de bas de page : Times New Roman, 12 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2004 pour Macintosh.

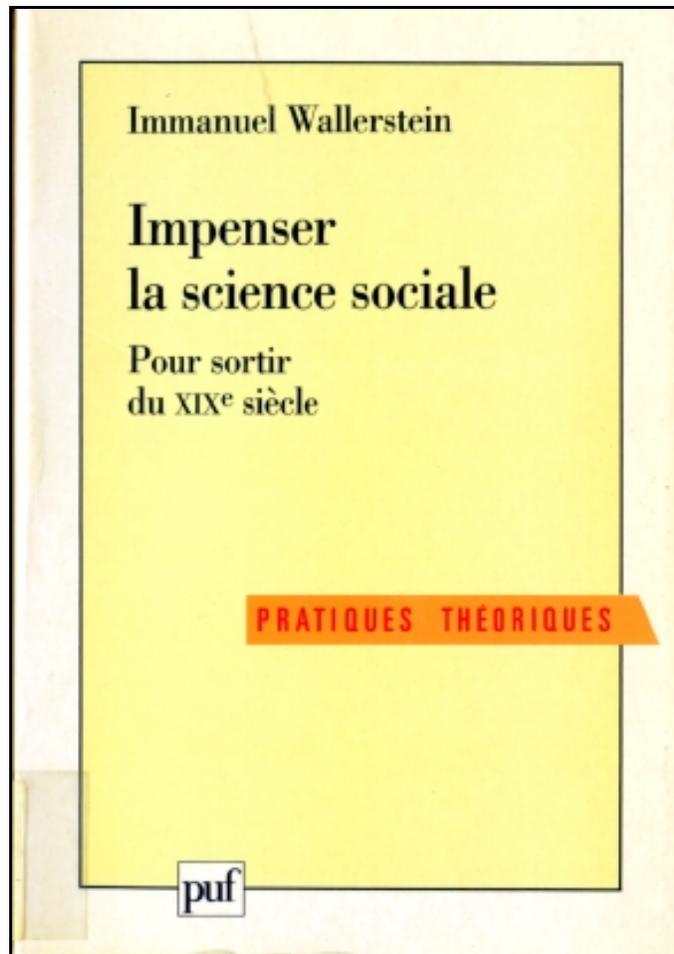
Mise en page sur papier format
LETTRE (US letter), 8.5'' x 11''

Édition numérique réalisée le 16 septembre 2006 à Chicoutimi,
Ville de Saguenay, province de Québec, Canada.



Immanuel Wallerstein
Directeur du centre Fernand Brauder Center, professeur à Yale University

**Impenser la science sociale.
Pour sortir du XIXe siècle.**



Traduit de l'américain par Anne-Emmanuelle Demartini et Xavier Papaïs. Paris : Les Presses Universitaires de France, 1991, 319 pp. Collection : PRATIQUES THÉORIQUES.

Cet ouvrage est la traduction française de : **Unthinking Social Science. The limits of Nineteenth-Century Paradigms**. Polity Press, 1991, in association with Basil Blackwell.

Table des matières

[Présentation](#) (texte au verso du livre)

Références des textes originaux (première publication)

[INTRODUCTION](#) : Impenser la science sociale ?

Première partie

Les sciences sociales des origines a la bifurcation

[Chapitre 1.](#) La Révolution française, événement de portée mondiale

[Chapitre 2.](#) Crises : l'économie-monde, les mouvements, les idéologies

Deuxième partie

Le concept de développement

[Chapitre 3.](#) À quoi sert le concept de révolution industrielle ?

[Chapitre 4.](#) Les théories économiques face aux disparités de développement

[Chapitre 5.](#) Le sujet du développement : sociétés ou système-monde ?

[Chapitre 6.](#) L'héritage de Myrdal : les dilemmes du racisme et du sous-développement

[Introduction](#)

[I](#)

[II](#)

[Conclusions](#)

[Chapitre 7.](#) Le développement : étoile polaire ou illusion ?

Troisième partie

Concepts de temps et d'espace

[Chapitre 8.](#) Un point d'épistémologie : qu'est-ce que l'Afrique ?

[Chapitre 9.](#) L'Inde existe-t-elle ?

[Chapitre 10.](#) L'invention des réalités Temps-Espace pour une compréhension de nos systèmes historiques

[Quatrième partie](#)

Un retour chez Marx

[Chapitre 11.](#) Marx et le sous-développement

[Chapitre 12.](#) Trois versions utopiques du marxisme : des idéologies en évolution

[Cinquième partie](#)

Un retour chez Braudel

[Chapitre 13.](#) Fernand Braudel, historien, homme de la conjoncture

[Chapitre 14.](#) Le capitalisme, ennemi du marché ?

[Chapitre 15.](#) Le capitalisme de Braudel, ou le monde à l'envers

[Chapitre 16.](#) Au-delà des *Annales* ?

[Sixième partie](#)

Une autre méthode : l'analyse des systèmes-mondes

[Chapitre 17.](#) Les systèmes historiques des systèmes complexes

[Chapitre 18.](#) Questions de paradigmes un appel à débat

[Chapitre 19.](#) Une théorie de l'histoire économique : pour en finir avec l'économie théorique

[Chapitre 20.](#) La deuxième phase de l'analyse des systèmes-mondes

[Bibliographie](#)

[Index](#)

Présentation du livre et de l'auteur

[Retour à la table des matières](#)

Immanuel Wallerstein procède à une mise en cause radicale de l'héritage de la « science sociale » du XIXe siècle du point de vue de la pensée du XXe siècle finissant. Il nous faut, dit-il, non pas tant « repenser » les perspectives des sciences sociales que les « impenser » radicalement, c'est-à-dire défaire leur logique et réviser leurs prémisses. Au lieu de libérer la pensée, elles font désormais obstacle à la compréhension du monde actuel.

Il en va ainsi, notamment, des concepts associés à la notion de « développement », à laquelle Wallerstein oppose une analyse spatio-temporelle qui incorpore le cadre géographique et chronologique à la définition même des transformations sociales. Les vingt essais rassemblés ici appliquent cette nouvelle perspective à un grand nombre de domaines et de problèmes - depuis la « révolution » française jusqu'à la critique de la théorie économique dominante, en passant par la définition des unités politiques nationales.

Faisant le bilan des héritages intellectuels qui ont contribué à la formation de sa problématique, notamment ceux de Marx et de Braudel, Wallerstein esquisse le programme d'une nouvelle phase d'analyse

des « systèmes-mondes », à l'approche de la bifurcation historique de celui dans lequel nous vivons.

Immanuel Wallerstein, né en 1930, dirige le Centre Fernand-Braudel pour l'étude des économies, des systèmes historiques et des civilisations à l'Université de Binghamton. Il est actuellement président de l'Association internationale de sociologie. Ont déjà paru en français, notamment, ses ouvrages, *Le système du monde du XVe siècle à nos jours* (Flammarion, 2 vol. parus), *Le capitalisme historique* et (en collaboration avec Étienne Balibar) *Race, nation, classe. Les identités ambiguës* (tous deux aux Éditions La Découverte).

Références des textes originaux (première publication)

[Retour à la table des matières](#)

1. Social Research, LVI, I, Spring 1989.
2. A. Bergesen (ed.), 1983, *Crises in the World-System*, Beverly Hills, Sage, Reprinted by permission of Sage Publications, Inc.
3. *Thesis Eleven*, 13, 1986.
4. J. Kocka and G. Ránki (eds), 1985, *Economic Theory and History*, Budapest, Akadémiai Kiadó.
5. *International Sociology*, I, I, March 1986.
6. *Cooperation and conflict*, XXIV, I, 1989.
7. *Economic and Political Weekly*, XXIII, 39, September 1984.
8. *Canadian Journal of African Studies*, XXII, 2, 1988.
9. Session paper : « Historical Sociology of India », XI World Congress of Sociology, New Delhi, August 18-23, 1986. © Immanuel Wallerstein.
10. *Geography*, LXXIII, 4, October 1988.
11. S. Resnick and R. Wolff (eds), 1985, *Rethinking Marxism*, Brooklyn, NY, Autonomedia.
12. *American Journal of Sociology*, XCI, 6, 1986.
13. *Radical History Review*, 26, 1982.
14. *Monthly Review*, XXXVII, 9, February 1986.
15. *Journal of Modern History*, LXIII, 2, June 1991. © 1991, by the University of Chicago.
16. *Radical History Review*, 49, December 1990.
17. *European Journal of Operational Research*, XXX, 2, June 1987.

18. A. Giddens and J. Turner (eds), 1987, *Social Theory Today*, Cambridge, Polity Press, titre original : « World-Systems Analysis ».
19. H. Van der Wee (ed.), 1990, *Studies in Social and Economic History*, 15, Erik Aerts, Thomas Kuczynski, and Vladimir Vinogradov (eds), *Methodological Problems*, Leuven, Leuven University Press.
20. *Review*, XII, 2, Spring 1990 (Fernand Braudel Center).

Impenser la science sociale.
Pour sortir du XIXe siècle

Introduction

Impenser la science sociale ?

[Retour à la table des matières](#)

À ce livre, j'ai donné pour titre « impenser » (*unthinking*) et non « repenser (*rethinking*) la science sociale ». Pour les universitaires et les savants, c'est une habitude que de repenser les problèmes. À l'établissement de nouveaux faits, assez importants pour saper les théories acquises, quand les prévisions coutumières ne tiennent plus, nous sommes bien obligés de repenser nos prémisses. En ce sens, nous sommes constamment en train de repenser l'ensemble des sciences sociales, en révisant telle ou telle de ses hypothèses particulières. Mais ce livre a un autre propos : en plus de l'opération, somme toute « normale », qui consiste à la *repenser* sans cesse, je crois nécessaire de nous défaire de la science sociale que nous a léguée le XIXe siècle et en quelque sorte de *l'impenser*. En effet, pour l'essentiel, ses présupposés - hypothèses à mon sens trompeuses et restrictives - ont encore sur nos mentalités une bien trop forte emprise. Ces présupposés, on y vit un temps une libération pour l'esprit, mais aujourd'hui ils constituent l'obstacle théorique majeur à une analyse vraiment féconde du monde social.

Je dois préciser ma tentative. Dans ces pages, il n'est pas question pour moi de proposer un paradigme de plus dans cette entreprise commune que j'appelle les sciences sociales historiques. J'essaye plutôt de souligner ce qui me paraît trop étroit ou hautement douteux dans les points de vue dominants. J'espère ainsi préparer la recherche d'un nouveau paradigme : sa construction demandera à tous les chercheurs un temps et un effort considérables. Ce livre n'a d'autre ambition que d'aider à éclaircir cette forêt particulièrement dense et compacte, qui fait obstacle à notre vision.

Cette épistémologie classique, sans doute bien des gens critiqueront la description que j'en donne, comme l'analyse sociale que je tire de son histoire. Les défenseurs de l'épistémologie dominante, je le sais bien, ne sont pas spécialement timides quand il s'agit d'exprimer leurs opinions. D'ailleurs ce problème concerne aussi leurs adversaires : aussi pesées, et pertinentes, que puissent être leurs critiques, bien souvent, ils n'ont pu se libérer complètement de cette *Weltanschauung* qu'ils ont pourtant abandonnée. J'estime que je n'y échappe pas non plus. Ce constat m'a conforté un peu plus dans mon jugement : cette épistémologie a sur nous une emprise considérable ; à tenter d'impeuser ses hypothèses fondatrices, on mesure toute la difficulté, et la violence, de l'entreprise.

J'ai réparti ces essais autour de six grands thèmes. Le premier concerne l'histoire sociale de cette épistémologie. Dans le développement historique du système-monde moderne, j'ai cherché à repérer l'invention des sciences sociales historiques comme cadre de pensée. Pourquoi c'est le XIXe siècle, et ce siècle seulement, qui institua ces sciences comme mode de savoir, c'est ce que j'essaye d'expliquer. De même, je cherche pourquoi elles ont développé ce mode d'épistémologie qui leur est propre, axé sur une fausse antinomie, entre la science générale des lois et la connaissance des faits, cette alternative qui oppose constamment deux styles, que j'appellerai dans le langage du *Methodenstreit* allemand, « nomothétique » et « idiographique ». Aussi, j'ai cherché à comprendre pourquoi c'est seulement depuis vingt ans qu'on a commencé à remettre en question cette théorie de la science, et à entrevoir, à travers ses failles, les dilemmes théoriques qui aujourd'hui nous sont légués.

Après l'analyse de ce contexte historique, je me tourne vers ce qui me semble être, dans la science sociale du XIXe siècle, le concept clef, comme le plus discutable, le concept de « développement ». Sans doute, ce mot de développement n'est devenu banal qu'après 1945 ; et encore, à l'origine, il ne relevait que du domaine, supposé marginal, des évolutions enregistrées dans le « Tiers Monde » ou dans les zones périphériques de l'économie-monde capitaliste. Pourtant, je crois au contraire que l'idée de développement n'est qu'un avatar du concept, bien plus ancien, de « révolution industrielle » : c'est cette notion qui a servi d'axe fondateur à l'essentiel des travaux historiques comme à toutes les analyses de style « nomothétique ». Une pareille idée a exercé une immense influence et nourri d'innombrables erreurs - précisément parce qu'en raison de sa partielle justesse, elle nous semblait tellement aller de soi -comme elle a engendré, finalement, d'énormes déceptions, théoriques et politiques. Pourtant, il y a encore bien peu de savants qui soient vraiment disposés à désapprendre cette notion centrale.

Du développement, concept trompeur mais qui, au moins, reste largement débattu, je passerai ensuite au temps et à l'espace, ou à ce que j'appellerai le Temps-Espace. Un des exploits les plus remarquables de l'épistémologie dominante a été d'éliminer le Temps-Espace de toute analyse. Je ne nie pas qu'on ait jamais parlé de géographie ou de chronologie : on s'y est toujours livré et même copieusement. Mais on les a prises pour des invariants physiques, des paramètres extrinsèques, au lieu d'y voir des créations sociales, bien plus fluides, et par conséquent des facteurs intrinsèques, essentiels à la compréhension de la structure sociale comme de la transformation historique. Aujourd'hui encore, nous tenons trop rarement compte des multiples Temps-Espaces auxquels nous sommes confrontés et par suite, nous nous soucions bien peu de savoir lequel adopter pour déchiffrer les processus sociaux.

J'ai donc tenté de montrer les limites du développement, concept central dans les paradigmes du XIXe siècle, comme sa contrepartie plus obscure, l'absence du Temps-Espace, qui aurait dû jouer un rôle scientifique essentiel : ces deux phénomènes, intimement liés, partagent la même logique. À ce point, je me suis tourné vers deux grands penseurs : Marx et Braudel. En effet, chez eux nous trouverons une

aide précieuse pour nous dégager des limites héritées de cette science classique.

Sans doute, Karl Marx occupe aussi dans cette science classique une place éminente. À juste titre, on a dit qu'il était le dernier économiste classique. C'est un fait qu'il partageait, dans une très large mesure, les mêmes présupposés théoriques que les intellectuels européens de son époque. La confiance d'Engels va dans ce sens : la pensée de Marx, affirmait-il, prend ses racines dans Hegel, mais aussi dans Saint-Simon et les économistes anglais classiques. Mais Marx, par ailleurs, n'a cessé de proclamer son engagement pour une « critique de l'économie politique » et cette revendication s'appuie sur de solides raisons.

Penseur impliqué dans son époque, Marx cherchait aussi à en dépasser les limites. Dans quelle mesure il a ou non réussi, je ne tenterai pas ici d'en discuter. J'observe plutôt ce fait : si les idées de Marx sont rentrées dans les lieux communs, c'est surtout dans la leçon établie par les partis marxistes, version qui, loin de poursuivre la critique de l'économie politique, participait pleinement à l'épistémologie dominante. C'est l'autre Marx que je voudrai relire ici, le Marx qui a résisté, en plein XIXe siècle, aux points de vue dominants de la science sociale.

Il est également utile de relire Fernand Braudel. Évidemment, Braudel est une figure bien différente. Il ne se considérait pas comme un « théoricien » ou un « épistémologue ». C'était un historien qui se consacrait au travail d'archives : il en tirait les matériaux pour construire, selon ses vœux, une « histoire pensée ». Les problèmes purement « épistémologiques » ne le passionnaient pas. Mais il avait un instinct très sûr qui l'a conduit à mettre en question les modes de vérités historiques et à frayer ainsi, de manière explicite ou parfois plus voilée, des voies nouvelles par-delà les anciens dilemmes. J'ai donc relu Braudel pour mesurer sur ces enjeux l'ampleur de sa contribution : impenser la science sociale classique et surtout, comprendre le capitalisme dans une longue durée qui ne s'appuie plus sur l'hypothèse du « développement » et l'oubli du Temps-Espace.

Enfin, j'en viendrai à l'analyse des systèmes-mondes comme une perspective contemporaine sur le monde social : celle-ci privilégie l'étude de la longue durée et des espaces larges. L'analyse des systèmes-mondes s'est construite en rupture avec la science sociale du XIXe siècle. Mais cette critique est incomplète, inachevée. De cette science sociale, elle n'a pas encore réussi à surmonter l'héritage le plus vivace, et le plus trompeur : la division de l'analyse sociologique en trois domaines, trois logiques, trois « niveaux » distincts : le politique, l'économique et le socioculturel. Cette trilogie s'élève sur notre route, tel un bloc de granit, et barre toute avancée théorique. Elle gêne d'innombrables chercheurs, mais personne à ma connaissance n'a encore réussi à se passer de ce schème et de ses implications. Si certaines d'entre elles sont pertinentes, la plupart ont sans doute peu de valeur.

Faut-il croire que le monde doit encore changer avant que les savants puissent le décrire utilement ? J'en suis certain, c'est cette énigme, avant tout, qui doit nous occuper : si nous voulons reconstruire les sciences sociales historiques, il nous faut dépasser cette aporie, trouver la clef de ce mystère, et impenser cette métaphore.

Première partie

Les sciences sociales: des origines à la bifurcation

[Retour à la table des matières](#)

Première partie :
Les sciences sociales : des origines à la bifurcation

Chapitre 1

La Révolution française, événement de portée mondiale

[Retour à la table des matières](#)

Habituellement, on mesure de deux manières le sens et l'importance de la Révolution française : ou bien on ne voit qu'un « événement » singulier, qui n'a fait qu'infléchir le cours de l'histoire de France ; ou bien, ce phénomène a pesé, au contraire, sur l'histoire d'autres pays. C'est dans ce dernier sens que j'envisagerai ici cette Révolution, comme un événement de portée mondiale, puisque dans l'histoire, son sens et son influence s'étendent à l'ensemble du système-monde moderne.

Comme on sait, la littérature portant sur la Révolution a reflété, au cours des trente dernières années, une gigantesque joute intellectuelle entre deux écoles historiques. D'un côté, on trouve ce qu'on appelle l'interprétation « sociale », qui eut Albert Soboul comme figure centrale et qui remonte à Lefebvre, Mathiez et Jaurès : elle a conduit ses analyses d'après l'hypothèse que la Révolution restait avant tout une révolution politique menée par la bourgeoisie pour renverser l'Ancien Régime féodal. Par ailleurs, un second camp a vu le jour, qui de cette

interprétation sociale a produit, une critique « révisionniste ». Ce camp n'a pas de terme générique : il eut pour principaux interprètes Alfred Cobban, puis François Furet. Avant tout, il rejette le concept de révolution « bourgeoise », affirmant qu'on ne peut décrire expressément la France, du XVIIIe siècle comme un pays féodal. Il suggère de la décrire plutôt comme « despotique » et de considérer la Révolution française comme une explosion politique de revendications libertaires ¹.

Pour l'analyse des événements, la différence majeure qui en résulte se concentre sur l'interprétation politique de l'insurrection du 10 août 1792. Pour Soboul, cette insurrection était une « seconde révolution », ouvrant la voie à une république démocratique et populaire. Pour Furet, c'était exactement le contraire : l'interruption d'une voie qui devait conduire à une société libérale. Sans aucun doute, c'était une seconde révolution, mais au lieu d'accomplir la première, elle en était le « dérapage ». Ainsi, pour Soboul, Robespierre et la Montagne représentaient la fraction la plus radicale de la bourgeoisie française et par conséquent une force de libération ; pour Furet, ils représentaient un nouveau despotisme, pire que le premier.

Dans ce débat, les positions sont clairement définies ; dans notre contexte de politique européenne, au XXe siècle, elles ont bien sûr un air familier. Évidemment, comme on l'a souvent dit, il faut voir dans ce débat autant une discussion sur la Révolution russe que sur 1789. Cependant, il importe de voir quelles prémices communes partagent les deux camps dans cette joute oratoire : tous deux - et la thèse atlantique conserve aussi cette conception - partagent une conception de l'histoire comme un développement, et qui choisit les États comme unités de base de ce développement historique.

¹ Même si, à l'origine, elle a précédé les travaux des révisionnistes, ce qu'on appelle la thèse atlantique est un amalgame de ces deux points de vue. D'après elle, la Révolution française était à la fois bourgeoise et anti-despotique. D'autre part, elle serait liée au système mondial car ses origines comme celles des autres révolutions « atlantiques » plus ou moins contemporaines ont pour source commune la pensée des Lumières. On peut voir dans cette thèse une combinaison de ce que les deux précédentes présentent de meilleur ou de pire.

Pour l'école de l'interprétation sociale, tous les États passent par des étapes successives au cours de l'histoire, la transition qui nous intéresse, dans ce cas précis, étant celle du féodalisme au capitalisme, d'un État dominé par l'aristocratie à un autre dominé par la bourgeoisie : la Révolution française ne serait donc qu'une transition, dramatique ou définitive, qui de toute façon était nécessaire, inévitable. Pour l'école « libérale », le processus de modernisation suppose l'abandon de l'État despotique pour un État fondé sur les principes libéraux : il faut voir dans la Révolution une tentative pour réaliser cette transition, que rien ne rendait inévitable ; mais la tentative a tourné court. Dans le corps politique français, l'aspiration à la liberté devait rester latente, pour être reprise plus tard. Pour Soboul, puisque la Révolution était bourgeoise, elle fut le point de départ de la démocratie libérale en France. Pour Furet, après le dérapage, c'est la Révolution elle-même qui devint un obstacle à la démocratie libérale.

Dès lors, il devient intéressant de comparer les positions de chaque camp sur la longue guerre avec la Grande-Bretagne, guerre qui commença en 1792 et continua, avec quelques interruptions, jusqu'en 1815, c'est-à-dire bien après la période jacobine. Pour Soboul, la guerre fut essentiellement lancée de l'étranger par l'aristocratie française qui, perdant la guerre civile, espérait recouvrer ses positions d'antan en étendant le conflit à l'échelle internationale. Pour Furet, la guerre répondait à un désir propre aux forces révolutionnaires, ou du moins à leur majorité : poursuivre la révolution et la renforcer.

Concernant les origines immédiates de la guerre, on peut sans doute défendre également ces deux explications. Ce qui est frappant dans ces analyses, c'est qu'on ne se demande jamais si, oui ou non, une guerre franco-britannique aurait pu se produire, à cette époque, en l'absence de toute révolution intérieure en France. Après tout, au cours d'un siècle entier, il y avait déjà eu trois grands conflits successifs entre la Grande-Bretagne et la France et, vues d'aujourd'hui, on pourrait penser que les guerres de 1792-1815 ne furent que le quatrième et dernier conflit majeur dans le long combat pour l'hégémonie à l'intérieur de l'économie-monde capitaliste.

Dans ces pages, je résumerai brièvement l'analyse que j'ai exposée en détail dans *The Modern World System* (1989 b vol. III, chap. 1 et 2)

sans reproduire les données qui appuient les arguments développés dans le livre. Je me contente d'une toile de fond où je souhaite montrer la façon dont la Révolution française, événement de portée mondiale, a transformé le système-monde en entier. J'avance d'abord l'hypothèse que l'économie-monde capitaliste existait comme système historique depuis le « long » XVIe siècle dans des limites qui, d'emblée, incluaient l'Angleterre et la France : par suite, durant cette période, les deux pays avaient subi les contraintes inhérentes à un mode de production capitaliste, ils appartenaient désormais au système interétatique qui avait donné son cadre politique à cette économie-monde.

Étudier la question sous l'aspect des « systèmes-mondes » laisse peu de place aux thèses majeures des deux écoles sur la Révolution française. Cette dernière n'aurait pas pu être une « révolution bourgeoise » puisque, dans l'économie-monde capitaliste où se trouvait la France, les couches dominantes avaient déjà un comportement économique capitaliste. En ce sens, les « capitalistes » n'avaient nul besoin de révolution politique, dans tel ou tel État, pour obtenir droit de cité ou poursuivre leurs intérêts fondamentaux. Bien sûr, cela n'empêche pas que certains groupes de capitalistes aient pu se trouver plus ou moins mécontents de la politique de leurs pays et envisager, sous certaines conditions, des actions politiques qui finiraient en un sens par devenir « insurrectionnelles », bouleversant par ce biais les institutions de l'État en cause.

D'autre part, la perspective des systèmes-mondes laisse également peu de place à l'hypothèse implicite des écoles révisionnistes : un immense combat, au sein de chaque État, entre les partisans du despotisme et ceux du libéralisme politique. Dans l'aspiration au libéralisme, ces écoles voient toujours une sorte de vecteur de la modernité. Dans la perspective des systèmes-mondes, le « libéralisme » se présente au contraire comme une stratégie particulière des classes dominantes : utilisable avant tout dans les zones centrales de l'économie-monde, dans chaque État elle reflète, entre autres, une structure de classe déséquilibrée, où les classes laborieuses représentent un pourcentage beaucoup plus faible de la population totale que dans les zones périphériques. A la fin du XVIIIe siècle, ni l'Angleterre ni la France n'avaient encore de véritables structures institutionnelles « libérales », et ni l'une ni l'autre ne devaient en avoir avant près d'un siècle.

cle. Si l'on veut reprendre ce terme, le « dérapage » de 1792, n'a pas eu plus de signification, à long terme, que le « dérapage » parallèle de 1649 en Angleterre. Envisagées depuis le XXe siècle, la Grande-Bretagne et la France ne sont pas tellement différentes si l'on veut bien considérer la place qu'y ont occupée, au cours des deux derniers siècles, les institutions politiques « libérales ». De même, elles ne sont pas si différentes, par exemple, de la Suède qui n'a connu aucune série d'événements dramatiques comparables aux Révolutions anglaise ou française.

Ce qu'on peut noter dans le cas de l'Angleterre et de la France, c'est qu'avec le déclin de la puissance hollandaise, au milieu du XVIIe siècle, ces deux États devinrent concurrents pour sa succession à l'hégémonie. On peut constater cette concurrence dans deux domaines : l'impact comparé de leur action sur les marchés de l'économie-monde, et leur puissance politique et militaire dans le système interétatique.

Dans cette longue concurrence, 1763 a marqué le début du « dernier acte ». Le traité de Paris scella sur les mers la victoire définitive de la Grande-Bretagne sur la France, dans les Amériques comme aux Indes. En même temps, cette victoire plantait aussi la scène des problèmes aigus que devaient rencontrer la Grande-Bretagne, tout comme l'Espagne et le Portugal, dans leurs relations avec leurs colons américains. Ceux-ci conduisirent à la décolonisation, sous l'égide des colons blancs, qui débuta en Amérique du Nord britannique et se répandit partout ailleurs.

Nous savons que la guerre d'Indépendance américaine a entraîné en fin de compte une intervention française aux côtés des colons qui, dans les années 1780, a considérablement aggravé la crise fiscale de l'État français. Assurément, l'État britannique dut aussi faire face à de graves dilemmes budgétaires. Mais pour les Britanniques, la victoire de 1763 avait permis une solution plus aisée que pour l'État français. En témoigne, par exemple, le rôle joué par le butin saisi à la bataille de Plassey (1757), pour libérer l'État britannique de sa dette envers la Hollande.

Politiquement, il était impossible à l'État français de résoudre les problèmes fiscaux par de nouveaux impôts ; il ne pouvait pas non plus

recourir à une source extérieure, comparable au butin de Plassey. C'est pourquoi il accepta la signature du traité commercial anglo-français de 1786 (traité d'Eden) : le roi de France y souscrit avant tout parce qu'il devait créer pour l'État de nouvelles sources de revenu. Hélas, il n'en résulta qu'un désastre économique et une déroute politique. Aussi, les « cahiers de doléances » sont-ils remplis de récriminations concernant ce traité.

Si l'on compare, au XVIIIe siècle, la productivité agricole et industrielle en France et en Grande-Bretagne, il est difficile d'établir une quelconque supériorité britannique. En 1763, les Français étaient sans doute en tête. Mais, bien que leur situation économique fût parfaitement comparable, au moins jusque dans les années 1780, où la Grande-Bretagne prit peut-être une légère avance, il est vrai cependant que la France s'est imaginé, après 1763, qu'elle avait « pris du retard ». C'était probablement une illusion, construite pour donner un semblant d'explication rationnelle à la défaite militaire de 1763. D'ailleurs les Anglais ont partagé l'illusion symétrique : ils se trouvaient « en retard » sur la France, jusqu'en 1763, où ce complexe semble avoir disparu. Quoi qu'il en soit, ce sentiment, vivace dans les couches françaises instruites, a permis de justifier le traité d'Eden.

Lorsque le roi convoqua les États généraux, l'atmosphère générale était exécration : la défaite de 1763, la crise fiscale de l'État, l'erreur que constituait l'acceptation du traité d'Eden, tout cela, renforcé par deux mauvaises récoltes successives, avait créé le cadre politique d'une situation « incontrôlable » qui, au fond, a duré jusqu'en 1815, et qu'on a appelée la Révolution française.

Ce qui, en France, semble avoir marqué cette période de 1763 à 1789, c'est, dans le combat contre la Grande-Bretagne pour l'hégémonie, le refus des élites françaises d'accepter la défaite, et la montée des exaspérations, dans le sentiment croissant que la monarchie ne voulait, ni ne pouvait, rien faire contre cet état de choses. Par conséquent, les guerres de 1792-1815 entraient fondamentalement dans la logique des révolutionnaires français : ils cherchaient à restructurer l'État pour le rendre capable de terrasser définitivement l'adversaire britannique.

Dans la seule perspective de la lutte franco-britannique, au sein du système interétatique, la Révolution française fut un désastre. Bien loin de compenser la défaite de 1763, cette lutte vit la France battue militairement de façon plus définitive, en 1815, qu'elle ne l'avait jamais été auparavant, parce que cette fois sa défaite se situait sur terre, là où résidait la puissance militaire française. Aussi, loin de permettre à la France de surmonter son retard économique par rapport à la Grande-Bretagne, un retard qui jusque-là restait largement fictif, les guerres inaugurèrent ce handicap. En 1815, contrairement à 1789, il devenait juste de dire que la Grande-Bretagne possédait sur la France une avance significative dans la production des marchandises pour les marchés mondiaux.

Mais en France même, la Révolution n'a-t-elle pas au moins entraîné d'importantes transformations économiques ? Une fois retombée l'effervescence, finalement les transformations étaient moins frappantes qu'on ne l'a souvent affirmé. Les plus vastes propriétés agricoles demeuraient pour la plupart intactes, malgré de nombreux changements dans la personne des propriétaires. Malgré l'abolition formelle de la féodalité, « l'individualisme agraire » - pour utiliser une expression de Marc Bloch - rencontra encore des entraves telles que la « vaine pâture » et le « droit de parcours », qui survécurent jusqu'en plein me siècle. Si les paysans moyens, les laboureurs, en sortaient plus forts qu'auparavant, c'était avant tout aux dépens des producteurs les plus modestes, des « manœuvriers ». Et si les réformes agricoles firent parfois du bruit, elles ne faisaient, au fond, que s'insérer dans une courbe lente et régulière de changement collectif, à l'œuvre depuis plusieurs siècles, dans une grande partie de l'Europe occidentale.

Dans l'industrie, bien sûr, on abolit les corporations. Les douanes intérieures disparurent, créant par là un marché intérieur plus vaste, sans entraves. Mais n'oublions pas qu'avant 1789, existait déjà une zone sans barrières intérieures, les Cinq grosses fermes, qui comprenait Paris et avait en gros la même superficie que l'Angleterre. La Révolution annula évidemment le traité d'Eden et la France, une fois encore, revint avec bon sens au protectionnisme. L'État se dota d'une nouvelle efficacité administrative (unification linguistique, Nouveau Code civil, création des grandes écoles) qui, sans aucun doute, joua un très grand rôle, au XIXe siècle, dans les réalisations économiques.

Mais, d'un point de vue strictement français, le bilan de la Révolution française demeure assez maigre. Si on prétend y voir le « modèle » des révolutions bourgeoises, cela ne plaide guère en faveur de ces révolutions. Comme combat contre le despotisme, même les partisans de ce point de vue admettent que le résultat ne fut pas brillant. Bien sûr, on pourrait célébrer la Révolution en se référant à Tocqueville : elle acheva la création de l'État français et accomplit une centralisation bureaucratique que Richelieu et Colbert avaient voulu réaliser sans jamais vraiment y parvenir. Si tel est le cas, on pourrait comprendre que les Français célèbrent dans cet événement l'incarnation du nationalisme français, mais que pourrait donc bien célébrer le reste du monde ?

Je pense pourtant qu'il reste une chose à retenir, et peut-être à célébrer, pour le reste du monde, même si elle reste très ambiguë. Je pense que la Révolution française et l'épisode napoléonien ont catalysé la transformation idéologique de l'économie-monde capitaliste *en tant que système-monde*, et qu'ils ont créé ainsi trois champs, trois séries d'institutions culturelles toutes nouvelles, qui forment depuis le noyau central de ce système.

Nous devons commencer par les contemporains : comment ont-ils perçu la Révolution française ? C'était bien sûr un bouleversement dramatique, passionnel et violent. Dans ce qu'on peut appeler sa première expression, qui va de 1789 (prise de la Bastille) à 1794 (Thermidor), se produisirent la Grande Peur, l'abolition de la féodalité, la nationalisation des biens du clergé, l'exécution du roi et la proclamation de la Déclaration des droits de l'homme. Cette série d'événements eut pour paroxysme la Terreur, qui se termina finalement par la réaction dite thermidorienne. Pourtant, les événements dramatiques ne s'arrêtent pas à Thermidor. Napoléon prit le pouvoir et les armées françaises se répandirent partout dans l'Europe continentale.

Dans maints pays, on les accueillit d'abord en libérateurs qui portaient un message révolutionnaire, mais plus tard, on finit par les rejeter comme les représentants d'une expansion impérialiste.

Dans toute l'Europe, ce fut chez les autorités en place une réaction horrifiée devant le travail de sape, réel ou potentiel, que le virus révolutionnaire menait contre l'ordre établi. Partout on tenta de contrer l'extension de ces idées et de ces valeurs, et d'abord en Grande-Bretagne où l'idée, d'ailleurs très surfaite, qu'on se faisait d'éventuels sympathisants, et de leur puissance, conduisit à une répression efficace.

Il faut noter l'influence qu'eut la Révolution (période napoléonienne comprise) dans trois zones clefs de la « périphérie » du système-monde : Haïti, l'Irlande et l'Égypte. A Saint-Domingue, la Révolution française provoque un cataclysme immédiat. Les colons blancs tentent d'en profiter pour gagner leur autonomie : cela conduisit rapidement à la première révolution noire du système-monde, révolution que tous les autres acteurs, au cours des décennies suivantes - Napoléon, les Britanniques, les colons blancs révoltés aux États-Unis et en Amérique latine -, cherchèrent d'une façon ou d'une autre à écraser ou à contenir.

En Irlande, l'influence de la Révolution française transforma ce qui d'abord n'était qu'une tentative autonomiste des colons protestants, à l'image des colons de Nouvelle-Angleterre, en une révolution sociale qui un moment rassembla catholiques et dissidents presbytériens en un front commun anti-colonial. Cette tentative, qui frappait au cœur de l'État britannique, fut détournée, minée et réprimée, et l'Irlande intégrée encore plus étroitement à la Grande-Bretagne par l'Acte d'Union de 1800. Cependant, il en résulta un problème politique, interne et endémique, qui devait affecter la Grande-Bretagne pendant tout le XIXe siècle, l'équivalent *mutatis mutandis* du problème politique des droits des Noirs aux États-Unis.

En Égypte, l'invasion napoléonienne conduisit à l'arrivée au pouvoir de Mohamed Ali, le premier grand « modernisateur » égyptien, dont le programme d'industrialisation et d'expansion militaire mina gravement l'Empire ottoman, et faillit établir au Moyen-Orient un puissant État, qui aurait pu, dans le système interétatique, jouer un rôle majeur. Là encore, ce fut seulement une tentative : alors qu'il avait pratiquement atteint son but, Mohamed Ali fut finalement mis en

échec, comme le furent, pendant un siècle, tous les efforts similaires dans la périphérie de l'économie-monde.

À tout cela, bien sûr, il faut ajouter la décolonisation des Amériques, sous l'égide des colons blancs. Sans doute elle ne tient pas seulement à la Révolution française, qu'a précédée la guerre d'Indépendance américaine. Mais cette guerre découlait des mêmes sources, la restructuration du système-monde postérieure à 1763, et comme la Révolution française, elle se référait aux doctrines des Lumières pour asseoir sa légitimité. L'indépendance de l'Amérique latine se rit dans le sillage de cette restructuration géopolitique, renforcée par les modèles révolutionnaires précédents, en Amérique et en France. À quoi s'ajoutaient les conséquences dévastatrices de l'invasion de l'Espagne par Napoléon en 1808 et l'abdication du souverain espagnol.

Finalement, tout cela formait une tornade politique comme on n'en avait encore jamais vue dans le monde moderne. Sans doute, il y avait déjà eu des périodes de bouleversement, mais leur influence était différente. En Angleterre, la révolution partage bien sûr de nombreux traits communs avec la Révolution française. Mais elle eut peu de répercussions à l'extérieur du pays, car elle n'était pas liée à des conquêtes de type napoléonien. De même, les bouleversements consécutifs à la Réforme et à la Contre-Réforme furent à l'évidence aussi violents que les troubles de la Révolution française. Mais ils ne portaient pas sur des questions purement politiques ; aussi, même s'ils impliquaient au bout du compte une réelle restructuration, ils ne semblaient pas remettre en question la légitimité des gouvernements et des structures politiques en elles-mêmes.

Je pense que la bourgeoisie ou, si l'on préfère, les « couches capitalistes » ou les « classes au pouvoir » ont tiré deux conclusions de la « tourmente révolutionnaire française ». L'une fut une sensation de grande menace : il fallait moins redouter tous les Robespierre de la Terre que ces masses mal dégrossies qui, pour la première fois semblaient envisager sérieusement de se saisir du pouvoir d'État. À plusieurs reprises, la Révolution française proprement dite avait pratiquement « échappé à tout contrôle », non parce que des bourgeois provoquaient des changements politiques, mais parce que des « paysans » ou des « sans-culottes » ou des « femmes » se mettaient à

s'armer, à défiler et à manifester. Les esclaves noirs de Saint-Domingue firent plus que manifester : ils se saisirent en fait du pouvoir d'État, révolution politique qui s'avéra encore plus difficile à contenir et à contrer que les révoltes en France.

Dans l'analyse de ces « soulèvements », on pourrait bien sûr les réduire aux révoltes de la faim, aux jacqueries récurrentes des siècles précédents. Mais je crois que la bourgeoisie mondiale y a perçu autre chose, qu'elle a vu plutôt dans ces « soulèvements » les premiers mouvements anti-systémiques du monde moderne, les premiers à véritablement attaquer le système capitaliste. Sans doute, ils n'ont pas connu un succès insigne. Mais le fait capital, c'est tout simplement qu'ils aient pu se produire, et annoncer un changement qualitatif majeur dans la structure du système-monde capitaliste, un tournant dans sa vie politique.

D'autre part, la bourgeoisie mondiale en tira une seconde conclusion, tout à fait logique. Un perpétuel changement politique, à court terme, devenait inévitable. Désormais, on ne pouvait plus perpétuer le mythe historique qu'avaient pratiqué les systèmes-mondes précédents, et même l'économie-monde capitaliste jusqu'alors, en prétendant que le changement politique était exceptionnel, souvent de courte durée et en gros peu souhaitable. C'est en acceptant de reconnaître la normalité du changement que la bourgeoisie mondiale gardait une chance de l'endiguer et de le ralentir.

Dans l'économie-monde capitaliste, la diffusion de cette idée d'une normalité du changement constituait une transformation culturelle fondamentale. Elle impliquait que l'on reconnaisse publiquement, expressément, les réalités structurelles qui en fait, prévalaient déjà depuis plusieurs siècles, à savoir que le système-monde était un système capitaliste, et que la division du travail dans l'économie-monde était limitée et encadrée par un système interétatique composé d'États théoriquement souverains. Une fois cette reconnaissance généralisée, ce qui en gros s'est produit entre 1789 et 1815, une fois ce discours devenu dominant, trois nouvelles institutions se développèrent pour exprimer ce « caractère normal du changement », et y répondre. Ces trois institutions furent les idéologies, les sciences sociales et les mouvements anti-systémiques. À elles trois, elles constituent la grande syn-

thèse culturelle du « long » XIXe siècle, le soubassement institutionnel de ce qu'on appelle parfois à tort la « modernité ».

Habituellement, on ne considère pas les idéologies comme des institutions. C'est une erreur. Une idéologie est plus qu'une *Weltanschauung*, une conception du monde. Évidemment, en tout temps, en tous lieux, ont existé une ou plusieurs conceptions du monde qui déterminaient le mode d'interprétation de l'univers. C'est une autre évidence que les gens ont toujours reconstruit la réalité à travers un prisme commun produit par l'histoire. En ce sens, une idéologie est bien une *Weltanschauung*, mais d'une nature bien particulière : c'est qu'elle est consciemment et collectivement formulée dans la perspective d'objectifs politiques. Si l'on adopte cette définition de l'idéologie, il s'ensuit que l'on ne pouvait édifier cette *Weltanschauung* particulière que dans une situation où le discours politique acceptait la normalité du changement. On n'a besoin de formuler consciemment une idéologie que si l'on accepte le changement comme normal, si donc il vaut la peine de formuler à moyen terme des buts politiques conscients.

Au XIXe siècle, se sont développées trois idéologies de ce type : le conservatisme, le libéralisme et le marxisme. Elles étaient, toutes les trois, liées au système mondial.' Ce n'est pas un hasard si le conservatisme fut la première à former une institution. Aux tenants du conservatisme, cette récente reconnaissance de la normalité du changement posait à l'évidence des dilemmes urgents, comme le comprirent aussitôt, et en toute clarté, Edmund Burke et Joseph de Maistre. Ils savaient qu'il leur fallait plaider pour un changement aussi lent que possible. Mais surtout ils comprirent que certaines formes de changement étaient plus graves que d'autres. Par conséquent, il fallait en priorité maintenir les structures qui pouvaient freiner en retour toute action précipitée des réformateurs ou des révolutionnaires. Ces structures dont les conservateurs célébraient les mérites, c'étaient bien entendu la famille, la « communauté », l'église et naturellement la monarchie. Le noyau de l'idéologie conservatrice a toujours été la « tradition ». On suppose que les traditions existent depuis un temps immémorial : il est donc « naturel » de préserver les valeurs traditionnelles parce qu'elles incarnent la sagesse. L'idéologie conservatrice soutient que toute altération des traditions doit être solidement justifiée, faute de quoi il s'en-

suit corruption et décadence : c'est donc l'incarnation d'un pessimisme culturel, toujours d'essence défensive, dans le style de Cassandre. Ce changement que désormais l'on tient pour normal, les conservateurs ne cessent d'en dénoncer les dangers. Dans l'arène politique, les conséquences à court terme peuvent varier en proportion énorme, mais dans le moyen terme le programme politique des conservateurs est très clair.

Le libéralisme, c'est l'idéologie naturelle du changement normal. Mais c'est seulement après la naissance du conservatisme qu'il dut se constituer en idéologie. Les Tories anglais furent les premiers, au début du XIXe siècle, à appeler leurs adversaires des « libéraux ». Que l'individu a le droit de se libérer des contraintes étatiques, cette idée a sans doute une longue histoire derrière elle. L'affirmation de l'État absolutiste impliquait aussi un Parti constitutionnel. Habituellement, on voit en John Locke le symbole de cette école. Mais c'est le propre du XIXe siècle que d'avoir développé le libéralisme, cette idéologie d'une réforme consciemment mise en oeuvre : cela n'existait pas vraiment aux deux siècles précédents. C'est pourquoi la distinction souvent invoquée entre deux libéralismes, celui du XIXe siècle à ses débuts, partisan d'un « État minimum », et celui de la fin du siècle, partisan d'un État social, élude à mon sens le vrai problème. Les partisans des deux systèmes partageaient le même programme politique, tout à fait conscient : la réforme législative qui encouragerait, canaliserait et faciliterait le « changement normal ».

Comme troisième idéologie du XIXe siècle, le marxisme n'apparut que plus tard. Peut-être certains lui préfèrent-ils l'étiquette de socialisme. Mais, au fil des ans, la seule forme de pensée socialiste à se distinguer vraiment de l'idéologie libérale fut en fait le marxisme. Le propre du marxisme comme idéologie fut d'ajouter aux principes fondateurs du libéralisme -la théorie du progrès - deux corrections majeures : le progrès ne pouvait plus se produire dans une simple continuité, mais par mutation brutale, c'est-à-dire par la révolution ; et dans ce mouvement ascendant vers une société juste et parfaite, le monde n'aurait pas atteint le dernier, mais seulement l'avant-dernier stade. Ces deux altérations suffirent à produire un programme politique totalement différent.

À ces différentes idéologies, remarquons-le, je n'ai pas attribué d'origines sociales précises. Les explications courantes me paraissent trop simples. Même s'il existe forcément un lien historique entre la position sociale et le choix idéologique, il n'est pas sûr qu'à l'origine, elles se soient appuyées sur une assise sociale qui leur fût propre. Ce qui compte, avant tout, c'est qu'elles étaient toutes les trois des thèses sur le moyen d'aborder politiquement le « changement normal ». Et dans l'ordre des idéologies viables, qui pouvaient s'instituer dans l'économie-monde au XIXe siècle, elles ont probablement épuisé l'éventail des possibles.

Dans l'arsenal nécessaire pour affronter le « changement normal », les programmes politiques ne forment cependant qu'une partie. Comme ces programmes représentaient des propositions concrètes, ils exigeaient une connaissance concrète des réalités courantes. Ce qu'il leur fallait en somme, c'était une science sociale, car sans connaître le fonctionnement du monde, on pouvait difficilement prescrire telle réforme. Évidemment, cette connaissance importait avant tout aux libéraux et aux marxistes puisqu'ils encourageaient le progrès. Aussi étaient-ils plus enclins que les conservateurs à encourager comme à utiliser cette science sociale. Cependant, même les conservateurs comprenaient l'intérêt de maîtriser cette réalité, ne serait-ce que pour conserver - ou restaurer - le *statu quo ante*.

Les idéologies sont plus que de simples conceptions du monde. La science sociale, elle, est plus que la simple philosophie sociale. Les systèmes-mondes précédents avaient eu leurs penseurs du monde social, et nous gagnons encore à les lire aujourd'hui, du moins certains d'entre eux. Évidemment, le système-monde moderne était l'héritier d'une « Renaissance » de la pensée, grecque en particulier. A bien des égards, il s'était appuyé sur cet édifice. Le développement des structures étatiques, en particulier de l'État absolutiste, favorisa l'épanouissement de la philosophie politique, de Machiavel à Bodin et Spinoza, de More à Hobbes et John Locke, de Montesquieu à Rousseau. Pour l'éclat de cette pensée, ce fut une période exceptionnelle, à quoi rien ne devait vraiment répondre après 1789. En outre, le milieu et la fin du XVIIIe siècle virent se développer des théories économiques presque aussi riches que la philosophie politique : Hume, Adam Smith, les

physiocrates, Malthus. On est tenté d'ajouter : Ricardo, John Stuart Mill et Karl Marx.

Mais rien de tout cela n'a proprement institué la science sociale. Celle-ci, dans la définition qu'on finit par lui donner au XIXe siècle, consistait dans l'étude empirique du monde social, afin de comprendre le sens du « changement normal » et par suite de le réaliser. La science sociale ne fut pas le produit de penseurs solitaires, mais la création collective d'un corps de savants agissant dans des structures spécifiques, pour atteindre des buts précis. Elle impliquait un investissement considérable, ce qui ne fut jamais le cas quand il ne s'agissait que de philosophie sociale.

Cette institution se fit avant tout par différenciation au sein des structures universitaires européennes, lesquelles se trouvaient, vers 1789, virtuellement moribondes. À l'époque, les universités qui n'avaient pratiquement plus de vie intellectuelle, étaient encore divisées entre les quatre facultés traditionnelles : la théologie, la philosophie, le droit et la médecine. D'autre part, elles étaient encore peu nombreuses. Au cours du XIXe siècle, on créa un nombre considérable de nouvelles chaires, avant tout dans le cadre de la Faculté de philosophie, en moindre degré dans celui de la Faculté de droit. Ces chaires portaient de nouveaux intitulés et certaines d'entre elles annonçaient déjà ce que nous appelons aujourd'hui des « départements ».

Au début, on ne savait pas exactement quels noms finiraient par prendre ces nouvelles « disciplines ». À présent, nous connaissons le résultat : vers la fin du XIXe siècle, six principales « appellations » avaient survécu et s'étaient plus ou moins stabilisées en « disciplines ». Elles avaient pris rang d'institutions : dans le système universitaire, bien sûr, désormais renouvelé et entré dans une nouvelle période d'expansion, mais aussi dans les sociétés savantes nationales, devenues internationales au XXe siècle.

L'« appellation » de ces disciplines, c'est-à-dire l'organisation d'une division supposée au travail intellectuel, reflétait nettement le triomphe du libéralisme. C'est que le libéralisme constituait alors, comme aujourd'hui, l'idéologie dominante de l'économie-monde capitaliste. Et bien sûr, cela explique la méfiance, les réticences des marxistes, et

plus encore des conservateurs, à l'égard de cette nouvelle science sociale.

L'idéologie libérale s'appuyait sur la délimitation précise de trois sphères d'activités, qui composaient la pièce centrale de toute société : la sphère du marché, celle de l'État et celle qui relevait de la sphère « privée ». Cette dernière catégorie, essentiellement résiduelle, incluait toutes les activités qui ne renvoyaient pas directement à l'État ou au marché. Dans la mesure où elle recevait une définition positive, elle comprenait les activités de la « vie quotidienne », la famille, la « communauté », les « bas-fonds » et leurs activités « déviantes », etc. On finit par désigner l'étude de ces trois sphères distinctes sous le nom de science politique, science économique et sociologie. Le terme de science politique fut accepté en dernier : ce retard, on le doit surtout à un conflit archaïque de juridiction entre les Facultés de philosophie et de droit, certainement pas à une quelconque insouciance pour l'étude de l'État. Ainsi, ces trois « disciplines » se développèrent comme des sciences de lois générales, fondées sur la recherche empirique, mais intégraient aussi un fort élément de « science appliquée ».

Parallèlement, on redéfinit très clairement l'« appellation » d'Histoire. L'œuvre de Ranke symbolise ce bouleversement. Voici l'essentiel de ses critiques : ce qu'on avait produit auparavant sous l'« appellation » d'Histoire était trop « philosophique », pas assez « historique ». D'où l'importance d'écrire l'histoire *wie es eigentlich gewesen ist* - telle qu'elle s'est véritablement passée. L'histoire avait une existence réelle. On pouvait savoir ce qui s'était réellement passé en se référant aux « sources », en les lisant d'un oeil critique. L'histoire telle qu'elle s'instituait devait être rigoureusement idiographique.

Au fur et à mesure que s'instituent et se développent au XIXe siècle ces quatre « disciplines », on doit noter trois faits. Tout d'abord, dans leurs recherches empiriques, elles s'intéressaient exclusivement aux pays du centre de l'économie-monde, et seulement, en fait, à quelques-uns d'entre eux. En second lieu, presque tous les chercheurs travaillaient sur des matériaux empiriques ayant trait à leur propre patrie. Enfin, la méthode dominante était empirique et concrète, même si les trois disciplines dites nomothétiques - science économique, sociologie, science politique - avaient pour but de découvrir les « lois » qui

expliquaient le comportement humain. L'orientation empiriste de ces nouvelles « disciplines », concentrée sur l'espace national, devint un puissant moyen de circonscrire l'étude du changement social : il s'agissait de la rendre la plus utile possible à la politique des États comme à son soutien, et la moins susceptible de subvertir les nouvelles vérités. Mais malgré tout, c'était quand même une étude du monde « réel » : elle rejetait toute déduction métaphysique des connaissances à partir d'une image éternelle du monde.

Au XIXe siècle, en reconnaissant la normalité du changement, on supposait que celui-ci ne pouvait être normal que pour les nations civilisées, auxquelles il incombait par conséquent d'imposer ce changement au reste du monde. Ici, comme mode de description de coutumes immuables, la science sociale pouvait jouer un rôle, permettant ainsi de comprendre comment apporter la « civilisation » à cet autre monde. L'étude des peuples « primitifs », sans écriture, devint le domaine de l'anthropologie. L'étude des peuples pourvus d'écriture, mais historiquement « pétrifiés » (Chine, Inde, Monde arabe) devint le domaine de l'orientalisme. Dans ces deux domaines, l'étude universitaire mettait l'accent sur les éléments immuables, mais s'accompagnait d'un champ d'application, largement extra-universitaire, d'ingénierie sociale.

Comme les sciences sociales, de plus en plus, devenaient un outil pour gouverner un monde régi par la normalité du changement, et donc, un outil pour limiter l'étendue de ce changement, les hommes qui cherchaient à dépasser ces limites imposées par la bourgeoisie mondiale se tournèrent vers une troisième institution, les mouvements de contestation. Répétons-le, révoltes et oppositions n'avaient rien de neuf. Elles faisaient depuis longtemps partie du paysage historique, tout comme les *Weltanschauungen* et la philosophie sociale. Mais de même que les conceptions du monde se transformèrent en idéologies et la philosophie sociale en science sociale, révoltes et oppositions devinrent des mouvements anti-systémiques. Ces mouvements forment la troisième et dernière innovation du système-monde d'après 1789, une innovation qui ne vint vraiment à maturité qu'après la révolution mondiale de 1848.

Entre les nombreuses révoltes et oppositions d'autrefois et les nouveaux mouvements anti-systémiques, la différence essentielle réside dans ce fait que les premières étaient spontanées, brèves et dans une large mesure dépourvues de coordination au-delà du niveau local. Par contre, les nouveaux mouvements formaient des organisations, qui se dotèrent par la suite de bureaucraties pour planifier la transformation sociale. Elles fonctionnaient dans un cadre temporel qui dépassait le court terme.

Bien entendu, ces mouvements se divisèrent selon deux grandes formes, qui reproduisaient les deux thèmes principaux de la « tourmente révolutionnaire française » telle qu'elle fut vécue d'un bout à l'autre du système-monde. Des mouvements organisèrent le « peuple » en tant que classe(s) ouvrière(s), c'est-à-dire autour de conflits de classes : au XIXe siècle, on les désigna d'abord sous le nom de mouvement social, puis de mouvements socialistes. Par ailleurs, des mouvements s'organisèrent autour du « peuple », en tant que *Volk* ou nation, parlant une même langue ; on finit par les désigner sous le terme de mouvements nationalistes.

Ce n'est pas ici le lieu de rappeler comment ces mouvements socialistes et nationalistes s'organisèrent, réussissant non sans mal à devenir des institutions au niveau de l'État, à briguer le pouvoir politique au sein des États qu'ils habitaient, ou espéraient fonder. En revanche, on peut noter que malgré leur référence à des valeurs « universelles », ces mouvements se constituèrent toujours dans un cadre étatique, tout comme les sciences sociales, qui se référaient pourtant à des lois « universelles », étudiaient en fait les phénomènes au niveau de l'État. En vérité, de ces trois nouvelles institutions, seules les idéologies réussirent quelque peu à devenir des institutions mondiales.

Dès lors que dire, quel fut le vrai legs de la Révolution française ? Manifestement, elle transforma l'« appareil culturel » du système-monde. Mais elle le fit dans un sens particulièrement ambigu. D'une part on peut admettre qu'elle a dégondé tout ce que nous avons fini par associer au monde moderne : la passion du changement, le développement, le « progrès ». Ainsi, la tourmente révolutionnaire aurait permis au système-monde de franchir un mur du son culturel pour ac-

célébrer les forces de « changement » dans tout l'univers, ce qui s'est effectivement produit.

Mais, d'autre part, la Révolution, en produisant ces trois grandes institutions - idéologies, sciences sociales et mouvements anti-systémiques - a conduit à endiguer, à gauchir ce processus de changement : elle a créé en même temps les blocages, dont le monde n'a pris une conscience aiguë qu'au cours des vingt dernières années. Le consensus qui, après 1789, s'est affirmé sur la normalité du changement comme sur les institutions qu'il a engendrées touche peut-être aujourd'hui à sa fin. À vrai dire, cela ne s'est pas produit en 1917, mais plutôt en 1968.

S'il nous faut donc préciser nos choix, nos utopies dans le système-monde d'après 1968, il peut être utile de reprendre la devise tripartite de la Révolution française : liberté, égalité, fraternité. On s'est trop aisément satisfait d'opposer la liberté et l'égalité, comme l'ont fait en un sens les deux grandes interprétations de la Révolution française, chacune se faisant si l'on veut la championne d'une partie de l'alternative. La raison pour laquelle la Révolution française n'a produit ni la liberté, ni l'égalité, tient peut-être dans ce fait que les principaux détenteurs du pouvoir, et leurs héritiers, ont réussi à faire croire qu'elles formaient des objectifs séparés. Ce n'était pas, je pense, le point de vue des « masses mal dégrossies ».

Quant à la fraternité, elle est toujours restée entre-temps un vœu pieux, que personne n'a pris vraiment au sérieux dans la longue ère culturelle qui s'ouvre après 1789 : il en fut ainsi jusqu'en 1968. En effet, l'interprétation que tous donnèrent sans exception à la « normalité du changement » impliquait qu'on produise un monde de plus en plus homogène, dont l'harmonie procéderait de la disparition des différences réelles. Hélas, entre-temps, nous avons mesuré à quel point le développement de l'économie-monde capitaliste avait augmenté les disparités économiques et sociales, et par suite la conscience des différences. La fraternité, à laquelle on pourrait substituer peut-être le terme de « camaraderie » conformément à l'exigence d'un langage non sexiste surgie depuis 1968, est un édifice qu'on ne peut ériger qu'au prix d'énormes peines. Et pourtant ce fragile espoir forme le socle de toute liberté-égalité réelle.

La Révolution française n'a pas énormément changé la France. Mais elle a énormément changé le système-monde. À l'échelle mondiale, l'héritage institutionnel de la Révolution française fut ambigu dans ses effets. Après 1968, mettre en question cet héritage exige qu'on interprète autrement le sens des poussées populaires qui se sont cristallisées sous la forme de cette tourmente révolutionnaire.

Première partie :
Les sciences sociales : des origines à la bifurcation

Chapitre 2

Crises : l'économie-monde, les mouvements, les idéologies

[Retour à la table des matières](#)

Par crise dans un système historique, je n'entends pas simplement des difficultés conjoncturelles internes, mais une tendance structurelle dont l'ampleur est telle que la seule issue possible est la disparition du système lui-même. Cette destruction peut prendre divers aspects, suivre un processus de désintégration graduelle, qui évolue dans des sens imprévisibles, ou bien une transformation relativement contrôlée qui, elle, aura pour fin une direction prévue et donc le remplacement du système par un ou plusieurs autres. En ce sens, une crise est par définition une « transition » : dans les systèmes à grande échelle - sans doute est-ce une nécessité interne - ces « transitions » connaissent généralement une durée moyenne, elles prennent souvent entre cent et cent cinquante ans (Wallerstein, 1982). De nos jours, nous vivons dans une telle transition, qui nous éloigne peu à peu de l'économie-monde capitaliste. Cet horizon inconnu est probablement un ordre mondial socialiste, mais par la définition même d'une crise, il est impossible d'esquisser plus que des tendances probables.

En suivant les analyses de Samir Amin (1980 ; 1982), on peut faire une observation intéressante : si la transition du féodalisme au capitalisme fut relativement contrôlée (Amin emploie le terme de « révolution »), celle qui fait passer de l'Occident antique au féodalisme fut bien plutôt un processus de désintégration, ou, pour reprendre ses propres termes, de « décadence ». Amin soutient que la crise actuelle présente des éléments des deux formes, mais prendra plus en fait la forme d'une décadence ou d'une décomposition que celle d'une transformation contrôlée. Si c'est vraiment le cas, cela pourrait en fait être plutôt positif, malgré les premières apparences. Rappelons en effet que la transition du féodalisme au capitalisme s'opéra effectivement sous contrôle - si les anciennes classes dominantes, pour conserver leur prédominance à travers une forme nouvelle et améliorée, ont exercé ce contrôle, c'est précisément parce qu'un début de désintégration menaçait cette prédominance. Même si depuis deux siècles on nous enseigne le contraire - mais d'où, de quelle idéologie nous vient ce pré-supposé ? - il se pourrait bien qu'une désintégration favorise la production d'un système moins hiérarchique qu'une transformation contrôlée.

Aussi, je propose d'explorer les modalités concrètes d'une telle transition : dans la structure effective de l'économie-monde capitaliste, quelles raisons plaident en faveur d'une désintégration ? De fait, dans le débat politique contemporain, la question majeure porte bien sur le mode de transition. Cela me donnera les moyens d'aborder les débats qui traversent la famille mondiale des mouvements anti-systémiques, avec les épineux dilemmes auxquels ils sont actuellement confrontés. Enfin, j'aimerais montrer que les dilemmes de ces mouvements se reflètent aussi bien dans les discours scientifiques, dans nos épistémologies et nos idéologies, qui eux aussi, sont parcourus de débats internes de plus en plus aigus.

Dans notre système historique, quelles sont les causes structurales de la crise ? A mes yeux, c'est un processus en trois volets, qui, pour être bref, produit dans les domaines économique, politique et idéologique, un triple blocage.

Dans l'ordre économique, le blocage renvoie à deux contradictions fondamentales du mode de production capitaliste. L'une oppose la

tendance naturelle pour tout entrepreneur, à intensifier la compétition et donc le profit, en réduisant les coûts, et en particulier le coût réel du travail, et d'autre part, l'impossibilité, dans une économie de compétition et de croissance, de réaliser ce profit sans demande mondiale suffisante. La seconde contradiction renvoie à l'anarchie de la production : en chaque entrepreneur s'opposent deux sortes d'intérêts, ceux du compétiteur, et ceux de sa classe, qui vont dans le sens opposé. Il va sans dire que ces deux contradictions sont intimement liées.

On connaît le résultat : un modèle d'expansion cyclique et de phases de stagnation, dans une économie-monde où les mécanismes qui permettent de renouveler les phases d'expansion entraînent toujours une marchandisation supplémentaire. Mais si, dans le système capitaliste, la source du profit et l'extraction de la plus-value renvoient à une marchandisation substantielle, celle-ci néanmoins doit rester partielle. Car si la marchandisation de la terre, du travail et du capital augmentent en même temps, on suit inexorablement une asymptote à 100%. Dès lors qu'on arrive dans le haut degré de la courbe, chaque pas supplémentaire tend à comprimer le profit global, et donc à intensifier la concurrence entre les capitalistes ².

À ce point, il n'est plus clair du tout qu'une expansion supplémentaire de la production mondiale puisse réellement augmenter la masse du capital accumulé. Qu'un tel processus s'annonce, on en a un signe : le débat sur les « limites de la croissance », une doctrine mise en avant par un courant de capitalistes, et âprement combattue par le courant adverse.

Ce processus d'accumulation par marchandisation universelle entraîne d'évidentes conséquences politiques. Tout d'abord, la polarisation, à l'échelle mondiale, de la distribution : une analyse quantitative appropriée montrerait que cette tendance est tout aussi absolue que relative. En soi, la polarisation n'est pas forcément déstabilisante. Ce

² Autant que je le comprenne, ce processus semble rejoindre un modèle mathématique très général, récemment découvert : celui des boucles de *feedback*, où le mécanisme de rétroaction entretient l'ordre tant qu'il se maintient en dessous d'un certain niveau, au-delà duquel tout léger changement produit, au contraire, une « évolution chaotique » (Hofstadter, 1981).

qui produit les turbulences politiques, c'est, comme on l'a noté depuis longtemps, la marchandisation correspondante, qui concentre physiquement des éléments en opposition, et déchire les voiles qui d'habitude, dans un état de marchandisation partielle, dissimulent les rouages du marché.

L'issue de tout cela, ce fut l'essor graduel mais assez spectaculaire des mouvements anti-systémiques ; dans l'économie-monde, depuis le milieu du XIXe siècle, c'est là une pièce maîtresse de la vie politique. Malgré la tendance du système à récupérer tel ou tel de ces mouvements, pris collectivement, ils n'ont cessé de se développer (Wallerstein, 1980 b).

Comme on devait s'y attendre, leur montée en puissance allait susciter, par réaction, une machine répressive de plus en plus sophistiquée (jusqu'au renforcement du système interétatique), et provoquer un effort systématique pour les désamorcer, par des stratégies de concession et de cooptation. Dans les États comme dans tout le système-monde, ces concessions et ces cooptations ne s'adressaient pas aux masses laborieuses, mais justement à la couche « intermédiaire », à la classe des cadres. Si les tentatives révolutionnaires des masses laborieuses ont mené à des réformes significatives au sein du système de distribution mondiale, elles ont par là augmenté la proportion mondiale de plus-value allouée aux couches intermédiaires.

En politique, cet effort fut largement profitable. Mais d'un point de vue économique, il finit par coûter très cher aux capitalistes. Tant que dans les faits, le niveau absolu de la plus-value mondiale continuait à augmenter, le partage relatif des gains *au sein des couches bourgeoises* n'entraînait pas de tension insupportable. Mais ce blocage économique, à notre avis inéluctable dès qu'on approche la limite de la marchandisation, devait forcément entraîner un blocage politique, et avec elle, tant au niveau national qu'international, d'intenses conflits internes au sein de la classe supérieure. La tension devait d'autant plus s'exacerber qu'avec l'accroissement du « partage au sommet », il y avait de plus en plus de candidats à l'admission dans cette tranche -

environ le dixième de la population ³ - qui d'une manière ou d'une autre, se partage la distribution de la plus-value mondiale.

Ainsi, nous voyons trois groupes qui combattent âprement pour le partage du butin : une infime minorité, ceux qu'on pourrait nommer les grands capitalistes, la masse des cadres, et tous les candidats au statut de cadre et au traitement qui s'y rattache. Le deuxième groupe est visiblement menacé par le troisième : on a pour exemples les conflits autour du Nouvel ordre économique mondial, ou encore le débat de 1982 sur le budget Américain ; ce combat explique une grande part des grands débats publics dans le monde moderne. Mais, si elle reste plus secrète, la lutte du premier groupe, des supercapitalistes, contre les cadres n'est pas moins importante. Car si les grands capitalistes disposent du pouvoir économique -et tout d'abord dans les multinationales -, le corps des cadres a fini par contrôler l'essentiel du pouvoir politique, et avant tout les mécanismes d'État. Mais les tensions croissantes qui en résultent se résolvent surtout à huis-clos, comme pour les conflits internationaux sur les opérations financières : taux de change, taux d'intérêts, etc.

C'est là le point essentiel : alors que les processus économiques tendent asymptotiquement vers une marchandisation de 100%, et donc vers une restriction des profits, l'évolution politique suscite, *au sein des classes supérieures*, un triple conflit pour le partage d'un surplus dont la croissance est déjà déclinante, et dont la valeur absolue par habitant menace même de chuter.

On pouvait donc trouver dans ce conflit une opportunité merveilleuse pour le courant anti-systémique : les défenseurs de l'ordre occupés à se faire la guerre, devaient affronter les forces de la révolution mondiale dans un état affaibli. Effectivement, ce fut une opportunité merveilleuse ; les mouvements anti-systémiques en ont forcément tiré avantage - mais dans une proportion nettement inférieure à ce qu'on

³ Nathan Keyfitz (1976) a estimé la taille de la « bourgeoisie mondiale » de nos jours, au onzième de la population totale. Il a choisi pour critère la proportion de personnes possédant un revenu supérieur au seuil de pauvreté en usage aux États-Unis. En utilisant une définition légèrement plus restrictive, c'est-à-dire ceux qui vivent de la plus-value, j'arrive à une estimation brute de un sur dix.

pouvait prévoir. En effet, dans les multiples paramètres qui définissent l'économie-monde capitaliste - la marchandisation, l'urbanisation, etc. - on doit noter ce point sur l'influence des mouvements : une fois constatée l'évidence de leur progression au cours du siècle, le fait remarquable n'est pas la rapidité, mais bien au contraire, la lenteur de leur rythme de croissance.

Car si, au cours du XXe siècle, les mouvements anti-systémiques ont multiplié soulèvements, mobilisations et victoires, pourquoi n'ont-ils pas fait davantage ? Pourquoi les murs de Jéricho n'ont-ils pas croulé sous l'éclat répété des trompettes ? A cette question, on peut donner deux réponses. D'abord, le conseil de la patience : les trompettes ont sonné trop tôt, les « conditions objectives » n'étaient pas encore réunies, pourtant, c'est un fait, les murailles s'écroulent, même si l'érosion est lente.

Sur bien des points, telle fut la réponse des IIe et IIIe Internationales. Persévérez, disaient-elles, dans la stratégie adoptée, et un monde nouveau s'élèvera sur d'autres fondations.

Cependant, une autre réponse est possible, qui pour sa portée, mérite au moins une analyse. En tant qu'institutions, ces mouvements ne peuvent se séparer de l'économie-monde capitaliste qui les a produits, façonnés au foyer de ses contradictions, imprégnés de ses présupposés métaphysiques, et contraints sous le poids de toutes ses institutions. Les mouvements anti-systémiques ne sont pas des anges vengeurs envoyés par Jéhovah, et planant dans les nuées ; ce sont les produits concrets de notre monde. Truisme, dira-t-on. Pas tant que cela : quand nous discutons de leurs échecs, nous employons toujours le registre de la pureté - ainsi dans le terme « révisionnisme » qui n'appartient qu'aux anges justiciers.

Comment les institutions de l'économie-monde ont-elles réussi à ralentir leur allure, à dénaturer leur impact ? La première distorsion, peut-être primordiale, tient au fait qu'aucun mouvement durable et relativement « puissant » n'a pu se construire sans inclure dans sa direction, et même dans sa base, un nombre important de sujets qui appartenaient à la troisième couche des classes dirigeantes - les prétendants au statut de cadre. S'ils ont, bien sûr, accueilli des transfuges des

deux autres groupes, cette inclusion n'était pas significative, en nombre ou en influence.

Que ces « prétendants » aient joué un rôle majeur dans les mouvements anti-systémiques, c'est une vérité d'expérience. Mais on aurait pu aussi bien le déduire théoriquement. Tout d'abord, ces mouvements ont formé de vastes organisations bureaucratiques ; à ce titre, ils exigeaient des compétences qui sortait du lot commun, et que détenaient les « prétendants » : aussi étaient-ils prêts à les accueillir. D'autre part, dans leur phase de mobilisation, ces mouvements trouvèrent tactiquement nécessaire de se lancer dans des alliances entre classes : à long terme, celles-ci finirent par peser très lourd sur leurs dispositifs. Enfin, quand la mobilisation promettait un succès imminent - c'est-à-dire toute espèce de participation au pouvoir d'État, les mouvements suscitèrent une irrésistible tendance opportuniste à l'adhésion. Pour des raisons tactiques, ils tentèrent rarement de l'endiguer, puisqu'elle garantissait le « succès ». Chacun s'accroche au char de la victoire.

Une autre raison tient aux paradoxes du pouvoir politique : en termes de pouvoir réel, la saisie partielle ou totale des responsabilités dans l'appareil d'État n'était pas si avantageuse. À plusieurs égards, elle entraînait aussi une perte de pouvoir, puisque ces mouvements, installés dans l'État, devaient subir les contraintes des machineries étatiques, inhérentes aux règles du système international. Un trait majeur de cette raison d'État fut l'ascension des « prétendants », et même leur renouvellement : c'était le prix du pouvoir politique.

Enfin, n'oublions pas que pour les grands capitalistes, le danger par excellence, c'est la mobilisation des masses et son potentiel de destruction : sur le long terme, elle menace tout le système ; à court terme, ses turbulences viennent contrarier les courants mondiaux de production, perturber ses mécanismes réguliers. Si les mouvements sociaux, aux premiers stades de la mobilisation, étaient passés inaperçus, le moment vint où leur poussée menaçait de provoquer une grave explosion politique, susceptible d'échapper à leur contrôle. C'est pourquoi un accord s'est souvent conclu entre grands capitalistes et dirigeants des mouvements - ceux-ci, au moins en partie, étaient des « prétendants » : il fallait conclure un marché pour interrompre le processus de mobilisation. Ainsi, l'arrivée au pouvoir des mouvements

sociaux devait finalement accroître l'influence, et même le nombre des cadres en ascension. En dernier lieu, l'espoir des grands capitalistes fut d'en faire le ressort du contrôle politique : les cadres des mouvements devaient contenir leur propre base.

Ainsi, le point surprenant n'est plus la lenteur des progrès. Il faudrait plutôt expliquer comment ces progrès purent s'accomplir quand même.

S'il était vrai que l'écart dans la distribution se resserre -comme le prétend l'idéologie du capitalisme - on voit mal où aurait pu subsister une base populaire aux mouvements de contestation. Mais dans les faits, l'écart ne s'est pas refermé, il s'est au contraire élargi dans l'ensemble du système-monde. Ce qui a permis les grandes mobilisations politiques repose sur une réalité tangible, matérielle : l'accumulation infinie du capital, et sa conséquence, la marchandisation, qui ont polarisé dans le monde entier la structure sociale. C'est la polarisation qui a politisé les masses laborieuses, et qui dans l'organisation des mouvements protestataires, a fourni aux « prétendants » un excellent outil pour suivre leurs intérêts propres, bien différents de ceux des masses. C'est pourquoi, au lieu de se dissiper, les mobilisations n'ont cessé de se multiplier, de se perfectionner et de s'étendre, et l'on voit mal ce qui pourrait contrarier cette tendance dans le futur immédiat.

Dans l'évolution historique des mouvements, le rôle ambigu des « prétendants » s'est dévoilé un peu plus à chaque épisode. En un sens, ces expériences furent autant de désillusions. Mais par ailleurs, ils ont apporté un certain savoir, encouragé l'essai de nouvelles tactiques pour éviter de retomber dans les mêmes pièges. Les militants sont devenus moins naïfs.

Ainsi nous constatons, au sein des mouvements anti-systémiques, deux tendances opposées. D'une part, le rôle des « prétendants » n'a cessé de s'accroître : au lieu de l'affaiblir, leurs initiatives ont toujours consolidé le système-monde - toutefois, l'engorgement progressif de l'économie, en gênant leur ascension, a tempéré quelque peu cette tendance. D'autre part, on constate un élargissement continu de la base : chez les militants, auxquels l'évolution historique a apporté une sophistication croissante, un plus grand poids politique.

Du choc de ces deux courants, résultent de violents remous au sein de la famille mondiale des mouvements anti-systémiques. Ainsi, il y aurait deux expressions politiques distinctes à la crise de système que traverse à présent l'économie-monde capitaliste. Tout d'abord, rappelons l'intense conflit entre les trois couches de la classe dirigeante, qui, ajouté à la compétition endémique entre entrepreneurs, pourrait rapprocher l'intensité des luttes intestines qui ravagèrent la classe dirigeante entre 1300 et 1450, aspect bien connu de la crise du féodalisme.

Pourtant, il y a aussi un tournant réel dans l'évolution du groupe anti-systémique. La question, en fait, c'est de savoir lequel des deux courants doit l'emporter. Si c'est la tendance qui favorise les cadres, alors les mouvements pourraient devenir le principal mécanisme d'une « transformation contrôlée » du système capitaliste : il en sortirait un nouveau dispositif qui, malgré les différences, permettrait de perpétuer sous un autre masque l'exploitation hiérarchique de la force laborieuse. Rappelons-le, ce fut le sens de la transition du monde féodal au capitalisme.

Mais l'intelligence croissante des militants pourrait bien prendre le dessus. Dans ce cas, il faudrait probablement réviser ce qui fut la stratégie fondamentale de tous les mouvements depuis le milieu du XIXe siècle : la prise du pouvoir politique dans tous les États du système international.

Avant d'aborder une possible stratégie alternative, il nous faut méditer la dernière expression de la crise : la mise en cause des paradigmes métaphysiques qui ont suivi et consolidé l'émergence du capitalisme. L'appareil de savoir qui a constitué le monde moderne s'appuyait sans doute sur un long et passionnant héritage, mais il semble peu discutable que c'est avant tout le XVIIe siècle qui l'a codifié, avec Descartes, Locke et Newton : avec eux triomphait la conviction que par la raison, on pouvait atteindre la vérité, la certitude, sous la forme de lois universelles (Randall, 1940 ; Hazard, 1973).

C'est dans les sciences physiques que cet universalisme reçut sa première justification, à travers les résultats concrets qu'il devait offrir

dans l'économie-monde réelle. Mais dès l'origine, ses implications pour les sciences sociales étaient profondes. Comme le souligne Randall :

Les deux idées directrices du XVIIIe siècle, Nature et Raison (...) tiraient leur sens des sciences naturelles ; rapportées à l'homme, elles menèrent à l'idée d'une physique sociale. (...) En toute occasion, on assimila les nouvelles sciences sociales aux sciences physiques. (...) On appliqua la méthode et les idéaux scientifiques, « l'ordre rationnel du monde » du système newtonien de la nature, (...) au savoir compréhensif de la nature humaine qui devait réunir une science rationnelle de l'esprit, de la société, de l'économie, du gouvernement, de l'éthique, et des relations internationales (1940, p. 255).

Depuis trois siècles, nous avons vécu sur cet héritage.

Un grave défaut dans la division du savoir, c'est moins l'isolement des spécialistes dans leur champ respectif de connaissance, que l'idée qu'ils se forment des autres : ils en ont forcément une notion dépassée. Ainsi, les années qui suivent la seconde guerre mondiale marquèrent le moment précis où, dans les sciences physiques, la conception newtonienne du monde s'écroulait sous des critiques fondamentales ; au contraire, elles forment son point d'apogée dans *l'épistémè* des sciences sociales.

Finalement, l'impact de la crise dans l'économie-monde devait pourtant remettre en cause les postulats de cet universalisme. Ceux-ci demeurent profondément ancrés dans toutes ses institutions, y compris les mouvements de contestation qui sont censés transformer le système. D'ailleurs, quand les praticiens des sciences sociales s'attaquent aux prémisses métaphysiques du système actuel, on les traite d'idéologues. Mais on réfutera moins facilement des physiciens, dont les attaques seront d'autant plus dangereuses.

De cette nouvelle contestation, Ilya Prigogine est un des principaux porte-parole. Lui et sa fameuse École de Bruxelles comptent parmi les esprits les plus avertis de ses implications pour les sciences sociales. En 1977, Prigogine a obtenu le prix Nobel de chimie, précisément pour ses travaux sur les « structures dissipatives ». En reprenant ses arguments, on verra combien ils sont proches, en un langage à peine

différent, de cette remise en cause de l'universalisme qui se joue dans les sciences sociales.

Au contraire des structures d'équilibre, les structures dissipatives se maintiennent par une constante dissipation d'énergie, et manifestent une capacité d'auto-organisation. Prigogine affirme que ces structures, étudiées dans les systèmes physiques et chimiques, évoluent dans le temps :

D'abord, le système se comporte de manière déterministe, en accord avec les valeurs moyennes en jeu, mais dans une seconde phase, une fluctuation apparaît, et s'amplifie jusqu'à ce que la structure entière se transforme, point où la phase précédente se reproduit en d'autres circonstances (Prigogine et al., 1977, p. 2).

Que savons-nous de ces structures dissipatives ? À la différence des états équilibrés, elles manifestent « , un comportement cohérent qui suppose la coopération d'un grand nombre d'éléments » (*ibid.*, p. 21). Ainsi, elles « forment une "totalité" dont les dimensions sont imposées par le mécanisme qui leur est sous-jacent ». Ces dernières jouent un rôle crucial. Les petits systèmes sont régis par des conditions qui les limitent ; pour acquérir « un degré d'autonomie par rapport au milieu extérieur », il faut qu'un système s'étende suffisamment (*ibid.*, p. 31). Contrairement aux structures d'équilibre, où, lorsque l'équilibre est atteint, les conditions initiales sont « oubliées », dans les formes dissipatives, « l'ordre macroscopique qui résulte d'une instabilité est déterminé par la fluctuation la plus intense » (*ibid.*, p. 38). Prigogine résume tout ce processus dans ce qu'il appelle « le langage des sciences sociales » :

On peut considérer une fonction comme la « microstructure » du système, alors que son organisation spatiale ou spatio-temporelle correspond à une « macrostructure ». Une fluctuation conduit à modifier localement la microstructure, laquelle, si les mécanismes de régulation s'avèrent inadéquats, changera à son tour la macrostructure. En sens inverse, ce processus détermine le « spectre » des fluctuations qui peuvent survenir dans le futur (...) Loin d'opposer le « hasard » et la « nécessité », nous voyons qu'ils sont tous les deux indispensables pour décrire les systèmes non linéaires, éloignés de l'équilibre (p. 39).

On reconnaîtra notre modèle holiste d'explication : une analyse à grande échelle, une attention minutieuse aux cycles (la microstructure, la nécessité), comme aux tendances (la macrostructure, le hasard). Cette rupture avec le modèle newtonien, Prigogine nous l'explique par toutes sortes d'exemples.

Tout d'abord, le problème des structures d'équilibre. Dans la thermodynamique classique, « le déséquilibre était une perturbation qui empêchait toute apparence de structure, puisqu'on identifiait la structure à l'ordre, l'équilibre » (*ibid.*, p. 17). A présent, on soutient le contraire : le déséquilibre serait une cause d'ordre beaucoup plus courante. De même pour la distinction entre « événements » et « régularités » : avec ce dualisme, fondamental en physique classique, la dynamique pouvait se contenter d'expliquer les régularités, et reléguer les événements dans le monde des « conditions initiales », sur lesquelles la physique n'a pas de prise. Mais alors, on devait voir dans les processus organiques toute une lutte « pour maintenir les conditions hautement improbables qui permettent leur existence ». Désormais, on considère au contraire que les processus organiques, tout comme les conditions initiales, « suivent des lois physiques spécifiques : interactions non linéaires et conditions éloignées de l'équilibre ». De même, une structure sociale est un phénomène qui, « indissociablement subit l'influence de son environnement et réagit sur lui », qui « s'insère dans des systèmes éloignés de l'équilibre » (*ibid.*, p. 18-19).

Deuxième exemple : le cadre d'analyse. La physique classique « supposait une priorité des éléments sur les interactions (...) Chaque élément évoluait séparément, comme s'il était seul au monde ». Mais en fait, « sauf pour des cas extrêmement simples », les individus « ne sont pas séparables de la sphère de leurs interactions ». D'où cette conclusion radicale : « Les systèmes de la physique classique correspondent à des cas-limites, leurs modes d'explication ne sont pas transposables » (Prigogine et al., 1982, p. 61).

Troisièmement, se pose la question du temps. Le temps n'existait pas, en physique classique - et pas plus, au fond, chez Einstein ; on le comprenait en termes purement techniques, comme un courant réversible : c'était une pure durée, extérieure aux objets. Pourtant, il existe un autre temps, interne aux structures. La physique moderne doit re-

connaître l'existence d'une « pluralité de temps », subtilement reliés entre eux - le temps irréversible qui mène aux états d'équilibre, le temps des cycles qu'entretient le milieu, le temps des transformations par instabilité et turbulences. La science classique des flux se voit opposer une « science des turbulences », qui montre que le « trouble peut faire naître les choses, et la nature, et les hommes » (Prigogine et Stengers, 1979, p. 275 et 285).

Enfin, la physique newtonienne proclamait « l'extraterritorialité théorique » des scientifiques, dont on sait à présent qu'elle est théoriquement et culturellement impossible (*ibid.*, p. 23). Loin du positivisme qui prétendait modeler la science sociale sur l'exemple des sciences physiques, on sait à présent que toute science est « science humaine, science faite par des hommes, pour des hommes » (*ibid.*, p. 281).

Ainsi, c'est tout l'universalisme qu'on abandonne. En reconnaissant le temps, l'innovation, et la diversité comme des prédicats de la nature, la science « a conclu *théoriquement* à l'impossibilité de réduire la nature à la simplicité cadrée d'une réalité régie par des lois universelles » (*ibid.*, p. 64). Le principe d'indétermination de Heisenberg ne s'applique pas seulement aux phénomènes microscopiques. « Les équations macroscopiques elles-mêmes contiennent un élément de hasard irréductible qui étaye l'idée d'un "macrocosme indéterministe" » (Prigogine *et al.*, 1977, p. 57).

Aussi, il nous faut abandonner la vieille notion de la science comme « désenchantement du monde ». On assisterait plutôt à son « réenchantement ».

Cette remise en cause de toute la métaphysique qui soutenait notre système-monde ne s'est pas déployée dans le vide. Elle est partie d'un échec théorique : l'impossibilité d'expliquer, en termes universalistes, les bouleversements sociaux du monde contemporain, et la crise structurelle que nous vivons désormais. Dans l'universalisme, on avait extrapolé des conditions limitées, tirées des mondes de la matière, du vivant, de la société. En énonçant des lois universelles, on pensait éliminer ou amoindrir ce que Prigogine appelle les productions turbulentes de bifurcation.

Évidemment, cette réforme philosophique n'intéresse encore qu'une minorité de partisans, dans le champ clos de l'intelligentsia, ou dans un champ social plus large. Et - comme l'affirme justement cette réforme - l'on ne peut prévoir d'avance où ce renouveau scientifique doit nous mener. Mais justement Prigogine affirme avec raison que « le rôle du savoir va devenir plus important. Nous n'en sommes qu'au début, à la préhistoire de nos connaissances » (Prigogine *et al.*, 1982, p. 66).

Quoi qu'il en soit, l'issue de cette transition, dans la science, la métaphysique et l'idéologie, ne peut se séparer d'une solution au débat interne qui agite les mouvements anti-systémiques : à elles deux, elles détermineront le sens et l'évolution de la crise. Cette crise de système que nous vivons s'inscrit dans la longue durée, elle se déroule à un rythme plus lent qu'on ne l'aurait espéré. Nous pouvons deviner ses prolongements, mais sans certitude ferme.

Néanmoins, nous pouvons influencer sur l'évolution future. Évidemment, cette crise se joue dans l'économie, c'est une dépression de longue durée qui bloque les perspectives d'une accumulation indéfinie du capital. Mais elle se joue aussi dans deux autres domaines, où nos projets, notre énergie, et notre jugement peuvent exercer plus d'influence : le champ politique des mouvements sociaux, comme le champ culturel du savoir, et ses implications philosophiques.

Ces deux domaines sont en crise : ils connaîtront des turbulences croissantes dans les trente ou cinquante prochaines années ; pour chacun d'eux, l'issue est incertaine. Dans le premier cas, ce qui s'impose, c'est la révision par les mouvements de toute leur stratégie. Dans le champ du savoir, il faut reconstruire tous nos concepts, y compris nos modes de mesure.

Aussi je conclurai sur ces deux programmes de réflexion et d'action. La stratégie fondamentale des mouvements anti-systémiques remonte au XIXe siècle : l'objectif avoué de leurs organisations, c'était la conquête de l'État. Sur ce point, les mouvements, toutes tendances confondues, finissaient par s'entendre. Nous avons vu l'ambiguïté de cette stratégie, et comment elle permettait aux détenteurs du pouvoir

de reprendre aux mouvements une partie des avantages incontestables qu'ils devaient trouver dans la prise du pouvoir politique. De même, nous avons vu aussi le scepticisme croissant qu'elle a fini par rencontrer auprès des militants et des sympathisants.

La limite de cette stratégie, si j'ose dire, c'était sa conception newtonienne du monde : pour elle, les États formaient des structures autonomes, et leurs administrations le lieu exclusif -ou du moins éminent - du pouvoir politique. Pourtant, à l'épreuve des faits, ces deux présupposés montraient leurs insuffisances, comme les mouvements durent le reconnaître, sinon dans leurs choix stratégiques, au moins dans leurs analyses. En effet - le mot n'est pas trop fort - les États sont totalement incorporés au système interétatique : leur autonomie reste strictement limitée. Autre point, peut-être encore plus important : les appareils d'État n'épuisent pas tout le pouvoir politique. Pour ces mouvements qui se voulaient matérialistes, ç'aurait dû être clair. Les multinationales n'ont-elles pas un vrai pouvoir politique ? Bien sûr, celui-ci s'exerce sur les appareils d'État ; mais il tient plus encore à leur maîtrise de la production, leur capacité, par exemple, à déplacer ou retirer les capitaux des circuits économiques.

Dans son évidence, cet exemple nous fournit un indice. Le pouvoir politique n'existe que sous forme dispersée. Les appareils d'État en tiennent une part importante, mais ils ne l'épuisent pas. Bien qu'on ne sache pas quantifier le pouvoir, j'avancerai que les États concentrent moins de la moitié du pouvoir réel dans l'économie-monde ; encore est-ce probablement exagéré. Détenir le pouvoir, c'est exercer un contrôle, dans les institutions économiques, les structures qui ont pouvoir de veto, ou encore les formations culturelles. En ce sens, le pouvoir appartient aussi aux mouvements sociaux.

Cet état de fait, les mouvements sociaux ne l'ignoraient pas. Mais hormis l'appareil d'État, ils traitaient les autres formes de pouvoir en catégorie mineure. Elles ne valaient qu'à titre provisoire, pour préparer la conquête de l'État. Celle-ci restait la seule priorité stratégique, à maintenir à tout prix. C'est pourquoi ils négligèrent l'avis de Gramsci, qui conseillait d'éviter les bourbiers d'une guerre de position, et de réfléchir à la guerre de mouvement. À mon sens, on doit chercher le futur programme des mouvements sociaux dans cette stratégie de mou-

vement : elle reléguera la conquête de l'État au niveau d'une simple tactique, d'une position d'attaque ou de déploiement. Car s'ils détiennent un vrai pouvoir d'initiative, ils le tirent justement du mouvement, de la mobilisation. C'est donc, pour reprendre la distinction d'Amin, dans une décadence accélérée du présent système, et non dans sa transformation contrôlée, que résident les espoirs de créer un système vraiment socialiste.

Cela nous conduit à l'indispensable réforme de nos concepts. Les mouvements anti-systémiques ont trop largement adopté l'idéologie universaliste, et l'historiographie qui l'accompagne. Malgré toutes leurs critiques, ils ne sont pas allés assez loin dans la remise en cause. Par exemple, ils ont pris le capitalisme pour une structure rigide et immuable, présente ici, absente ailleurs ; en fait, il n'y a qu'un seul système en constante évolution : les paramètres qui servent à le décrire - libre entreprise, marché libre, liberté du travail salarié, aliénabilité du foncier, échange des marchandises - ne sont jamais totalement satisfaits.

États, classes, peuples, foyers domestiques, mouvements : dans l'économie-monde, on a toujours traité ces structures comme des entités closes, définies par l'analyse, qui devaient passer d'un système historique à un autre, au même rythme et selon le même principe d'évolution que les totalités historiques. Ainsi, on a fini par forger des notions aberrantes comme l'« État capitaliste », ce qui suppose sous ce terme d'« État », une définition analytique et constante, en sorte que les différents États, féodal, capitaliste, ou socialiste, sous trois espèces différentes, ne renverraient qu'à un seul genre. En fait, les institutions de l'économie-monde capitaliste forment une production globale : on ne saurait les analyser, ni même les identifier, sans mettre à plat le fonctionnement de cette totalité à grande échelle.

Aussi s'impose ce programme : il faut refondre la science sociale de ces deux derniers siècles, et repartir pratiquement de zéro. Les données collectées ne sont, au mieux, que partiellement pertinentes. Les concepts fondamentaux sont à reconstruire. Il faut définir à nouveau nos méthodes de recherche, à partir de ce nouvel objectif : analyser un système concret de grande échelle, pour montrer comment il peut apparaître, se développer dans la durée, et en un certain point,

entrer dans une crise structurelle. Dans cette tâche, prenons garde aux réifications, sans renoncer pourtant à l'usage des concepts, même s'ils comportent toujours cette menace. A ce travail, on peut donner bien des noms : sociologie historique, si l'on veut, histoire sociale, ou d'autres encore ; peu importe, si l'on entend par là, non telle sous-discipline, mais l'unité d'une vaste entreprise.

Réformer la stratégie des mouvements anti-systémiques, comme celle des sciences sociales, ces deux tâches sont également importantes et difficiles. Elles sont, j'en suis sûr, intimement liées : aucune ne peut réussir sans le succès de l'autre ; dans la pratique, elles se tissent ensemble. Seront-elles menées à bien ? Ce sera, je pense, une lutte difficile et incertaine, mais les moyens matériels existent déjà pour un succès. Sans doute, n'est-ce qu'une conjecture, au mieux une probabilité : comme disait Prigogine, « nous ne sommes qu'au début, qu'à la préhistoire de nos connaissances ».

Deuxième partie

Le concept de développement

[Retour à la table des matières](#)

Deuxième partie :
Le concept de développement

Chapitre 3

À quoi sert le concept de révolution industrielle ?

[Retour à la table des matières](#)

Dans la pensée universaliste de l'Occident moderne, la « révolution industrielle » est bien sûr une notion cardinale. A son propos, j'aimerais soulever quelques questions : ce concept est-il utile ? à quoi sert-il dans la science comme dans l'idéologie ?

D'abord, que suppose cette notion ? Coleman a constaté, il y a vingt-cinq ans déjà, que l'expression recouvre trois sens distincts. Tout d'abord, elle désigne toute forme d'innovation par progrès de la mécanisation dans un ou plusieurs secteurs de la production ; c'est dans ce sens qu'on peut parler, par exemple, d'une révolution industrielle européenne au XIIIe siècle. Ensuite, elle désigne la première « véritable » révolution industrielle, celle qui eut lieu en Grande-Bretagne, et qu'on situe le plus souvent entre 1760 et 1830. Alors, elle correspond, pour certains auteurs, à une transformation sociale fondamentale, comparable à la révolution agricole du néolithique, il y a cinq ou huit mille ans. Enfin, le concept désigne toute transformation économique nationale qui semble comparable à celle de la Grande-Bretagne : on suppose alors qu'elle en forme, d'une manière ou d'une autre, une imi-

tation consciente (Coleman, 1966, 334-335) ⁴. Il me semble clair que le premier usage est un moyen de refuser le deuxième, et qu'on gagnerait à le dire, comme le troisième usage n'a aucun sens sans l'acceptation préalable du second. Donc, tout tourne autour de cette seconde proposition d'une « première » grande transformation nationale, clef de l'explication du monde moderne.

La plupart des auteurs qui la décrivent posent la question de cette manière : comment se fait-il que cette première révolution industrielle ait eu lieu en Grande-Bretagne (ou en Angleterre) plutôt qu'ailleurs ? À vrai dire, cet ailleurs auquel on pense, c'est presque toujours la France. En réponse, on avance trois types d'explications qui s'imbriquent souvent les unes dans les autres : la première explication est d'ordre économique et technologique, la seconde socio-politique, la dernière « culturelle ». Autrement dit, en comparant ces deux pays entre eux, ou avec d'autres pays, on essaye de trouver dans leur structure interne le ou les facteurs qui auraient permis une telle « révolution », ou un tel « décollage », pour reprendre l'expression de Rostow, image assez heureuse, mais bien vite usée et rejetée.

Toutes les analyses partent du même constat : il y avait, à cette époque, une croissance économique visible, elle se traduisait par un essor de l'industrie textile cotonnière et de la sidérurgie, une augmentation de la production agricole, une croissance démographique, une relative urbanisation, tous ces facteurs allant de pair avec des inventions technologiques et des changements sociaux concernant l'organisation de la production. La thèse fondamentale est que toutes ces évolutions, comme elles se présentaient alors en Grande-Bretagne, formaient une avancée qualitative sur tout autre changement : ceux qui étaient intervenus en France, comme partout ailleurs dans le passé (et aussi, c'est implicite, ceux qui sont intervenus par la suite). Évidemment, c'est toujours une question épineuse de décider à quel moment un écart dans la quantité devient un seuil qualitatif, mais dans les pages qui vont suivre, ce n'est pas le problème qui nous intéresse. Même si tout le monde admet qu'il est très difficile d'isoler un facteur décisif

⁴ Voir aussi David Landes (1975, 64). « Les changements techniques appelés dans leur ensemble "Révolution industrielle" supposaient une rupture avec le passé, beaucoup plus radicale que toute autre depuis l'invention de la roue. »

unique, presque personne ne résiste à la tentation d'exhiber son candidat favori. Deane, par exemple, propose le « faisceau d'innovations » (Deane, 1979, 106), autrement dit : non pas une seule, mais plusieurs innovations, non pas des inventions mais cette utilisation des inventions que forment les innovations. D'autres affirment que c'est plutôt la nouvelle organisation des manufactures, le système des usines, qui a rendu possible une utilisation rationnelle des machines ⁵. Il y a ceux qui mettent l'accent sur l'existence d'une demande, intérieure ou extérieure, suffisamment large pour attirer les innovations ⁶. En revanche, d'autres soutiennent que seule la disponibilité du capital rend possible l'innovation - qu'elle soit due au faible taux d'intérêt national, ou à l'accumulation primitive d'origine étrangère et coloniale (Crouzet, 1972).

Comme on sait, toutes ces thèses ont connu de nombreuses réfutations. Bergier (1973, 42) suggère qu'à cette époque la part de la production assurée dans les usines était bien moins importante qu'on ne le pense habituellement. Pour sa part, Hobsbawm demeure très sceptique sur la soi-disant supériorité de la Grande-Bretagne en matière de technologie ⁷, et il trouve un solide appui chez Daumas qui, dans sa magistrale *Histoire générale des techniques* soutient la thèse qu'en ce qui concerne la technologie, la grande coupure n'intervient pas au XVIIIe siècle mais au XVIe siècle. Au XVIIIe siècle, on assiste à « la transformation de l'organisation des manufactures, du système de diffusion commerciale et des structures sociales, plutôt qu'à un bouleversement rapide des moyens de production » (Daumas, 1965, xii). Quant au fameux marché intérieur, Mathias suggère que la fiscalité lui nuisait

⁵ C'est, par exemple, la thèse centrale de Paul Mantoux.

⁶ D.E.C. Eversley (1967), entre autres, affirme ce rôle crucial de la demande intérieure contre ceux qui, comme W. A. Cole et Phyllis Deane, soulignent plutôt l'importance du commerce extérieur (1966, 51) : « Le cas britannique est le prototype classique d'une révolution industrielle basée sur le grand commerce. »

⁷ « Quelles que soient les causes de l'avance anglaise, il ne s'est pas agi d'une supériorité scientifique et technique... Heureusement, la Révolution industrielle ne demandait que peu de subtilités intellectuelles... Quand les circonstances leur furent favorables, les innovations techniques de la révolution industrielle se firent pour ainsi dire toutes seules, sauf peut-être dans l'industrie chimique » (Hobsbawm, 1969, 44-45).

particulièrement, et cela bien davantage qu'en France (Mathias, 1969 ; Mathias et O'Brien, 1976). Pour le moment, je ne tenterai pas d'estimer la valeur de ces différents arguments et je poursuis mon propos.

Quoi qu'il en soit des comparaisons effectuées à ce niveau, il faut expliquer à leur tour les différences économiques et techniques. Cela nous conduit aux structures sociales ou politico-sociales. Ici, on trouve deux pôles d'analyses. L'un se réfère à la structure fondamentale de l'agriculture, en opposant une certaine « féodalité » française à une réalité déjà plus « capitaliste » de la campagne anglaise. L'autre, qui bien sûr n'est pas tout à fait séparable du premier, se réfère à la structure étatique en opposant l'absolutisme français à l'absence supposée d'intervention de l'État dans l'économie britannique. Que les sociétés française et britannique au XVIIIe siècle n'étaient pas identiques, rien n'est plus évident. Mais on en exagère les différences.

Bloch nous rappelle que « les tentatives de réformes agraires, par rupture avec les servitudes collectives, furent, au XVIIIe siècle, un fait européen » (Bloch, 1930, 511), même si elles eurent davantage de succès en Grande-Bretagne. Polanyi nous montre en détail comment la loi Speenhamland bloquait la création d'un vrai marché du travail en Angleterre, précisément entre 1795 et 1834⁸. D'autre part, Le Roy Ladurie minimise la portée économique de l'aspect féodal de la vie rurale française, au XVIIIe siècle :

⁸ Karl Polanyi (1957, 83) en tire la conclusion suivante : « [Avant 1837] on ne peut pas dire que le capitalisme industriel comme système social ait existé [en Grande-Bretagne]. » En ce sens, il ne faudrait pas oublier non plus l'analyse pittoresque de Thorold Rogers sur l'Act of Seulement qui régissait le marché du travail anglais depuis 1666, jusqu'à son remplacement par la loi de Speenhamland, en 1795 : « Cette loi n'avait pas seulement pour effet de clouer le tenancier au sol, mais elle permettait à d'opulents propriétaires de voler leurs voisins et d'user prématurément les forces et la santé des travailleurs. Tout ceci avait lieu pendant que les patriotes et les hommes en place bavardaient sur la liberté et le gouvernement arbitraire, que de beaux messieurs et de belles dames parlaient des droits de l'homme, et de Rousseau, et de la Révolution française, et que Burke et Sheridan dénonçaient le despotisme de Hastings. Mais à la porte de sa propre maison, à Beaconsfield, Burke doit avoir vu tous les jours des serfs qui avaient moins de liberté que les Rohillas dont il a décrit les souffrances avec une éloquence si pathétique », cité par Paul Mantoux (1906, 453).

En tant que tel, le féodalisme s'avérait en effet capital, quant au prestige, aux désirs et aux plaisirs du pouvoir ressentis par les dominants ; il pouvait aussi, comme tout organe de pouvoir, générer indirectement des profits monétaires ; mais dans les bilans annuels des domaines qu'on appelait par habitude « seigneuries », il comptait stricto sensu souvent pour peu, ou même pour très peu (Le Roy Ladurie, 1975, 430).

Pour Le Roy Ladurie, comme pour Bloch ⁹ et Labrousse avant lui, la seigneurie du XVIIIe siècle fut avant tout « l'une des matrices essentielles du capitalisme agricole » (Le Roy Ladurie, 1975, 534).

Quant à l'État, dans la France du XVIIIe siècle, sa force était insuffisante pour permettre des remaniements de la propriété aussi poussés qu'en Grande-Bretagne où « devant l'inclosure, le village n'était pas libre ; les Chambres ayant décidé, il n'avait qu'à obéir » (Bloch, 1930, 543). On répète, comme une litanie, que la révolution industrielle britannique fut « spontanée et sans assistance gouvernementale » selon les mots de Deane (Deane, 1979, 2), mais ce même Deane admet, dans le même livre, qu'« au fur et à mesure que procédait l'industrialisation, l'État intervenait plus profondément et plus directement qu'au-paravant dans la vie économique » ¹⁰ (Deane, 1979, 23). S'il y avait une différence politique entre la France et la Grande-Bretagne, c'était moins dans le rôle de l'État que dans les alliances politiques qui se formaient dans son sein : en France, les couches rurales moyennes, les

⁹ « C'est que, dans un monde de plus en plus dominé par une économie de forme capitaliste, la faveur primitivement reconnue aux chefs de quelques communautés villageoises, repliées sur elles-mêmes, se trouve peu à peu prendre une valeur jusque-là insoupçonnée » (Bloch, 1930, 517).

¹⁰ Elle ajoute, en ce qui concerne le libre-échange (Deane, 1979, 203) : « Cependant, les longues guerres qui ont débuté en 1793 ont renversé la tendance au libre-échange : elles introduisaient dans l'économie une multitude d'incertitudes nouvelles, elles forçaient le gouvernement à augmenter le revenu des tarifs douaniers pour financer la guerre. L'incertitude économique et, pour le gouvernement, la quête de revenus ont continué après la guerre ; même si les hommes d'État, élevés dans la doctrine d'Adam Smith, prétendaient à grands cris mener une politique commerciale plus libérale, les producteurs avaient perdu leur sang-froid. » Voir aussi Barry Supple (1973, 316) : « l'État a vraiment joué un rôle important, bien qu'indirect, dans l'époque pionnière de la Révolution industrielle. »

fermiers, se liaient plutôt avec les petits paysans qu'avec les grands seigneurs et cette alliance s'expliquait, comme le suggère Le Roy Ladurie, non par l'absence de croissance économique mais bien par son existence ¹¹.

Pour certains, en tout cas, les aspects proprement politiques ou socio-économiques ne font que cacher une réalité ou plutôt une « rationalité » plus profonde. Landes illustre bien ce point de vue. Analysant, en Grande-Bretagne, la substitution du charbon au bois, il déclare :

Il est pourtant évident que la promptitude à accueillir le charbon était en soi l'indice d'une rationalité plus profonde ; des nations telles que la France, face au même choix, refusèrent inflexiblement le charbon - même quand il existait de puissants motifs pécuniaires d'adopter le combustible le moins cher (Landes, 1975, 80, note 1) [c'est nous qui soulignons].

Voici donc le mot de l'énigme : les Français entêtés et les Britanniques avides de progrès. Crouzet peut bien nous rappeler qu'à peine avaient-ils réussi, les industriels britanniques de l'époque, recherchaient au plus vite une « vie sans souci » en achetant de grands domaines sur lesquels ils édifiaient des châteaux (Crouzet, 1972, 189). Et Goubert peut bien nous assurer qu'

une forte proportion de la noblesse [française] ancienne ou récente, s'est donc installée très tôt dans l'économie de l'avenir, et a préparé son « décollage ». Même économiquement, le progrès n'a pas été l'apanage d'une classe qui lui était antérieure (Goubert, 1969 a, 234).

¹¹ C'est ainsi que Le Roy Ladurie voit la France confrontée à un choix, un choix bien loin d'être déterminé à l'avance, entre cette alliance qu'il appelle la solution anglaise et ce qu'il appelle la solution française, qui a prévalu : « Événement unique, comme tel, la Révolution française n'est pas un événement nécessaire, ou du moins il est difficile de prouver qu'elle l'a été (...) Elle traduit les comportements finalement exaspérés d'une société (...) La Révolution française, encore rurale, s'inscrit dans le droit fil des croissances du siècle, même et surtout quand elles sont provisoirement compromises par les difficultés économiques des années 1780. Elle y tiendra lieu de rupture ; et simultanément, de continuité » (Le Roy Ladurie, 1975, 591).

Rien n'y fait ! Deane en revient toujours au même leitmotiv : « Une des conditions pour une révolution industrielle... est un changement d'esprit parmi les producteurs moyens » (Deane, 1979, 123).

Cet exemple montre clairement combien la France joue, dans cette comparaison, le rôle de cible symbolique. La France féodale face à la Grande-Bretagne capitaliste, libérale, technicienne, c'est l'Orient face à l'Occident, c'est l'échec du barbare face au civilisé progressiste, c'est la misère face à la prospérité heureuse : Caliban face à Prospéro. Mais on pourrait bien sûr poser le problème en d'autres termes. Avançons l'idée qu'en matière d'organisation de l'économie, les différences entre la Grande-Bretagne et la France étaient minimales au tournant des deux siècles, et qu'il n'y a presque rien à expliquer. Évidemment, cette idée contrarie l'opinion commune, mais pourtant elle ne manque pas de soutien dans le monde scientifique.

Tout d'abord, pour la première période, de 1700 à 1775, Ralph Davis fait la remarque, assez largement partagée, que les croissances industrielles des deux pays étaient plus ou moins parallèles, et que la croissance était même plus forte en France dans les décennies du milieu du siècle (Davis, 1973, 301). Pour Claude Fohlen, d'ailleurs, ces décennies du milieu du XVIIIe siècle, sont celles du décollage français qui « viendrait donc juste après celui des Anglais » (Fohlen, 1973, 1, 12). Je sais bien que certains soutiendront le contraire. Mais est-ce un avis pesé ? Voyons, par exemple, Goubert, qui après avoir parlé de l'expansion économique française au XVIIIe siècle, résume ainsi la situation :

Aucune « révolution industrielle », aucun « take-off » réel, tant qu'une économie reste dominée par l'agriculture, tant que le textile (bien de consommation) l'emporte de beaucoup sur la métallurgie, tant que les moyens de transport des marchandises restent lents et coûteux, tant que la rente foncière l'emporte largement sur toutes les autres formes de revenus, tant que les entreprises demeurent très majoritairement familiales et modestes, tant qu'un pur salariat, qu'un véritable « prolétariat », qu'une « classe ouvrière » consciente n'apparaît pas en grandes masses concentrées (Goubert, 1969 b, 234).

Mais sur chacun de ces points, on pourrait, jusqu'en 1830, dire la même chose de la Grande-Bretagne. Son économie restait largement

agricole ¹² - comment d'ailleurs calculer la « domination » d'un secteur ? - le textile l'emportait sur la métallurgie ; ses entreprises restaient en majorité familiales.

On peut aussi aborder la question d'une autre manière. Morineau expose en détail toutes les raisons d'être sceptique sur l'idée d'une révolution agricole en France au XVIIIe siècle. Puis, comparant la France à l'Angleterre, il trouve une situation finalement assez similaire, d'où sa conclusion :

Le take-off de l'économie occidentale ne plonge pas ses racines dans une « révolution agricole ». Ce dernier terme n'est-il pas impropre à désigner, même en Angleterre, un progrès aussi somnolent et effarouché par la première gelée ? (Morineau, 1971, 85).

À mon avis, on force les comparaisons : à tout prix, on veut trouver, entre la France et la Grande-Bretagne, une différence révolutionnaire, voire qualitative, dans la croissance industrielle ou agricole. J'irai plus loin. Des chercheurs m'accorderaient cette assimilation entre France et Grande-Bretagne, en insistant toutefois sur l'existence d'une révolution industrielle touchant à l'époque l'Europe du Nord-Ouest. Mais est-il sûr que les changements intervenus à tous les niveaux dans ces soixante ou soixante-dix ans aient été plus importants, quantitativement et qualitativement, que les changements intervenus à d'autres époques, précédentes ou postérieures, c'est-à-dire dans toute la conjoncture de hausse dite de Kondratieff ? Pour ma part, je partage les réserves de Schumpeter :

On doit se méfier des malentendus, et clairement expliquer ce qu'on entend sous le terme de révolution industrielle et ses implications. L'auteur s'accorde avec les historiens modernes de l'économie qui ont rejeté ce concept. Ce terme n'est pas seulement périmé, mais aussi trompeur, et même faux par principe, si par là, on entend un événement ou une série d'événements qui a inauguré un nouvel ordre économique et social, ou encore, cette idée que sans rapport avec des processus antérieurs, une révolution ait soudain éclaté dans les deux ou trois dernières décennies du

¹² Au sujet de l'agriculture, Louis Bergeron (1978, 226-227) affirme : « Enfin, si "révolution agraire" il y a, est-elle anglaise ? Au XVIIIe siècle, l'Angleterre ne fait que combler en ce domaine son retard par rapport à la Flandre et à la Hollande. »

XVIIIe siècle (...). Cette révolution industrielle, nous la rangeons au même niveau que d'autres événements similaires, au moins deux dans le passé comme dans la suite de l'histoire (Schumpeter, 1939, 253) ¹³.

Évidemment, quelque chose d'important s'est passé. Que la Grande-Bretagne ait pris, au cours du XIXe siècle, le devant de la scène économique et qu'elle ait saisi le pouvoir hégémonique dans l'économie-monde capitaliste, nul ne peut le contester. Mais quelles conclusions en tirer ?

En 1763, la Grande-Bretagne a plus ou moins définitivement gagné la guerre qu'elle menait depuis cent ans contre la France pour le contrôle des mers et du commerce extra-européen (Wallerstein, 1980 c, chap. 6). Malgré sa défaite, la France, jusqu'en 1789, conservait une production supérieure à celle de la Grande-Bretagne, qu'elle dépassait « plus largement même qu'à la mort de Louis XIV » (O'Brien et Keyder, 1978, 60). Si la productivité britannique était légèrement en avance sur celle de la France, il n'en demeure pas moins que les deux pays restaient « essentiellement au même niveau » (Cole et Deane, 1966, 11) de développement économique, dans les années 1780. Par la suite, qu'est-ce qui a changé la situation ? La réponse est simple : la Révolution française et les guerres napoléoniennes, facteur d'avance économique pour la Grande-Bretagne, de retard pour la France. Nul doute que les guerres de 1793 à 1815 aient eu ce double effet : privation de matières premières pour la première, encouragement à l'innovation agricole pour la seconde (Fohlen, 1973, 13 ; Deane, 1973, 1, 208 ; Cole, 1952, 69), mais la Révolution française a rajouté un autre élément, une sorte de frein sociologique. Comme le note Eric Hobsbawm, la Révolution française « enleva avec la main de Robespierre ce qu'elle offrit avec la main de l'Assemblée constituante » ¹⁴. C'est Adolphe Thiers qui en donna la formulation la plus abrupte :

¹³ Coleman (1966, 350) essaye de réfuter Schumpeter, mais je ne le trouve pas très convaincant.

¹⁴ (Hobsbawm, 1962, 23 1). Il l'explique de cette manière : « ... les jacobins abolirent tous les droits féodaux encore existants, sans indemnité, facilitèrent les chances du petit acquéreur pour l'achat de biens confisqués des émigrés et, quelques mois plus tard, abolirent l'esclavage dans les colonies françaises... En France, ils établirent cette citadelle inébranlable de paysans, petits ou moyens propriétaires, de petits artisans et de boutiquiers, certes rétrogrades

Nous n'avons pas gagné la bataille de Trafalgar. Nous ne sommes pas restés maîtres des mers et nous n'avons pas 200 millions de consommateurs, comme l'Angleterre les possède. Voilà tout le secret de notre infériorité (cité par O'Brien et Keyder, 1978, 76).

Comment comprendre cette mutation ? Pour cette époque, la vraie question à poser n'est pas : comment se fait-il que la Grande-Bretagne ait réalisé la première révolution industrielle du monde ? Elle est toute autre : comment se fait-il qu'au sein d'une économie-monde capitaliste qui déjà existait depuis au moins deux cents ans, la Grande-Bretagne ait pu, lors de la deuxième grande expansion géographique de cette économie-monde, s'ériger en pouvoir hégémonique pour une période limitée, comme l'ont fait avant elle les Provinces-Unies et, après elle, les États-Unis ?

Il se peut qu'à cette nouvelle question, les réponses ne diffèrent pas tellement des solutions traditionnelles. Pourtant, cette formulation du problème nous pousse à regarder de plus près certaines variables, trop souvent négligées : le rôle de la répression politique interne en Grande-Bretagne, l'impact de la révolution haïtienne, la reprise ou l'essor d'une production céréalière dans des régions périphériques de l'Europe ; la liste serait longue.

Si je veux défendre une nouvelle formulation, ce n'est pas seulement pour avancer d'autres éléments d'explication, trop négligés. C'est également pour ses implications contemporaines. Au XIXe siècle, le concept de révolution industrielle offrait aux libéraux une justification à peine voilée de l'hégémonie britannique, comme il donnait aux socialistes un moyen, à peine plus subtil, de dénier les révolutions bourgeoises françaises. Mais au XXe siècle, ce concept joue un rôle bien différent. Pour les libéraux et les sociaux-démocrates européens, c'est un moyen de faire supporter au Tiers Monde la responsabilité de son impuissance à se hisser au niveau de l'Europe, à moins d'une assimila-

d'un point de vue économique, mais passionnément dévoués à la révolution et à la république, et qui, depuis ce temps, n'ont jamais cessé de dominer le pays. La transformation capitaliste de l'agriculture et de la petite entreprise, condition essentielle pour un développement économique rapide, fut fortement ralentie dans son mouvement » (1969, 94-95).

tion assidue de la culture occidentale : une fois de plus, l'Orient doit s'aligner sur l'Occident le plus avancé. Et pour les militants, dans les mouvements de libération nationale ou les mouvements socialistes révolutionnaires, ce concept est devenu un leurre qui, en pratique, définit jusqu'au programme du « socialisme ». Dans la lutte pour le socialisme, ils feraient mieux de voir un combat pour transformer le système capitaliste mondial : à la base, son économie-monde, fondée sur la loi de la valeur, et au sommet, son système interétatique fondé sur la souveraineté présumée des États et l'équilibre des pouvoirs. Mais ils préfèrent *nolens volens* se livrer au même petit jeu, accaparer le pouvoir étatique pour n'accomplir finalement que leur « rattrapage », c'est-à-dire faire leur propre « révolution industrielle ».

Si l'on veut reprendre le fil conducteur d'une critique de l'histoire moderne, expliquer l'écart grandissant entre le centre et la périphérie de l'économie-monde capitaliste, ou la polarisation des classes au plan mondial, il nous faut alors repenser les concepts qui ont servi à faire l'histoire de cette « ère de révolutions », qui, finalement, n'était pas si révolutionnaire qu'on le croit.

Deuxième partie :
Le concept de développement

Chapitre 4

Les théories économiques face aux disparités de développement

[Retour à la table des matières](#)

Le terme de « théorie économique » suggère un ensemble structuré d'hypothèses : celles-ci doivent être interdépendantes, falsifiables, et tirées d'un nombre restreint d'axiomes ; de plus, cet ensemble a dû, normalement, surmonter plusieurs expérimentations rigoureuses. Si l'on définit de la sorte une théorie économique, alors on soutiendra difficilement que l'histoire économique, telle qu'on l'a écrite depuis environ cent cinquante ans, ait employé la moindre théorie générale pour expliquer les grands changements socio-économiques, ceux qui concernent les évolutions de grande échelle, qui interviennent sur le long terme.

Les spécialistes d'histoire économique ont préféré partir de mythes fondateurs (plus poliment nommés « perspectives ») qui ont institué, animé, ou soutenu leur travail. Un mythe fondateur n'est pas une proposition vérifiable. C'est un récit, une méta-histoire qui propose un cadre au sein duquel on peut interpréter les structures, les modèles cycliques et les événements d'un système historique donné. On ne sau-

rait ni le prouver ni le réfuter. On peut seulement le proposer - ou le défendre - pour sa valeur heuristique, parce qu'on pense expliquer tel système historique concerné de manière plus élégante, plus cohérente et plus convaincante qu'on ne pourrait le faire avec un autre mythe, ou bien parce qu'il ne laisse qu'un minimum de questions sans réponses, ou bien encore parce qu'il n'exige qu'un minimum de corrections ad hoc pour rendre compte des faits.

À cet aveu que notre travail s'appuie sur des mythes fondateurs, on choquera peut-être certains : ils pourraient soupçonner là une nos talgic de l'antique historiographie, l'historiographie édifiante, que le XIXe siècle positiviste, en insistant sur la recherche des sources, sur le développement d'une compétence organisée, spécialisée, devait abolir à jamais. Mais dissipons ces craintes. Évidemment, je ne plaide pas pour une nouvelle forme de théologie déguisée. Bien au contraire, je suggère que l'historiographie moderne ne s'est pas encore débarrassée de la théologie : elle a simplement échangé avec d'autres modèles les anciens mythes fondateurs. Si nous voulons réellement progresser, c'est alors un devoir, il nous faut mettre en évidence la puissance de ces mythes, et les examiner franchement, au lieu de les voiler sous l'excuse d'une scientificité, au demeurant très partielle.

Dès 1943, dans sa « remise en cause » de la « révolution industrielle », thème central du mythe fondateur contemporain, John Nef exprimait superbement ce jugement :

Les idées ne sont jamais de simples photographies de scènes réelles ou présumées. Quand nous admettons pour vraies des idées historiques, nous avons en tête, chez tel auteur, l'impression générale la mieux adaptée aux faits que nous révèlent les matériaux les plus accessibles. Mais pour produire une telle impression, il ne suffit pas d'avoir de nombreux matériaux sur tel aspect de l'histoire, dans telle période donnée, il faut de surcroît comprendre la relation de cet aspect, et de cette période à la totalité de l'histoire...

Une spécialisation précise peut aboutir à une histoire tout aussi imprécise que les grandes généralisations qui ont précédé notre époque de spécialistes (Nef, 1943, 4).

Bien entendu, nos mythes fondateurs concernent « la totalité de l'histoire ». Comme chacun sait, la modernité connut un de ses grands tournants théoriques quand on remplaça les conceptions cycliques du changement des sociétés par une conception centrée sur l'idée de progrès ¹⁵. Dans le progrès humain, on voyait une évolution sinon inévitable, du moins hautement probable ; de même, elle devait être plus ou moins continue, autrement dit, séquentielle.

Dès le milieu du XIXe siècle, on a fixé dans ses grandes lignes le récit fondateur du monde moderne. Les maîtres à penser en faisaient leurs prophéties, les enseignants le professaient à l'école, la plupart des gens y adhéraient (ou du moins, ceux qui étaient « modernes », qui avaient un minimum d'« éducation »). Et ce récit, de nos jours, est si profondément enraciné dans notre langage, dans nos perceptions du monde, tant « populaires » que « scientifiques », qu'on ne songe pas à le soumettre sérieusement à l'analyse. Mais que dit-il, au reste ? Une histoire au fond assez simple. Il était une fois une Europe féodale. Elle était plongée dans les Temps obscurs. Les gens étaient presque tous des paysans : la plupart vivaient sous l'autorité de seigneurs qui possédaient l'essentiel des terres. Selon un processus dont les modalités et la datation font encore l'objet de controverses, une classe moyenne a émergé, composée avant tout de bourgeois citadins. De nouvelles idées ont fait leur apparition ou leur réapparition (ce fut dans ce cas une « Renaissance »), on a vu s'accroître la production économique, s'épanouir les sciences et la technologie. Tous ces phénomènes ont finalement abouti à une « révolution industrielle ». Ce grand changement économique eut pour pendant un changement politique majeur. La bourgeoisie, par divers biais, renversa l'aristocratie, et dans cette émancipation élargit l'espace des libertés. Tous ces bouleversements allèrent de concert. Toutefois, ils n'eurent pas lieu partout au même moment : certains pays ont connu le progrès avant d'autres. La Grande-Bretagne fut longtemps le favori de la course, ce qui n'a rien d'étonnant puisque le mythe s'est formé au temps de l'hégémonie britannique dans l'économie-monde. D'autres pays étaient plus « en retard », ou moins développés. Mais d'après l'optimisme fondamental de ce récit, il n'y avait pas lieu de désespérer : les peuples qui étaient en

¹⁵ Pour une reprise passionnante de ces questions bien connues, je renvoie à Pomian (1979), qui traite explicitement des modèles de l'histoire économique.

retard pouvaient - et devaient - imiter les plus avancés, ou les pays en progrès, et ainsi goûter à leur tour aux fruits d'un tel progrès.

Remarquons au passage qu'au XIXe siècle, dans les grands débats théoriques qui opposèrent le conservatisme au libéralisme, et le libéralisme au marxisme, aucune des parties ne remit en cause l'autorité de ce récit. De ce mythe fondateur, on ne discuta que les conséquences touchant l'action politique. Les libéraux, de leur côté, célébraient la naissance des classes moyennes, qui promouvaient la liberté humaine. Il fallait, pour eux, élargir les bénéfices du progrès humain aux groupes et aux pays qui restaient jusqu'alors laissés pour compte. Les conservateurs, quant à eux, déploraient le déclin de l'aristocratie - processus à leurs yeux inacceptable - ils soutenaient que l'individualisme n'impliquait pas la liberté : au contraire, il ouvrait la voie à la rapacité des exploités. La liberté, on devait la chercher dans la restauration de la tradition et de l'autorité. Enfin les marxistes : pour leur part, ils croyaient eux aussi en l'émergence des classes moyennes, en leur victoire sur l'aristocratie. Avec les libéraux, ils partageaient l'idée que la bourgeoisie avait instauré la liberté mais ils pensaient aussi, d'accord avec les conservateurs, que la liberté bourgeoise ouvrait la voie à la rapacité. Toutefois, ils ajoutaient qu'au vu de l'inévitable dialectique de l'histoire, une fois atteint un niveau supérieur de progrès, le prolétariat, à son tour, renverserait la bourgeoisie comme celle-ci avait renversé l'aristocratie. Là encore, les marxistes, comme les conservateurs qui critiquaient la pensée libérale dominante, ne remettaient pas en question les aspects descriptifs du mythe fondateur.

Il s'agit là, bien entendu, d'un résumé grossier ; toute l'historiographie contemporaine déploie, quant à elle, une analyse extrêmement subtile et interroge sans fin le moindre détail. Je soutiendrai cependant que ce résumé, tout simplifié qu'il est, ne trahit pas la façon dont on a écrit et pensé l'histoire moderne. Tout d'abord, il y avait des paysans et des seigneurs ; ensuite, il y eut des bourgeois et des prolétaires. Ce tournant dans l'histoire du monde moderne, qui fait passer de la première dualité à la seconde, on le date communément de la fin du XVIIIe siècle, ou du début du XIXe.

On pense d'ordinaire que seuls les marxistes croient à la polarisation des classes. Pourtant, libéraux et conservateurs soutenaient eux

aussi que l'« aristocratie » et la « paysannerie » avaient progressivement disparu en tant que forces sociales. Inversement, l'idée d'une émergence de nouvelles couches sociales - les « nouvelles classes moyennes » - peut aussi se rencontrer dans les écrits des marxistes. La persistance et le succès, dans les écrits marxistes même les plus récents, de la notion de « petite bourgeoisie » (souvent décrite, il est vrai, comme un mystère) montre là encore une convergence.

Ainsi, je remarque que dans le drame propre du monde moderne, il existe un large consensus sur l'intrigue de base (« l'émergence des classes moyennes ») et sur les personnages principaux : deux groupes en voie de disparition (l'aristocratie vaincue et la paysannerie traditionnelle), deux groupes en ascension (la bourgeoisie triomphante et le prolétariat en marche), plus une sorte d'intrus, à l'identité incertaine, qui semble jouer un rôle ambigu.

Sur un second point, il y a aussi un large consensus. La pièce se jouerait selon des variantes nombreuses mais dénombrables - une pour chaque pays, État ou peuple. Selon qu'on adopte le point de vue de la narration historique ou de la théorie générale, la variation est importante ou inessentielle. Mais quoi qu'il en soit, on n'a pratiquement jamais contesté ce choix des « pays » comme unités d'analyse.

Ce mythe fondateur impliquait, pour les sciences sociales, un certain programme intellectuel. Première question : comment comprendre la variété des itinéraires nationaux ? Ce problème s'est traduit par une multitude de questions secondaires : comment et pourquoi la « transition du féodalisme au capitalisme » ou la « révolution industrielle » ont-elles eu lieu dans tel pays ou dans tel autre ? Quel fut le premier à connaître ces phénomènes ? (En d'autres termes : pourquoi la France était-elle si en retard, comparée à la Grande-Bretagne qui réussissait si bien cette évolution ? Qu'est-ce qui rendait les Européens plus « aptes au progrès » que les Orientaux ?)

Deuxième question : comment les pays concernés ont-ils fait pour assumer le désordre occasionné par leur modernisation ? Encore une question qui s'est traduite par une multitude de problèmes secondaires : quelle est la meilleure voie à suivre pour créer un État moderne « démocratique », qui permettrait une large « participation » des gens

à la conduite des affaires, mais qui tiendrait l'« anarchie » en échec ? Comment les pays, dans leur sphère propre, peuvent-ils faire face aux « déviations » individuelles (crime, maladie mentale, etc.), provoquées par le caractère « anémique » d'une société non traditionnelle ? Comment les États peuvent-ils régler le désordre international qu'entraîne la croissance économique rapide (guerres, impérialisme, etc.) ?

Enfin une troisième question, par où l'histoire sociale montre aux politiques l'intérêt de résoudre les deux premières : comment une nation « arriérée » peut-elle rattraper son retard ? Puisqu'on admet que les deux premières réponses s'inscrivent avant tout dans l'histoire singulière, sui generis, de ces entités « primordiales » que sont les pays, répondre à la troisième, c'était forcément dire : imitez-nous ! - évidemment, dans la mesure du possible. Pour faire progresser un pays, il n'est pas toujours si facile d'en changer le « caractère national », ni de recréer les « structures de classe » indispensables pour accéder à l'« étape suivante ». Cependant, facile ou non, c'est la seule solution. Sur ce point, libéraux et marxistes sont restés profondément d'accord. Les conservateurs, quant à eux, ne doutent pas qu'une telle imitation puisse opérer. C'est même précisément ce qu'ils redoutent. Ils affirment seulement qu'elle n'est pas souhaitable.

Il est clair que ce mythe fondateur n'a cessé de poser des problèmes. Conçu au XIXe siècle, avant tout pour expliquer l'écrasante supériorité de la Grande-Bretagne sur ses voisins, France et Allemagne, c'est en effet à l'Europe occidentale du XIXe siècle qu'il paraît le mieux s'appliquer. Mais si l'on fait varier dans le temps et l'espace l'objet de l'étude, on voit nettement apparaître des anomalies dans l'ajustement des faits au cadre mythologique. Pourtant, face aux anomalies qu'ils rencontrent, sur telle unité restreinte dans le temps et l'espace, les analystes admettent, pour la plupart, qu'elles restent exceptionnelles et qu'on peut s'en arranger, pourvu qu'on rajoute un autre « épicycle » à la théorie. Y avait-il de l'industrie avant la révolution industrielle ? Eh bien, parlons de « proto-industrialisation », en réservant le terme pour la seule industrialisation moderne. Le nationalisme, les revendications ethniques ou le fanatisme religieux renaissent-ils en cette fin du XXe siècle, au lieu de disparaître de façon définitive ? Parlons de « régression », terme qui a pour lui de renvoyer à une aberration temporaire.

Malgré toutes ces acrobaties, on reconnaîtra quand même dans ce mythe fondateur une méta-histoire très puissante. D'abord, elle est familière à tous. Aux événements passés, elle donne presque toujours une explication. Sinon, elle n'aurait jamais pu convaincre tant de monde. De plus, elle se montre sous une forme souple, adaptable - peut-être même un peu trop. Cependant, elle souffre d'un défaut majeur : elle n'explique pas pourquoi, contre toutes les prédictions qu'autorisent le modèle, l'écart ne cesse de se creuser, évident pour chacun, entre les nations riches et les nations pauvres - puisque, enfin, toutes étaient supposées accéder à la « richesse des nations ». Elle n'explique pas plus, même pas dans sa variante marxiste, un autre écart croissant - celui-ci largement contesté mais je le crois très réel, la polarisation entre bourgeoisie et prolétariat.

Alors supposons que dans nos analyses, le problème ne tient pas à la précision des données, ni au sérieux de la recherche, ni même à la subtilité des théories ou des méthodes, mais tout simplement (or, est-ce déjà si « simple » ?) à la méta-histoire qui nous a servi dans l'organisation des données et la formulation des idées générales. Supposons que si l'ensemble, ou l'essentiel de nos propositions n'ont pu atteindre la vérité, cela ne tient pas au caractère plus ou moins faux des données, mais aux miroirs trop déformants qui les réfléchissaient.

Mais laissons la parole à E.P. Thompson, un partisan convaincu, en histoire, du rôle central de l'expérience. Lui-même insiste sur la nécessité de remettre en cause nos « théories », en les confrontant à l'expérience des faits :

Les apparences ne révéleront pas cette signification spontanément et d'elles-mêmes : faut-il encore le rappeler ? Je n'ai pas l'intention de nier l'« évidente » mystification séductrice de l'apparence, ou de nier notre propre emprisonnement dans des catégories non questionnées. Si nous supposons que le soleil tourne autour de la terre, l'« expérience » nous le confirmera tous les jours. Si nous supposons qu'une balle roule vers le bas d'une colline de sa propre volonté et selon sa force naturelle propre, l'apparence ne nous démentira en rien. Si nous supposons maintenant que mauvaises récoltes et famine sont une punition de nos péchés, alors ni la sécheresse ni les gelées tardives ni la nielle des blés ne nous désavoueront : Dieu a très bien pu nous accabler en choisissant justement ces trois

moyens. Nous devons briser les vieilles catégories et en construire de nouvelles avant de pouvoir « expliquer » l'évidence qui a toujours été là.

Mais construire et briser des concepts, proposer de nouvelles hypothèses, reconstruire des catégories n'est pas une question d'invention théorique. Tout le monde peut le faire. Peut-être la famine était-elle un divertissement du diable ? La nielle en Angleterre, l'œuvre des sorcières françaises ? Ou peut-être était-ce la réalisation d'une vieille malédiction, suite à l'adultère de la reine ? L'apparence confirmera tout aussi bien chacune de ces hypothèses : on sait bien que le diable est partout, que les Français sont des sorciers et que la plupart des reines sont adultères. Et si nous supposons que l'Union soviétique est un État ouvrier guidé par une théorie marxiste éclairée ; ou que les forces du marché dans la société capitaliste maximiseront toujours le bien public ; alors, dans les deux cas, nous pourrions rester au même endroit toute la journée à regarder l'ardent soleil socialiste traverser le ciel bleu ou la balle du Produit national brut dévaler les riches collines recevant de nouvelles bénédictions sur son passage. Inutile de réciter encore cet alphabet.

Cet alphabet, cependant, n'est pas un code spécial, compris des seuls logiciens. C'est un alphabet courant, à connaître à fond à l'entrée de toutes les disciplines. Et ce n'est pas une rude leçon, à administrer périodiquement aux « empiristes » (et à eux seulement). Assurément, il en est parmi eux qui méritent cette correction. Mais cette leçon est à double tranchant. Les hypothèses autogénératrices, qui ne sont soumises à aucun contrôle empirique, nous enchaîneront à la contingence aussi vite - si ce n'est plus - qu'elles nous soumettront à l'« évident » et au manifeste. En fait, chaque erreur génère et reproduit l'autre ; et on peut souvent les trouver toutes les deux dans la même pensée. Ce qui doit, semble-t-il, être récité à nouveau, c'est l'exigence de l'engagement entre la pensée et ses matériaux objectifs : c'est le « dialogue » (que ce soit comme praxis ou dans des disciplines intellectuelles plus élaborées) à partir duquel tout savoir se conquiert (Thompson, 1978, 228-229).

Je voudrais montrer qu'il y a, dans notre actuel mythe fondateur, trois sources d'erreur. Tout d'abord, concernant l'unité d'analyse, ce qu'on admet pour champ de l'action sociale : cette unité est fautive. Les États modernes ne sont pas le cadre essentiel du développement historique. Il serait plus utile de concevoir ceux-ci comme un ensemble d'institutions internes à l'économie-monde capitaliste ; c'est celle-ci qui forme le cadre nécessaire pour l'analyse des structures, des conjonctures, et des événements.

En second lieu, on a doublement faussé la définition des rôles. D'une part, on a figé de manière invraisemblable les concepts de bourgeois et de prolétaires. On les définit par rapport à une variante particulière, celle de l'Europe occidentale du XIXe siècle, alors qu'ils sont relationnels : on ne saurait en faire des modèles formels ou caractérogiques. D'autre part, il est loin d'être clair (ou du moins on ne peut en faire une hypothèse a priori) qu'aristocrates et bourgeois forment deux rôles opposés ou même séparés. Cette remarque vaut de même pour le couple du paysan et du prolétaire.

Enfin, le scénario de base est faux ; c'est là le point le plus grave. Je proposerai à mon tour une autre Fable pour notre Époque. Il était une fois des propriétaires terriens (des aristocrates), qui par divers moyens, arrachaient un surplus aux paysans. Pour plusieurs raisons, dont nous pourrions discuter, ce système s'est gravement dérégulé, en Europe, vers la fin du XIIIe siècle, disons entre 1250 et 1300. Dans les deux siècles suivants, la paysannerie a vu son pouvoir de négociation s'accroître de façon significative, en partie grâce à l'action politique paysanne (les révoltes), en partie grâce à une baisse démographique (qui augmentait la valeur des travailleurs qualifiés, d'autant plus appréciés qu'ils étaient plus rares), mais aussi à cause de la décomposition de l'ordre nobiliaire (qui elle-même résultait de la dépression économique). Ce fut ce qu'on appelle la crise du féodalisme, connue aussi sous le nom de crise des revenus seigneuriaux.

Comme l'affaiblissement politique de la noblesse allait de pair avec l'affirmation de la paysannerie, la noblesse avait de bonnes raisons de craindre une évolution vers un « paradis de koulaks ». Une stratégie devenait nécessaire, qui puisse renverser la tendance. De fait, on a trouvé cette stratégie, ou disons qu'elle s'est imposée, ce qui semblera moins volontariste. Ce fut la transformation du système féodal en une économie-monde capitaliste, l'adoption d'un mode de production différent, où l'extorsion du surplus aux producteurs directs serait plus discret, plus indirect que dans l'ancien système.

Cette stratégie impliquait la « reconversion » des propriétaires féodaux en entrepreneurs capitalistes, avant tout dans l'agriculture mais aussi dans l'industrie, le commerce et la finance.

Nous sommes loin du schéma selon lequel la bourgeoisie a renversé l'aristocratie : ici, au contraire, l'aristocratie se transforme en bourgeoisie.

Bien sûr, il faut nuancer : en chemin, bien des roturiers furent admis dans l'aristocratie ; à l'inverse, de nombreux aristocrates, à titre individuel, se montrèrent incapables d'opérer cette conversion. Faire preuve d'un sens aigu des affaires et engager des voyous pour exercer les actes de répression nécessaires, c'était après tout un travail bien étrange, nettement plus difficile que les acrobaties de l'escrime. En sens inverse, les roturiers adoptés montraient un vif désir de vivre noblement, ambition sans doute bien touchante, mais surtout très utile pour réduire les risques de conflit sérieux. Cela dit, il y eut toujours des nobles pour résister à cette évolution bourgeoise, et des roturiers ambitieux pour refuser leur entrée dans l'aristocratie. Ici, on touche aux conflits durables qui agitérent la classe dominante dans les siècles qui suivirent ; mais cette conversion ne réussit pas seulement dans le champ social et politique, elle fut avant tout un succès dans l'ordre économique.

De façon spectaculaire, la création de l'économie-monde capitaliste a renversé le sens de l'attribution du revenu réel : au détriment des producteurs directs, il partait désormais enrichir les couches supérieures. Le développement capitaliste entraînait, dans la durée, une révolution dans l'affectation et le statut de la force de travail. De ce bouleversement, l'image du paysan dépossédé se changeant en prolétaire urbain n'est toutefois qu'une pauvre traduction. En fait, dans la majorité des cas, le modèle des familles ouvrières est, même à ce jour, bien plus complexe : dans le monde moderne, la plupart d'entre elles, ont recours à des sources de revenus très variées, de sorte que la plupart de ces familles ne sont dans leur vie quotidienne ni « paysannes » ni « prolétaires », comme le voudrait l'image traditionnelle, mais qu'elles forment un mélange des deux. Qu'on ne voie là ni accident ni archaïsme : au contraire, ce fut toujours un aspect essentiel dans l'exploitation de cette force laborieuse.

Cependant, avec le temps, la force laborieuse commençait à comprendre le dessous des choses, à voir derrière l'écran des transactions marchandes, et par divers moyens, à revendiquer ses « droits ». Aux

jacqueries de l'ancienne période, répondirent les protestations contre la « mercantilisation » croissante du monde. Ceci pouvait sembler archaïque, rappeler l'exigence des antiques « protections » féodales ; c'était en fait une protestation, mal définie mais claire, contre les dépossessions engendrées par un ordre capitaliste.

À une telle revendication, les couches supérieures avaient une réponse simple : le recours classique à la force. Mais l'usage brutal de la force pouvait déchirer « l'écran » du marché et de ses processus anonymes, risquant ainsi de ruiner une des conditions indispensables au succès du système capitaliste. Il fallait un mode de contrôle social plus subtil. Celui-ci avait deux volets : d'abord, le règne de la loi dans les États du centre, associé à une certaine assistance sociale pour les classes laborieuses, bref, le libéralisme politique ; ensuite, la nécessité de compenser cette redistribution et donc la perte de surplus global, par la création indéfinie de nouvelles périphéries, où l'on pourrait exploiter au maximum des classes laborieuses politiquement plus faibles : bref, l'expansion de l'économie-monde et « l'impérialisme ».

Je ne m'attarderai pas ici sur les mécanismes qui ont permis à ce système historique de garder, dans la durée, un certain équilibre. De même, je laisserai de côté les problèmes internes, les « contradictions » économiques et politiques, d'où a résulté, sur la longue durée, l'apparition d'un réseau de mouvements protestataires autonomes, comme la présente « crise structurelle », très longue, que nous traversons actuellement.

Dans cette méta-histoire, je me limiterai à deux éléments qui concernent directement les « disparités du développement économique ». Tout d'abord, on remarque que le fonctionnement du système, dans la succession historique, a provoqué une polarisation croissante dans la distribution du surplus, à condition bien sûr de mesurer cette polarisation au sein de la seule véritable entité sociale qui soit, l'économie-monde capitaliste dans son ensemble, et non pas au sein d'États-nations particuliers. Ensuite, ce n'est pas de son échec mais bel et bien de son succès que mourra le capitalisme. S'il a fonctionné, autrement dit s'il a permis l'accumulation illimitée du capital, cela ne tient pas à une liberté sans restriction, dont il serait le lieu par excellence - libre entreprise, libre échange, libre circulation des facteurs de

production -, mais justement parce que cette liberté, même sous ces trois aspects, n'a jamais cessé, jusqu'à nos jours, d'y être contrôlée. Dans un système où aucune instance politique ultime ne pouvait contrôler « l'anarchie de la production », la production en vue du profit, ce sont les intrusions constantes du politique au sein du marché, c'est l'extension envahissante des monopoles et des oligopoles, comme les restrictions périodiques imposées à la circulation des facteurs de production (travail, produits ou capital), c'est la permanence d'un travail non rémunéré, qui ont rendu possible cette accumulation infinie du capital et sa concentration disproportionnée dans les mains de quelques-uns comme dans quelques centres mondiaux, qui ont rendu possible, en un mot, la polarisation.

Cependant, pour maints capitalistes, les intérêts de court et moyen terme poussent régulièrement à étendre la loi de la valeur dans des domaines de plus en plus nombreux, à détruire toujours plus loin les barrières qui freinent la libre circulation des facteurs de production. Ainsi, comme l'a montré Schumpeter de manière si convaincante, le capitalisme démolit ses propres moteurs économiques, comme il détruit, d'un point de vue politique, ses « couches protectrices ».

A présent, on pourrait m'objecter : « Ce n'est là qu'un autre mythe », il suivrait, cette fois, ma théologie personnelle, mais resterait tout aussi invérifiable que le précédent, et donc, ne présenterait pas plus d'intérêt. Mais ce serait méconnaître ce qui relie un modèle théorique à la complexité des faits. Car seule la méta-histoire détermine quelles données nous pouvons rassembler - ou, pour le dire plus brutalement, quelles données on peut « créer ». Seule notre méta-histoire canalise la formulation des hypothèses qui résistent à la réfutation. C'est elle qui, par-dessus tout, légitime notre analyse des données. C'est notre interprétation globale de l'histoire qui rend crédibles les interprétations des phénomènes plus restreints. Par conséquent, ce n'est ni des données qu'elle produit, ni des hypothèses qu'elle soutient, qui restent sans valeur de vérité, ni encore des analyses qu'elle provoque, que la méta-histoire tire sa justification. Elle la tire de sa capacité à apporter une réponse globale aux problèmes réels, tenaces, que les gens connaissent bien, et qu'ils rencontrent dans le champ social. Et de fait, c'est justement une réalité, l'écart croissant des disparités historiques au sein du processus de développement, qui a remis en question

les vieux mythes fondateurs, incapables de les expliquer de façon adéquate ; c'est donc elle qui a poussé les chercheurs à construire une autre méta-histoire.

Loin de simplifier notre tâche, la construction d'une nouvelle métahistoire, même dans ses grandes lignes, exige un énorme travail d'érudition. Pratiquement, c'est comme si les sciences sociales devaient repartir de zéro, après cent-cinquante ans d'effort collectif. Bien sûr, ce n'est pas vrai dans l'absolu, puisqu'on a fait aussi beaucoup de bon travail, du travail utile, mais cela revient « pratiquement » à un nouveau départ : dans la masse de notre littérature, tous les fondements de nos données sont complètement faussés. Avant tout, il nous faut une nouvelle cartographie, une nouvelle statistique.

Au cours de leur développement, les sciences sociales ont négligé d'utiliser les cartes. Comme si l'essentiel de leur apport était évident. On se sert des cartes pour vérifier les transferts de territoires en États, au moment des guerres ou à la suite des traités de paix. Parfois, on recourt à elles pour faire des projections : cartographies du vote, des religions. Bien sûr, les cartes se fondent sur des limites et l'essentiel de ces limites, dans nos cartes, renvoie à celles des États. Même lorsque nous traçons des cartes « fonctionnelles », nous tendons à nous appuyer sur les frontières étatiques.

Aussi, nous n'avons toujours pas de cartes pour illustrer les processus pourtant les plus élémentaires de l'économie-monde. Prenons par exemple un phénomène aussi évident que l'émigration rurale vers les centres industriels urbains. Pour aire de référence, on choisira pour commencer le nord de la France, qui a toujours possédé une « industrie », sous une forme ou sous une autre, au moins depuis le début de l'époque moderne. Supposons qu'on avance l'hypothèse simple qu'il y a toujours eu du travail migrant, mais que le rayon du cercle formé par les points d'origine se soit agrandi, avec l'extension de l'économie-monde et l'amélioration des transports, et qu'ainsi, avec le temps, il ait franchi de plus en plus souvent les frontières étatiques : on pourrait en faire la démonstration sur une carte. Mais cette carte, il faudrait aujourd'hui la créer pour la première fois. Si, pour d'autres « centres industriels », nous traçons des cartes parallèles (ou plutôt des séries de cartes correspondant à différentes périodes), alors nous serions à

même de discerner plus fermement les ressemblances et les différences.

Prenons un autre processus élémentaire. On affirme que l'économie-monde s'élargit dans le temps. Ce processus peut se représenter sur une carte, mais on ne l'a jamais fait. Il nous faudrait, bien sûr, avancer des critères opératoires pour déterminer qui participe, ou non, à l'économie-monde. Il nous faudrait aussi savoir dater les « incorporations » à l'économie-monde. Mais techniquement, ce n'est pas du tout impossible, pourvu qu'on y travaille sérieusement. Une fois en possession de telles séries périodiques, nous pourrions alors, pour les mêmes époques données, tracer aussi les limites des autres systèmes historiques, ce que j'ai appelé l'« arène extérieure » de l'économie-monde. On voit clairement ce que montrerait une série de cartes qui partirait de 1500 : l'expansion de l'économie-monde et l'asphyxie progressive des autres économies sociales. Mais que montrerait une série de cartes, tracées de cette façon, qui irait de 500 avant J.-C. jusqu'à 1500 ? A mon avis, personne ne le sait.

Plus encore qu'une nouvelle cartographie, il nous faut une autre statistique. Comme son nom l'indique, la statistique (ou du moins, la statistique historique) a entassé des chiffres concernant les États. C'est là son origine, et à cette tâche, elle est toujours restée fidèle. Nous pouvons exprimer, sous forme quantitative, bien des choses concernant les processus qui affectent un État particulier. Nous savons comparer les États. Nous avons des connaissances sur les flux interétatiques, enregistrés au passage des frontières. Mais nos lacunes sont immenses.

Supposons que l'on veuille vérifier la proposition suivante. Dans les premiers temps de l'époque moderne, il y avait en Europe trois sortes de zones pour la consommation de la production céréalière : une première qui n'excédait pas de 1 km le lieu de production (et qui atteignait rarement le « marché »), une seconde qui allait jusqu'à 50 km, et une troisième qui allait au-delà. Faisons l'hypothèse qu'entre 1600 et 1700, la production céréalière totale dans l'économie-monde européenne ait été peu ou prou stable, mais que la distribution, selon les différentes zones de consommation, ait varié en termes de pourcentage. Eh bien, pour examiner sérieusement cette proposition, une base

statistique est nécessaire, mais pour l'acquérir, il faudrait surmonter d'énormes obstacles pratiques. Tout le problème, au fond, tient à notre présente organisation des données : comprise à partir des frontières étatiques, elle ne nous permet même pas d'aborder la question.

Prenons encore un autre problème. A l'heure actuelle, les cycles dits de Kondratieff connaissent un regain d'intérêt. Là encore, on a une collection de données, réparties par périodes. Mais celles-ci, pour la plupart, sont toujours recueillies dans les limites des frontières étatiques. Supposons cependant que les cycles de Kondratieff existent dans toute l'économie-monde, mais transcrits selon des modèles qui varient avec les zones géographiques. Il sera alors parfaitement possible d'obtenir des résultats statistiques qui infirment les cycles de Kondratieff alors même que la réalité nous montre clairement leur existence.

Je pourrais continuer encore, mais j'ai donné assez d'exemples. Retenons l'essentiel : une nouvelle cartographie, une nouvelle statistique sont nécessaires pour autoriser, et en retour, valider la construction d'une autre méta-histoire. A présent, dégageons une dernière conséquence. Toute activité scientifique consiste dans le repérage de ressemblances et de différences. Mais sur quoi faut-il porter l'accent ? Tout dépend des objets que l'on compare. Dans les 150 dernières années, nous avons comparé des États : dans leurs rapports entre eux, dans leurs rapports avec leur propre passé. Nous tâchions d'expliquer les différences. C'est pourquoi nos questions sont formées sur ce type : pourquoi l'Angleterre fut-elle le premier pays à connaître une révolution industrielle ? Pourquoi l'Italie n'a-t-elle pas eu de révolution bourgeoise, comme en France ? Ainsi, en étudiant les différences entre États, on a masqué la continuité du système historique où ils ont pu mener leur histoire propre. Nos analyses seraient plus fructueuses si nous changions ou du moins, corrigions notre méthode, en multipliant les comparaisons systématiques entre entités plus larges, entre systèmes historiques : ainsi, on devrait comparer la sphère de l'économie-monde capitaliste avec l'Europe féodale, avec l'Empire-monde chinois, en prenant ces derniers comme des systèmes historiques, dotés d'une structure et d'un développement organique. Sans doute, le XIXe siècle avait déjà ouvert cette voie, mais les contraintes imposées par notre méta-histoire ont coupé court à tous ces efforts : ce n'étaient que

rêveries pour « philosophes ». Il faut ramener ces problèmes au centre des intérêts scientifiques. Tout simplement parce que nous sommes pris dans une vraie transition, qui nous mène d'un type de système-monde, d'un système historique particulier, à un autre. Moralement, il nous incombe d'apporter une profondeur historique aux décisions pratiques qui sont prises aujourd'hui. C'est pourquoi, il nous faut, à mon sens, revoir notre méta-histoire.

Deuxième partie :
Le concept de développement

Chapitre 5

Le sujet du développement : sociétés ou système-monde ?

[Retour à la table des matières](#)

Ce Congrès allemand de Sociologie a pour thème Sociologie et développement sociétal ¹⁶. Dans ce titre on retrouve deux notions : société (Gesellschaft) et développement (Entwicklung). Dans la sociologie, ces notions si communes comptent aussi parmi les plus trompeuses, les plus ambiguës. C'est pourquoi j'ai donné à mon propos la forme d'une question : qu'est-ce qui se développe, les sociétés ou le système-monde ?

C'est une vieille notion que celle de société. *L'Oxford English Dictionary* en donne douze significations, dont deux renvoient directement à notre sujet. La première définit « un groupe de personnes qui vivent ensemble au sein d'une communauté plus ou moins ordonnée ». La seconde, pas très différente, désigne « une collection d'individus

¹⁶ J'ai écrit cette conférence pour le XXIIe Congrès allemand de Sociologie, qui eut lieu du 9 au 12 octobre 1984, à Dortmund. Aussi j'ai souvent utilisé les définitions que donnent les dictionnaires allemands. En 1990, comme on sait, la République démocratique allemande disparut comme État autonome. Cela n'a fait que renforcer le propos de mon intervention. C'est pourquoi je n'ai rien changé au texte, même si certaines phrases peuvent sembler dater.

qui forme une communauté, ou qui vivent sous une même organisation politique »¹⁷. Ce dictionnaire historique nous indique les tout premiers usages : ces deux emplois datent respectivement de 1639 et 1577, donc des commencements du monde moderne.

Si l'on regarde à présent les dictionnaires allemands, on trouve dans le Grosse Duden (édition 1977) cette utile définition : « Un ensemble de personnes qui vivent ensemble selon des règles politiques, économiques et sociales déterminées » ; suivent immédiatement ces exemples : « La société bourgeoise, la société socialiste sans classes. »¹⁸ De son côté, en RDA, le *Wörterbuch der deutschen Gegenwartssprache*, publié en 1967, donne un sens très voisin : « Un ensemble de personnes qui vivent ensemble selon des règles politiques, économiques et sociales homogènes », que suivent parmi maints exemples : « Le développement d'une société (humaine)... ; la nouvelle société socialiste, communiste ; la société sans classes... ; la société bourgeoise capitaliste. » Une note précède cette définition où on lit : « Pas de pluriel. »¹⁹

Ces définitions rassemblent probablement tout ce qu'on peut trouver dans tous les dictionnaires du monde. Or, à l'examen, elles révèlent une curieuse anomalie. Elles renvoient toutes à une composante politique : on suppose par là que chaque société n'existe que dans certaines limites politiques. Pourtant les exemples suggèrent aussi qu'une société est un type de réalité que définissent des aspects moins spécifiques, plus généraux, d'où cette addition : « Pas de pluriel. » Dans les exemples, un adjectif vient qualifier la « société » : ainsi la seconde phrase décrit un type de structure que dans l'autre sens, celui d'un être

¹⁷ En anglais : « The aggregate of persons living together in a more or less ordered community » ; « A collection of individuals comprising a community or living under the same organisation of government. »

¹⁸ En allemand : « Gesamtheit der Menschen, die unter bestimmten politischen, wirtschaftlichen und sozialen Verhältnissen zusammen leben »... « die bürgerliche, sozialistische Klassenlose Gesellschaft ».

¹⁹ En allemand : « Gesamtheit der unter gleichartigen sozialen und ökonomischen sowie auch politischen Verhältnissen lebenden Menschen » ; ... « die Entwicklung der (menschlichen) Gesellschaft... ; die neue sozialistische, kommunistische Gesellschaft ; die Klassenlose Gesellschaft... ; die bürgerliche, kapitalistische Gesellschaft »... « ohne Plural ».

politiquement délimité, la société est censée posséder. Ce dernier sens peut alors accepter un pluriel, alors que le premier l'interdit.

Peut-être n'y verra-t-on rien de bizarre. Malgré tout, je partirai de la remarque qui ouvre un des premiers écrits, dans la science sociale moderne, à tenter de comprendre ce problème. Cette tentative nous vient d'un Allemand, Lorenz von Stein, dans son ouvrage à présent bien oublié : *Le concept de Société et l'histoire du mouvement social de la Révolution française jusqu'à 1830*²⁰. Dans son introduction, Stein écrit : « Dans la Staatswissenschaft, le concept de société forme une des notions les plus difficiles. »²¹

Pourquoi traiter la Gesellschaft comme un concept de la Staatswissenschaft ? On pourrait répondre qu'en Allemagne ce terme de Staatswissenschaft était alors en vigueur : il comprenait le domaine de ce qu'aujourd'hui on appelle les Sozialwissenschaften, même si les deux termes ne s'équivalent pas tout à fait. En Allemagne, à l'inverse de l'Angleterre ou de la France, l'usage au XIXe siècle du terme Staatswissenschaft forme en lui-même un phénomène significatif, qui reflète une compréhension des sciences sociales à partir de la perspective d'un État « semi-périphérique », situé à l'extérieur du cercle culturel du pouvoir hégémonique. Mais cette réponse n'explique pas tout. Si la Gesellschaft est un concept de la Staatswissenschaft, et « le plus difficile », c'est que pour nous, comme le montre clairement l'ouvrage de Stein, le concept de « société » tire primitivement (et même uniquement), son sens de l'antinomie classique entre État et société. À son tour, cette antinomie a sa source dans la tentative du monde moderne de maîtriser les implications idéologiques de la Révolution française.

Avant 1792, il arrivait que des monarques fussent délogés, ou que, sous la pression de rébellions, ils fussent contraints de transformer les

²⁰ En allemand : Der Begriff der Gesellschaft und die soziale Geschichte der Französischen Revolution bis zum Jahre 1830.

²¹ En allemand : « Der Begriff der Gesellschaft gehört... zu den schwierigsten in der ganzen Staatswissenschaft » (1959, vol. 1, 12). La version allemande confirme d'autant plus ma remarque, le lien a priori qu'établit la définition, entre « État » et « société ».

structures constitutionnelles de leur régime. On cherchait à légitimer ces changements par tel ou tel acte illégitime de la part du monarque. Mais ce n'est pas sur cette base qu'on a voulu justifier la Révolution française, ou du moins qu'on en est venu à la justifier. Au contraire, les révolutionnaires ont mis en avant, avec une certaine vigueur, un nouveau socle moral pour asseoir la légitimité : le concept de la volonté populaire. Dans les deux siècles qui ont suivi la Révolution française, comme on sait, cette construction théorique s'est répandue dans le monde, et peu de gens la contestent aujourd'hui, malgré tous les efforts des théoriciens conservateurs, depuis Burke et Joseph de Maistre, pour dénigrer la doctrine, et malgré les nombreux exemples où la souveraineté populaire s'est trouvée de facto ignorée.

Une théorie qui fait résider la souveraineté dans le peuple pose deux problèmes. Tout d'abord, il nous faut savoir qui est le peuple, et où il se trouve, c'est-à-dire qui sont ou devraient être les « citoyens » d'un « État ». Je rappelle que l'appellation la plus honorifique, aux beaux jours de la Révolution française, était « Citoyen ». Mais en dernier ressort c'est l'« État » qui décide qui sont les « citoyens » et en particulier quels seront les membres à part entière de la vie politique. Même aujourd'hui, il n'est aucun pays où chaque habitant d'un État soit nécessairement citoyen ou électeur. Le second problème, bien entendu, est encore plus épineux : il tient à la façon dont on détermine la volonté populaire. Sans exagération, on peut dire qu'aux me et XXe siècles, une part énorme de la recherche historique et sociale a formé une seule tentative pour résoudre ces deux problèmes : on a pris pour clef théorique l'idée qu'existait une certaine entité appelée « société » prise dans une relation compliquée, faite de symbiose et d'antagonisme, avec telle autre appelée « l'État ». Si, cependant, vous pensez comme moi qu'après un siècle et demi, nous n'avons pas encore réussi à résoudre ces problèmes, la raison tient peut-être à l'insuffisance de nos moyens théoriques. Si c'est le cas, il faudra en déterminer les causes -mais j'aborderai cette question un peu plus tard.

À présent, considérons brièvement l'autre terme de notre titre, celui de « développement ». Voici encore un mot aux significations très nombreuses. Dans *l'Oxford English Dictionary*, voici celle qui convient le plus à notre propos : « La croissance ou le déploiement de

ce qui est en germe... chez les plantes et les animaux. »²² *L'Oxford English Dictionary* ne fait remonter ce sens qu'à 1871, en fait à un ouvrage de sciences sociales, *Primitive Culture* de Tylor (vol. 1). Il cite ainsi Tylor : « Ses différents degrés [correspondent] à des périodes de développement ou d'évolution, dont chacune est le produit d'une époque antérieure » (Tylor, 1876-1878, vol. 1, p. 1). Le développement, ajoute-t-on, est « la même chose que l'évolution »²³.

Nous trouvons quelque chose de semblable dans les dictionnaires allemands. Le *Grosse Duden* semble éviter toutes ces acceptions allant dans ce sens jusqu'au moment où il introduit le mot composé *Entwicklungsgesetz* qui, nous dit-il, renvoie à « l'économie et à la société »²⁴. De la même façon, le dictionnaire de la RDA traite la question de manière indirecte, à travers un exemple : « Le développement culturel, sociétal, historique, politique, économique, social de notre nation. »²⁵

Les définitions anglaises le montrent bien : l'usage de ce terme en sciences sociales renvoie à la doctrine de l'évolution biologique, apparue dans la seconde moitié du XIXe siècle. Il en va de même, bien sûr, pour les définitions allemandes. Le *Fremdwörterbuch* de Duden définit de la sorte le *Entwicklungsgesetz*, emprunt direct à l'anglais : « Théorie du développement »... « La théorie du développement de tous les êtres vivants à partir des organismes primitifs. »²⁶

Si maintenant, comme c'est le cas, très courant, dans le titre de ce Congrès, on combine ces deux termes, pour parler de « développement sociétal », il semble que l'on vise la manière dont une entité - distincte de l'État, mais reliée à lui et partageant plus ou moins les

²² En anglais : « The growth or unfolding of what is in the germ... of races of plants and animals. »

²³ En anglais : « Its various grades may be regarded as stages of development or evolution, each the outcome of previous history ; the same as evolution. »

²⁴ En allemand : « Wirtschaft und Gesellschaft ».

²⁵ En allemand : « Die kulturelle, gesellschaftliche, geschichtliche, politische, ökonomische, soziale Entwicklung unseres Volkes. »

²⁶ En allemand : « Theorie der Entwicklung aller Lebewesen aus niedrigen, primitiven Organismen. »

mêmes limites - a évolué d'une forme d'existence inférieure à une autre, supérieure ou plus « complexe ».

Dès lors, où réside le « germe » de cette évolution, jusqu'où peut-on remonter ? En mentionnant rapidement deux exemples possibles de « société », je poserai quelques questions naïves. Pour premier exemple, je prendrai la société allemande, et pour second, la société portoricaine. Sur ces deux cas, je ne passerai pas en revue l'abondante littérature existante. Dans le cas de l'Allemagne, la tâche serait monumentale, et ne serait pas si réduite dans celui de Porto Rico. Je veux simplement montrer que sur tout exemple, l'emploi du concept de « société » soulève des difficultés tout à fait élémentaires. Je sais parfaitement que ces deux cas ont leurs particularités ; pour telle ou telle raison, on pourrait dire qu'ils ne sont ni « typiques » ni « représentatifs ». Mais comme nous l'apprend l'histoire, tout exemple est particulier, spécifique, et franchement, je reste sceptique sur les « exemples » représentatifs.

Tout d'abord posons cette question simple : où se situe la société allemande ? S'inscrit-elle dans les frontières actuelles de la République fédérale ? D'après la réponse officielle, il y aurait aujourd'hui zwei deutsche Staaten - deux États allemands, mais seulement ein Volk - une Nation. Ainsi, il semble qu'au moins pour certains, la « Nation » ou le « Peuple » comprennent aussi bien les résidents de République fédérale et ceux de RDA.

Mais qu'en est-il de l'Autriche ? Les Autrichiens font-ils partie de la « société » allemande, du « peuple » allemand ? Au sens strict, l'Autriche ne fut que brièvement intégrée à l'État allemand, de 1938 à 1945. Cependant, au milieu du XIXe siècle, on a largement discuté une éventuelle intégration de l'Autriche au projet d'un État allemand : dans le nationalisme, il y a, semble-t-il, au moins une longue tradition qui veut inclure l'Autriche dans la société allemande.

Pourtant, à cette question, « l'Autriche fait-elle partie de la société allemande ? », il semble qu'aujourd'hui - mais aujourd'hui seulement - la réponse officielle soit non. Cela tient aux efforts de l'actuelle République fédérale pour se démarquer moralement du IIIe Reich, et donc aussi de l'Anschluss : en RFA comme en Autriche, l'idée que l'Autri-

che n'est et ne sera jamais un État séparé - ni par conséquent une Nation, une « société » à part entière - se voit clairement désapprouvée. Mais si une « société » est une entité qui « se développe » à partir d'un germe, comment se peut-il qu'un simple événement politique - l'issue de la seconde guerre mondiale, ou encore plus loin, celle de la guerre austro-prussienne de 1866 - puisse à ce point modifier l'espace de la société allemande ? Après tout, on suppose que la « société » diffère de l'État, comme une sorte de réalité sous-jacente qui se développe, au moins en partie, contre et en dépit de l'État. Si, pourtant, à chaque fois que changent les frontières étatiques, nous changeons avec elles les frontières de la « société », comment distinguer les légitimités d'un gouvernement, selon qu'il se fonde sur une « société » ou bien sur un État ? Le concept de « société » devait nous donner une base de construction solide. S'il s'avère être un simple mastic que l'on peut remodeler à volonté, il ne servira pas à grand-chose pour l'analyse, la politique, ou même la morale.

Si dans le cas allemand, il y a aujourd'hui deux, voire trois États « allemands » souverains, Porto Rico semble offrir le cas opposé. Au lieu d'une société dotée de plusieurs États, nous voyons là une société sans aucun État. Sous le nom de Porto Rico, existe une entité administrative depuis le XVIe siècle, mais à aucun moment elle n'eut d'État souverain, ni ne fut pleinement reconnue comme membre du système interétatique. De temps en temps, les Nations-Unies se demandent s'il y en aura un dans le futur, et bien sûr, les habitants de Porto Rico se le demandent aussi.

S'il n'y a pas du tout d'État, comment définir la « société » ? Où la localiser ? Qui en sont les membres ? Comment est-elle née ? Ces questions, vous pouvez l'imaginer, ont suscité bien des passions. Récemment, en publiant en 1980 son livre, *El país de cuatros pisos*, José Luis González a réouvert d'une façon inattendue cette controverse théorique. Homme de lettres, González se considère comme un nationaliste portoricain. Pourtant son livre attaque certains *independistas* portoricains, en particulier Pedro Albizu Campos : non parce qu'ils soutenaient l'indépendance, mais parce qu'ils fondaient leur revendication sur une analyse totalement erronée de la « société » portoricaine.

Dans la meilleure tradition de Max Weber, González commence par observer une anomalie. De toutes les colonies espagnoles de l'hémisphère occidental, seule Porto Rico n'a jamais obtenu de statut indépendant. Comment l'expliquer ? Sa réponse tient précisément à sa conviction que la « société » portoricaine n'a pas évolué à partir d'un germe. Il suggère une autre analogie : la « société » de Porto Rico est une maison de quatre étages, où chaque niveau a été ajouté à tel moment historique précis. On a construit le premier étage du XVIe au XVIIIe siècle, en mélangeant trois « races », trois cultures : les Tainos, Indiens caraïbes indigènes, les Africains amenés comme esclaves, et les colons espagnols. Comme on a largement réduit les Tainos à néant, et que les Espagnols, déjà peu nombreux, n'étaient souvent que des résidents temporaires, les Africains ont fini par prédominer. « D'où ma conviction, exprimée à maintes occasions, déconcertante et irritante pour certains, que les premiers Portoricains étaient en fait des Portoricains noirs » (González, 1980, 20).

À Porto Rico, ce mélange ethnique a fini par se modifier, mais seulement en 1815. En 1815, en effet, la *Real Cédula de Gracias* a ouvert l'île aux réfugiés de diverses colonies hispano-américaines, alors en pleine guerre d'indépendance - aux Espagnols loyaux envers la Couronne, mais aussi à des Anglais, des Français, des Hollandais, des Irlandais. Notons bien la date : 1815. C'est l'année de l'exil définitif de Napoléon, de la fondation de la Sainte-Alliance, la consécration de l'hégémonie britannique dans le système-monde. Par ailleurs, dans les dernières décennies du siècle, Porto Rico servit de réceptacle à une vague d'immigration tardive, qui venait surtout de Corse, de Majorque et de Catalogne. Ainsi, à la fin du siècle, selon González, ces colons blancs avaient édifié un second étage, et formaient une « minorité privilégiée » (González, 1980, 24). Donc, poursuit González, il est faux d'affirmer, comme l'avaient prétendu Albizu Campos et d'autres, qu'au moment de la colonisation américaine, en 1898, Porto Rico possédait une « culture nationale » homogène. C'était bien plutôt le contraire : un « peuple divisé ».

La colonisation américaine a créé le troisième étage. Mais González s'appuie sur la diversité antérieure pour expliquer la multiplicité des réponses que lui ont apportées les Portoricains. Simplifions son argumentation : les *hacendados* ont, dans un premier temps, fait bon

accueil aux Américains car ils pensaient que les nouveaux venus désiraient, à la longue, les intégrer à la bourgeoisie américaine. Au bout de dix ans, lorsqu'il devint clair que les choses évoluaient autrement, la « minorité privilégiée » se tourna vers le nationalisme. Entre-temps, la classe ouvrière portoricaine, elle aussi, avait à l'origine salué favorablement l'invasion américaine, mais pour des raisons différentes. Elle pensait qu'elle ouvrait la porte au « règlement de leurs comptes » (González, 1980, 33) avec les propriétaires terriens que « les masses portoricaines prenaient pour ce qu'ils étaient réellement : des étrangers et des exploités » (González, 1980, 35).

Enfin apparut le quatrième étage : il ne résulte pas de l'« américanisation » culturelle, mais bien plutôt des transformations économiques qui ont commencé dans les années 1940. Initialement, elles ont conduit la société portoricaine vers une « modernisation dans la dépendance » (González, 1980, 41), mais plus tard au « spectaculaire et irréparable effondrement » (González, 1980, 40) de ce quatrième étage, dans les années 1970. González ne traite pas directement d'une complication supplémentaire : depuis les années 1940, il y eut aussi une migration massive de Portoricains vers le continent nord-américain et de nos jours, une proportion importante de Portoricains est née et vit hors de Porto Rico. Ces Portoricains-là font-ils encore partie de la « société » portoricaine et, si oui, pour combien de temps encore ?

Si je cite González, ce n'est pas pour discuter sur l'avenir de Porto Rico ni simplement pour rappeler les profondes divisions sociales qui ravinent nos soi-disant sociétés : des divisions de classes, bien sûr, mais qui souvent - et même généralement - se cachent sous des divisions ethniques. Si j'ai choisi l'exemple portoricain, comme le cas de l'Allemagne, c'est plutôt pour souligner combien sont changeantes et discutables les limites d'une « société » et pour insister sur le lien étroit qui relie ces définitions mouvantes avec des événements historiques qui essentiellement ne proviennent pas d'un « développement » intrinsèque à la « société ».

Le concept de société présente un grave défaut : il réifie et cristallise les phénomènes sociaux. Leur vraie signification ne réside pas dans leur solidité mais précisément dans leur fluidité, leur caractère

malléable. Le concept de « société » implique que l'analyse doive porter sur une réalité tangible, même si elle se « développe ». En fait, nous sommes confrontés à une construction essentiellement rhétorique et, par conséquent, comme le dit Lorenz von Stein, un « concept difficile » de la *Staatswissenschaft* - au sens ici d'une philosophie politique. Mais nous n'avons aucun instrument précis pour comprendre ou disséquer les processus sociaux.

Depuis cent cinquante ans, un des traits fondamentaux des sciences sociales tient à une lecture particulière de l'histoire européenne moderne. Cette lecture ne concerne pas seulement les historiens professionnels ou les spécialistes des sciences sociales. C'est là une tendance profonde de notre culture, transmise à tous dans l'enseignement secondaire ; on l'admet simplement comme une structure élémentaire de notre compréhension du monde. Aussi elle n'a pas eu à subir de nombreuses controverses : au contraire, au siècle dernier, elle devint la propriété indivise des deux grandes *Weltanschauungen*, le libéralisme et le marxisme, qui, sur d'autres terrains, restaient en totale opposition.

Cette lecture de l'histoire prend l'aspect d'un mythe historique, sous la forme d'un couple d'énoncés. Voici le premier : dans une Europe médiévale et féodale, où des paysans subissaient l'autorité des seigneurs, a émergé ou s'est créée une nouvelle couche sociale, la bourgeoisie urbaine, qui a renversé politiquement l'ancien système - l'ancien régime - après avoir sapé ses bases économiques. Il en est résulté une économie capitaliste de marché, et un système politique représentatif fondé sur les droits de l'individu. Libéraux et marxistes ont tous ensemble décrit sous ce schème l'histoire européenne ; de même, ils ont applaudi au « progrès » qu'ils trouvaient dans ce processus historique.

Le second point du mythe est très clairement rendu dans l'ouvrage de Karl Bûcher, *Die Entstehung der Volkswirtschaft*, où l'auteur distingue trois étapes dans l'histoire économique européenne : *geschlossene Hauswirtschaft*, *Stadtwirtschaft*, et *Volkswirtschaft* - économie domestique fermée, économie urbaine, économie nationale. Dans ce livre, Bûcher témoigne sur un point clef du consensus régnant entre libéraux et marxistes : une perception de l'histoire moderne comme l'élargissement de cercles économiques - le grand saut se trouve dans

le passage d'une économie « locale » à une économie « nationale », celle-ci s'inscrivant bien sûr dans un État national. Bûcher souligne cette connexion en insistant sur le fait que « l'économie nationale résulte d'un développement millénaire : elle n'est pas plus ancienne que l'État moderne »²⁷. Entre parenthèses, remarquons encore une fois ce terme de « développement ». Bûcher souligne très clairement les implications spatiales que supposent les classifications et les catégories descriptives chez bien d'autres grandes figures des sciences sociales, au XVIIIe siècle : Comte et Durkheim, Maine et Spencer, Tönnies et Weber.

Ces deux énoncés, typiques du mythe historique dominant de l'histoire moderne en Europe, ont largement contrefait la réalité. Ici, je n'avancerai pas les raisons qui me font rejeter la version d'une bourgeoisie qui dans son ascension aurait renversé l'aristocratie : en fait, c'est l'aristocratie qui s'est reconvertie en bourgeoisie afin de sauvegarder ses privilèges de classe. En d'autres lieux, j'ai déjà défendu cette thèse. C'est pourquoi, je préfère concentrer mon attention sur le second mythe, celui d'un élargissement progressif des cercles.

Si en Europe, le mouvement essentiel de l'histoire moderne s'est fait de l'économie urbaine à l'économie nationale, de la sphère locale à l'État national, où donc le « monde » entre-t-il en jeu ? Essentiellement, comme épiphénomène. On pense d'habitude que les États nationaux consacrent une partie (dans la plupart des cas relativement réduite) de leur temps et de leur énergie en activités internationales - commerce, diplomatie. Ces relations « internationales » sont d'une manière ou d'une autre « extérieures » à l'État, à la nation, à la société. Tout au plus, peut-on concéder que cette situation a évolué vers une « internationalisation » de l'économie et des champs politiques ou culturels, mais ce processus date d'une période récente - depuis 1945, et même seulement depuis les années 1970. Ainsi, nous dit-on, il peut y avoir maintenant, « pour la toute première fois », une forme de production mondiale ou de culture mondiale.

²⁷ En allemand : « die Volkswirtschaft das Produkt einer jahrtausendelangen historischen Entwicklung ist, das nicht älter ist als der moderne Staat » (Bûcher, 1913,90).

Dans le concept du « développement de la société », une telle imagerie a une fonction centrale. À mesure que j'étudie les réalités de notre monde, elle m'apparaît franchement de plus en plus bizarre. Je voudrais vous en présenter une autre, et avec elle, un autre résumé, un autre cadre conceptuel : on leur reconnaîtra, j'espère, le mérite de saisir plus complètement et plus effectivement le monde où nous vivons.

La transition du féodalisme au capitalisme impliquait d'abord la création d'une économie-monde : cette antériorité est aussi bien logique que temporelle. Autrement dit, la transformation du commerce à longue distance a produit une nouvelle division sociale du travail : d'un commerce de « produits de luxe », on est passé à un commerce de « produits de masse », qui a permis de relier dans de longues chaînes de marchandises des processus alors largement dispersés. En reliant entre eux des processus de production particuliers, ces longues chaînes de marchandises assuraient l'accumulation d'énormes quantités de plus-value et leur relative concentration dans les mains d'une minorité.

Au XVIe siècle, de telles chaînes existaient déjà : elles ont précédé tout qui pourrait mériter le nom d'« économies nationales ». Mais en retour on ne pouvait garantir leur solidité qu'en construisant un système interétatique épousant les limites propres à la division sociale du travail, donc à l'économie-monde capitaliste. Celle-ci s'est élargie à partir de son lieu d'origine, l'Europe, jusqu'à inclure, comme le système interétatique, la totalité du globe. Dans ce système en expansion, s'instituèrent les États souverains : c'est de lui qu'ils tiraient leur identité, comme ils assuraient leur légitimité en combinant l'autoaffirmation juridique et la reconnaissance mutuelle entre États - cette synthèse définit à nos yeux l'essence même de la « souveraineté ». On sait bien qu'il ne suffit pas de proclamer simplement la souveraineté pour l'exercer - comme l'illustrent de nos jours les Bantoustans « indépendants » en Afrique du Sud, et l'État turc au nord de Chypre. Si ces entités ne forment pas des États souverains, c'est que l'ensemble des États souverains ne les reconnaît pas comme tels - pour chacune d'entre elles, il n'y a qu'une seule exception, c'est bien insuffisant. Pour que devienne légitime une prétention à la souveraineté, il faut que plusieurs États souverains apportent leur reconnaissance. Mais quels États, et en quel nombre ? La réponse est incertaine. Il y a bien sûr un

seuil ; c'est évident lorsqu'on observe la fermeté du Maroc pour s'opposer, contre la majorité de l'Organisation de l'Unité africaine, à la reconnaissance de la République démocratique arabe sahraouie, et lui interdire un statut de plein droit dans cette structure régionale. Très clairement, le Maroc craint qu'une reconnaissance par l'OUA fasse pression sur les grandes puissances : la revendication sahraoui pourrait alors franchir le seuil.

Ainsi, ce ne sont pas les « sociétés » séparées, mais le système-monde lui-même qui s'est « développé ». Autrement dit, après sa création, l'économie-monde capitaliste s'est d'abord consolidée, puis ses structures fondamentales ont fini par exercer une emprise toujours croissante sur les processus sociaux qu'elle englobait. Si l'imagerie biologique qui nous mène du gland au chêne, du germe à l'accomplissement, est tant soit peu plausible, elle n'a de sens qu'appliquée à la seule économie-monde capitaliste.

C'est dans ce cadre en développement que se formèrent de nombreuses institutions que nous faisons souvent l'erreur de considérer comme « primaires ». La souveraineté des juridictions n'a cessé de s'imposer ; de même, en parallèle ou en conséquence, une sorte d'allégeance se développait au sein de ces juridictions. Dès lors, un sentiment nationaliste correspondant a fini par prendre racine, plus ou moins selon l'évolution des frontières de chaque État. D'un monde où les « nationalismes » étaient faibles voire inexistants, le système-monde moderne a évolué vers un état où ceux-ci devenaient saillants, bien installés et ne cessaient de se répandre.

La création de nouveaux groupements sociaux ne se limite pas aux nations. Objectivement et subjectivement, les classes sociales que nous connaissons aujourd'hui apparurent aussi au cours de ce développement. Prolétarianisation et bourgeoisification ont suivi des voies longues et sinueuses, mais par-dessus tout résultent de processus à l'échelle mondiale. Même les formes actuelles des foyers domestiques, si étonnant que cela paraisse, sont des entités construites, qui réunissent une double exigence : une structure pour socialiser la force de travail susceptible en même temps de donner à cette force de travail une protection partielle contre les durs effets du système-monde.

Dans toute cette description, je n'emploie pas l'imagerie d'un petit noyau qui s'agrandit d'enveloppes extérieures ; au contraire, c'est un cadre extérieur léger qui parvient à remplir graduellement un réseau intérieur dense. Opposer, comme il est coutumier, « communauté » et « société », *Gemeinschaft* et *Gesellschaft*, comme le font les Allemands mais aussi toute la sociologie mondiale, revient à fausser tout le problème. La *Gesellschaft* où se situent nos obligations contractuelles, c'est tout le système-monde moderne : l'économie-monde capitaliste et le système global d'États souverains qui forme son cadre politique. Pour légitimer ses structures, cette *Gesellschaft* n'a pas seulement détruit les multiples *Gemeinschaften* produites avant elle par l'histoire - en général, on insiste surtout sur ce point - mais elle a aussi créé tout un réseau de nouvelles communautés, en particulier les nations, qui forment les soi-disant « sociétés ». On le voit, notre langage décrit le monde à l'envers.

Je pourrais dire aussi qu'au lieu de procéder de la communauté à la société, de la *Gemeinschaft* à la *Gesellschaft*, nous faisons en fait le chemin inverse ; mais aucune de ces deux formules n'est tout à fait correcte. Disons plutôt que notre seule *Gesellschaft*, l'économie-monde capitaliste (et encore n'est-ce qu'une structure partiellement contractualisée), a créé les multiples communautés où nous vivons. Loin de disparaître, celles-ci n'ont jamais été aussi solides, complexes, aussi débordantes et conquérantes, jamais elles n'ont autant déterminé nos existences. Et cependant, jamais elles ne furent si peu légitimes : elles ont franchi toutes les limites de l'irrationnel justement parce qu'elles sont nées d'un processus sociétal, de *Gesellschaft*. Si l'on veut, nos *Gemeinschaften*, ce sont nos amours inavouables.

Évidemment, une telle situation est invivable. Partout dans le monde, contre ces pressions qui nous entourent, l'identité culturelle est en pleine révolte ; elle prend les formes les plus variées : fondamentalismes religieux, hédonismes de repli ou d'intérêt personnel, multiples « contre-cultures », mouvements Verts, enfin et non des moindres, le bouillonnement des mouvements antiracistes et anti-sexistes, vraiment sérieux et vigoureux. Bien sûr, tous ces rassemblements sont loin de se ressembler. Mais ils ont en commun la même origine : l'expansion implacable d'un système où nous sommes tous pris, dans ses formes le plus rationnel, mais en fait le plus délirant que l'histoire ait connu.

Devant l'irrationalité qui nous opprime au nom d'une logique universelle, ils lancent des cris de douleur. Si nous étions vraiment allés de la *Gemeinschaft* à la *Gesellschaft*, cette évolution n'aurait pas eu lieu. Au contraire, nous habiterions le monde que projetaient les Lumières, nous nagerions dans les eaux de la Raison.

En un sens, pourtant, il y a beaucoup d'espoir. Comme tous les autres, notre système historique est tissé de contradictions : nos intérêts à court terme nous guident vers telle direction, mais à moyen terme, nos intérêts nous poussent dans le sens opposé. Ces contradictions, inscrites dans notre système, ses structures économiques et politiques, sont en train de s'épuiser elles-mêmes. Répétons-le, sur « la crise de la transition » je ne reprendrai pas ici des analyses que j'ai déjà formulées ailleurs (Wallerstein, 1982) : ce long processus prendra peut-être cent cinquante ans, il a déjà débuté et finira par abolir et remplacer notre système actuel ; cependant rien ne garantit que cet aboutissement produira un monde vraiment meilleur. Ainsi, il n'y a pas de garantie, mais quand même une possibilité significative. En d'autres termes, nous voici confrontés à un grand choix historique : dans la suite des générations humaines, c'est une occasion très rare.

Dans ces lignes, j'aimerais plutôt préciser le rôle que peuvent, dans ce choix collectif, jouer les sciences sociales historiques : bien sûr, il s'agit avant tout d'un choix moral, politique. La science sociale du XIXe siècle exprime l'idéologie majeure du système-monde : elle s'enracine dans le concept de « société » et dans les grands mythes historiques du consensus libéral-marxiste qui n'ont, comme je l'ai montré, aucune base réelle. Évidemment, ce n'est pas un hasard : ils appartiennent au mécanisme qui a fait si bien fonctionner le système à son apogée. Dans une période de relatif équilibre du système, la conscience des intellectuels est peut-être le reflet le plus fidèle des processus matériels sous-jacents.

Mais à présent, nous ne connaissons plus cet équilibre. Ce n'est pas que la machine ait mal fonctionné, au contraire elle a trop bien marché. Pendant quatre siècles, l'économie-monde capitaliste a pu admirablement résoudre ses problèmes, à court et moyen termes. De même, dans le présent comme dans le futur proche, elle montre toujours davantage de telles capacités. Mais en même temps, les solutions

elles-mêmes ont fini par changer la structure sous-jacente : avec le temps, les changements suppriment cette capacité à produire constamment les ajustements nécessaires. Le système finit par détruire ses marges de liberté. Dans ces lignes, je ne peux défendre ces arguments ; je me bornerai à les produire pour expliquer ce paradoxe : au milieu des hommages répétés à la civilisation capitaliste, nous voyons partout s'étendre le malaise et le pessimisme culturel. Comme le montrent les multiples mouvements anti-systémiques, qui gagnent sans cesse en ampleur, le consensus est ainsi en train de se briser.

A leur manière, les intellectuels reflètent ce malaise : on ne cesse de remettre en cause les grands présupposés. Aujourd'hui des physiciens mettent en doute toute la description philosophique qu'on a donné de la science comme « désenchantement du monde », de Bacon à Newton et à Einstein ; au contraire, la science formerait plutôt le « réenchantement du monde » (Prigogine et Stengers, 1979). Moi-même, je viens ici exprimer le sentiment de nombreux chercheurs : dans nos multiples « sociétés » nationales, il est vain d'analyser les processus du développement sociétal comme des structures autonomes, des évolutions internes - en fait, ces structures proviennent de processus mondiaux et se constituent pour y répondre. Dans cette structure d'échelle mondiale, et les processus de son développement, nous trouvons la matière même de notre recherche.

Ces perspectives, il nous faut les assumer : tous ensemble, nous devons revoir nos présupposés, nos théories. Tâche encore plus douloureuse, nous devons réinterpréter tout le stock de « données empiriques » qui gonfle sans cesse nos bibliothèques et nos archives : il sert de base à presque tout notre travail actuel, mais cette base elle-même est déformée, c'est une création historique.

Mais pourquoi ce travail ? Au nom de qui, pour qui ? Depuis au moins soixante-quinze ans, c'était « au nom du mouvement, ou du parti, ou du peuple ». Si je rejette cette réponse, ce n'est pas au nom de la séparation sacro-sainte entre science et valeurs, mais parce que cette réponse n'en est pas une. Et cela, pour deux raisons. Tout d'abord, on ne peut parler de mouvement au singulier. Si la famille des mouvements anti-systémiques a pu se chercher un semblant d'unité, ce fut un simple épisode. A l'échelle mondiale, leur nébuleuse se divise elle-

même en plusieurs types. D'autre part, tous ces mouvements traversent une crise de confiance : les débats du XIXe siècle ont produit une stratégie de changement que l'on croyait efficace, mais qu'à présent on met en doute. On croyait accomplir la transformation en saisissant le pouvoir d'État. Or, c'est un fait que les mouvements anti-systémiques résultent eux-mêmes du fonctionnement du système-monde capitaliste. C'est pourquoi, malgré le but avoué, et la réussite partielle de leurs actions, ils n'ont pas seulement sapé le système-monde : en prenant le pouvoir d'État, en œuvrant dans un système interétatique où l'économie-monde capitaliste a construit sa superstructure, ils l'ont aussi soutenu. Dès lors, ils ne pouvaient plus mobiliser dans le futur avec la même force. Quand le système-monde entre en crise, cette crise concerne aussi les mouvements anti-systémiques, et même ces structures d'analyse et de réflexion que forment les sciences.

Dans les mouvements, la crise tient à cette contradiction : à mesure qu'ils grandissent en influence, ils parviennent de moins en moins à transformer réellement le système-monde. Ils connaissent ainsi de multiples contraintes : ils ont, par exemple, intégré dans leurs analyses de larges segments de l'idéologie dominante. C'est pourquoi les sciences sociales peuvent agir, à leur manière, sur cette crise de transition : elles doivent s'engager aux côtés de ces mouvements, tout en gardant leurs distances. La science ne peut proposer une praxis, mais, pourvu qu'elle quitte sa neutralité, elle peut néanmoins apporter la pénétration qui lui vient du recul. En fait, il n'y a pas vraiment de neutralité scientifique, pas plus chez les savants que dans le savoir produit. D'autre part, si je parle d'engagement, il s'agit bien sûr de s'engager dans la voie de la raison. Ce qui dicte l'engagement, c'est l'exigence et la difficulté d'un choix : le déclin de notre système historique rend ce choix possible, mais aussi difficile - en effet, il n'y a plus de force alternative dont on pourrait soutenir qu'elle propose le bon choix d'une façon claire et distincte.

En termes purement théoriques, cette situation exige un travail de révision : nous devons refondre nos systèmes de pensée, les dégager du vernis idéologique qu'a laissé le XIXe siècle. D'où une position radicalement agnostique : dans la théorie et l'expérience, nous devons éviter tout parti pris, et produire de nouveaux cadres heuristiques pour

répondre non à la présence, mais justement à l'absence d'une rationalité substantielle.

Dans une assemblée de sociologues allemands, qu'on me pardonne d'invoquer Max Weber. Nous connaissons tous son allocution aux étudiants de 1919, *La politique comme vocation*. Elle trahit un profond pessimisme :

Peu importe quels seront les groupes politiques qui triompheront : ce n'est pas la floraison de l'été qui nous attend, mais tout d'abord une nuit polaire, glaciale, sombre et rude. En effet, là où il n'y a rien, ce n'est pas seulement l'empereur qui a perdu ses droits, mais aussi le prolétaire. Et lorsque cette nuit se sera lentement dissipée, combien encore vivront de tous ceux qui ont vécu l'actuel printemps, au visage si opulent ? ²⁸ (Weber, 1959, 200).

Nous devons chercher si la nuit polaire que Max Weber a prédit est maintenant derrière nous ou si, pour le pire, elle reste encore à venir. Quoi qu'il advienne, Weber nous donne aussi la seule conclusion qui s'impose :

La politique consiste en un effort tenace et énergique pour tarauder des planches de bois dur. Cet effort exige à la fois de la passion et du coup d'œil. Il est parfaitement exact de dire, et toute l'expérience historique le confirme, que l'on n'aurait jamais pu atteindre le possible si dans le monde on ne s'était pas toujours et sans cesse attaqué à l'impossible ²⁹ (Weber, 1959, 200).

J'ai dit que nous pouvions faire remonter nos concepts aux énigmes qu'ont laissées la Révolution française. Nous pourrions faire de même pour nos idéaux et nos réponses. *Liberté, égalité, fraternité* : cette fameuse trilogie ne décrit pas la réalité du monde ; en France comme ailleurs, elle n'a pas pénétré l'économie-monde capitaliste. En fait, ce n'est pas le slogan d'une révolution « bourgeoise » ; dans l'histoire du monde moderne, cette formule exprimait plutôt les aspirations du premier grand mouvement anti-systémique, qui ait réussi à former et inspirer un héritage. *Liberté, égalité, fraternité* : ce slogan n'est pas

²⁸ Max Weber : Le métier et la vocation d'homme politique, in *Le savant et le politique*, trad. franç., Paris, Plon, 1959, rééd. C. Bourgeois, 1963-1991, p. 184. [Ouvrage disponible dans [Les Classiques des sciences sociales](#). JMT.]

²⁹ Max Weber, *ibid.*, p. 185.

dirigé contre le monde féodal, mais contre le capitalisme. Il montre l'image d'un ordre social différent, qu'on pourrait un jour construire. Il nous faudra de la passion, et du coup d'œil. Tâche bien difficile, exigeante. Elle implique les mouvements, qui doivent repenser leur stratégie de fond en comble ³⁰. Elle nous engage aussi, nous, les historiens, les sociologues, à reprendre, en science comme en politique, l'appel final de Max Weber, « en dépit de tout ! ».

³⁰ Voir sur ce point, Wallerstein, 1984, II.

Deuxième partie :
Le concept de développement

Chapitre 6

L'héritage de Myrdal : les dilemmes du racisme et du sous-développement

« L'ignorance est quelquefois due au hasard, mais le plus souvent à l'opportunisme. »

G. Myrdal, *Economic Theory and Under-developed Regions*.

Introduction

[Retour à la table des matières](#)

Ce qui forme l'héritage de Myrdal, c'est l'ensemble des questions qu'il a laissées, non celui de ses réponses. De fait, les sciences social-historiques regorgent de réponses, mais rares sont ceux que préoccupent les questions à poser. C'était l'avis de Myrdal, pour qui la théorie n'est « rien d'autre qu'un réseau de questions posées à la réalité sociale étudiée » (Myrdal, 1968, 25).

Gunnar Myrdal a consacré une part considérable de sa carrière d'intellectuel à deux énormes chapitres du monde contemporain : le racisme et le sous-développement. C'est dans ce sens qu'il a mené ses recherches, écrit des essais théoriques, et avancé, dans la pratique, des programmes de résolution.

Le racisme, il l'a étudié dans le contexte spécifique de l'histoire des États-Unis, qui inspira le titre de son livre : *An American Dilemma*. Bien sûr, comme chacun sait, il ne s'agit pas seulement d'un dilemme propre aux États-Unis : il concerne l'ensemble de notre système-monde. Je ne sais si, en se tournant, après la Seconde Guerre mondiale, vers ce qu'on appelle, pour certains pays, le sous-développement économique, Myrdal croyait affronter une arène différente de la politique publique. Pour ma part, en tout cas, je ne le crois pas. J'ai plutôt tendance à penser que le racisme et le sous-développement ne forment en fait qu'un seul et même dilemme.

Selon la définition du dictionnaire, un dilemme impose un choix inévitable entre deux options également déplaisantes. Je ne suis pas sûr que Myrdal l'entendait exactement en ce sens, il usait probablement du terme dans le sens plus vague et plus courant d'une situation où l'acteur se trouve soumis à deux pressions contradictoires, situation épineuse, mais qui peut déboucher sur une issue politique, pourvu que l'on assume un choix difficile. À mon avis, une conviction occupait, dans l'éthique de Myrdal, une place centrale : l'idée que les problèmes sociaux les plus épineux pouvaient trouver, sur le moyen terme, des solutions politiques. Ainsi, il concluait *An American Dilemma* par cette péroraison :

Que nous voulions ou non l'admettre, la ligne directrice supposée par tout travail sociologique, sa foi dans les idées de raison et de morale, réside dans cette conviction que les institutions peuvent être améliorées et renforcées, et que les hommes ont assez de valeur pour prétendre à une vie plus heureuse. Avec toutes les connaissances dont nous disposons, il devrait être possible de construire une nation et un monde qui laisseraient enfin une place aux volontés humaines de bienveillance, et de coopération.

Trouver les formules pratiques pour entreprendre cette tâche infinie qu'est la reconstruction de la société, c'est là le but suprême de la science sociale. Sur ce chemin, la catastrophe mondiale nous oppose d'énormes obstacles, elle pourrait ruiner toute notre confiance. Pourtant, c'est dans la science sociale aujourd'hui que nous trouvons cette confiance dans la perfectibilité de l'homme et de la société, la plus forte que nous ayons jamais connue depuis le siècle des Lumières (Myrdal, 1944, 1024).

Myrdal ne s'est pas borné à chercher la voie de ces « formules pratiques ». Dans tout son travail, il prétendait aussi s'attaquer à un pro-

blème encore plus large : comme les rapports entre la personne du savant et les objets de sa recherche formaient pour lui un lien nécessaire, il fallait donc en dégager toutes les conséquences pour la méthode et la théorie. C'était, pour lui, le problème de « la valeur dans la théorie sociologique », de « l'objectivité de la recherche sociologique », pour reprendre les titres qu'il a donné à deux de ses ouvrages (Myrdal, 1958, 1969), un thème qu'il traite aussi dans la plupart des autres, en maints chapitres ou appendices. Myrdal rejetait violemment les deux formules majeures qui servent à éliminer de la science sociale ce qu'on appelle « la distorsion idéologique ». Que l'on cherche à « simplement adhérer aux faits, par l'emploi de méthodes raffinées dans le traitement statistique », ou que « les savants s'interdisent de formuler toute conclusion pratique », on ne pouvait, pour Myrdal, effacer d'aucune manière une telle distorsion (Myrdal, 1944, 104 1). Tout au contraire :

La science sociale, par essence, est une science « politique » il ne faut pas éluder les conclusions pratiques, mais au contraire les considérer comme le but principal de nos recherches ; (...) dans nos prémisses, nous devons exprimer de manière explicite nos jugements de valeur ; (...) ainsi, nous espérons atténuer le danger des distorsions subreptices, et en même temps, poser un socle rationnel à l'expression des problèmes théoriques et des conclusions pratiques (Myrdal, 1944, 1045).

Myrdal va même plus loin : affirmer clairement ses présupposés idéologiques n'est pas seulement un acquis considérable, échouer à le faire serait un échec grave :

La pratique courante qui consiste à n'exprimer ses convictions politiques qu'à travers un filtre d'arguments supposés « objectifs », ou de théories scientifiques, est sûrement très dangereuse à long terme pour la ligne politique concrète que l'on cherche à soutenir. La rationalisation pseudo-scientifique d'un engagement politique peut bien sûr fournir une arme de propagande efficace ; cela dit, une fois qu'elle a acquis assez de poids politique pour se transformer en action, et quand vient le moment crucial des décisions, elle se révèle dans un cadre démocratique presque toujours, inhibante et dévastatrice. Je ne ferai une exception que pour les tendances les plus conservatrices qui ne cherchent rien d'autre que la préservation du statu quo : partant d'un pareil point de vue, la pensée doctrinaire sera moins dangereuse (Myrdal, 1954, xii).

Dès lors, quels sont ces présupposés idéologiques ? Myrdal est très clair sur les siens : « Ce modèle, désirable entre tous, qu'offrent la démocratie politique et l'égalité des chances » (Myrdal, 1957, vii). Pour ma part, c'est sans la moindre gêne que j'adopte ces prémisses : je partirai d'elles pour mener ma discussion. Et par ailleurs, en quoi consistent les dilemmes ? Qui concernent-ils ? Ici, on voit clairement le sens de la position qu'a choisie Myrdal. D'une part, les sujets comme les nations, et peut-être le système-monde tout entier, ne cessent de produire des évaluations - mot sur lequel Myrdal insiste - qui s'attachent à ce qu'il appelle un « niveau général ». Ainsi, le fameux « Credo américain », point central dans son analyse des États-Unis, forme un corps d'évaluations rapportées à un pareil dessein. Pourtant, Myrdal nous dit aussi que le Credo américain « est un humanisme libéral qui s'est développé depuis les Lumières » (Myrdal, 1944, 8). Il paraît donc clair que l'attachement à cet humanisme libéral dépasse très largement le cadre des États-Unis. L'Europe aussi est l'héritière des Lumières ; et aujourd'hui, la plus grande partie du monde s'en réclame également. Autrement dit, Myrdal sous-entendait que ses propres présupposés idéologiques - « ce modèle désirable entre tous qu'offrent la démocratie politique et l'égalité des chances » - concernaient aussi la majeure partie du monde, en tout cas, tant que les hommes expriment leur évaluations à un « niveau général ».

Mais, à l'encontre de ce « niveau général », Myrdal aperçoit des « niveaux spécifiques propres à la vie individuelle ou collective [où], dans un mélange confus, toutes sortes de désirs, d'impulsions et d'habitudes dominant les perspectives des hommes » (Myrdal, 1944, LXXI). Ainsi, c'est le conflit entre deux groupes d'évaluations - les générales et les particulières - qui constituent le ou les « dilemmes ». De manière évidente, Myrdal ne fait ici que retrouver le concept rousseauiste du conflit entre la Volonté générale et les volontés particulières. Il nous rappelle la violence de la contradiction qui oppose universalisme et particularisme. Mais surtout, il nous force à voir dans ce conflit d'évaluations autre chose qu'une « hypocrisie », et dans l'engagement au niveau général, un peu plus que des « bonnes paroles » (Myrdal, 1944, 21). Il nous dit enfin que notre existence morale se meut au sein d'authentiques dilemmes.

Mais ces dilemmes, qui concernent-ils ? À l'évidence, ces dilemmes engagent tous les héritiers des Lumières, ceux qui croient dans la démocratie politique et l'égalité des chances : nos amis, nos voisins, nos dirigeants, nous-mêmes. Et notamment, bien sûr, la communauté des praticiens de la science sociale.

C'est en deux volets que je propose de discuter la grande question qu'a posée Myrdal. Tout d'abord, quelles sont les origines du racisme et du sous-développement ? Comment, en quel sens, sont-ils liés ? Pourquoi ces « dilemmes » sont-ils restés « sans solution » ? En second lieu, comment les sciences sociales historiques ont-elles approché ces problèmes dans le passé ? D'où vient, en quoi consiste ce bouleversement qui se produit de nos jours dans leur théorie et leur méthode ? Et quelles conséquences aura cette mutation, pour les « dilemmes » du racisme et du sous-développement ?

I

[Retour à la table des matières](#)

D'où viennent le racisme et le sous-développement ? L'un et l'autre sont des produits du monde moderne. Si au cours de l'histoire, la xénophobie a toujours existé, le racisme s'en distingue, comme le sous-développement se distingue de la simple pauvreté ou de l'archaïsme technologique, qui, eux aussi, ont toujours existé à travers l'histoire. En effet, tels que nous les connaissons, ces deux phénomènes manifestent de manière exemplaire le processus fondamental qui a organisé notre système historique : exclure pour inclure.

Expliquons-nous. Ressort majeur du système-monde moderne, le capitalisme est par définition un système inégalitaire. Cette inégalité propre au capitalisme, je sais bien qu'elle fournit à ses détracteurs leur thème électif, mais c'est aussi le cas pour ses partisans. Pour argument, ces derniers avancent qu'une récompense proportionnée à l'effort, ou à l'initiative, encourage l'innovation et la croissance. Par ce biais, chacun est censé en profiter. Or, à l'évidence, si la notion de récompense doit avoir le moindre sens, elle suppose que ceux qui l'ob-

tiennent doivent posséder plus que les autres. De leur côté, les adversaires du capitalisme expriment par d'autres termes la même réalité. De leur point de vue, les hommes qui contrôlent l'accumulation des richesses exploitent les autres, et par conséquent s'approprient l'accumulation en proportion monstrueuse. Ce débat est bien connu de tous ; je ne vais pas m'engager, à mon tour, dans un sujet aussi rebattu. Mon seul propos vise à souligner le point suivant : les deux parties partagent très explicitement ce présupposé que le capitalisme implique une distribution inégale des biens matériels. Pour le reste, évidemment, ils divergent, sur la valeur à donner à ce phénomène, sur son aspect plus ou moins évitable dans l'histoire, ou encore la nature de ses conséquences sociales ou politiques ; mais le point important, c'est qu'ils s'accordent sur le fond, dans la description initiale du capitalisme.

De plus, « au niveau général », comme aurait dit Myrdal, tout le monde s'accorde - au moins implicitement - pour dénoncer le racisme et le sous-développement, et les rejeter comme des réalités scandaleuses et sans fondement, que l'on se doit d'éliminer. Autrement dit, pratiquement tout le monde, et presque toutes les écoles idéologiques n'ont cessé de proclamer l'idéal universaliste d'un monde sans racisme ni pauvreté ; et pourtant on a continué à défendre et maintenir des institutions qui, de manière plus ou moins directe, tendaient justement à perpétuer, et même à aggraver ces réalités scandaleuses, que l'on jugeait indésirables.

D'où provient cette contradiction ? Il me faut ici développer cet apparent paradoxe par où je suggèrai qu'une des formules fondamentales qui ont servi de socle à la construction de notre système historique, l'économie-monde capitaliste, était « exclure pour inclure ». À l'examen, cette formule n'est pas si paradoxale : en fait, c'est même la clé qui permet de comprendre comment fonctionne le système. Elle en donne la différence spécifique, celle qui la distingue des systèmes historiques précédents, qui, eux, fonctionnaient sur un autre principe - inclure les uns et exclure les autres. Les « autres » qu'on excluait étaient justement l'objet de la xénophobie : ceux-là, on les éliminait, y compris physiquement, si nécessaire.

Or, à considérer ce qui se passe dans notre système, on constate qu'au sein de l'économie-monde capitaliste, chaque État possède sa

hiérarchie de places et de fonctions auxquelles correspondent des rétributions inégales. Presque tous les individus appartiennent à des foyers domestiques, au sein desquels, en règle générale, ils mettent en commun leurs multiples revenus (salaires, bénéfices de marché, rentes, transferts d'argent, et revenus de subsistance) pour créer un patrimoine qu'ils consacrent à leur reproduction, et, s'ils le peuvent, à l'investissement. Dans la longue durée, ces foyers présentent deux caractères manifestes. D'abord, on peut les situer sur une échelle ordinale de revenus à long terme, ou à vie : on peut définir ce classement comme leur dimension de « classe ». Je suis bien sûr tout à fait conscient que la notion de classe ne se réduit pas au simple revenu, mais quelle que soit la définition qu'on en donne, presque tous les analystes s'accorderont pour dire qu'il y a, entre la dimension de classe et le revenu global, une connexion directe, que ce soit à titre de cause ou de conséquence.

Par ailleurs, on peut aussi définir ces foyers selon leur dimension « ethnique ». Là encore, j'ai bien à l'esprit les multiples débats qui entourent le concept litigieux de « groupe ethnique » : si j'utilise ce terme de « dimension ethnique », c'est simplement pour faire désigner toute espèce d'identité ou d'identification sociale qui trouve un cadre dans des caractères (biologiques ou culturels), que l'on considère comme « marquants » - ainsi, la race (ou la couleur de la peau), le langage, la religion, le pays ou l'origine familiale, etc. Le point à noter, c'est que dans chaque État aujourd'hui, on classe les résidents selon de telles dimensions « ethniques », et que ces groupes « ethniques » se rangent toujours sur les degrés d'une échelle. Autrement dit, dans chaque État, un groupe tend à dominer les autres. Bien sûr, d'un État à l'autre, l'extension de ce groupe dominant peut varier en proportion énorme, et passer d'une majorité considérable à une faible minorité. Mais, quoi qu'il en soit, il y a toujours un ou plusieurs groupes en bas de l'échelle.

Dès lors, au sujet des foyers domestiques, la première question qui surgit concerne le lien qu'entretiennent leurs dimensions « de classe » et leurs dimensions « ethniques ». On n'aurait aucun mal à démontrer qu'il existe, partout dans le système-monde, une connexion, sans doute incomplète mais bien réelle, entre l'appartenance de classe et le classement « ethnique ». C'est particulièrement vrai pour la classe la plus

« basse », et la couche ethnique la plus « basse », qui se recouvrent très largement. C'est la réalité triviale qui donne source à ce qu'on appelle le racisme.

Pour ces mêmes foyers, la seconde question concerne le rapport qu'entretiennent leurs dimensions « de classe » et « d'ethnie », et leurs droits politiques. À nouveau, comme règle générale, on peut affirmer qu'il existe une connexion entre le rang « de classe » et « d'ethnie » et l'accès aux droits politiques, même dans les États qu'on appelle « démocratiques » et « libéraux ». Ceux qui se trouvent en bas sont généralement exclus de ces droits. À cette exclusion, deux modalités principales. On peut leur dénier complètement la qualité de « citoyen », en général sous prétexte qu'ils sont des immigrés, des fils d'immigrés, voire des immigrés fictifs - comme c'était le cas en Afrique du Sud, dans les thèses juridiques de l'Apartheid. Ou bien encore, si l'on ne peut les exclure de jure, on les exclut de facto, par des formes variées de contraintes, de ruses, ou de pressions, qui viennent interdire au niveau social le plus bas l'accès (ou le plein accès) aux droits politiques.

Par là, je ne suggère pas que dans le reste de la population, ceux qui occupent les « degrés moyens » de l'échelle possèdent l'intégralité de leurs droits, ni qu'ils se partagent à égalité les mêmes droits : en fait, la situation varie énormément d'un pays à l'autre. Le seul point en question, c'est qu'il existe un degré particulier d'exclusion politique pour ceux qui occupent en termes de classe ou d'ethnie le bas de l'échelle, et spécialement pour ceux qui réunissent les deux critères : j'appellerai ces derniers le « bas peuple social-ethnique ».

Ce phénomène est largement répandu, il n'admet probablement aucune exception. On serait bien en peine aujourd'hui de désigner un seul État dans le monde qui ne possède pas ce « bas peuple social-ethnique ». S'il en est ainsi, toutes les explications « spécifiques » que l'on propose, et qui, pour tel ou tel État, expliquent le phénomène par telle ou telle particularité du contexte, ne sont guère plausibles. Désormais, nous devons poser deux questions : pourquoi ce bas peuple existe partout dans le monde, mais aussi, pourquoi, dans la plupart des cas, il tend à comprendre une dimension ethnique.

À la première question, la réponse est presque évidente. Dans un système historique inégalitaire, et l'économie-monde capitaliste en est un, par définition, de tels bas peuples doivent forcément exister. Il n'est pas logiquement nécessaire qu'on doive les retrouver dans chaque État membre du système, mais dans les faits, c'est très clairement ce qui se passe. Dès lors, pourquoi de telles couches sociales tendent-elles à avoir une dimension ethnique ? La réponse à la question est tellement loin d'être évidente, que Gunnar Myrdal, et d'autres penseurs, ont pu l'analyser comme la source d'un « dilemme » moral.

On peut poser la question autrement : demandons-nous ce qui se passerait dans une économie-monde capitaliste où tout racisme et toute conscience d'appartenance ethnique auraient dans les faits disparu. Autrement dit, qu'arriverait-il, si nous constatons, comme aujourd'hui, une distribution inégale des revenus en fonction des emplois occupés, qui n'aurait pour seule justification qu'une logique « de classe » ? Somme toute, il n'y a que deux langages de classe possibles. Tout d'abord, celui de l'Ancien régime, ou de tout système qui fonctionne par stratification des castes : l'importance du revenu se mesure à la qualité de la naissance. Or, dans le système-monde capitaliste, un tel langage est désormais illégitime : on l'a définitivement rejeté. Ce rejet, en un sens, c'est bien le grand acquis idéologique qu'a laissé au système-monde la Révolution française. En effet, de nos jours, il faudrait bien du courage pour défendre publiquement un système de castes, et la légitimité d'une rétribution inégale en vertu de la naissance. Désormais, c'est une donnée fondamentale dans le discours politique mondial, que le langage d'une égalité de tous devant la loi.

Toutefois, pour nous autres, héritiers des Lumières, il existe un second langage de classe, à nos yeux nettement plus tolérable. C'est le langage de la méritocratie, la carrière ouverte aux talents. De nos jours, ce langage connaît un usage très répandu. Son mot d'ordre, c'est l'égalité des chances : on entend sous ce terme l'absence d'obstacles légaux à la mobilité sociale des individus. D'habitude, on la présente comme suit : un enfant qui naît dans un foyer pauvre devrait avoir la même chance que tout autre de poursuivre à l'âge adulte une carrière brillante, située dans les hauts degrés de l'échelle hiérarchique. Il suffit que cet enfant ait du talent, quelle que soit la signification que l'on prête à ce terme.

Comme on sait, l'économie-monde capitaliste a connu de tout temps un taux considérable d'ascension individuelle. Si je dis considérable, il est malgré tout douteux qu'il y ait jamais eu dans chaque pays, et pour chaque génération, plus de 5% de la population qui ait joui de cette mobilité ascendante. Encore ce taux de 5%, pourrait-il à la longue, dans la succession des générations, effacer cette inégalité. Or nous le savons bien, même dans les sociétés les plus riches, l'inégalité n'a pas disparu, et c'est encore plus net si l'on envisage l'économie-monde capitaliste dans son ensemble. Dès lors, le raisonnement comme l'expérience nous forcent à conclure que depuis toujours existe un taux de déchéance sociale aussi grand, ou presque, que le taux d'ascension. Si c'est bien le cas, malgré tous les changements particuliers qui viennent affecter les individus et les foyers domestiques, la distribution globale ou systémique a finalement bien peu changé, du moins pour ce qui concerne la hiérarchie des classes dans les divers États.

Tant que l'on considère l'inégalité à travers le prisme d'une perspective de classes, on ne peut tirer qu'une seule conclusion morale : la distribution du revenu se fait très largement sur la base d'un système de castes, et par conséquent, le concept d'égalité des chances, pour une large part, reste un leurre. De nos jours, cette vérité contrarie tellement les certitudes idéologiques dominantes et les sentiments intériorisés en chacun, défenseurs mais aussi adversaires du système, qu'elle est proprement insupportable : on ne peut la contempler sans horreur. En revanche, si on rajoute la dimension ethnique, ce phénomène horrible devient immédiatement plus plausible et raisonnable, plus agréable, plus acceptable. Sans nul doute, une telle situation suscite aussi un malaise, et l'on comprend pourquoi la Carnegie Corporation a engagé Gunnar Myrdal pour mener « une étude globale sur les Noirs aux États-Unis » (F. P. Keppel, in Myrdal, 1944, XLVIII). Mais aussi choquantes que puissent être les conclusions de Myrdal pour la Carnegie Corporation, pour l'ensemble de la population américaine, ou pour tout un chacun, ce scandale n'est rien en comparaison de celui que provoquerait la découverte qu'en l'absence de toute dimension ethnique, on a traité des classes défavorisées « comme des Noirs ». Dans les faits, cela revient finalement à donner au phénomène une justification ethnique.

C'est là tout le propos du racisme. Sous les contraintes idéologiques propres à l'économie-monde capitaliste, il fournit la seule légitimation acceptable aux inégalités de grande échelle. Si le racisme les rend acceptables, c'est qu'il permet d'y voir, en théorie, un phénomène transitoire, même si, en pratique, il repousse leur véritable règlement aux calendes grecques. La justification théorique est subtile : en effet, elle parvient à s'adresser en même temps à deux groupes distincts, ceux qui se trouvent au bas de l'échelle, et les autres. Le nerf de l'argument, c'est que les gens qui appartiennent à un groupe ethnique situé « en bas » - et qui donc, pour la plupart occupent une position sociale inférieure - connaissent une telle situation en raison d'un héritage culturel malheureux, mais qui, en théorie, peut être corrigé. En d'autres termes, ils appartiennent à un groupe moins orienté vers la pensée rationnelle, moins discipliné dans son éthique du travail, moins attiré par le progrès dans l'éducation ou le revenu. Or, comme nous ne voyons plus dans ces différences d'aptitudes supposées, des caractères génétiques, mais des traits purement culturels, nous nous félicitons d'avoir dépassé les brutalités du racisme. Pourtant, il est clair qu'on a simplement dépassé la forme la plus crue, la moins défendable, la forme la plus absolument incompatible avec l'héritage des Lumières. De fait, si, parce qu'il accueille la variation historique, un héritage culturel diffère d'un héritage biologique, nous tendons à oublier que le mot même de culture implique un phénomène qui met du temps à changer, justement parce qu'il participe désormais au Sur-Moi de chacun, dans la majorité du groupe.

Dès lors, s'ensuit la ruse d'un double message : aux opprimés, on dit que leur position sociale peut changer, pourvu qu'ils acquièrent, par l'éducation, les compétences nécessaires pour les fonctions qui offrent, dans les groupes supérieurs, les plus hautes récompenses. Quant aux oppresseurs, on leur dit qu'une éducation conforme aux valeurs de l'État, qui propose l'égalité des chances aux opprimés, ne peut que leur profiter. Ainsi, on exhorte chacun des deux partis à poursuivre son éducation, laquelle finalement forme le principal requisit pour l'abolition des inégalités. Et de fait, au présent, il n'y a toujours que des remèdes partiels à l'inégalité, jamais d'abolition définitive : celle-ci est toujours renvoyée à l'horizon.

Par ailleurs, on persiste à relier les deux statuts inférieurs, celui qui touche à la classe, et celui qui renvoie au groupe ethnique. Et si ce lien tend à s'effacer pour tel groupe, il refait surface avec un autre. Il n'est pas nécessaire qu'il y ait la moindre relation avec la stricte notion de race. Pierre Vallières affirmait ainsi que les Québécois étaient des « nègres blancs ». Du même coup, cette corrélation persistante maintient le sens d'une identité ethnique : quelles que soient les améliorations politiques, dans tous les cas, elles viennent renforcer le phénomène. J'irai même plus loin : bien plus que sa réalité, c'est la conscience de l'ethnicité qui forme un élément déterminant pour le fonctionnement du système. En effet, la conscience ethnique implique forcément que les aînés assurent la socialisation des plus jeunes. Or, si elle tend à servir les intérêts du groupe, celle-ci doit inclure une perception largement réaliste de la polarisation sociale. Ainsi, à tel enfant né dans un foyer ethniquement « inférieur », on inculquera la perspective d'occuper certaines fonctions, ainsi que les types de comportement qui conviennent aux réalités qu'éventuellement, il devra affronter. C'est bien sûr tout aussi vrai pour un enfant né dans un foyer qui occupe une position ethnique élevée. Par conséquent, même si le mécanisme de la conscience ethnique permet aux couches opprimées de combattre politiquement pour leurs droits, de manière contradictoire, il renforce en même temps leur socialisation dans leur position d'opprimés.

Finalement, par l'ethnisation de la force de travail le système capitaliste gagne encore en flexibilité, ce qui, dans l'histoire, a largement contribué à maintenir son efficacité. En effet, ce qui fait fonctionner l'économie-monde capitaliste, c'est un rythme cyclique d'expansion et de contraction, ainsi qu'un lent redéploiement des lieux centraux de l'activité économique. Voilà pourquoi la demande quantitative de couches ethniques particulières varie sans cesse. Aujourd'hui tel pays X peut utiliser cinq millions de travailleurs d'une catégorie donnée, mais demain, il ne lui en faudra plus que trois millions. Pourtant, au même moment, un pays Y peut connaître un mouvement inverse. Ce phénomène peut prendre la forme du chômage, ou encore, susciter des courants opposés de mobilité sociale, « ascendants » et « descendants ». Chaque fois qu'il se produit, sur une ou deux générations, on tend à redéfinir les catégories ethniques. De nouveaux noms apparaissent, d'anciens disparaissent. Les catégories semblent évoluer pour corres-

pondre aux quantités nécessaires. Mais finalement, il reste toujours un, ou plus exactement, des bas peuples ethniques : ils présentent désormais une nouvelle figure, parfois totalement inédite, pour correspondre à l'évolution de l'économie-monde. Même si, fictivement, on la définit comme le partage d'une origine immuable (et aussi, par conséquent, de probabilités futures), l'« ethnicité » présente, dans ses diverses manifestations, une malléabilité incroyable. C'est justement pour cette raison qu'elle est si difficile à reconnaître en termes d'essences immuables.

Le racisme n'est rien d'autre que l'ensemble de ce système complexe. C'est ainsi qu'il travaille à exclure pour inclure. Cela se fait de deux manières. L'une est évidente : elle consiste à restreindre l'influence politique du bas peuple, tout en continuant à lui proposer du travail. Quant à l'autre moyen, il est plus sournois, mais probablement plus important. Tant que leur main-d'œuvre s'avère nécessaire, on conserve ces hommes dans la communauté de travail, mais en d'autres occasions, le racisme permet au système de les reléguer en marge. Toutefois, on les écarte de manière à pouvoir les ramener rapidement à l'intérieur quand la conjoncture du marché vient à changer. Bien plus, ce groupe a tant et si bien intériorisé les valeurs du système qu'il n'a pour seul désir que sa réintégration. Ainsi, on peut à bon droit la considérer, au sens littéral du terme, comme une armée de réserve.

Désormais, on peut bien voir comment les causes du racisme, comme phénomène interne aux États, rejoignent celles du sous-développement, qui, lui, agit au niveau du système interétatique. En premier lieu, la répartition mondiale des activités économiques (et par conséquent des postes de travail) se fait de manière inégale et hiérarchique. De nos jours, on la comprend selon la division axiale du travail, qui oppose le « centre » et la « périphérie » dans l'économie-monde. Celle-ci a sans doute une dimension « de classe ». Mais de façon encore plus évidente, elle possède une dimension « ethnique ». Entre le racisme et le sous-développement, la différence majeure tient aux variations de perspective qu'adoptent les analystes. Au niveau de la nation, c'est la hiérarchie des classes qui apparaît clairement ; très souvent, bien sûr, on doit admettre qu'elle s'accompagne aussi d'une hiérarchie ethnique. Mais au niveau du système-monde, la situation s'inverse. C'est la hiérarchie ethnique qui devient très claire - elle s'ex-

prime alors en termes de « nations » - même s'il faut souvent admettre qu'elle recoupe une hiérarchie de classes. Néanmoins, de nos jours, on accepte de plus en plus l'idée qu'au niveau mondial, il existe un bas peuple défini socialement et ethniquement : une « classe-ethnie » (ou « classe-nation »), que nous appelons, entre autres termes, le Tiers Monde.

À présent, si on se tourne vers la discussion idéologique, on constate, au niveau des États et au niveau mondial, la même correspondance. Ainsi, le « retard » du Tiers Monde (personne n'ose plus utiliser ce terme de retard, mais, en privé, nous continuons à penser de même) : on l'explique par la profondeur de l'écart culturel. De la part du Tiers Monde, il en résulte, assure-t-on, des performances économiques généralement insuffisantes, ce qui, à son tour, explique le préjugé négatif que nourrissent, à l'égard du Tiers Monde, les pays qu'on appelle développés. Le remède que l'on propose, c'est encore une fois l'éducation. Le Tiers Monde doit acquérir des compétences, et même davantage, absorber les valeurs sous-jacentes du monde industriel : à ces conditions, « il se rattrapera ». Quant aux pays industrialisés, ils doivent apprendre à enterrer leurs préjugés, et aider leurs petits frères à se rattraper. Aujourd'hui, nous leur servons de maîtres. Demain nous serons tous égaux. Mais demain, pour le dilemme du sous-développement comme pour celui du racisme, reste une échéance très éloignée.

Au niveau international, la conscience nationaliste ou tiers-mondiste jouent le même rôle que la conscience ethnique au niveau national. Sans doute, cette conscience aide les gens à se battre contre les inégalités, mais comme elle présuppose une adaptation aux réalités de pouvoir, en fin de compte, cette conscience qui socialise les hommes les maintient dans leur rôle d'opprimés au sein du système-monde.

Poursuivons. Tout comme l'évolution continue du marché mondial implique de constantes reconfigurations au niveau national, ainsi en va-t-il au niveau planétaire. Si de nos jours, il nous faut, en nombre supérieur à X ou inférieur à Y, des emplois professionnels ou économiques, souvent nous trouvons plus profitable de les trouver dans des nouveaux sites géographiques. Cela implique des redéfinitions ethni-

ques. Hier, les Grecs, les Italiens, les Espagnols étaient des Méditerranéens ; aujourd'hui, ce sont des Européens. Hier, les Japonais conduisaient la horde du Péril jaune. Aujourd'hui, pour reprendre l'expression - si élégante ! - des précédents gouvernements sud-africains, ils sont des « blancs honoraires ». Et qui sait ? Demain, les Suédois pourraient bien redevenir ce qu'ils ont été il y a des siècles, des barbares à la peau blanche. Les classements ethniques, les catégories raciales de notre système-monde ont toujours existé dans notre système historique, ils ont toujours formé une hiérarchie - simplement, ils ne cessent de changer de noms.

Finalement, ce sont aussi des peuples entiers que l'on soumet à ce régime : exclure pour inclure. Bien sûr, c'est particulièrement net si l'on compare l'influence d'un pays, et son rôle effectif dans le marché. Si les pays sous-développés jouent un rôle crucial dans les processus de production, ils n'ont pas grand pouvoir politique. Mais on peut faire le même constat au simple niveau du marché. Dans les périodes de récession, on peut renvoyer des peuples entiers à une autarcie forcée, les laisser survivre par leurs propres moyens, tout comme on renvoie dans leurs foyers les Gastarbeiter. Puis, quand revient une phase d'expansion, on peut alors les rappeler. Et le comble, c'est que ces peuples ne se sentiront plus de joie de se voir ainsi réintégrés dans la communauté économique mondiale.

Dès lors, pourquoi ces « dilemmes » sont-ils restés « sans solution » ? Ici, je peux être très bref : c'est qu'il n'y a pas grand-chose à dire. Les « dilemmes » sont restés « sans solution » parce que personne ne trouve le moindre intérêt à les « résoudre ». En effet, les résoudre reviendrait à ébranler le système, jusque dans ses assises. C'est pourquoi, dans les faits, on a donné à ces « dilemmes » trois types de réponses. Les conservateurs, tout d'abord, ont pratiqué la dénégation : pour eux, les « dilemmes » n'existent pratiquement pas ; ou alors, ils doivent disparaître d'eux-mêmes. Myrdal a consacré une large part de ses recherches à percer cette cuirasse du conservatisme : aux privilégiés de ce monde, il voulait montrer que les dilemmes étaient réels, et qu'au sujet des sociétés, il y avait d'énormes incohérences entre les jugements de valeurs et les structures réelles.

L'approche « libérale » renvoie ici au sens qu'avait ce terme en Europe, au début du XIXe siècle, ou qu'il possède de nos jours aux États-Unis - mais je pourrais tout aussi bien utiliser le terme réformiste, ou social-démocrate. Elle consistait à susciter activement des réformes législatives et politiques, afin de réduire l'inégalité. Si on l'envisage de manière globale, sur l'ensemble du monde, il est certain que cet effort a produit des résultats. Depuis Las Casas, qui cherchait à montrer que les Indiens d'Amérique avaient une âme, quatre siècles de politique progressiste se sont succédé. Pourtant, après quatre siècles, jusqu'où est allée l'amélioration ? À mon avis, le bilan global n'est pas très impressionnant. Dans l'économie-monde du XXe siècle finissant, y a-t-il vraiment moins de racisme, et de sous-développement, qu'à ses débuts, à l'aube du XVIe siècle ?

L'approche radicale ou révolutionnaire aurait-elle alors plus de crédit ? J'en doute. En majorité, les radicaux et révolutionnaires n'ont vu dans le racisme et le sous-développement que des symptômes secondaires, qui manifesteraient une maladie plus profonde. Aussi ont-ils concentré leurs actions théoriques sur ce qu'ils croyaient être les symptômes majeurs, comme ils ont privilégié, dans leurs actions politiques, les options stratégiques qui conduisaient au pouvoir d'État. Dans ce double effort, ils ont bien sûr porté des coups au système, mais en reléguant racisme et sous-développement au rang d'enjeux secondaires, ils ont manqué le train de l'histoire. En fin de compte, leur travail de sape n'excède pas le renfort qu'ils ont apporté, malgré eux, au système.

Le racisme et le sous-développement, j'en ai peur, sont bien plus que des dilemmes. A mon avis, ils tiennent à la nature même de notre système historique, l'économie-monde capitaliste. En effet, ils forment les toutes premières conditions, et les manifestations majeures, de l'inégalité dans la distribution de la plus-value : ils rendent possible l'accumulation infinie du capital, qui est la raison d'être du capitalisme historique. Ils permettent à la fois d'organiser ce processus dans la division du travail, et d'en donner une justification politique. On ne peut concevoir sans eux l'économie-monde capitaliste. Quant au « dilemme », peut-être faut-il revenir à la définition du dictionnaire. En effet, pour ceux qui détiennent le pouvoir dans notre économie-monde, résoudre ces « dilemmes » ou les laisser en l'état, forment

« des options également déplaisantes ». Sans eux, le système ne peut pas fonctionner, mais avec eux, il finit par se condamner à long terme. Bien au-delà d'un choix difficile, il s'agit donc d'un choix impossible.

II

[Retour à la table des matières](#)

Mais venons-en, dans l'héritage de Myrdal, au second volet. Si le premier a pour objet les problèmes sociaux du racisme et du sous-développement, le second, face à ces problèmes, met en scène la responsabilité de la science sociale.

De formation, Gunnar Myrdal était économiste : c'est en économie qu'il a obtenu le prix Nobel. Pourtant, toute sa vie, il s'est battu contre ce qu'il appelait « la théorie économique conventionnelle », qui, selon lui, « fonctionnait sur des "modèles réduits", avec trop peu de variables réelles » (Myrdal, 1976, 83). A cette spéculation, il opposait une « économie institutionnelle », fondée sur une approche nécessairement « holiste », puisque les systèmes sociaux impliquent des « causalités circulaires ».

C'est très net, l'économie conventionnelle exaspérait Myrdal. Ainsi, dans *What is Political Economy ?* - un de ses derniers essais -, il décrit l'évolution historique qui a fini justement par priver l'« économie politique » de tout sens « politique », et au début du XIXe siècle, réussit à faire adopter par les économistes la doctrine morale dominante de l'époque, l'utilitarisme. Ainsi, les auteurs néo-classiques appuyèrent cette doctrine sur une psychologie hédoniste et associationniste. Or, comme le note Myrdal, c'était justement l'époque où philosophes et psychologues abandonnaient ces théories. « A ce tournant historique, la science économique s'est très nettement isolée de l'évolution des autres sciences sociales, comme de la philosophie qu'elles développaient » (Myrdal, 1981, 42).

Ce thème, Myrdal l'avait déjà traité dans son tout premier livre, publié en Suède en 1930 : *Vetenskap och politik i nationalekonomien*. Cet ouvrage, traduit en allemand en 1932, en italien en 1943, ne vit le jour en anglais qu'en 1953. Et de fait, dans ses vieux jours, Myrdal donnait sur l'impact de ce livre, ces commentaires poignants :

En démontrant, il y a presque cinquante ans, le caractère superficiel et inconsistant de cette théorie moderne du bien-être [Myrdal parle ici de la théorie qu'a développée la première génération des auteurs néo-classiques] (...), je pensais l'avoir définitivement liquidée. Mais en fait, elle ne cesse de croître comme une tumeur maligne. Chaque année, on produit des centaines de livres et d'articles sur l'économie du bien-être, qui raisonnent en termes d'« utilité » sociale ou individuelle. Or, si cette approche conserve quelque sens, elle le tient seulement d'une psychologie hédoniste désormais dépassée et de la morale utilitariste qu'on a construit sur elle. Pour ma part, je n'ai jamais compris pourquoi les psychologues et les philosophes ont laissé les économistes se livrer tranquillement à leurs futiles activités.

Dans l'actuelle économie d'establishment, la tendance qui encourage le professionnalisme étroit contre toute formation, toute lecture, et de fait toute attention à ce qui pourrait échapper au petit lopin que les économistes ont clôturé autour de leur travail, les protège des ingérences perturbatrices qu'amènerait une connaissance un peu poussée de la philosophie et de la psychologie modernes. De même, la plupart des universités ont relativement rayé de leurs programmes l'histoire de la science économique : cela renforce une confiance démesurée dans la nouveauté de leurs propres contributions à l'économie du bien-être. En particulier, cela dispense les économistes de comprendre que le but de leurs recherches n'est qu'une théorie normative, mais déguisée sous l'apparence du positivisme, puisque ces gens-là ne sont pas disposés à prendre le titre d'économistes politiques (Myrdal, 1981, 43).

À mon avis, Myrdal n'est pas trop dur envers l'économie d'establishment. Cependant, tout à l'âpreté du combat, il tend à négliger un autre fait : la folie de cette économie n'est que la *reductio ad absurdum* d'un mal bien plus répandu, les oeillères dont se sont encombrées les sciences sociales historiques.

Sciences sociales historiques : on a sans doute remarqué que je me sers souvent de cette expression inhabituelle. Peut-être devrais-je m'expliquer. L'histoire et les sciences sociales que nous connaissons

aujourd'hui résultent largement de la pensée du XIXe siècle. Évidemment, l'historiographie possède une tradition bien plus ancienne, et de même les sciences sociales avant d'apparaître ont connu des précurseurs, en général des philosophes. Cependant, avec le choc de la Révolution française, les institutions du système-monde ont connu toute une série de transformations culturelles. Parmi elles, l'émergence d'une science sociale comme activité spécialisée. Jusque-là elle formait un simple domaine, aux frontières vagues, dans l'espace de la pensée ; mais soudain, en particulier de 1848 à 1914, elle s'est détachée et différenciée en un groupe de « disciplines », dotées chacune d'un titre, très souvent un néologisme. Parmi les grands titres, notons l'histoire, la géographie, l'économie, la sociologie, la science politique, l'anthropologie, sans oublier l'orientalisme.

En 1850, les universités, en Suède comme ailleurs, n'avaient dans ces domaines ni départements, ni même de chaires. Pourtant, vers 1914, on avait déjà comblé l'essentiel des lacunes, et vers 1960, c'était chose faite : presque toutes les universités dans le monde possédaient un département pour chaque discipline. De même, comme en 1850, les disciplines ne formaient pas des activités clairement définies, les savants ne pouvaient se regrouper en associations comme aujourd'hui. Pourtant, vers 1914, des sociétés savantes nationales s'étaient déjà formées en Europe et en Amérique du Nord : elles portaient les mêmes noms que les départements universitaires ; et dans les années 1960, le phénomène avait fait le tour du globe. Ainsi, pour ces disciplines, c'est le XXe siècle qui a créé les sociétés internationales. On peut faire la même remarque au sujet des revues savantes. Bref, c'est au cours du dernier siècle qu'a pu s'imposer massivement l'institution des « disciplines » séparées.

On peut se demander pourquoi la faculté de philosophie de l'ancienne université médiévale s'est différenciée dans les diverses « disciplines » actuelles ; mais si l'on cherche pourquoi cette dissémination a pris précisément la forme qu'on lui connaît, on peut remarquer que celle-ci reflète exactement l'idéologie dominante dans le système-monde moderne, le libéralisme classique dans sa variante britannique. On peut énoncer comme suit son premier présupposé : le monde moderne serait apparu avec la séparation de l'activité humaine en trois domaines - la sphère publique de l'exercice du pouvoir, une deuxième,

semi-publique, qui englobait la production, enfin la sphère privée de la vie quotidienne. Confondre ces trois sphères était une idée « médiévale », les séparer, une idée divine. De là découle la tripartition du savoir qui sous-tend toute notre épistémologie : la division entre les sphères politique, économique et socioculturelle. Ou encore, les titres que prennent les départements d'universités ou les associations professionnelles : science politique, économie et sociologie.

Second présupposé : les hommes vivraient dans un monde soumis au progrès. De la Révolution française, en effet, on avait tiré une leçon essentielle : la normalité du changement. Avec la Révolution et Napoléon, c'est tout l'ancien discours sur la société qui s'effondrait, désormais incompatible avec la marche d'un monde industriel et capitaliste, entièrement dédié au progrès. Dès lors, l'historiographie changeait de sens : au lieu d'illustrer la vertu morale ou les anciens âges d'or, elle devait montrer la lente mais sûre progression de l'humanité - en bref, illustrer l'interprétation « Whig » de l'histoire. Mais comme le présent, l'actuel, dépassait en qualité tout le passé, l'histoire ne pouvait nous apprendre grand-chose sur ce présent : en conséquence, on devait l'écarter de cette étude, préserver la séparation entre historiographie et sociologie. On n'en pensait pas moins que l'histoire n'existait réellement qu'en relation directe à ce présent, point culminant de l'évolution : l'objet de l'histoire, c'était bien plus « nous » que les « autres ». Ainsi, jusque dans les années 1960, un éminent historien comme H. R. Trevor-Roper pouvait affirmer qu'il n'existe pas d'histoire africaine.

Troisième présupposé : la conception utilitariste du psychisme humain, qui elle-même, d'après Myrdal, remontait aux théories du Droit naturel, et supposait l'existence d'une « nature humaine » - curieusement, celle-ci se révélait très proche des pratiques des entrepreneurs. Ainsi, on pouvait admettre l'existence de lois propres aux sociétés humaines, des lois désormais connaissables et universelles. Par là, on pouvait reprendre le modèle newtonien de la science, pour l'adapter au monde social, pourtant autrement plus complexe.

Quatrième et dernier présupposé : l'évidente supériorité de la civilisation occidentale. Sans doute, c'est là un très vieux préjugé, qui ne date pas du XIXe siècle : il tient à la conception chrétienne du monde.

D'ailleurs, ce n'est jamais qu'un ethnocentrisme parmi tous les autres, que nous renvoient en miroir d'autres civilisations. Mais au XIXe siècle, cette vision du monde a pu s'appuyer sur la réelle puissance de l'Europe, puissance technologique et militaire qui lui assurait la domination du monde.

Dès lors, on peut facilement comprendre pourquoi, vers 1914, on aboutit aux actuelles divisions disciplinaires. Avec l'économie, la sociologie et la science politique, on pouvait étudier séparément les trois sphères de la vie contemporaine, et dans chacune, chercher les lois universelles qui la réglaient. En Histoire, on devait étudier le passé de l'Europe, avant tout le passé politique. Quant aux peuples exotiques que l'on colonisait en Afrique, en Asie, aux Amériques et en Océanie, il fallait des spécialistes pour les étudier. Comme chez ces peuples « primitifs », il n'y avait pas de documents écrits, on devait les étudier sur place, *in situ*. De même, comme ces « primitifs » n'avaient pas encore appris à différencier leurs sphères d'activité, on devait adopter une méthode ethnographique, et décrire les structures intégrées qui reliaient leurs modèles de comportement qu'on supposait immuables. Cette étude ethnographique s'opposait à l'étude de l'Europe, universaliste pour le présent, évolutionniste pour le passé. Enfin, dans ces mondes exotiques, l'Orientalisme s'est consacré aux peuples qui possédaient l'écriture, c'est-à-dire un « haut degré » de civilisation, comme la Chine, l'Inde, le monde islamique. Pour comprendre dans ces cultures les codes propres aux élites civilisées, leurs langages complexes, leurs expressions artistiques, leur religion enfin - car c'étaient des religions « mondiales », bien différentes de simples croyances tribales - il fallait alors changer de méthode, passer de l'ethnographie à la philologie. Mais une fois encore, ce n'était pas comme pour l'Europe, une étude universaliste du présent, ou historique du passé : on pensait travailler sur des survivances, les traces de particularités naguère immuables, sur de fragiles mais précieuses pièces de musée.

Entre les disciplines toutes ces distinctions nous semblent à présent si évidentes qu'à peine nous remarquons leur bizarrerie. Par exemple, dans le modèle dominant, il n'était pas facile d'expliquer les relations spatiales, qui pourtant, à l'évidence, étaient bien présentes. On s'est

tiré d'affaire en créant la géographie, une discipline spéciale qu'on reléguait dans les bas-fonds de la hiérarchie des sciences.

De même, on a rejeté toutes les autres tentatives de regroupement. La seule alternative vraiment sérieuse s'est développée à la fin du XIXe siècle, en Allemagne, avec la création de la *Staatswissenschaft* : dans sa structure-même, elle venait contester la tripartition entre le politique, l'économique et le social, tout comme le dualisme entre l'analyse historique du passé et l'étude universaliste du présent. Mais au cours des années 1920, on a éliminé la *Staatswissenschaft* de l'université : l'histoire de cette destruction reste encore à écrire. Pour ma part, je pense qu'on trouvera le principal responsable dans le *Methodenstreit* ou « conflit des méthodes » qui prit naissance dans le monde germanique. S'il a pu assurer une telle élimination, c'est qu'en s'affirmant, dès son apparition, comme une question-clé, il a fini par détourner les esprits des problèmes réels.

Au cœur du *Methodenstreit*, figurait une antinomie épistémologique particulière, mais présentée comme décisive : deux types de savoir, nomothétique et idiographique, épuisaient tout le possible et le souhaitable, mais restaient entre eux incompatibles. Ainsi, se formait un débat entre tenants de l'existence de lois universelles, buts ultimes de la recherche - d'où le nom de *science sociale* -, et tenants de leur impossibilité, en raison du caractère unique et incomparable de tout fait humain ou social. Dès lors, on pouvait facilement couler dans ce moule les nouvelles « disciplines ». L'économie, la sociologie et la science politique ont formé des savoirs nomothétiques, fondés sur l'étude du présent de l'Europe, point culminant et universel. Quant aux disciplines idiographiques, elles décrivaient, comme l'histoire, le passé européen dans son évolution singulière, ou comme l'orientalisme et l'anthropologie, des passés ou des présents singuliers, immuables, étrangers à l'Europe. Ainsi, il ne restait aucune place pour le moindre système théorique, comme la *Staatwissenschaft*, qui dans ce dilemme, refusait de prendre parti, et considérait d'un œil sceptique les prétentions des deux bords.

Dans sa férocité truquée, le *Methodenstreit* n'a pas seulement détruit toute alternative, comme la *Staatwissenschaft*, il a aussi encouragé, dans les sciences sociales historiques, la séparation des disciplines.

En effet, il les rassemblait en deux ensembles, l'un nomothétique - ou scientifique -, l'autre idiographique, que dans le jargon, on appelait les humanités. Par suite, avec cette division, on a aussi regroupé ces « disciplines » en deux « facultés » séparées - les sciences sociales et les humanités - et cette division s'est pratiquement instituée partout.

Mais, en s'imposant comme institutions, ces catégories ont aussi pesé autrement sur nos recherches. Le nombre des chercheurs n'a cessé de se gonfler, en proportions énormes. On a créé des programmes de formation, et en corollaire, on n'a cessé d'insister sur les règles de précision dans la recherche. Mais dans la recherche, idiographique ou nomothétique, comment atteindre cette précision ?

Pour y parvenir, dans une science universalisante, il faut passer par la quantification, étape nécessaire pour trouver des formules reliées en des théorèmes. De là, une contrainte évidente pesant sur l'enquête empirique. Dès qu'on postule la nécessité d'une recherche quantifiée, on passe aisément à un second postulat : il faudrait mener l'enquête empirique sur des cas qui fournissent des données quantifiables, et le recueil le plus « dur » - le plus élaboré, le plus méticuleux - sera forcément le meilleur. Dès lors, puisque dans le monde, ce sont toujours les gouvernements qui collectent ces données quantitatives (ainsi, le terme de statistique dérive en toutes lettres du mot « État ») on voit sans peine apparaître entre eux une dépendance : plus l'État est « avancé », plus l'événement est récent, et plus on définit précisément le phénomène, alors plus les données présentent un caractère « dur ». Dès lors, nous voici entraînés vers un présent toujours plus immédiat, réduit surtout à certains pays, et aux limites toujours plus étroites ; de plus, avec la multiplication des chercheurs, l'inévitable spécialisation ne fait qu'encourager cette fuite en avant. Chez les praticiens de la recherche, ce rétrécissement d'optique dans la recherche empirique a rarement soulevé des problèmes théoriques. En effet, si on doit considérer la nature humaine comme un universel, alors tout ce qu'on peut apprendre sur sa manière d'être, par exemple en 1988 à Stockholm, devient immédiatement applicable, pourvu que l'on suive dans la technique utilisée, toutes les normes de précision.

Dans l'ordre idiographique, atteindre la précision a bien sûr un autre sens. Quand Ranke nous exhortait à étudier l'histoire *wie es eigen-*

tlich gewesen ist, il prenait pour cible une historiographie légendaire, qui traitait de mythes et de héros. Mais comment connaître ce qui s'était *réellement* passé ? Ranke et ses successeurs ont donné une réponse au fond assez ingénieuse : trouver ce que les gens avaient couché par écrit au moment de l'événement. Ce n'était pas une mince percée théorique que le concept d'« archives ». Mais ces archives, qui les conservait ? Évidemment, c'étaient ceux-là même qui avaient la garde des statistiques : avant tout les corps officiels de l'État, qui ont toujours conservé à titre d'archives et de statistiques les documents qu'ils jugeaient importants. Ce n'est donc pas un hasard que l'emploi des archives nous ait avant tout poussé vers l'histoire diplomatique, puis vers l'histoire politique en général. D'autre part, comme le dépouillement des archives exige beaucoup de temps, les chercheurs qui succédaient à d'autres sur le même fonds d'archives étaient conduits à travailler davantage sur les détails : ainsi, la précision avec le temps qu'elle exige, combinée à l'expansion de la communauté scientifique, ont conduit les savants à restreindre leurs champs d'étude sur des objets toujours plus étroits.

Ainsi, la logique du *Methodenstreit*, avec ses conséquences pour la méthode, a totalement dénaturé le sens des sciences sociales historiques. Dans ses ambitions nomothétiques comme dans l'étude idiographique et empirique, cette entreprise qu'on avait, dans ses débuts triomphants, conçue à la taille du monde, n'a cessé de se rétrécir : son échelle, les durées étudiées comme l'envergure de ses enquêtes ont rétréci comme une peau de chagrin. Dans ce mouvement général, on a complètement ignoré les chercheurs qui refusaient un pareil dévoiement. Ainsi, Myrdal lui-même s'est longtemps plaint de l'économie nomothétique et universaliste, cette « tumeur maligne » qui traitait par le mépris son « économie institutionnelle ». Ainsi a-t-on délaissé toutes les grandes questions théoriques. En effet, on ne pouvait les manier dans le cadre du *Methodenstreit* et de son antinomie.

Dès lors, il devenait impossible d'expliquer les causes du racisme et de sa persistance. De même pour le sous-développement. On ne pouvait même pas expliquer, dans leurs causes et leurs modalités, la naissance des États, ni les raisons de la thèse implicite qui veut qu'il n'y ait pas d'État sans une « société » correspondante, pas plus qu'il ne saurait exister de « société » sans État. Faute de maîtriser des phéno-

mènes aussi centraux, un monde de savants se perd forcément dans des difficultés inextricables. Mais le Monde réel, lui, est bien contraint d'assumer ces problèmes. La Première Guerre mondiale et la Révolution russe avaient déjà produit un choc terrible. Quant aux fascismes, mussolinien ou nazi, ils étaient encore plus inquiétants. Sans parler du mouvement de « Bandung », encore plus déconcertant. Sans doute, les sciences social-historiques ont-elles « manié » tous ces chocs successifs en y ajustant leur théorie comme leur pratique. Mais c'est un peu comme si on avait rajouté des épicycles supplémentaires au système de Ptolémée. C'est toute l'analyse qui devenait malaisée. Enfin quand apparut, en 1968, une révolution culturelle mondiale, désormais c'était trop pour elle : l'édifice, à présent trop ébranlé, se mit à s'écrouler ; aujourd'hui encore, il continue à s'ébouler sous nos yeux.

En politique, 1968 a bien sûr été un mouvement révolutionnaire, une vague d'assaut dirigée contre le système historique en cours, l'économie-monde capitaliste. Mais à mon sens, il conserve une autre portée non moins décisive : cette révolution était aussi dirigée contre les mouvements anti-systémiques classiques. En effet, dans l'après-guerre, ceux-ci ont pu finalement obtenir peu ou prou le pouvoir : à l'ouest (au sens large du terme), les sociaux-démocrates, à l'est, les communistes, et au sud, les mouvements de libération nationale. Si la marée de 1968 les a sérieusement désavoués, c'est pour leur impuissance à combattre vraiment le système.

Ce moment révolutionnaire de 1968 est à présent définitivement révolu, comme le fut en son temps la tempête de 1848. Mais, tout comme 1848, il a laissé un immense héritage. Par exemple, l'énorme impact qu'il a eu sur les universités et le monde du discours théorique. Le mouvement de 1968 a permis de briser l'absolu contrôle qu'exerçaient partout dans le monde les héritiers de la pensée du XIXe siècle, il a pu rendre à l'université son véritable rôle : un lieu de débats intellectuels. Dans cette évolution, le *Methodenstreit* a cessé d'être l'unique cadre autorisé du débat épistémologique. La frontière, auparavant infranchissable, entre les études historiques ou humanistes, et d'autre part les sciences sociales contemporaines, n'est plus parole d'évangile. Et de manière peut-être encore plus radicale, on a finalement soumis à contestation cet espace de consensus tacite dont n'étaient jamais sortis, en dépit de leur acuité, les combats, hérités du XIXe siècle, du libéra-

lisme et du marxisme, un consensus tacite qui a encadré toute la conceptualisation des sciences sociales historiques.

Il en est résulté un grand désordre. Ainsi, les versions remaniées du vieux conservatisme, qui remonte au début du XIXe siècle, se sont hâtées de combler la brèche. Malgré leur aspect bruyant et agressif, elles avaient jusque-là manqué de poids théorique, et surtout n'avaient gagné leur audience que sur le terrain qu'abandonnait dans sa déroute le consensus libéral-marxiste. Mais d'un autre côté apparurent au sein des universités de nouvelles matières à débat, issues directement de cette révolution mondiale de 1968 : en particulier les études féminines, et les multiples versions de ce qu'on a pu appeler du terme générique d'études « ethniques ». Toutes ces tendances ont montré une grande vitalité, mais elles restent encore largement prises dans une phase d'adolescence, où elles recherchent leur identité : elles n'ont pas encore développé la force qui leur permettrait de réorganiser les programmes du système universitaire. Certains d'entre nous ont lancé comme un défi aux cadres conceptuels et aux tendances méthodologiques des sciences sociales historiques, une « perspective des systèmes-mondes ». Quelle que soit la réputation dont elle jouit, je dois pourtant avouer qu'elle aussi, a jusqu'à présent échoué à produire un changement majeur dans les programmes universitaires.

En bref, nous sommes pris dans une immense confusion. De fait, aujourd'hui, il n'y a plus dans les universités le moindre programme défini : remarquons bien que ce fait est sans précédent depuis un siècle. C'est que le monde de la recherche -qui pour la première fois se trouve correctement installé au sein d'une communauté universitaire mondiale - est au cœur d'un gigantesque bouleversement, dont nous ignorons encore l'issue.

D'un tel changement, on retrouve partout les signes. J'ai montré ce qui s'est produit dans ce que j'appelle les sciences sociales historiques. Mais nous devons aussi penser aux changements qu'ont connus les sciences physiques et mathématiques. Avec bien d'autres savants, Prigogine affirme que les dynamiques linéaires de Newton et les analyses d'équilibre ne sont que des cas particuliers dans un processus plus général où justement les dynamiques non linéaires et les analyses de non-équilibre jouent le premier rôle. Aussi a-t-il demandé qu'on réta-

blisse en physique le rôle de « la flèche du temps » : pour lui, le but de la science n'est pas de simplifier, mais d'expliquer la complexité. Dans le même sens, Mandelbrot soutient que la géométrie euclidienne ne forme qu'un cas particulier dans un processus plus général, où l'on doit avant tout mesurer le monde réel par des dimensions fractales - autrement dit, des dimensions qui, pour la plupart, ne sont pas exprimables en nombres entiers. Chaos, catastrophe, et bifurcation : tels sont à présent les mots de passe d'un mouvement qui, de fond en comble, est en train de refondre toute la science moderne.

Dans cette période où les physiciens rejettent les présupposés newtoniens qui ont servi de base à l'économie néo-classique, les économistes, toujours néo-classiques, seront-ils les derniers à défendre un mode de théorisation de plus en plus obsolète et même, sur l'actuelle scène intellectuelle, de moins en moins scientifique ? Devra-t-on continuer à distribuer des prix Nobel d'économie à des gens qui trouvent des preuves pour des théorèmes dont la réfutation vaut des prix Nobel en physique et en chimie ?

CONCLUSIONS

[Retour à la table des matières](#)

Quels prolongements tirer, désormais, de l'héritage de Myrdal ? J'esquisserai ainsi les conclusions suivantes :

Tout d'abord, les dilemmes auxquels Myrdal a consacré sa vie d'intellectuel sont plus tenaces, plus inextricables que lui-même ne le croyait. Myrdal semblait croire, à la manière d'un psychanalyste, que si l'on révélait, avec leurs mécanismes inconscients et leurs rationalisations secrètes, les contradictions d'une société entre ses valeurs et ses réalités, alors, la société, à l'image d'un patient, pourrait corriger et maîtriser son mode de fonctionnement. Pourtant, on ne peut traiter aussi facilement les dilemmes du racisme et du sous-développement. Ceux-ci forment en fait toute la trame de notre actuel système historique. Ces maladies ne sont pas curables, car elles forment des traits

spécifiques, elles définissent le système. Et si les manifestations peuvent changer, la réalité des causes, elle, demeure constante.

Deuxième conclusion : dans la théorie sociale, le problème de l'évaluation a certainement toute l'importance que lui accordait Myrdal. Sur ce point, on ne l'a pas autant ignoré qu'il ne semblait le craindre. De fait, Myrdal fut un grand prophète ; de nos jours, on ne peut l'ignorer sans péril pour notre vie intellectuelle et morale. Pour tous ceux qui avaient compris que la prétention du XIXe siècle à exclure toute évaluation de la science sociale n'était jamais qu'une vaine prétention, le bouleversement dont je parlais tout à l'heure a libéré les énergies. C'est ainsi que la position qu'avait adoptée Myrdal trouve aujourd'hui un formidable soutien d'un lieu inattendu, les sciences naturelles, où les savants affirment que « la flèche du temps » et l'inéluctable influence du chercheur sur l'objet d'étude, valent autant pour la physique et les mathématiques que pour les sciences sociales historiques. Cette évolution, Prigogine l'a appelée le « réenchantement du monde ».

Troisième conclusion : dans ses remarques de méthode, Myrdal touchait précisément à l'essentiel. Comme on sait, la métaphore centrale qui organisait son œuvre, c'était la « causalité circulaire et cumulative », où s'exprimait le constat qu'il n'y a « pas... de tendance vers la stabilisation autogérée et automatique dans le système social » (Myrdal, 1957, 13). Or justement, ce qu'il faut souligner, c'est que dans les situations éloignées de l'équilibre, où surviennent des bifurcations, celles-ci possèdent un caractère stochastique : dans ces processus, où les moindres fluctuations ont d'énormes et irréversibles conséquences, on ne peut prédire l'issue.

Quatrième conclusion : comme l'a montré le « désordre » intellectuel des vingt dernières années, la position de Myrdal implique une restructuration urgente du système universitaire. C'est pour nous un devoir si nous voulons pouvoir poursuivre le bouleversement en cours, reprendre nos théories, nos méthodes, et dans cette voie nous donner les moyens d'affronter les bifurcations sociales et intellectuelles qui nous attendent. C'est pourquoi, de l'économie, de la sociologie, à l'anthropologie, aux sciences politiques, à la géographie et à l'histoire, j'appelle de mes vœux la dissolution des actuels départements et

leur fusion au sein d'un unique département de sciences sociales historiques. Cet appel, bien sûr, je le lance symboliquement. En effet, comme toutes ces « disciplines » ne peuvent plus défendre, dans leur existence séparée, leur légitimité intellectuelle, elles se remparent dans des structures d'institution comme derrière des tranchées. Pourtant, sans nul doute, on finira par entendre cet appel : dans les cinquante années qui viennent, émergeront quantités de nouvelles sous-disciplines, avec leurs propres définitions intellectuelles, et, peut-être, leurs propres programmes de formation pour l'apprentissage de la recherche. Mais une telle refonte, aussi complexe, a pour condition essentielle la création d'un unique domaine théorique, qui fonde sur un seul et même débat les théorisations heuristiques appropriées, dans l'étude holistique d'un seul et même objet théorique : les modes de fonctionnement des systèmes sociaux historiques - celui où nous vivons, ceux qui ont existé à des périodes antérieures, et ceux qu'on peut envisager comme possibles.

Cinquième conclusion : on ne peut concevoir la reconstruction des sciences sociales comme une entreprise isolée, séparée du reste du monde intellectuel ou du monde social - elle en est à la fois le reflet et le moteur. Au milieu du XIXe siècle, l'émergence des sciences sociales s'est faite en parallèle - comme en concurrence - avec celle des mouvements sociaux : ils se sont mutuellement déterminés. Il en sera de même dans l'avenir. Lorsque Myrdal demandait comment, et à quel moment, ses dilemmes trouveraient une solution, il finissait par suggérer l'unique réponse possible : « Dès que le pouvoir vient aux mains des opprimés, alors vient le temps où peuvent passer dans le réel les idéaux comme la conscience sociale » (Myrdal, 1957, 70). Ce sont les mouvements sociaux qui créent les problèmes théoriques, que les sciences sociales, à leur tour, cherchent à résoudre. En les reprenant sur le plan de la théorie, les sciences sociales historiques, produisent les instruments utiles, mais aussi les obstacles à leur solution.

Aussi finirai-je par cette réflexion de Gunnar Myrdal : « Le nœud logique de toute science » provient de ce fait que :

Dans tous ses efforts, elle doit assumer un a priori, mais [que], pour satisfaire ses ambitions, elle doit constamment trouver à cet a priori une assise empirique.

Ainsi, nous recherchons constamment un idéal impossible, sans jamais pouvoir dépasser le niveau des constructions de fortune : pourtant, celles-ci peuvent varier en qualité. Dans la situation présente, notre tâche n'est pas, comme on l'a souvent affirmé, dans le remplissage relativement facile des « boîtes vides » de la théorie par des contenus empiriques. En effet, si nos boîtes théoriques sont vides, c'est avant tout parce qu'on ne les a pas construites pour qu'elles puissent contenir la réalité. C'est pourquoi il nous faut des théories nouvelles qui, malgré leur nécessaire abstraction, soient plus réalistes au sens où elles pourraient mieux adhérer aux faits.

En attendant, je crois qu'on trouvera une force pour discipliner tous nos efforts, à présent dispersés (...) si l'on garde toujours à l'esprit une notion claire de cet idéal, et si on lui donne, dans toute notre recherche, un rôle directeur. Pour commencer, nous devons absolument nous libérer des choix partiels et inadéquats, et des approches théoriques sans pertinence que dans notre tradition universitaire nous portons comme un fardeau (1957, 163-164).

Ainsi devons-nous rejoindre Gunnar Myrdal dans son appel pour aller *Against the Stream* (A contre-courant) (1972). Et rappeler ces mots, prononcés dans son discours de Stockholm : « Quand experts et politiques hésitent à donner aux responsabilités morales toute leur véritable importance, c'est alors que disparaît le réalisme » (Myrdal, 1975, 420).

Deuxième partie :
Le concept de développement

Chapitre 7

Le développement : étoile polaire ou illusion ?

[Retour à la table des matières](#)

Parmi les grands objectifs sociaux, aucun n'est peut-être aussi unanimement admis, de nos jours, que le développement économique. Depuis trente ans, tous les gouvernements, sans exception, ont déclaré poursuivre cet objectif, du moins dans leur propre pays. Et si dans le monde, il existe actuellement une démarcation entre la gauche et la droite, cette division ne concerne pas la nécessité du développement : elle les oppose seulement sur la politique qui permettra le mieux d'y parvenir. La voie du développement, nous disent les uns, c'est le socialisme ; c'est le « laissez-faire » nous disent les autres. On nous affirme tantôt que c'est une rupture avec la tradition tantôt que c'est le retour à la tradition, que c'est l'industrialisation ou la croissance de la productivité agricole, que c'est la déconnexion, ou encore une plus grande ouverture sur le marché mondial, ou bien une croissance orientée vers l'exportation. Dans tous les cas, et c'est l'essentiel, on nous dit que le développement est possible, si seulement on fait le nécessaire.

Mais quel est ce nécessaire ? A cette question, on ne manque pas de réponses vigoureuses, voire passionnées. Car si les mouvements

révolutionnaires durent partout dans le monde, c'est qu'ils sont mûs par la volonté d'abolir une situation d'oppression. Mais l'autre mobile qui les pousse et les soutient, c'est l'espoir que leur victoire, et la conquête de l'État, permettra enfin un réel développement de leur pays.

Mais, en même temps, les résultats des politiques de développement mises en oeuvre dans le passé ont produit dernièrement un désenchantement considérable. On évoque ainsi, en Chine, la catastrophe de la Révolution culturelle, qui, dit-on, a bloqué pour dix ans, et donc fait reculer le développement. En Union soviétique, on a montré comment erreurs politiques et pesanteurs bureaucratiques ont saboté l'économie : on a réclamé une *perestroïka*. En Afrique, on cherche à comprendre la grave détérioration de la situation économique depuis l'indépendance, malgré une « décennie » (en fait, plusieurs) d'efforts pour assurer le développement. Aux États-Unis comme en Europe occidentale, on s'interroge : en s'engageant trop, ou trop maladroitement dans les Processus économiques, les gouvernements n'ont-ils pas gêné l'initiative, et donc créé une situation économique pire que celle que ces pays étaient censés avoir connue auparavant ou que celle qu'ils auraient pu connaître autrement ? En Chine comme en Russie, aux États-Unis comme en Europe, pratiquement personne, dans toutes ces lamentations sur les malheurs du développement, n'a contesté l'intérêt ou la viabilité de cet objectif. Les critiques et les réformateurs de tout poil réclamaient seulement d'autres politiques pour remplacer celles qu'ils jugeaient avoir échoué.

Nous considérons le développement économique comme un concept datant de l'après-guerre. Et de fait, notre langage actuel, dans la bouche des hommes politiques et des intellectuels, résulte en grande partie des forces géopolitiques qui, depuis 1945, gouvernent le système-monde. De même, c'est depuis 1945 qu'on a élevé ce concept en doctrine, en l'appliquant avec une extension, une légitimation sociale inconnues dans le passé. Pourtant, l'idée fondamentale a évidemment des origines bien plus anciennes. Il semble, en fait, que son histoire accompagne celle de l'économie-monde capitaliste. Au moins depuis le début du XVIIe siècle, eurent lieu de véritables débats théoriques sur les moyens du développement. Après tout, quel autre but propo-

saient ces politiques que nous regroupons aujourd'hui sous l'étiquette de mercantilisme ?

C'est pourquoi, à la lumière de nos connaissances sur l'histoire de l'économie-monde capitaliste, j'aimerais poser ces cinq questions :

1. Qu'est-ce qui doit se développer dans le « développement » ?
2. En réalité, qui donc, ou encore, qu'est-ce qui s'est développé ?
3. Que demande-t-on implicitement lorsqu'on revendique le développement ?
4. À quelles conditions un pareil développement peut-il se produire ?
5. Quelles conséquences politiques impliquent les réponses aux quatre premières questions ?

Alors seulement pourrai-je en venir à ma question initiale : le développement, est-ce l'étoile polaire, ou une simple illusion ?

I

Le terme de développement possède deux connotations bien différentes. La première renvoie aux processus d'un organisme biologique. C'est d'un petit gland que sortent les grands chênes. Tous les phénomènes organiques ont une histoire naturelle. Ils naissent de quelque façon, grandissent ou se développent, pour finalement mourir. Mais, comme ils se reproduisent aussi, la mort d'un organisme singulier ne signifie jamais la mort de l'espèce.

Pour les phénomènes socio-économiques, l'analogie est claire. Les nations, les États ou les sociétés naissent de quelque façon (et quelque part), grandissent ou se développent ; pourtant, bien souvent, l'analogie s'arrête là. En effet, pour ces entités, on discute rarement sur la probabilité d'une mort ou d'une survie de l'espèce par reproduction. On peut se demander pourquoi on ne pousse pas jusqu'au bout l'analogie, pourquoi toute notre attention se concentre sur le segment moyen

de la séquence, le processus présumé de croissance, et ses aspects supposés normaux ou déviants.

On pourrait l'expliquer par une seconde connotation, plus arithmétique que biologique. Très souvent, le terme de développement veut tout simplement dire « plus ». Dans ce cas, nous ne traçons plus une analogie avec un cycle organique, mais avec une projection linéaire, ou du moins continue. Or, les projections linéaires tendent vers l'infini. Pour le moment, l'infini, c'est très loin. Mais il existe et il devient possible, pour n'importe quoi, d'imaginer toujours plus. Comme perspective sociale, c'est forcément très encourageant. Quel que soit notre bien aujourd'hui, demain nous pourrions en avoir davantage.

Bien sûr, l'infini est aussi quelque chose d'assez terrifiant. En un certain sens, parfaitement fondé, c'est aussi un vide. L'indéfini n'est pas du goût de tout le monde. Il existe toute une littérature de psychologie clinique sur la nécessité pour les êtres humains de limiter leur univers, de créer un environnement de taille maniable, offrant des chances raisonnables d'être contrôlable. L'anomie de Durkheim est une autre version du même raisonnement.

Ici, nous tombons tout de suite sur une question de relativité sociale. Si l'on prend une série de groupes, situés sur une échelle en termes de quantité de biens possédés, et qui tous cherchent à posséder plus, les groupes situés à l'extrémité supérieure de l'échelle n'ont que le vide devant eux, alors qu'au bas de l'échelle, les groupes inférieurs sont limités par les groupes situés au-dessus d'eux. De la sorte, tandis que certains affrontent les perspectives inexplorées de l'indéfini, d'autres manifestement ont surtout à gérer un projet nettement plus exploitable : « rattraper » ceux qui déjà possèdent plus.

Comme on sait, cette image ne serait pas complète sans un autre élément. Il y a des époques fastes, et il y en a de mauvaises, des périodes d'expansion et des périodes de récession, ou du moins, de stagnation. Or, l'interprétation sociale de ces périodes est clairement relationnelle. Dans les époques fastes, nous pensons posséder davantage que par le passé, dans les époques mauvaises nous croyons, ou nous craignons d'avoir moins. Selon que les groupes se situent au point supérieur, ou au pôle inférieur de l'échelle des biens, l'expansion et la

contraction économiques se présentent sous des jours différents. Ceux d'en haut connaissent le calme et le confort des hauteurs. Cependant, ils peuvent, dans les moments d'expansion, avoir peur du vide, et dans les moments de contraction, craindre la perte possible de leur position. Ceux d'en bas, au contraire, connaissent au départ le modeste niveau de leur revenu matériel. Et si l'expansion peut leur laisser l'espoir d'une amélioration immédiate absolue, et d'un relatif rattrapage, la contraction fait planer l'ombre du déclin à partir d'une position déjà basse.

Aussi, on comprend pourquoi les hommes éprouvent tant de passion pour le développement, pourquoi ils oscillent si vite entre différents schémas possibles pour y accéder. Le développement comme réalisation du « plus », c'est le mythe de Prométhée. C'est l'accomplissement de toute notre libido. C'est la combinaison, ou plutôt, la fusion du plaisir et de la puissance. Le désir nous habite tous, mais ce fut le propre de l'économie-monde capitaliste, comme système historique, que de donner à ces désirs, pour la première fois, une légitimité sociale. « Accumulez, Accumulez ! » tel est le mot d'ordre du capitalisme. Et de fait, dans ses aspects scientifiques et technologiques, le système capitaliste a offert à tous le spectacle d'une accumulation importante et, à 10 ou 20% de la population mondiale, un niveau de consommation impressionnant. Bref, réaliser ce rêve d'une accumulation incessante devenait non seulement légitime, mais en un sens plausible.

Mais en même temps, comme êtres vivants, nous connaissons tous le problème de la mort et de la souffrance. Nous savons tous que si certains consomment beaucoup, d'autres non, et que si la consommation est une activité orientée vers le présent, un jour viendra, dans le futur, où nous ne serons plus là pour consommer. Aussi ceux qui consomment beaucoup en tirent généralement cette conclusion organiciste qu'ils « déclineront » un jour, comme individus ou groupe social. Bref, ils doivent affronter le « malaise dans la civilisation ».

II

Toutefois, même si, dans les mentalités nées du capitalisme historique, les controverses sur le développement ont de profondes réso-

nances, le problème majeur n'est pas psychologique, mais social. Car en termes de classes, comme dans la répartition géographique, le capitalisme historique a toujours imposé un système de rémunérations très contrastées. Même si, d'un point de vue théorique, nous pouvons contester son caractère inévitable ou sa permanence historique, l'expérience nous montre que c'est un fait incontestable.

Pourtant, si nous prenons les différentes zones géographiques et juridiques qui forment aujourd'hui des États souverains ou potentiellement souverains, il est vrai que certaines se portent incontestablement mieux qu'elles ne se trouvaient à des moments antérieurs dans l'histoire de l'économie-monde. Il suffit de comparer, pour un État donné, sa situation actuelle ou encore son actuel PNB par habitant, avec sa situation passée, ou son PNB antérieur, il y a cinquante, cent ou trois cents ans. C'est en général ce que l'on veut dire quand on affirme qu'un État donné, par exemple les États-Unis ou la Suède, s'est « développé ». Il se porte « mieux » : d'un point de vue matériel et aussi, pour bien des esprits, d'un point de vue politique (expansion des droits civils, etc.).

Dès lors, qui donc s'est vraiment développé ? En un certain sens, la réponse est évidente. Par ces expressions de « pays développés » ou « pays sous-développés », qu'on a tellement employées depuis trente ans, nous qualifions précisément les pays qui se sont ou non « développés » selon les critères que j'ai donnés plus haut. En général, nous pensons, pour les pays « développés », aux pays de l'Europe occidentale et au Japon, pour les pays « sous-développés », à ce qu'on appelle le Tiers Monde. Le cas des pays socialistes est le plus controversé, quel que soit le critère de comparaison : où en sont-ils par rapport à leur situation antérieure ? Comment mesurer leur évolution sur l'échelle du PNB ? Sur les résultats économétriques, les spécialistes divergent : ils ne partagent pas les mêmes interprétations, et tous n'y voient pas des indicateurs valables pour les pays socialistes.

Avant 1945, que savons-nous du modèle de « développement national » dans le cadre général de l'économie-monde capitaliste ? Aujourd'hui, nous pouvons affirmer avec quelque précision un certain nombre de faits.

Tout d'abord, l'économie-monde capitaliste a commencé à se constituer au XVIe siècle, avec pour centre le continent européen. Dès l'origine, cette mutation entraînait l'établissement de processus de production intégrés que nous pourrions appeler chaînes de marchandises. Presque toujours, ces chaînes de marchandises tendaient à franchir les frontières politiques. Jamais on ne distribua de manière équitable le surplus total dégagé dans ces chaînes de productions : au lieu de le répartir selon le lieu géographique qui avait produit le surplus, on l'a toujours concentré, de manière disproportionnée, dans certaines zones au détriment des autres. Nous appelons « périphéries » ces zones perdantes dans la distribution du surplus qui s'oriente de façon privilégiée vers les zones du « centre ». Alors qu'au début du processus historique, les différentes aires géographiques connaissaient une situation sensiblement égale, il a suffi d'un siècle pour que la circulation des surplus puisse créer une distinction visible entre centre et périphérie. Cette disparité s'affirmait sur trois critères : l'accumulation du capital, l'organisation sociale de la production locale, l'organisation politique des États en formation.

Ainsi, vers 1600, nous pouvons déjà énoncer trois comparaisons entre les nouvelles zones périphériques qui apparaissent (Europe centrale et orientale, Amérique du Sud) et les zones du centre, en Europe du Nord. La consommation par tête y était plus basse. Les processus de production locale utilisaient un travail plus soumis à la contrainte et en obtenaient un revenu moins important (cela explique bien sûr l'aspect moins élevé de la consommation par tête). Les structures étatiques étaient à l'intérieur moins centralisées, et plus faibles à l'extérieur. Notons ce point essentiel : si en 1600, ces trois comparaisons sont justes, aucune d'elles ne l'était en 1450. Ces trois vérités empiriques étaient la conséquence du fonctionnement de l'économie-monde capitaliste.

Le second fait tient à l'apparition des monopoles : pour obtenir une proportion croissante de surplus, il fallait monopoliser tel segment de la chaîne de marchandises. Cette monopolisation pouvait avoir diverses causes : un avantage de technologie ou d'organisation qu'offrait tel segment de producteurs, ou bien une restriction imposée par voie politique au marché. Quelle que soit la source de ces avantages, ceux-ci restaient vulnérables. Avec le temps, d'autres pouvaient tenter de

« copier », d'une manière ou d'une autre, cet avantage initial, ou de contourner les restrictions politiques au marché : évidemment, ce désir a toujours animé les producteurs qui perdaient au change dans la distribution du surplus total.

Les monopoles temporaires étaient donc réellement vulnérables. On ne cessait de s'attaquer aux avantages, du dedans, au sein des États, comme du dehors, entre États. Ainsi, l'intérêt qu'a manifesté le XVIIIe siècle pour la « richesse des nations » n'était que l'expression idéologique de l'intérêt des producteurs à conserver ou à créer leurs propres avantages monopolistiques, comme à entamer ceux des autres. Ce qu'on appelle à présent le mercantilisme n'était que la tactique de cette lutte : les producteurs qui ne pouvaient accaparer le surplus outre mesure, cherchaient à utiliser les structures étatiques, où ils avaient de l'influence, pour affaiblir leurs rivaux économiquement plus forts, situés dans d'autres structures étatiques.

Le problème classique de la « surproduction », inhérent à tout marché, produit régulièrement des phénomènes de stagnation dans l'économie-monde. Lui aussi tenait à l'attitude des nouveaux producteurs qui, espérant des profits élevés, prenaient le train en marche, et entamaient l'avantage des monopoles, en élargissant la production totale. Alors que les politiques mercantilistes cherchaient à renverser les avantages existant par des mécanismes politiques, l'arrivée de nouveaux producteurs effritait ces avantages par l'intermédiaire du marché. D'ailleurs, une méthode n'excluait pas l'autre : on pouvait parvenir au même résultat.

Lorsque dans la chaîne de marchandises, un type de monopole se trouvait ébranlé, les producteurs cherchaient à créer de nouveaux types d'avantages : en effet, seul le monopole permettait d'accaparer une large part (une part exorbitante !) du capital accumulé dans la production de masse. Ce que nous appelons progrès technologiques reflète simplement cette recherche de nouveaux avantages. On reconstituait souvent des chaînes de productions entièrement neuves ; en tout cas, on devait constamment réorganiser les anciennes.

La « rente géographique » est un phénomène relativement rare, et à terme, d'une importance économique mineure. Aussi, la seule raison

pour que telles aires géographiques l'emportent sur d'autres dans l'accumulation du capital, pour qu'à tel moment donné, certaines soient centrales, et d'autres périphériques, tient à leur histoire passée immédiate dans la marche de l'économie-monde. Qu'une zone géographique occupe tel ou tel rôle ne constitue pas une donnée acquise une fois pour toutes. En effet, à chaque fois qu'un monopole majeur se trouve ébranlé, la distribution géographique des avantages fait l'objet d'une refonte. Trop souvent, nous ignorons l'aspect relationnel de ces processus, nous enfermons ces phénomènes dans le cadre des unités juridiques qu'on appelle les États. Ainsi, nous constatons la « mobilité » interétatique. Des États « s'élèvent »-ils dans l'échelle ? Bien sûr, cela veut, et doit vouloir dire que d'autres « déclinent ». Et c'est ainsi tant que l'accumulation du surplus reste inégale entre États : alors nous pouvons établir, pour ces zones juridico-géographiques, un ordre de classement.

Troisième point : les frontières de l'économie-monde capitaliste, qui se trouvaient à l'origine en Europe, se sont élargies au cours des trois siècles suivants. Cette expansion s'explique par les processus internes à la structure changeante de l'économie-monde. On peut décrire le processus essentiel comme une séquence. L'épuisement des « principaux » monopoles conduisait à des stagnations économiques périodiques : ce sont les fameuses phases B de Kondratieff. Comme il fallait restaurer le taux global de profit dans l'ensemble de l'économie-monde et maintenir l'inégalité de la distribution, chaque stagnation imposait des changements en séries : réduire les coûts de production en réduisant les salaires (par mécanisation supplémentaire et relocalisation géographique), innover pour créer de nouveaux produits pilotes, accroître la demande effective en prolétarisant de nouveaux segments de la force de travail.

Toutefois, pour les segments concernés, ce dernier changement a provoqué une hausse du revenu réel : partiellement, il venait contrarier la volonté d'accroître le taux global de profit. C'est à ce stade qu'entre en jeu l'élargissement des frontières de l'économie-monde : elle permettait d'incorporer un nouveau travail à coût réduit qui devait compenser les augmentations de salaires dans d'autres zones et ainsi maintenir aussi bas que possible le coût global. Bien sûr, comme entrepreneurs particuliers, les capitalistes ne pensaient pas aux coûts

globaux. Le fait capital restait l'inégale distribution du profit. Mais justement, la satisfaction de cette exigence passait, en partie, par un élargissement de l'économie-monde.

Que les forces dominantes dans l'économie-monde aient cherché, à divers moments, à élargir ses frontières n'implique pas forcément qu'elles en aient toujours eu les moyens. Partout, apparurent des résistances au processus d'intégration, selon les cas elles eurent plus ou moins de succès. En effet, pour les peuples concernés, cette intégration était franchement peu attrayante, tant pour les intérêts matériels immédiats, que pour les valeurs culturelles. Ici, cependant, l'économie-monde a bénéficié des avantages qu'offraient ses mécanismes internes. L'encouragement constant à l'innovation provoqua, entre autres, des progrès technologiques dans l'armement, et donc, entre les États du « centre » et les structures politiques extérieures à l'économie-monde, une disparité croissante dans le contrôle de la force militaire. Conquérir ces pays, y compris des empires-mondes bureaucratiques, ou du moins les démembrer progressivement, devenait chaque jour plus facile.

Aujourd'hui, les conséquences de ce processus sont très claires. Tout d'abord, il a bouleversé, dans ces territoires, de nombreux processus de production, afin de les intégrer dans les chaînes de marchandises de l'économie-monde. A l'origine, les zones incorporées s'intégraient dans les chaînes en un de ces trois points : production d'une matière première - production agricole commerciale (incluant une production de nourriture) ou produits miniers - destinée aux industries et manufactures dans les zones du centre ; production de denrées alimentaires supplémentaires pour nourrir la force de travail des zones périphériques qui produit la matière première ; utilisation du surplus local pour nourrir une force de travail saisonnière, qui devait travailler dans la production de matières premières - ou de denrées alimentaires, nécessaires pour sustenter à leur tour les producteurs de matières premières.

Ce processus d'intégration comportait un second bouleversement : la reconstruction des structures politiques locales en des États qui pourraient fonctionner dans le système interétatique de l'économie-monde. Cette reconstitution a parfois entraîné la fusion de plusieurs

structures politiques existantes, d'autres fois leur remodellement ou leur démembrement, ou encore, la création de structures entièrement nouvelles, assez arbitrairement délimitées. Dans tous les cas, demeurerait cet élément fondamental : les États qui résultaient de ce processus de reconstitution (il s'agissait parfois de ces « États » non-souverains qu'on appelle les « colonies ») devaient fonctionner selon les règles du système interétatique. Ils devaient, en leur propre sein, mettre en place des mécanismes de contrôle social pour assurer les circulations nécessaires au fonctionnement des chaînes de marchandises. Mais, vis-à-vis des États du centre, ils ne devaient pas être trop forts, pour ne pas menacer les intérêts des grands monopolistes.

Du XVIIe siècle au XIXe siècle, les multiples élargissements de l'économie-monde se sont produits de façon sporadique mais ininterrompue. A la fin du XIXe siècle, aucune région du globe n'était plus à l'écart des opérations de son système interétatique. Si demeuraient encore des zones géographiques non intégrées dans une des multiples chaînes de production, elles étaient peu nombreuses et finirent plus ou moins par être incorporées avant la Seconde Guerre mondiale.

Enfin, une quatrième remarque : elle concerne la croissance globale des forces de production et les niveaux de prospérité. Dans la perspective d'un classement, si certains montent, d'autres doivent logiquement chuter : c'est indéniable. Pourtant, il peut arriver que l'une ou l'autre des deux propositions suivantes soit vraie ou qu'elles se vérifient ensemble : a) en termes de « développement » l'ensemble, ou du moins, la majorité des États se sont « élevés » dans l'absolu ; b) la dispersion des mesures absolues est allée en diminuant. En effet, chez les partisans libéraux du développement, cette possibilité fournissait l'argument essentiel ; d'ailleurs, pour la plupart d'entre eux, c'était même un fait historique avéré.

De fait, pour 10 à 20% de la population mondiale - ceux qui se trouvent au sommet de l'échelle - le niveau de richesses consommables, depuis quatre cents ans, n'a cessé de croître dans l'absolu en proportion considérable. A mon avis, c'est là un fait incontestable. De plus, comme ces 10 à 20% se distribuent sur le globe de façon inégale, il est certain que l'affirmation concerne une majorité de la population dans les zones du centre. Si nous utilisons des indicateurs établis au

niveau des États comme le PNB par habitant, nous retrouverons cette augmentation, même si nous tenons compte de l'inflation des prix.

Donc, l'extraordinaire croissance de la richesse réelle, l'énorme accumulation du matériel physique ne sont pas en question : c'est un fait indubitable. De même, on ne peut douter que cette croissance ait profité aux classes moyennes, à la couche des cadres. Mais reste une question décisive : pour la grande majorité de la population mondiale, cette croissance a-t-elle produit une amélioration réelle du bien-être ? Jusqu'en 1945, où cette majorité restait encore largement rurale, cela paraît hautement improbable. En termes de revenu absolu, leur situation était probablement pire que celle de leurs ancêtres. Cela ne fait aucun doute : en quatre siècles, l'écart entre leurs revenus et ceux qu'obtenait, au sommet de l'échelle, le dixième ou le septième de la population mondiale, s'est considérablement creusé.

Désormais, nous revenons au point de départ : 1945. Depuis cette date, l'économie-monde capitaliste a connu une transformation considérable à deux points de vue. D'abord, son expansion absolue - en population, en valeur produite, en richesses accumulées - a sans doute été aussi importante que dans toute la période antérieure, de 1500 à 1945. Par ailleurs, le poids politique des forces anti-systémiques est devenu considérable, incroyablement plus puissant que dans le passé. Ces deux faits, pris ensemble, expliquent la fortune du « développement », et pourquoi, depuis 1945, il a pris un caractère si crucial, comme thème idéologique et comme champ de bataille. Quand les Nations Unies ont proclamé les années 1970 « Décennie du développement », pour bien des gens, la croissance matérielle, conjuguée à celle des forces anti-systémiques, devait annoncer une transformation fondamentale dans la structure qu'avait jusqu'alors présentée l'économie-monde. Mais ce bouleversement annoncé n'a pas eu lieu. Et de nos jours, moins de vingt ans après, le débat porte dans une large mesure sur les causes de cet échec.

Dès lors, que s'est-il produit depuis 1945, dans l'économie-monde capitaliste ? Essentiellement deux faits. D'abord, le développement absolu des forces de production a réduit massivement le pourcentage de la population mondiale qui produisait les biens primaires, alimentation comprise. D'autre part, la croissance absolue des secteurs se-

condaires comme la croissance, aussi bien absolue que relative, des secteurs tertiaires ont soumis le globe à une « urbanisation » galopante, qui se poursuit toujours à un rythme irréfléchi. Dans ce processus, nous approchons l'épuisement des réserves de travail à bon marché : une limite est atteinte. Pratiquement tous les foyers domestiques sont au moins semi-prolétarisés. Et les stagnations économiques continuent toujours de transformer des segments entiers de ces foyers domestiques semi-prolétarisés en foyers domestiques désormais complètement prolétarisés. En conséquence, l'espace de jeu se resserre : on ne peut plus aussi facilement dégager les marges de profit, qu'il soit maximal ou minimal.

Bien sûr, des entreprises ou des organismes d'État peuvent tenter de réagir en essayant constamment de « marginaliser » des foyers domestiques autrefois prolétarisés. Tout d'ailleurs va dans ce sens : par exemple, une bonne part des politiques néo-libérales entreprises un peu partout dans les années 1980. De même, aux États-Unis et en Europe, les propositions avancées fréquemment pour permettre aux gens de choisir de ne pas participer aux plans d'assurance sociale collective auraient le même effet, si elles étaient adoptées. Bien sûr, la résistance a été forte. D'ailleurs, les trente prochaines années devraient prouver qu'il est politiquement plus difficile pour le capital de « marginaliser » des populations prolétarisées, que pour des segments de la classe ouvrière de se « prolétariser » eux-mêmes. Selon toute vraisemblance, le mouvement devrait ainsi rester orienté nettement à la prolétarianisation complète des foyers, ce qui implique une rémunération du travail plus élevée. Si c'est le cas, alors le capital devra faire face à une diminution croissante de taux de profit.

La période qui s'ouvre après 1945 a connu un deuxième grand bouleversement : les succès remarquables qu'ont remportés dans le monde les diverses branches de la famille des mouvements anti-systémiques. Par exemple, la création en série des « pays socialistes », qui par leur titre, revendiquent d'une façon ou d'une autre l'héritage de la IIIe Internationale. Parmi ces succès, bon nombre proviennent sans doute des prouesses militaires de l'URSS, mais plusieurs d'entre eux, en proportion significative, résultent de forces révolutionnaires internes : ainsi pour la Chine, la Corée, le Vietnam, la Yougoslavie, l'Albanie et, avec une histoire assez particulière, Cuba.

Il en va de même pour de nombreux pays du Tiers Monde, avec le triomphe des mouvements de libération nationale. Très souvent, ceux-ci résultaient d'une importante mobilisation populaire. D'un pays à l'autre, le processus a bien sûr connu des variations considérables, mais dans une liste minimale, on peut quand même inclure l'Inde et l'Indonésie, le Ghana et l'Algérie, l'Angola et le Mozambique, le Nicaragua et le Zimbabwe.

Enfin, dans le monde occidental, on doit compter l'arrivée au pouvoir de Partis travaillistes ou sociaux-démocrates, et l'institutionnalisation d'un « État-providence » dans la plupart de ces pays.

Bien entendu, je n'assimile pas toutes ces victoires : entre les Partis marxistes-léninistes dans le bloc socialiste, les mouvements de libération nationale dans le Tiers Monde, et les Partis sociaux-démocrates dans les pays de l'OCDE, il faut bien sûr distinguer. Néanmoins, elles avaient trois caractères en commun. Tout d'abord, chacune exprimait la poussée de forces populaires nationales : à leurs victoires, celles-ci donnaient d'une certaine manière un sens anti-systémique - on peut bien sûr contester cette interprétation, mais pour le moment, je suggère que cette image de soi restait très répandue. D'autre part, elles impliquaient des partis ou des mouvements qui, après une vie d'opposition (voire d'illégalité), assumaient les fonctions gouvernementales. Enfin, et c'est le point à noter, dans chaque cas les groupes au pouvoir ont prétendu mener une double politique, visant à la croissance économique et à une plus grande égalité sociale.

J'ai mis en avant trois caractères communs. En fait, il y en a un quatrième, apparu plus récemment. Tous ces mouvements au pouvoir ont dû subir une critique interne, en leur propre sein comme dans leurs pays, pour leur impuissance à réaliser, ou à réaliser suffisamment, ces objectifs, la croissance économique et le progrès de l'égalité. D'où le désenchantement que j'évoquais au départ.

III

Nous voici désormais à ma troisième question : que demande-t-on lorsqu'on revendique le développement ? Les deux précédents objec-

tifs donnent une double réponse. On supposait que le développement devait entraîner d'une part une plus grande égalité interne, et donc une transformation sociale (ou socialiste) majeure, d'autre part une croissance économique qui supposait un « dépassement » du pays dominant. Pour tout le monde, cela signifiait rattraper, autant que possible, les États-Unis. Même l'URSS avait cette ambition : qu'on se rappelle les célèbres prédictions qui annonçaient un « dépassement » des États-Unis avant l'an 2000.

Mais transformation sociale et rattrapage forment deux objectifs nettement différents : ils ne vont pas forcément ensemble, ils peuvent même se contredire. À mon avis, ce point est au cœur de l'argumentation de Mao Zedong dans les années 1960. En tout cas, maintenant il est clair que nous devons les traiter séparément ; nous ne pouvons plus supposer joyeusement leur gémellité comme l'on fait, pour la plupart, les développementalistes, libéraux et marxistes, et beaucoup de leurs adversaires conservateurs, depuis cent cinquante ans.

Ainsi, libéraux et marxistes ont trop facilement admis un parallélisme entre rattrapage par la croissance et distribution égalitaire : on pensait qu'à la longue, ils devaient aller de pair, quand on n'allait pas jusqu'à y voir les deux faces d'une même pièce. Les deux groupes défendaient en fait les mêmes assertions idéologiques. Néanmoins, la question demeure : parmi ces deux objectifs, issus des deux différentes connotations du concept de développement, lequel a conféré leur énergie aux politiques de développement ? Pour parler carrément, quel objectif a vraiment intéressé et intéresse les gens ? Auquel ont-ils donné la priorité ?

En fait, alors que les États ont toujours donné la priorité au rattrapage, les mouvements sociaux, eux, se sont divisés sur la question. D'ailleurs, cette division remonte à l'origine même de leur histoire individuelle et collective. Dans une même organisation, se rassemblaient des gens qui souhaitaient avoir plus, rattraper (et de manière implicite, dépasser) les autres, et ceux qui cherchaient l'égalité sociale. À l'origine, la foi dans l'unité de ces buts a permis de cimenter l'organisation. On s'accordait ainsi sur l'idée que c'était par la croissance économique, la fin de la rareté, que passait la possibilité de l'égalité. Pourtant, en arrivant au pouvoir, ces mouvements ont du mettre en

oeuvre concrètement leurs priorités, ce qui, au moins en partie, a craquelé la couverture idéologique. De là, le désenchantement, ou du moins la confusion et la colère.

Avant 1945, le problème ne s'est pas réellement Posé, et cela pour deux raisons. Tout d'abord, l'économie-monde connaissait toujours une expansion séculaire. Dans cette mesure, la perspective de voir « grossir le gâteau » permettait à chacun d'espérer plus. En général, ceux qui dans un futur proche pouvaient espérer plus, ont totalement soutenu le système. Mais ceux qui ne pouvaient escompter une amélioration rapide venaient en général grossir les mouvements anti-systémiques : au nombre de leurs attraits, ceux-ci semblaient leur offrir une voie politique pour accélérer la réalisation de leurs espérances.

D'autre part, tant que l'économie-monde a été dans un mouvement d'expansion séculaire, les mouvements anti-systémiques sont restés politiquement faibles. Même s'ils prétendaient représenter les classes populaires et donc la majorité écrasante de la population, leur soutien s'érodait sans cesse aux deux extrémités du spectre sociologique. A l'extrémité supérieure, pour les couches populaires relativement aisées, l'attrait de la mobilité individuelle, tout à fait rationnel dans un système en expansion séculaire, entamait leur sens de la solidarité et de la lutte collective. De l'autre côté, les couches les plus nécessiteuses (les foyers semi-prolétarisés) étaient souvent vaincues d'avance, difficiles à organiser ou se battaient simplement pour survivre. La perspective d'un travail à plein-temps inclinait aussi certains à la docilité : après tout, cela représentait une importante ascension, non pas, bien sûr, vers la bourgeoisie mais au sein du prolétariat. Cette perspective ne concernait qu'un petit nombre, mais dont on ne connaissait pas a priori les limites : aussi, pour beaucoup, c'était là une perspective plausible. Cette double « défection » explique pourquoi la révolution ouvrière, scénario traditionnel du XIXe siècle, n'a jamais pu vraiment voir le jour.

Le paradoxe, c'est qu'avant 1945, la faiblesse politique des mouvements a été leur force. Comme le pouvoir leur restait interdit, ils pouvaient, malgré ses contradictions, préserver leur unité idéologique : de la sorte, ils assuraient leur survie. Quand s'est affaiblie la ca-

rapace politique du capitalisme, de nombreux mouvements ont pu accéder au pouvoir d'État : dès lors est apparu leur profonde division interne, entre ceux qui recherchaient l'ascension sociale et ceux qui voulaient l'égalité.

Je rappelle ma question initiale : « Que demande-t-on implicitement lorsqu'on revendique le développement ? » À cette question, l'analyse historique ne peut donner une réponse unique et cohérente. Comme slogan, le développement a masqué une contradiction profonde et durable. Depuis 1945 et surtout depuis les années 1970, cette contradiction est devenue flagrante ; c'est pourquoi à présent nous devons affronter des choix politiques graves et difficiles.

IV

Toutefois, avant d'aborder les choix politiques, nous devons éclaircir une autre question d'histoire : dans les faits, comment s'est produit le « développement national », là où il a eu lieu, ou du moins, là où on prétend qu'il a eu lieu - disons dans les pays de l'OCDE ?

En général, on a dressé ce tableau : en gros entre 1750 et 1950, un certain nombre de pays, les uns après les autres, se sont « développés » ou « industrialisés » - d'habitude, on prend ce dernier terme pour un synonyme ou un indicateur de développement. On raconte généralement l'histoire de la façon suivante : l'Angleterre s'est développée la première, suivie ensuite par quelques pays occidentaux, enfin par l'Occident tout entier, plus le Japon. Cette version nous amène, en gros, à 1950. A ce moment, la version des événements se dédouble entre une version plus conservatrice et une autre, plus radicale. Selon le scénario conservateur, le processus se poursuit toujours, comme le prouvent certains pays, comme la République de Corée. En revanche, selon le scénario radical, les conditions ont complètement changé depuis le XIXe siècle, les obstacles à un développement national « capitaliste » sont bien plus importants : aujourd'hui, la seule alternative possible, ce serait donc une voie radicalement nouvelle, une rupture totale avec le système.

Avant de discuter les mérites respectifs de la déconnexion ou d'une croissance orientée vers l'exportation, voyons si ce schéma correspond bien à la réalité. Pour cette période qui va de 1750 à 1950, on peut lire autrement l'histoire du monde. Au lieu d'une série de succès purement nationaux, on peut repérer une expansion séculaire, propre à toute l'économie-monde. Rappelons deux aspects de cette structure : la polarisation croissante des zones géographiques et l'expansion spatiale constante du système. L'évolution me paraît assez simple. L'extension du champ d'opérations géographique a accru les populations comprises dans l'économie-monde. Cette addition avait pour fonction de susciter des segments à bas prix dans les chaînes de marchandises, qui devaient produire de la plus-value, sans en retenir pour eux. Comme dans l'absolu, ces segments se multipliaient, cela veut dire, que dans ces chaînes de productions, d'autres segments connaissaient une croissance parallèle. Et si les premiers retenaient peu de surplus, cela signifiait que les autres le faisaient à leur place. Si les zones du centre n'avaient pas crû en importance (et donc en largeur géographique) en même temps que les zones périphériques, le système n'aurait plus été un système capitaliste.

Si, en 1950, de nombreuses zones géographiques pouvaient paraître plus « développées » qu'en 1750, cela ne tient pas à une ou deux douzaines d'États, qui chacun pour son compte auraient « développé » leur économie « nationale ». C'est parce qu'ils ont réussi à recueillir les principaux fruits de l'expansion et du développement de toute l'économie-monde. Les États de l'OCDE n'ont pas « accompli » leur « développement national », il s'est imposé à eux. Ce qui s'est développé, c'est l'économie-monde capitaliste. Le surplus accumulé s'est répandu comme un flot d'encre renversée qui s'étend de proche en proche sur un buvard. Si cette croissance a été comptabilisée dans le revenu national de tel pays au lieu d'un autre, au fond, cela ne tient pas nécessairement, ou pas directement, aux politiques qu'a menées ce pays.

Aujourd'hui, la situation a complètement changé. L'ensemble du système ne peut plus s'étendre dans l'espace. De même, son centre ne peut plus le faire. Si devait se produire un changement significatif où des zones géographiques nouvelles rejoindraient le centre, l'opération aurait, plus que jamais, un résultat nul. Si une nouvelle zone rejoint le

centre, une ancienne zone devra le quitter. Cela s'est toujours vérifié, mais seulement en partie, en raison de l'expansion générale du système. À présent, c'est entièrement vrai. Si dans les trente prochaines années, la Chine, l'Inde ou le Brésil devaient, dans le plein sens du terme, accomplir un « rattrapage », un segment important de la population mondiale, situé ailleurs dans le système-monde, devrait décliner comme lieu d'accumulation de capital. C'est là une conséquence inévitable, quelle que soit la tactique utilisée : déconnexion, orientation vers l'exportation ou toute autre méthode. Et tant que les États chercheront au développement des solutions individuelles, cela restera vrai. Le rattrapage implique la compétition, et celle-ci suppose, en dernière analyse, qu'un pays se développe aux dépens d'un autre.

V

Ainsi, j'en viens au plus grand problème : que faire ? Quelles conséquences politiques tirer de cette analyse ? La première est la plus radicale : le développement national pourrait bien être un but politiquement pervers. Cela tient à deux raisons. Pour la plupart des États, cet objectif reste irréalisable, quelle que soit la méthode employée. Et pour la minorité qui peuvent encore y prétendre, c'est-à-dire changer radicalement la localisation de la production mondiale, et par conséquent leur position dans la hiérarchie des États, leurs bénéfices se feront forcément aux dépens d'une autre zone. Dans une certaine mesure, cela s'est toujours vérifié, et c'est aujourd'hui plus vrai que jamais.

Déjà, j'entends crier les victimes, tous ceux qui, aujourd'hui, payent la répartition scandaleuse du surplus mondial : alors, comment agir ? Vous ne pensez quand même pas que nous allons rester sans rien faire ? - « Certainement pas », serait ma réponse.

Désormais, je voudrais introduire une hypothèse : le seul but réellement valable est un monde égalitaire et démocratique et pas seulement, dans notre système-monde actuel, inégalitaire et antidémocratique, un simple renversement de la hiérarchie des fortunes. Si tel est l'objectif, comment l'atteindre ? À la fin du siècle dernier, et au début du nôtre, on pensait que l'organisation, au niveau national, de mouve-

ments ouvriers, était la voie royale. Mais depuis 1945, cette idée a changé de facto : on a plutôt admis qu'il fallait passer par l'organisation de mouvements nationaux populaires.

Mais en fait, des mouvements nationaux populaires pourront-ils réaliser une plus grande égalité, une plus grande démocratie ? Comme bien d'autres, j'en doute de plus en plus. A mon avis, ces mouvements ont buté sur un grave dilemme : il n'est pas aisé à résoudre et il a largement contribué au sentiment d'impuissance et de frustration qui s'impose depuis quelque temps.

Les États cherchent à retenir le surplus dégagé sur leur territoire. Ces tentatives s'appuient sur un argument majeur : actuellement, seule l'institution étatique peut encore résister aux puissants courants d'échange inégalitaires qui sont au cœur du fonctionnement de l'économie-monde capitaliste. C'est là une thèse forte, elle a obtenu un large soutien. Mais elle comporte aussi un aspect franchement négatif : l'institution étatique a besoin d'acteurs pour prendre des décisions, et ceux-ci occupent les postes clefs dans la politique et la bureaucratie. Comme sous-groupe social, ces hommes ont un intérêt direct dans le choix des priorités. Entre, d'un côté, la croissance et le rattrapage, et de l'autre, le souci de l'égalité, il est clair que leur intérêt personnel, du point de vue économique, les pousse à encourager la croissance et le rattrapage. À moyen terme, ce choix n'avantage pas les couches populaires : au mieux, il ne change rien à leur condition, et souvent, il la détériore davantage. Tant qu'on persistera à chercher et formuler des solutions au niveau national, on ne changera rien au dilemme : les États gouvernés par les anciens mouvements anti-systémiques continueront à réprimer les couches populaires ; au jeu du rattrapage, ils remporteront, au mieux, une victoire partielle, et ce, au grand bénéfice des cadres.

Dès lors, n'y a-t-il pas, pour les mouvements anti-systémiques, une autre stratégie possible ? Ici, je n'évoquerai pas une « stratégie mondiale », si on suppose sous ce terme la création d'un mouvement de dimension mondiale. Ce n'est pas une alternative réaliste, du moins pour le moment. Pour l'essentiel, la révolution mondiale, ou même une coordination mondiale des luttes politiques ne sortent pas de la rhétorique. Je pense à une autre solution, qui viendrait attaquer la cir-

culuation du surplus à un autre niveau, celui de sa production. Supposons que les mouvements anti-systémiques concentrent leur énergie pour retenir sur place la plus grande part du surplus créé, et ce, partout dans le monde : dans les pays de l'OCDE, du Tiers Monde et même - mais oui ! - dans les pays socialistes. Il y aurait un moyen des plus efficaces : lutter pour augmenter le prix du travail ou encore, pour les producteurs directs, le prix de la vente. Comme la plupart des prix, ceux-ci sont contrôlés par des considérations de marché, mais celles-ci dépendent de *paramètres fixés par la lutte politique*. Ces paramètres sont sujets à variation, et dans les faits ils ne cessent de changer. Les capitalistes le savent parfaitement. C'est pourquoi, dans le monde, ils consacrent une part considérable de leur activité à la politique des prix.

Dans les années 1970, l'augmentation des prix de l'OPEP en a donné un superbe exemple. À l'évidence, c'était une lutte politique consciente : à l'origine, les pays de l'OPEP ont très bien servi leurs intérêts. Sans doute, on pourrait facilement me contredire, en évoquant l'évolution des années 1980. Sans détailler toute la contre-offensive anti-OPEP qui a, pendant dix ans, forcé l'OPEP à faire marche arrière, ce recul éclaire tous les pièges des stratégies de développement au niveau national. Lorsque les pays de l'OPEP retenaient, après 1973, une plus grande part du surplus, ce sont les États qui dirigeaient cette rétention. Il leur revenait d'en assurer la redistribution, vers les cadres, les ouvriers, pour la création de nouvelles infrastructures, etc. Or dans ce processus, les pressions étaient évidentes, comme les fragilités.

Si on avait commencé par augmenter le prix du travail sur les champs de pétrole, les conséquences auraient peut-être été moins spectaculaires, mais aussi bien plus durables. Si la lutte, au lieu d'opposer les États de l'OPEP aux autorités mondiales constituées, avait été une lutte des travailleurs au sein même des pays de l'OPEP, on aurait mis en oeuvre une tout autre politique. Une augmentation régulière, par décision politique, dans la rétention du surplus n'aurait sans doute pas causé de pertes sérieuses dans le marché mondial. Ainsi par exemple, si demain, dans tous les NPI (Nouveaux Pays industrialisés), les ouvriers du textile étaient payés 20% de plus, les acheteurs de ces produits textiles n'auraient pas le choix : ils ne trouveraient nulle part des zones moins chères. Ils pourraient en partie s'y résoudre, ou bien,

rechercher de nouveaux NPI : la bataille connaîtrait des hauts et des bas. Mais l'important, c'est que dans une économie-monde qui voit s'épuiser ses réserves de main-d'oeuvre, une telle bataille connaîtrait bien plus de hauts que de bas.

En un sens, je plaide pour un retour de balancier. Dans la lutte contre l'inégalité, la première grande stratégie supposait la « lutte des classes ». Au XIXe siècle, on a mené cette lutte sur un double terrain : dans le monde du travail, par la formation de syndicats, et sur la scène politique, par la construction de partis socialistes. Les capitalistes ont répliqué avant tout de deux manières : ils ont utilisé l'État pour réprimer ces mouvements, et puisé dans les réserves nationale et mondiale de main-d'oeuvre, parmi les foyers semi-prolétarisés, pour recruter de nouveaux travailleurs.

Comme la distribution des foyers prolétarisés et semi-prolétarisés n'était pas le fruit du hasard mais d'une stratification nationale, ethnique et raciale, il est clair qu'une stratégie politique centrée sur les foyers prolétariens perdait une bonne moitié de la bataille. Ainsi s'est produit le revirement, plus net que jamais au XXe siècle, vers l'« anti-impérialisme ». Dès lors, la lutte a mis l'accent sur la libération nationale, et le développement national de l'économie ; dans les États de l'OCDE, par un même changement d'intérêt, on a déplacé l'accent sur la lutte antiraciste.

Dans le même temps, le capitalisme évoluait. Son besoin inexorable d'accumulation a fini par entamer sa possibilité d'accès à une réserve de main-d'oeuvre de facto illimitée. De nos jours, celle-ci ne semble plus inépuisable. C'est pourquoi la stratégie des capitalistes a changé. En fait, une bataille comme celle qu'a livrée l'OPEP servait assez bien leurs intérêts : aucune des Sept Soeurs - les grandes multinationales pétrolières - n'a souffert de l'augmentation des prix. Bien au contraire ! Tant qu'on maintient l'accent sur la distribution de la plus-value accumulée entre les États-nations, les capitalistes peuvent relocaliser leur capital sans perdre forcément son contrôle à long terme.

D'autre part, comme l'économie-monde a atteint ses limites géographiques, les capitalistes deviennent maintenant vulnérables à la stratégie originelle d'une lutte des « classes ». Cette situation exige

qu'on réoriente les priorités des mouvements. Ils ne peuvent plus se permettre des liens étroits avec les États, voire les régimes que leurs luttes ont amenés au pouvoir. Ils doivent concentrer leur attention sur la façon dont, en chaque point de ces immenses chaînes de production, on peut retenir un plus grand pourcentage de surplus. Une telle stratégie finirait par « surcharger » les coûts du système, en réduisant sensiblement les taux de profit comme en égalisant la distribution. Dans leur grande variété, elle pourrait aussi mobiliser tous les nouveaux mouvements sociaux, qui, d'une façon ou d'une autre, privilégient l'égalité au dépens de la croissance.

Ce n'est pas le retour au réformisme de la *Fabian Society*. Bien sûr, les pas de fourmi ne peuvent nous conduire à l'égalité mondiale. Cette stratégie repose plutôt sur la conviction que les taux de profit globaux sont, au niveau local, vulnérables, exposés aux attaques politiques. Or, si les victoires locales s'accumulent, elles finiront par entamer le soutien politique apporté au système. Car cela contraindra les gourmands à se brouiller entre eux, à se servir davantage dans la part de surplus qu'ils avaient assignée à leurs agents et intermédiaires. Mais bien sûr, ce serait un suicide collectif, vu qu'une « armée » mal nourrie refuse le plus souvent de se battre et que, sans « armée » - c'est-à-dire un vaste appareil politique et idéologique - pour assurer la protection des capitalistes, pas de survie assurée pour l'économie-monde capitaliste !

VI

Dès lors, le développement, est-ce l'étoile polaire qui nous guide ou une simple illusion ? A présent, ma réponse ne devrait pas surprendre. Le développement national est aujourd'hui une illusion, quelles que soient les méthodes qu'on propose et utilise. Si toutes nos énergies sont tournées vers ce but, alors, selon le vœu de Schumpeter, le capitalisme peut obtenir un délai de deux cents ans. Avec cette rallonge de deux siècles, les couches privilégiées pourraient alors réussir une transition vers un autre système-monde, totalement différent mais tout aussi inégalitaire.

Mais le développement peut être une étoile polaire. Dans l'économie-monde, nous pouvons aussi tenter de forcer l'allure des tendances

séculaires ; c'est précisément ce que les capitalistes redoutent le plus. Ainsi, dans les revendications locales pour une plus grande participation, un revenu réel supérieur, dans une insoumission, partout dans le monde, des producteurs sur leurs lieux de production (au sens le plus large du terme), on pourra susciter des mobilisations politiques, et des redistributions de revenus. On pourra ainsi ôter aux tenants du statu quo certaines de leurs armes les plus redoutables : les divisions politiques, aux niveaux national et mondial, entre prolétaires et semi-prolétaires, ou encore l'appel au sacrifice (du surplus que chacun produit) en faveur de l'État.

Cette stratégie est moins évidente qu'on ne pense. Aucun des mouvements anti-systémiques traditionnels - Partis sociaux-démocrates à l'Ouest, Partis communistes, mouvements de libération nationale - ne l'envisage sérieusement, même à un niveau secondaire. Et parmi les nouveaux mouvements qui sont apparus dans les vingt ou trente dernières années, presque aucun ne s'y emploie, en tout cas, jamais dans le but exprès que je propose : surcharger les coûts du système. Les mouvements croient encore trop à l'égalité par la croissance ; ce qu'il leur faudrait sérieusement envisager, c'est la croissance par l'égalité. Ce n'est pas un égalitarisme qui tournerait le dos à l'accomplissement individuel, à la variété sociale. L'égalité ne concurrence pas la liberté, elles sont intimement liées. Lorsqu'on essaie de maintenir ces deux objectifs séparés, comme ce fut le cas dans la Révolution culturelle, on n'atteint pas plus l'un que l'autre.

La faiblesse de l'économie-monde capitaliste est inscrite dans son propre accomplissement. La marchandisation croissante finit par ruiner son aptitude à distribuer inégalement le surplus, à en concentrer l'accumulation. Mais il ne suffit pas d'affirmer que la marchandisation universelle est la voie qui conduira le système à sa perte. Car, livrées à elles-mêmes, les forces dominantes chercheront à ralentir l'allure. Traditionnellement, on a considéré les efforts de développement national comme une cause d'accélération. Je pense au contraire qu'on devrait y voir des substituts à d'autres politiques qui auraient étendu et accéléré infiniment plus l'allure de l'évolution.

Militer pour une rétention du surplus par les producteurs, c'est-à-dire pour une égalité et une participation démocratique plus grandes,

n'est pas une utopie : cette stratégie peut avoir un impact irrésistible. Mais ce qui, aujourd'hui, fait obstacle, ce sont moins les grands capitalistes que les mouvements anti-systémiques eux-mêmes. Ceux-ci doivent mesurer leur ambivalence historique sur les deux sens du développement -posséder plus ou être plus égaux. Ils doivent opter pour le second. Dans cette perspective, l'État n'est pas inutile : les appareils d'État peuvent encourager ce programme de multiples façons. Mais s'ils prétendent en être le moteur, alors le développement deviendra une illusion, et non plus une étoile polaire.

Troisième partie

Concepts de temps et d'espace

[Retour à la table des matières](#)

Troisième partie :
Concepts de temps et d'espace

Chapitre 8

Un point d'épistémologie : qu'est-ce que l'Afrique ?

[Retour à la table des matières](#)

Au commencement étaient les Verbes, et les Verbes étaient tournés vers Dieu, et les Verbes étaient Dieu. Nombreux étaient les peuples et chacun avait ses dieux. Ceci reste encore vrai, mais la tradition religieuse « occidentale » a développé sur ce thème une variante importante. Tout d'abord, la multiplicité des dieux a fait place, dans cette tradition, à un dieu unique qui, à ce titre, devait être le dieu de tous. De la première étape dans ce glissement vers le monothéisme, la seule version qui subsiste est le judaïsme. Le judaïsme a réussi à combiner l'idée d'un dieu unique pour tous avec celle d'un « peuple élu ». Cette combinaison limite l'universalisme du monothéisme juif, mais du même coup, elle en limite l'ingérence.

Deux autres versions ont succédé au monothéisme juif, le christianisme et l'islam, qui ont éliminé l'idée de « peuple élu ». Mais par ailleurs, une telle élimination devait conduire, dans sa logique, à des prétentions universalistes sans limites. Inévitablement, ces religions devaient choisir le prosélytisme. Et de fait, tel fut le cas du christianisme et de l'islam, avec le succès considérable que l'on sait, même si, bien sûr, ce succès eut aussi ses limites. Le tableau des religions du conti-

ment africain au XXe siècle reflète bien ce succès relatif. Comme chacun sait, l'émergence de l'économie-monde capitaliste, située originellement dans la partie chrétienne du monde, s'est accompagnée d'un processus de « sécularisation ». Dans ce processus, le prosélytisme chrétien en faveur du Dieu universel a été en partie remplacé, en partie recouvert, par une forme plus séculière d'universalisme, celle qu'incarnaient les concepts de vérité scientifique et de progrès technologique. C'est de cette dernière tradition qu'est sorti le marxisme, variante majeure de cette affirmation qu'il existait une vérité universelle.

Ainsi, le continent africain, dans son intégration à l'économie-monde capitaliste, a dû affronter une idéologie envahissante qui, non contente de rejeter les anciens dieux de l'Afrique, pouvait d'autant mieux se répandre qu'elle endossait plusieurs habits : christianisme, science, démocratie, marxisme. Bien sûr, pareille expérience ne s'est pas limitée au seul continent africain ; de même, l'Afrique n'a pas réagi de manière univoque. A l'intrusion de cette nouvelle idéologie dominante, la résistance des cultures a pris partout des formes ambivalentes : si d'une part, de nombreux Africains ont accepté ou paru accepter le nouvel universalisme, cherchant à connaître ses secrets, à apprivoiser son dieu, à gagner ses faveurs, par contre bien d'autres - c'étaient d'ailleurs souvent les mêmes -, se sont insurgés contre lui. Cela n'a rien de surprenant : des réactions ambiguës de ce type sont devenues courantes. On pourrait dire que la situation revient à un *double bind*, où aucune réaction ne peut écarter les forces d'oppression.

Au cours du siècle dernier, le concept d'Afrique a fait son apparition. Le mot est européen ; ce sont les Européens qui, les premiers, lui ont donné sa définition. Mais les hommes qui se trouvaient ainsi « définis » ont lutté récemment pour contrôler davantage le processus de définition : celui-ci, par nature, n'est jamais unilatéral, il suppose une histoire, et une entente réciproque. Un exemple : la décision politique prise en 1958 à la 1re Conférence des États africains indépendants, à Accra, qui intégrait le « Nord du Sahara » dans la définition de l'Afrique, a eu des effets importants et durables.

Néanmoins, tant que nous vivons dans un système-monde unique et hiérarchique, l'économie-monde capitaliste, la question de l'identité

- se demander si tel complexe d'idées, tel style de pensée est universel (européen) ou africain - ne fait que ramener au *double bind* qu'a produit le système. Pour pouvoir espérer sortir de ce *double bind*, il faut mettre à profit les contradictions du système lui-même, et le dépasser.

Il nous faut partir de la question classique qu'énonçait Jean Genêt dans *Les nègres* (Genêt, 1960) : « Mais qu'est-ce que c'est donc un Noir ? et d'abord, c'est de quelle couleur ? » Ce que Genêt veut nous faire entendre, c'est que la définition de « l'Universel » n'est qu'une définition particulière, propre à un certain système - le système-monde moderne - où la définition du « Particulier » n'implique aucune particularité concrète, mais reste au contraire un principe universel. Tant que ce système fonctionne, le débat sur les relations de l'universel et du particulier non seulement reste vain et insoluble, mais tend à renforcer en lui la structure de hiérarchie culturelle et d'oppression qui le caractérisent.

C'est seulement quand le système lui-même entre en crise, tant au niveau de l'idéologie que des mouvements sociaux, que nous affrontons de vrais choix, que nous pouvons vraiment débattre. C'est le cas, aujourd'hui, où nous sommes pris dans une telle crise de système et donc, un tel débat. Il est bon, néanmoins, d'en clarifier l'enjeu : pour l'étude de l'Afrique, comme pour toute autre activité, il ne s'agit pas de trouver, dans le présent, le passé ou l'avenir, une forme de concepts ou de visions du monde « spécifiquement africaine » qui puisse se substituer à la forme occidentale, la corriger ou la réfuter. Poser le problème de cette manière, c'est se replacer dans le *double bind*, dans les cadres d'un système oppressif qui est actuellement en crise.

Le débat porte plutôt sur deux points. Tout d'abord, qu'est-ce que la science, la connaissance scientifique ? Et ce, non seulement en Afrique, mais en tout lieu. Cette question intéresse autant l'Amérique du Nord ou l'Europe occidentale que l'Afrique. Ensuite, entre quelles formes de systèmes pouvons-nous choisir ? Si le système-monde moderne est en crise, quelles sont les alternatives qui se présentent ? Si c'était un dogme que l'inévitabilité du « progrès », la question n'aurait pas de sens. En revanche, si nous acceptons l'idée que les transformations des systèmes peuvent aller dans des directions variées, alors, et alors seulement, peut se poser un problème théorique : comment

connaître l'éventail des choix, et quelles entreprises scientifiques peuvent favoriser tel choix ou tel autre ?

La contribution des Africains (car je ne crois pas qu'on puisse parler d'une contribution de l'Afrique) peut tenir au fait que le poids, les contraintes des systèmes de pensée existants ont tendance à peser moins lourd sur eux que sur les Européens, comme le montreront, j'espère, les mouvements qui apparaissent là-bas dans le monde universitaire, et dans le champ, pris au sens large, du politique. Il se pourrait donc qu'apparaisse là-bas une vision plus cohérente des choix. Mais elle n'apparaîtra que si elle se dégage de la vieille impasse, de l'opposition traditionnelle entre universalisme et particularisme.

Troisième partie :
Concepts de temps et d'espace

Chapitre 9

L'Inde existe-t-elle ?

[Retour à la table des matières](#)

« L'Inde existe-t-elle ? » - la question que je pose est absurde. Dans le monde contemporain, il existe une entité politique qu'on appelle l'Inde ; en ce sens, il est certain que l'Inde existe. Mais la question n'est pas absurde si on la tient pour une question ontologique, analogue à la vieille question théologique : Dieu existe-t-il ? Si l'Inde existe, comment savons-nous qu'elle existe ? Qui a créé l'Inde et quand ?

Je voudrais commencer par une proposition purement imaginaire. Supposons que, dans la période 1750-1850, les Anglais aient commencé par coloniser le vieil Empire moghol et l'aient appelé Hindoustan, que les Français, dans le même temps, aient colonisé les régions méridionales (largement dravidiennes) de l'actuelle République indienne en leur donnant le nom de Dravidia. Dirions-nous aujourd'hui que Madras faisait « historiquement » partie de l'Inde ? Et même prononcerions-nous le mot « Inde » ? Je ne crois pas. Au contraire, les savants des quatre coins du monde auraient sans doute écrit d'érudits volumes pour expliquer que, depuis des temps immémoriaux, l'Hindoustan et la Dravidia formaient deux cultures, deux peuples, deux

civilisations, deux nations différentes, etc. Il aurait pu y avoir, dans ce cas, des irrédentistes « hindoustanis » pour prétendre de temps en temps à la « Dravidia » au nom de l'« Inde », mais la plupart des esprits sages les auraient qualifiés d'« extrémistes irresponsables ».

Aussi, je pose la question suivante : Comment ce qui s'est historiquement passé entre 1750 et 1850 a-t-il pu influencer sur ce qui s'est déroulé, disons, entre le vie siècle avant J.-C. et 1750, datation devenue classique pour circonscrire l'Inde « prémoderne » ? Cette question est pertinente car l'histoire du passé lointain dépend toujours des événements du passé proche. Le présent détermine le passé et non l'inverse, contrairement à ce que nos schémas d'analyse logico-déductifs voudraient nous faire croire.

À propos de l'Inde, je voudrais avancer trois thèses ; elles resteraient d'ailleurs tout aussi valables si je remplaçais l'Inde par le Pakistan ou l'Angleterre, ou le Brésil, ou la Chine. Ce que je vais dire sur l'Inde n'est donc pas propre à sa seule histoire, mais vaut aussi bien pour tous les États souverains qui existent actuellement au sein des Nations Unies.

Ma première thèse est que l'Inde est une invention du système-monde moderne. Le fonctionnement de l'économie-monde capitaliste repose sur l'existence d'une superstructure politique faite d'États souverains réciproquement liés au sein d'un système interétatique qui les légitime. Puisqu'une telle structure n'a pas toujours existé, il a fallu la créer. Son processus de construction a été continu, et ceci à différents points de vue. Tout d'abord, cette structure s'est construite dans une seule région du globe, originairement en Europe, durant cette période qui va plus ou moins de 1497 à 1648. Elle s'est alors élargie, de façon sporadique, pour inclure une zone géographique de plus en plus large. Ce processus, qu'on pourrait appeler « l'incorporation » de nouvelles zones dans l'économie-monde capitaliste, impliquait que l'on trace des frontières, que l'on produise des structures politiques dans les zones fraîchement incorporées : que soient donc créés des « États souverains, membres du système interétatique » ou tout au moins ce que nous pourrions considérer comme des « États candidats à la souveraineté » - les colonies.

Le processus a été continu en un second sens. L'ossature de ce système s'est vue continuellement renforcée au cours des cinq cents dernières années. On a toujours plus clairement défini le système interétatique, accru et précisé ses pouvoirs. Il en fut de même pour l'idée de « l'État », propre aux « États souverains ». À partir de là, on s'est acheminé vers des structures étatiques toujours plus « puissantes », insérées dans un système interétatique toujours plus « puissant ».

Dans cette optique, on pourrait dire que « l'État souverain » de l'Inde a été créé dans la période 1750-1850. En partie par les Anglais, mais pas seulement. D'autres « grandes puissances », comme la France, ont eu aussi leur part dans cette création, parce qu'elles reconnaissaient sa réalité juridique, et qu'elles étaient trop faibles pour modifier le nouveau tracé des frontières. C'est encore plus vrai pour les populations qui à l'époque vivaient dans le sous-continent : elles ont joué un rôle déterminant dans la création de l'« Inde ». Les structures politiques qui existaient, dans toute la diversité de leur puissance, militaire et sociale, et de leurs objectifs politiques, ont résisté ou collaboré au processus de multiples façons. Les Anglais n'ont pas trouvé une table rase, mais des structures vivantes qu'ils ont combattues. L'histoire réelle de cette création est extrêmement complexe. C'est pourquoi son résultat possède un caractère si intriqué, si singulier : en termes de frontières, les limites de l'Inde n'étaient pas du tout préétablies ; on aurait très bien pu aboutir à un autre tracé, et celui-ci, quel qu'il soit, définirait ce qu'à présent nous entendons sous le nom de « l'Inde ». Si à l'époque, le Népal avait été absorbé dans « l'Inde », on ne parlerait pas plus aujourd'hui d'un peuple, d'une nation, d'une culture népalaises que nous ne parlons d'un peuple, d'une nation, d'une culture de Hyderabad.

Comme chacun sait, quand l'Inde, en 1948, est devenue un état souverain à part entière, l'ancienne colonie s'est divisée en deux ; ainsi est né le Pakistan. Par la suite, celui-ci s'est divisé à son tour, et le Bangla Desh en est sorti. Rien de tout cela n'était préétabli en 1750-1850. A fortiori, rien dans l'histoire antérieure ne l'aurait laissé prévoir. Ces divisions sont si récentes que certains encore les déclarent « illégitimes ». Mais la légitimité dépend, entre autres, de la durée. Au fur et à mesure que le temps passe, les réalités du « passé » deviennent de plus en plus incontestables - jusqu'au jour, bien sûr, où elles sont

remises en question, de manière soudaine, dramatique, et surtout décisive : car cela peut toujours arriver.

Ma seconde thèse est que l'histoire prémoderne de l'Inde est une invention de l'Inde moderne. Par là on n'en nie pas l'existence : soumis à tous les mécanismes de contrôle dont dispose l'historiographie mondiale, je suppose qu'on trouvera dans les manuels bien peu d'énoncés - peut-être aucun - qui n'aient quelque fondement réel. Mais le regroupement de tels énoncés en un récit interprétatif n'est pas un phénomène qui va de soi. « L'histoire » n'est pas une simple addition de « faits ». L'historien invente l'histoire, de la même façon que le peintre invente sa peinture. L'artiste utilise les couleurs de sa palette et sa vision du monde pour présenter son « message ». De même pour l'historien. Comme l'artiste, il a une grande liberté d'action. Mais celle-ci n'est pas totale, car des contraintes sociales pèsent sur elle. Un récit qui refléterait quelque bizarre psychopathologie de l'auteur ne serait tout simplement pas lu, et pire, ni enseigné, ni cru, ni utilisé.

Le récit, par un historien, des événements passés, « interprète » ceux-ci selon des continuités de long terme ou des conjonctures de moyen terme qui sont susceptibles de déplacement. Ainsi, on nous a dit que telle entité, appelée l'Inde, avait une « culture », ou résultait d'une culture. Qu'est-ce qu'on entend par là ? Eh bien, que l'Inde est supposée détenir ou refléter une certaine vision du monde (ou une synthèse originale de plusieurs conceptions), posséder un style artistique reconnaissable, faire partie d'une tradition linguistique particulière, avoir été le lieu de mouvements religieux originaux, etc.

Mais que veulent dire, à leur tour, de tels énoncés ? Ils ne signifient pas - et n'ont jamais eu cette prétention - que chaque habitant de cette zone géographique, à présent et depuis un temps immémorial, partage tous ces traits culturels. On suppose plutôt qu'ils forment une sorte de paramètre statistique pour une durée généralement indéterminée. Mais au juste, quel type de paramètre ? Une moyenne, une médiane, un mode ? Cette façon restrictive de poser le problème est bien sûr ridicule, mais elle montre bien l'aspect arbitraire de toutes les affirmations sur la « culture » de l'Inde, ou de toute autre entité similaire. La culture de l'Inde, c'est pour nous l'objet d'une hypothèse collective. D'ailleurs, nous pouvons individuellement être en désaccord

ou changer d'avis. Si, dans cinquante ans, nous définissons la culture historique de l'Inde autrement qu'aujourd'hui, alors la culture de l'Inde aura effectivement changé *dans le passé*.

Alors, comment avons-nous finalement inventé la version actuelle de la culture indienne ? En gros, la réponse est simple. Les Européens en général, et les Britanniques en particulier, ont produit des énoncés sur l'idée qu'ils s'en faisaient ou voulaient s'en faire. Les Indiens, qui vivaient dans leur « culture », les ont entendus, en ont accepté une partie, rejeté un grand nombre, ont formulé une version concurrente, voire plusieurs. C'est certainement le mouvement nationaliste indien qui a exercé l'influence majeure sur la version qui a prévalu dans la période 1850-1950. Aujourd'hui, le gouvernement de l'Inde indépendante autorise les manuels dans les écoles : il a remplacé le mouvement nationaliste dans la constitution de l'histoire indienne. Les poètes, les historiens et les sociologues indiens essayent de participer à l'opération, non sans succès. C'est aussi ce que font les millions de membres assignés à telle ou telle caste lorsqu'ils décident de se convertir ou non au bouddhisme ou à l'islam. Si un assez grand nombre d'entre eux se convertit, la continuité du bouddhisme indien réapparaîtra soudain comme une clef de l'interprétation de l'histoire de l'Inde.

Ma troisième thèse est que si l'Inde existe aujourd'hui, personne ne sait si elle existera encore dans deux cents ans. Peut-être l'aura-t-on divisée en cinq États différents. Peut-être aura-t-elle absorbé à nouveau le Pakistan et le Bangla Desh. Peut-être tout le système d'États souverains insérés dans un réseau interétatique aura-t-il disparu. Chacun de ces événements, s'il arrive, transformera le passé. Il se pourrait que « l'Inde » devienne un concept transitoire et sans importance. Ou, à l'inverse, elle pourrait, en tant que « civilisation » durable, se trouver profondément consolidée.

C'est une évidence que le nationalisme en général, y compris en Inde, forme dans le monde présent un levier culturel d'une puissance considérable. Il semble aujourd'hui plus fort que n'importe quel autre mode d'expression sociale ou de mentalité collective, même si, dans les dix dernières années, la conscience religieuse est réapparue une fois encore, en maintes parties du monde, comme un concurrent sé-

rieux dans la mobilisation des énergies. Mais le nationalisme, en termes historiques, est un concept très neuf. A l'évidence, c'est un produit, décidément bien tardif, du système-monde moderne. On soutiendrait difficilement qu'il a existé avant le XIXe siècle. Au XXIe siècle, peut-être se sera-t-il éteint de lui-même. Il est malaisé de faire des prévisions avec assurance. Au moins, cela devrait nous inciter à la prudence lorsqu'il s'agit d'affirmer la viabilité à terme de l'Indianité comme réalité sociale.

Je poserai une dernière question. Comme je l'ai précisé en commençant, ce que j'ai dit pour l'Inde, je pourrais tout aussi bien le dire pour le Pakistan, l'Angleterre, le Brésil ou la Chine. Mais alors, n'y a-t-il rien de particulier à l'Inde, rien de spécifique au cas indien ? Si, naturellement. L'Inde, comme entité concrète, sous des aspects tout aussi importants que multiples, est différente de tous les autres États, nations, peuples ou civilisations. L'aspect concret du monde social forme un ensemble d'individus et de groupes d'une extrême complexité : chaque entité est évidemment singulière.

Cependant, face à la singularité, deux choix intellectuels sont possibles. Ou bien nous lui rendons les armes, auquel cas le monde n'est que « foisonnement et bourdonnement ». Ou bien nous essayons de l'expliquer. La singularité n'est pas seulement donnée, dans l'immédiat. L'Inde, ce pays que nous croyons observer aujourd'hui, n'est pas seulement un donné : elle est au résultat d'un long processus historique, qu'elle ne partage vraiment avec d'autres entités « comparables », que sur certains aspects, certes fondamentaux, mais élémentaires.

En rien, mon propos ne tend à nier la singularité historique de l'Inde. En effet, à mes yeux, tout l'intérêt de l'analyse sociologique est d'aboutir à l'interprétation historique du concret. Mais le point qui m'importe ici, c'est que derrière la description de l'Inde et de sa singularité historique, se cache un phénomène infiniment changeant et fluide. La base sur laquelle nous croyons solidement nous tenir est aussi stable qu'une faille géodésique : la possibilité du séisme plane sur nous comme une menace perpétuelle. Cela dit, l'Inde existe, en tout cas, à l'instant où j'écris ces lignes.

Troisième partie :
Concepts de temps et d'espace

Chapitre 10

L'invention des réalités temps-espace pour une compréhension de nos systèmes historiques

[Retour à la table des matières](#)

Peu de choses nous paraissent autant aller de soi que le temps et l'espace. Pour les enfants, avant l'âge de six ans, une part considérable de l'éducation est vouée à l'apprentissage de leurs concepts, de leur terminologie. Au temps et à l'espace, ils s'initient exactement comme à la famille, plus largement à la structure sociale, aux dieux, au langage, au comportement, à leur corps, tout cela à travers l'enseignement et l'exemple des parents, des aînés, de leurs camarades. En général, on leur enseigne tout cela sous la forme d'une orthodoxie. Sur chacun de ces sujets, il y a des « vérités » qui nous sont extérieures, objectives et éternelles. Et ce qu'on attend des enfants, c'est qu'ils les mémorisent, qu'ils les intériorisent.

Dans notre monde moderne, l'éducation à laquelle nous sommes tous constamment soumis, évolue au fur et à mesure que nous grandissons. Étape après étape, l'orthodoxie se relâche ; ce qui nous amène à l'idée que notre savoir, nos vérités sont en fait des créations sociales. Ils ne sont qu'une façon, parmi tant d'autres, de percevoir le monde. Sans doute, nos éducateurs ont toujours coutume de soutenir que leur

enseignement est le meilleur, mais rares sont les gens qui, à dix-huit ans, ne parviennent pas à saisir la relativité du savoir qu'on leur a inculqué. Une bonne part, en effet, de notre éducation ultérieure, consiste à discuter la manière dont nous sommes censés réagir et nous comporter face à ce qu'on dit souvent être une réalité « multi-culturelle ».

Ainsi, devenus adultes, nous savons désormais, jusqu'à en faire un principe pour la pensée, que les dieux, les sociétés, les coutumes et les valeurs familiales, *a fortiori* les langues, les habitudes et les comportements sexuels sont tous multiples. Dans cette litanie que chacun de nous peut réciter, la lacune la plus criante semble concerner le temps et l'espace. Peu d'entre nous diraient qu'il y a plusieurs types de temps et d'espaces. Pour une raison à déterminer, notre apprentissage de l'irréductible relativité de tout ce qui est social, et des origines elles-mêmes sociales de nos constructions conceptuelles, tend à s'arrêter au seuil du temps et de l'espace. Pour la plupart d'entre nous, le temps et l'espace sont simplement donnés, durables, objectifs, extérieurs, inchangeables. « L'heure et la marée n'attendent la décision de personne » nous dit-on, mais est-ce bien vrai ?

En 1958, Fernand Braudel a publié un essai célèbre, intitulé *Histoire et sciences sociales : la longue durée*, pour affirmer que le temps est une création sociale et qu'en rien l'historien ne doit se laisser entraver par l'emploi d'un seul type de temps. Braudel distinguait trois grandes catégories de temps sociaux, définis doublement selon la longueur de la durée et l'objet de la mesure.

Du point de vue de la durée du temps écoulé, il a appelé ces temps « court terme », « moyen terme » et « long terme ». Cette terminologie ne nous avance pas beaucoup : les termes employés par Braudel constituent un classement, mais ils ne précisent d'eux-mêmes ni ordres de grandeur chronométrique ni usages de temps spécifiques attachés à telle ou telle de ces catégories.

Mais Braudel est allé plus loin. Il a donné à ces trois durées des noms propres qui renvoient à leur contenu concret. Le temps du court terme, dit-il, est celui de « l'histoire événementielle », terme que Braudel a emprunté à Paul Lacombe et François Simiand qui l'avaient

inventé au tournant du XXe siècle. Le temps du moyen terme est le temps de ce qu'il appelle « l'histoire conjoncturelle ». Le temps du long terme, enfin, « la longue durée », comme nous avons fini par l'appeler même en anglais, est celui de « l'histoire structurelle ».

Le terme braudelien de « conjoncture » (c'est-à-dire un point de rencontre entre deux lignes, ou deux moments) renvoie à l'une des phases (ascendante ou déclinante) d'un processus cyclique, la moitié, pour ainsi dire, d'une courbe graphique en forme de sinusoïde. Le cycle auquel on se réfère n'est pourtant pas celui de l'histoire humaine en son entier, comme chez Toynbee qui avait forgé un concept cyclique de l'histoire, où chaque civilisation répète un modèle de base. Les cycles de Braudel sont des cycles *au sein* de quelque chose.

Ce quelque chose correspond à « l'histoire structurelle ». Une possibilité de confusion apparaît ici. Nous parlons ordinairement de « structures », comme antithèse à « l'historique », dans le sens que leur donne l'anthropologie structurale de Lévi-Strauss. Braudel, conscient lui-même de cette possible confusion, a ajouté un quatrième temps, le *très* long terme, qu'il dit être celui des structures de Lévi-Strauss. Il l'appelle aussi le *trop* long terme, qui, « s'il existe, ne peut être que le temps des sages » (Braudel, 1969, 76).

Il faut, pour comprendre les catégories de Braudel, avoir à l'esprit qu'il se bat sur deux fronts, contre les deux positions, en théorie anti-thétiques, qui ont dominé la science sociale depuis au moins le milieu du siècle dernier, l'épistémologie idiographique des « faits », du concret singulier, et l'épistémologie nomothétique des « lois », des règles générales.

Sur un front se trouvent les historiens traditionnels, les idiographes, pour lesquels le temps est une série d'événements qui se produisent à des dates précises. Les dates en question sont principalement celles des événements politiques. Le temps est « objectif » et extérieur, il est naturellement donné, dans le calendrier. C'est celui des batailles, des signatures de traités, des avènements de monarques, des changements institutionnels. Dater de tels événements nous donne une chronologie, et de cette façon, un récit, une histoire qui est unique et qu'on ne peut expliquer que dans ses propres termes. Les faits sont là,

ils existent hors de nous, comme s'ils attendaient depuis toujours d'être découverts par les historiens qui cherchent les seules vraies données, les données de base contenues dans les archives qui les ont conservées pour nous.

Oui, bien sûr, dit Braudel, ces « événements » ont probablement eu lieu. Mais il faut ici faire deux remarques. La première est que certains événements ont été consignés sur le moment, et d'autres non. Certains faits sont perçus plus tard par les historiens comme des événements, et d'autres non. A priori, aucune raison ne permet de présumer qu'un fait qui s'est produit en 1450, qui a été consigné en 1452 et qu'un historien a perçu comme un événement en 1952, est plus important ou l'est moins, selon les critères de vérité d'aujourd'hui, qu'un autre fait qui s'est produit lui aussi en 1450 et qui sur le moment n'a été ni consigné ni perçu comme événement. La deuxième remarque est la suivante : admettons que nous ayons consigné et perçu comme événements les faits les plus significatifs au détriment de ceux qui le sont moins, auraient-ils pour autant une quelconque importance ? Pensons à la fameuse boutade de Braudel, dans *La Méditerranée* : « Les événements sont poussière » (Braudel, 1966 [1949], vol. 2, 223).

Plutôt que sur les événements qui sont poussière, Braudel nous pressait de concentrer notre attention sur deux objets d'analyse, deux types de temps qu'il considérait comme plus réels. D'une part, les structures durables, essentiellement économiques et sociales, qui déterminent sur la longue durée notre comportement collectif - notre rapport au milieu, nos types de civilisation, nos modes de production. D'autre part, les rythmes cycliques, qui scandent le fonctionnement de ces structures - les expansions et les contractions de l'économie, les changements d'accentuation qui affectent régulièrement les phénomènes politiques et culturels. Derrière l'actualité de la scène publique et ses gestes éphémères, sourdent les continuités durables des structures, y compris des structures oscillantes, qui évoluent lentement.

Aussi, nous adjurait-il de retenir que le changement historique fondamental est lent. Ce qui ne l'empêchait pas de nous rappeler immédiatement que l'histoire est avant tout l'histoire du changement social. De ce fait même, il lui fallait aussi combattre sur un second front. Chercher des types universels et éternels de comportement lui sem-

blait lourd de danger. Dans une telle démarche, le temps de l'histoire n'a plus de rôle à jouer :

L'immense architecture de cette cité idéale reste immobile. L'histoire en est absente. Le temps du monde, le temps historique s'y trouve, comme le vent chez Eole, mais enfermé dans une peau de boue. Ce n'est pas à l'histoire qu'en ont, finalement et inconsciemment, les sociologues, mais au temps de l'histoire - cette réalité qui reste violente, même si l'on cherche à l'aménager, à la diversifier. Cette contrainte à laquelle l'historien n'échappe jamais, les sociologues, eux, y échappent presque toujours : ils s'évadent, ou dans l'instant, toujours actuel, comme suspendu au-dessus du temps, ou dans les phénomènes de répétition qui ne sont d'aucun âge ; donc par une démarche opposé de l'esprit, qui les cantonne soit dans l'événementiel le plus strict, soit dans la durée la plus longue (Braudel, 1969, 79).

Voilà qui, en quelques mots, exprime l'essentiel du débat. Les deux pôles de l'antithèse - l'histoire des « faits » et la science des « lois » - ne constituent à proprement parler qu'une seule et unique position intellectuelle, car ils ne sont que deux aspects d'une même tentative pour échapper aux contraintes de la réalité historique.

Mais qu'est-ce que cette réalité historique ? C'est la réalité des structures qui sont durables sans être éternelles - je les appellerai les systèmes historiques - qui ont leurs modes de fonctionnement - je les nommerai rythmes cycliques - et dont le processus de transformation est continu et lent - il renvoie à ce que j'appellerai les tendances séculaires. Les événements sont poussière, non seulement par leur aspect éphémère, mais aussi parce qu'ils nous bouchent les yeux. Mais, de la même façon, la cité idéale et immobile est une illusion qui peut nous aveugler. Méfions-nous, s'écrie Braudel, des innombrables morphologies que crée la science sociale universaliste. Ainsi a-t-il écrit à propos d'une semblable démarche, celle de Georges Gurvitch, qui représente pourtant selon lui une « sociologie accueillante, presque fraternelle » :

Comment l'historien se laisserait-il convaincre ? Avec cette gamme de couleurs, il lui serait impossible de reconstituer la lumière blanche, unitaire, qui lui est indispensable... C'est une manière différente de réécrire, sans les modifier, les mêmes équations (Braudel, 1969, 78).

Curieusement, dans cette analyse des différents temps sociaux et dans ce plaidoyer passionné pour ramener notre attention du temps événementiel ou, au contraire, éternel vers les temps structurel et conjoncturel, Braudel ne mentionne pas l'espace. C'est d'autant plus étonnant que, dans ses principales œuvres, l'espace est un élément essentiel de sa réflexion. Braudel s'est même souvent qualifié de géo-historien et il se disait disciple de Vidal de La Blache tout autant que de Lucien Febvre.

Dans ces quelques pages, j'aimerais reprendre les quatre temps de Braudel - les temps événementiel, conjoncturel et structurel, et le temps des sages - et montrer qu'à chacun correspond un espace. Je montrerai aussi que le temps et l'espace ne sont pas deux catégories distinctes mais bien une seule et même catégorie que je nommerai Temps-Espace.

Nous avons déjà vu que Braudel avait défini ses quatre temps d'un double point de vue : celui de la durée, plus ou moins longue, et celui du processus réel, de l'objet qui donne à la description sa substance. L'équivalent spatial de la durée pourrait être l'amplitude spatiale. Voilà qui ne nous avance guère. Comme nous l'avons vu, il est toujours difficile de mesurer quantitativement, avec précision, une durée. Quelle est la durée d'un événement ? Un instant, un jour, une année, une décennie ? Quelle est la durée de vie d'une structure ? Cinq cents ans ? Un millénaire ? La dimension spatiale serait encore plus difficile à évaluer.

Je suggère plutôt qu'on se tourne vers les objets concrets de la description. C'est là, je pense, que nous pouvons trouver un équivalent spatial convaincant aux catégories du temps social. Au temps événementiel correspond l'espace géopolitique immédiat qui, bien sûr, est tout autant que lui matière à controverse, et phénomène construit. Prenons, par exemple, un événement présumé de 1987-1988, rapporté par des journaux en ces termes : « Troubles palestiniens en Israël ». Il n'est assurément pas facile de le dater. A-t-il commencé à la fin de l'année 1987 ou en 1948, ou bien en 1917 ? Mais le situer géopolitiquement est tout aussi difficile.

Ces troubles ont-ils lieu « en Israël » ou « en Palestine », dans la « bande de Gaza et en Cisjordanie », ou encore dans les « territoires occupés par Israël », ou plutôt « à Gaza, en Judée et Samarie » ? À moins qu'ils n'aient lieu dans cet espace plus large qu'on appelle « le Moyen-Orient ». Il ne s'agit pas de répondre une fois pour toutes à ces questions puisque aucune des réponses possibles, à l'évidence, n'est la bonne. Toute réponse implique un jugement politique et historique, ce qui justement est en question dans ces troubles. Néanmoins, nous n'avons pu parler de ces troubles sans leur attribuer un espace géopolitique immédiat.

Peut-être pourra-t-on m'objecter que si la notion d'espace n'est pas claire, c'est que j'en parle à propos d'une situation en cours qui déchaîne les passions. Il s'avère que si nous prenons un épisode des siècles passés, les limites de l'espace n'en sont pas pour autant beaucoup plus claires. Au XVIe siècle, les Pays-Bas bourguignons, possession du roi d'Espagne, se sont révoltés. Les livres d'histoire appellent cet événement « la Révolte des Pays-Bas » et le font aller de 1566 ou 1568 à 1648. Curieux événement, soit dit en passant, qui a duré quatre-vingts ans...

Je voudrais ici rappeler deux sous-événements qui ont pris place à l'intérieur de ce long événement. Le premier a eu lieu en 1579. Le conflit qui suivit la partition de la région de part et d'autre d'une ligne qui correspond à peu près à la frontière actuelle entre les Pays-Bas et la Belgique, connut une trêve. Le Nord était aux mains des révoltés et on l'appelait alors les Provinces Unies. Le Sud était resté loyal et fut appelé les Pays-Bas espagnols. La frontière instituée temporairement par la trêve devint une réalité durable. La séparation politique a perduré jusqu'à nos jours. On aurait pu penser que les Belges d'aujourd'hui, héritiers de ceux qui étaient restés fidèles au roi d'Espagne, hésiteraient par conséquent à s'identifier à la Révolte des Pays-Bas.

Voici le moment d'introduire le second sous-événement. Aux premiers temps du conflit, un des conseillers du roi d'Espagne, le comte d'Egmont, descendant d'une grande famille aristocratique bourguignonne (originaire, plus précisément, des Flandres, qui font partie de l'actuelle Belgique), incita le roi à la prudence et à la conciliation. Finalement, il fut accusé de support tacite à la révolte et exécuté. En un

sens, donc, il fut un martyr de la révolution. Aussi est-ce avec surprise que j'ai découvert, voici quelques années, non pas à Amsterdam mais bien à Bruxelles, une statue de lui qui célébrait son opposition au despotisme étranger. J'interrogeai alors un ami belge sur ce qu'on lui avait dit, à l'école, sur le rôle du comte d'Egmont et sur la façon dont on percevait aujourd'hui en Belgique la révolte des Pays-Bas. Célébraient-ils seulement ses débuts quand les Flandres et le Brabant étaient eux aussi en rébellion ou bien la révolte en son entier ? Était-ce aussi leur héritage et pas seulement celui des Néerlandais ? Voilà ce que je voulais savoir. Sur ce, encore un choc : mon ami me répondit qu'il n'en savait rien parce qu'il était de Liège qui, comme je devais sans doute le savoir, n'avait pas fait partie des Pays-Bas bourguignons, bien qu'elle appartienne à la Belgique contemporaine. Il m'apparut alors clairement que l'espace dans lequel s'était inscrite la Révolte des Pays-Bas était aussi confus que le temps où elle avait eu lieu et que les questions du temps et de l'espace étaient manifestement liées.

Venons-en maintenant au temps conjoncturel, celui des rythmes d'alternance. J'appellerai l'espace qui lui correspond l'« espace idéologique ». Pour les besoins de ma démonstration, je prendrai l'exemple d'une catégorie spatiale couramment employée aujourd'hui : la polarité Est/Ouest. Nous savons tous qu'elle fait référence à la division du monde contemporain qui était politique, militaire, culturelle et, par-dessus tout, idéologique. Nous savons aussi qu'il y a eu une guerre froide ainsi nommée entre l'Est et l'Ouest, et que beaucoup actuellement considèrent comme finie.

Mais, bien sûr, cet usage particulier des thèmes « Est » et « Ouest » ne remonte qu'à 1945. Il n'aurait pas beaucoup de sens rapporté à 1935 ou 1925 et n'en aurait absolument aucun pour 1915.

Certes, il y a eu d'autres polarités Est/Ouest dans notre façon de dire l'histoire. La Grèce et la Perse, Rome et Byzance, l'Europe et l'Orient. Et je ne doute pas qu'on pourrait mettre en évidence un certain nombre d'analogies conceptuelles entre ces différentes références. Cependant, il est clair que l'usage du couple Est/Ouest après 1945 est lié à une phase cyclique de l'histoire du monde moderne. Qu'il survive à la fin de ce cycle politico-économique, rien n'est moins sûr.

En outre, je ferai remarquer que le couple Est/Ouest n'est pas une catégorie de l'espace incontestée. Dès le début, certains en critiquèrent la pertinence. Dans les années 1950, ces dissidents ont acquis un poids politique croissant et dans les années 1960, ils ont proclamé qu'une division spatiale rivale, qualifiée désormais de division Nord/Sud, était plus significative. Encore une fois, mon intention n'est pas de débattre des mérites, du point de vue conceptuel, du couple Est/Ouest face à ceux du couple Nord/Sud ou d'avancer, comme certains, leur égale importance, ou bien encore de proposer une théorie des « trois mondes ». Encore moins voudrais-je entrer ici dans l'épineux problème de savoir quel pays entre dans quelle catégorie et quand. Je souhaite simplement souligner que Est/Ouest et Nord/Sud sont manifestement des catégories géographiques, socialement instituées, et d'une importance capitale pour notre compréhension du monde contemporain. Mais nous admettons volontiers qu'elles sont aussi liées à une période de temps donnée. Celle-ci est trop longue pour être assimilée à la durée d'un événement. Ces catégories ont une portée beaucoup plus grande. Elles sont liées à des poussées économiques, politiques et sociales majeures qui caractérisent, en un sens, le « moyen terme » de la durée ; celles-ci expliquent celles-là, et inversement.

Il devrait maintenant être clair qu'au temps structurel (le long terme) correspond l'espace structurel (la grande échelle). Rien n'implique, d'ailleurs, que cet espace structurel demeure constant, tout au long du temps chronologique. Permettez-moi d'illustrer mon propos très simplement en prenant le système historique sur lequel j'ai écrit, l'économie-monde capitaliste. Comme les autres systèmes historiques, l'économie-monde capitaliste a un commencement dans le temps de même qu'elle aura une fin. Certes, ces limites temporelles ne vont nullement de soi. Ainsi, j'ai soutenu dans mes écrits que l'économie-monde capitaliste était née au cours du « long » XVIe siècle (cf. Wallerstein, 1980 c ; 1984 b ; 1989 b ; 1983). D'autres situeraient sa naissance plus tard, quelques-uns plus tôt. Sans compter que, sur l'existence d'un tel système historique, tout le monde ne s'accorde pas. En outre, il est clair que personne, au XVIe siècle, ou peu s'en faut, n'avait encore conçu ce système historique comme étant un système. Personne même, avant le XIXe siècle, n'avait sérieusement commencé à l'analyser. C'est seulement dans les vingt dernières années que le concept d'« économie-monde capitaliste » a pris racine dans le monde

scientifique, encore n'est-ce vrai, même de nos jours, que pour quelques savants. Mais naturellement, il est aisé d'expliquer pourquoi la reconnaissance du temps structurel impliqué par ce système n'a suivi qu'avec beaucoup de retard le déroulement de la réalité historique.

Mais quel est donc l'espace structurel de cette économie-monde capitaliste ? Le premier point que je voudrais préciser, c'est que les limites extérieures de cet espace ont évolué. Quand et comment ? La question fait l'objet d'un sérieux débat : c'est mon second point. À mon sens, au cours du « long » XVIe siècle, l'économie-monde capitaliste a inclus géographiquement l'essentiel de l'Europe et en partie les deux Amériques, mais non point la Russie, ni l'empire Ottoman, ni le sub-continent indien ni l'Afrique occidentale. Je pense que ces zones ont été incorporées plus tardivement à ce système-monde au cours de sa deuxième grande phase d'expansion, c'est-à-dire environ de 1750 à 1850. Mais d'autres, tout en utilisant le même modèle de base, affirmeraient qu'elles étaient déjà « à l'intérieur » du système-monde aux XVIe et XVIIe siècles (pour la Russie, cf. Nolte, 1982 ; pour l'Inde, cf. Chaudhuri, 1981). Ce débat est, pour une part, empirique. Mais il est, plus encore, un débat théorique sur la nature de l'espace structurel.

Un débat semblable existe sur les limites géographiques de l'économie-monde capitaliste après 1945. La majorité situait les pays de l'ancien bloc dit socialiste « à l'extérieur » du système et considérait qu'ils s'en étaient, en un sens, « retirés ». Une minorité, dont j'étais, pensait que c'était là une façon incorrecte de conceptualiser l'histoire de ce qui se produisait, même après 1945. (Pour quelques éclaircissements sur ce débat, cf. Chase-Dunn, 1982.) Encore une fois, ce qui est en question, c'est la façon dont nous conceptualisons, et par conséquent, mesurons les dimensions de l'espace structurel.

Certains concepts de l'espace structurel renvoyant à l'économie-monde relèvent désormais du langage courant. Le couple conceptuel centre-périphérie ne fut inventé, dans son sens actuel, que dans les années 1920, et répandu depuis 1950 environ ; encore ne fut-il adopté que par une minorité de scientifiques. A présent, on le trouve même dans les encyclopédies, *The New Palgrave* par exemple, mais celle-ci date de 1987. Pourtant, le couple centre-périphérie fait référence aux concentrations dans l'espace d'activités économiques internes à l'éco-

nomie-monde capitaliste. La question est de savoir si on doit décrire de telles concentrations « spatiales » en termes de frontières étatiques. Autrement dit, peut-on répartir les États entre États du centre et États périphériques ? La question est vraiment délicate et sujette à débat. Pour certains, les unités spatiales ainsi décrites doivent être plus petites que des États. Mais bien sûr, en descendant dans l'échelle des étendues spatiales afin de localiser centre et périphérie, nous nous trouvons sur une asymptote au bout de laquelle, lorsque nous arrivons au niveau des petites et moyennes entreprises, nous avons perdu pratiquement toute référence spatiale significative. Sans doute, nous pouvons au contraire nous tourner vers les zones qui sont plus vastes que les États. Le couple Nord/Sud devient alors une façon métaphorique de désigner le couple centre/périphérie ; il devient, non pas un espace idéologique fonctionnant à moyen terme, mais un espace structurel de long terme ; il existe par conséquent non pas dans le temps conjoncturel mais dans le temps structurel.

Voilà qui pose bien d'autres questions. Les localisations spatiales (au sens d'espaces géopolitiques immédiats) peuvent-elles, sur une période de temps donnée, changer de position dans l'espace idéologique, confortant par là l'espace structurel au lieu de le saper ? Oui, et c'est ce que nous appelons « l'essor et la décadence des nations », qui peuvent évidemment être analysés en ayant recours aux concepts de l'espace structurel. Hier, le Japon était un lieu de travail à bon marché. Aujourd'hui, il est un état dit « du centre ». Il se peut qu'il soit demain la puissance mondiale hégémonique. Dans ce processus, l'espace idéologique a changé. « L'Occident » est peut-être remplacé, comme catégorie, par l'OCDE qui comprend le Japon. Mais l'espace structurel ne bouge pas : en dépit des relocalisations géopolitiques, les catégories structurelles demeurent invariantes.

De plus, « centre » et « périphérie » ne sont pas les seuls concepts possibles. Indiquons le concept encore controversé de semi-périphérie comme localisation durable dans l'espace structurel de l'économie-monde (cf. Arrighi et Drangel, 1986). Pensons aussi au concept d'« arène extérieure », concept spatial intimement lié au processus d'« incorporation » de nouvelles zones dans l'économie-monde capitaliste (cf. Hopkins et Wallerstein, 1987). Encore une fois, je le répète,

je ne suis pas en train de discuter les mérites de tel ou tel concept, je montre simplement que de tels concepts existent.

Enfin, on pourrait appeler espace éternel ce qui correspond au temps des sages ; on le trouvera dans les généralisations de la science sociale, lorsqu'elle énonce des « lois universelles » dont la vérité vaudrait « en tout temps et en tout lieu ». De même qu'alors le temps n'a plus de sens, l'espace n'a plus lieu d'être. S'il est vrai que l'inceste est un tabou universel, inhérent à la nature (biologique ?) de la socialisation humaine, alors il importe peu de l'étudier ici ou là-bas, aujourd'hui ou à une époque antérieure. C'est effectivement ce qu'on m'a enseigné lorsque j'étais étudiant. De ce point de vue, si nous souhaitons en savoir plus, scientifiquement, sur des phénomènes complexes, donc embrouillés et touffus, tels que l'histoire humaine, nous devons, en dernière analyse, nous tourner vers les vérités de mondes intellectuels plus simples et plus purs, à savoir la biologie et finalement la physique. La première chose à faire serait peut-être de rebaptiser la Société royale de géographie, Société royale de météorologie.

Du très long terme, le trop long terme, Braudel disait que, s'il existait, il devait être le temps des sages. Dans cet esprit, si l'espace éternel existe - et le discours de nos amis les cosmologues nous a amenés, ces derniers temps, à comprendre de quel faible recours est la notion d'univers dès lors qu'on cherche de l'éternel, de l'immuable -, si donc il existe, il doit être là où prêchent les sages.

Mais alors, où sommes-nous ? Le Temps-Espace de nos sociologues « universalistes » semble une illusion irrecevable. Le Temps-Espace de nos historiens « positivistes » - fait d'événements dans un espace géopolitique immédiat - semble une collection d'inventions subjectives sur lesquelles il n'y aura jamais d'accord tant que les différends politiques règneront en ce bas monde. Ni dans un cas ni dans l'autre, le Temps-Espace n'est pris au sérieux en tant qu'élément constitutif de notre monde géohistorique. Mais, comme ces deux écoles ont dominé nos analyses de la société depuis maintenant deux siècles, il ne faut pas s'étonner que nous n'ayons jamais appris à penser sérieusement ce que sont le temps et l'espace. Il ne faut pas s'étonner non plus que nous ayons tendance à les considérer comme l'évidence même.

Il nous incombe, je pense, de faire preuve de beaucoup plus d'attention et de réflexion lorsque nous mettons en oeuvre les réalités du Temps-Espace. Le premier problème qui se pose est purement linguistique. Le condominium que les « idiographes » et des « nomothètes » ont exercé sur la science sociale durant ces deux derniers siècles a créé autour de notre vocabulaire une incroyable confusion, et cela dans toutes les principales langues scientifiques. Des mots tels que temps et espace, tout comme ceux d'État ou de famille, semblent avoir une signification claire. Mais ceci n'est vrai que si l'on accepte les prémisses des « idiographes » et des « nomothètes ». Si tel n'est pas le cas, il vaudrait mieux employer des mots complètement différents pour désigner les différents types de temps et d'espace, d'États et de familles, comme on le faisait souvent dans les langues qu'il est convenu d'appeler « prémodernes ». Cependant, cela constituerait sans doute aujourd'hui un déchirement culturel trop grand et d'ailleurs, tout le monde ne serait pas d'accord sur la nécessité d'un tel changement. Ainsi, certains d'entre nous insistent, comme je l'ai fait ici moi-même, pour que l'on crée des locutions inélégantes telles que « espace idéologique » ou « Temps-Espace structurel ». Si d'autres persistent à parler simplement d'« espace » ou de « temps », il y a un problème de concordance dans la terminologie et une carence inévitable en matière de traduction des concepts. Encore que, dans toute traduction, qu'il s'agisse de langue ou de concepts, traduire c'est toujours trahir.

Le problème linguistique, cependant, est peu de chose à côté du problème intellectuel, plus fondamental, dont l'enjeu est la façon dont nous percevons notre monde, la fin vers laquelle nous tendons dans notre effort de connaissance, la manière dont nous organisons notre activité scientifique. La vision commune des idiographes et des nomothètes était un aspect du scientisme et de l'optimisme qui ont formé le ciment idéologique de notre système historique actuel, l'économie-monde capitaliste. Cette idéologie a atteint sa pleine maturité au moment des Lumières, au XVIIIe siècle, qui avaient fait du progrès humain, conçu comme inévitable, une véritable religion. Au XIXe siècle, les idées des Lumières étaient devenues des préjugés communs aux intellectuels comme à la pensée populaire. Dans ce climat, il était parfaitement compréhensible que les débats épistémologiques des sciences sociales nées depuis peu, histoire et géographie comprises,

aient dû se limiter à ce qui apparut comme la seule alternative plausible : la réalité exclusive du « fait », apparemment concret - dépouillé de toute dimension philosophique -, ou l'unique réalité de la « loi », universellement vraie - débarrassée de la confusion inhérente à la complexité empirique.

Mais, comme Braudel le rappelait à Gurvitch, nous sommes contraints par la réalité, et le monde du XIXe siècle s'est dissous dans le nôtre : le XXe siècle a démenti bien des prémisses et des espérances des Lumières. Lentement mais sûrement, les complexités du monde social se sont imposées à nous, et le condominium des « idiographes » et des « nomothètes » a vu sa crédibilité affaiblie, ou tout au moins, ébranlée. Nous devons par conséquent reconstruire nos façons même de penser. Nous devons réexaminer nos concepts les plus évidents et donc commencer - à moins que ce ne soit terminer - par les deux concepts de temps et d'espace.

Un dernier Temps-Espace reste à considérer. C'est celui que les théologiens ont désigné, pour leur part, comme le *kairos*, par opposition au *chronos*, le « temps juste », « qualitatif » qui s'oppose au « temps formel », « quantitatif » selon les termes de Paul Tillich (1948, 33). Vous pourriez peut-être m'objecter que le Temps-Espace théologique ne concerne pas les chercheurs en sciences historiques et sociales. Pourtant, les chronosophies de l'humanité intègrent en fait dans leurs profondeurs de tels concepts théologiques. Seulement, elles leur donnent un habillage séculier. Ainsi, je suggérerais que « crise » et « transition », deux concepts indissociables parmi les plus courants de notre vocabulaire, ne sont que des avatars du *kairos*.

Mais où et quand se produisent crises et transitions ? Nous invoquons ces termes bien trop précipitamment. Les crises et les transitions ne relèvent pas du Temps-Espace conjoncturel et idéologique, malgré notre propension à identifier comme une crise toute baisse à l'intérieur d'un cycle, et toute remontée comme une transition vers un nouvel ordre. Le Temps-Espace conjoncturel et idéologique est fondamentalement répétitif, même si c'est sous la forme d'une spirale. Nous avons fini par crier aux crises et aux transitions comme le petit garçon crie au loup. Et régulièrement, nos paroles ont été démenties par l'estimation ultérieure : si peu avait changé !

Mais bien entendu, le changement réel, le changement fondamental et structurel existe. Le Temps-Espace structurel est lié aux systèmes géohistoriques réels. Pour autant qu'ils sont des systèmes, ils persistent à travers les processus cycliques qui les gouvernent. Ainsi, tant qu'ils persistent, ils présentent des caractéristiques invariables ; sans cela, ils ne mériteraient pas le nom de systèmes. Mais, pour autant qu'ils sont historiques, ils ne cessent de se modifier. Ils sont toujours différents à chaque instant. Ils changent de point en point, y compris bien sûr dans leurs paramètres spatiaux. Cette tension entre les rythmes cycliques et les tendances séculaires est le trait caractéristique d'un système géohistorique. Autrement dit, ils comportent tous des contradictions impliquant qu'ils doivent, un jour ou l'autre, avoir une fin.

C'est lorsque sa fin est proche qu'un système est en crise et qu'il doit donc être en transition vers quelque chose d'autre. C'est le « temps juste » et bien sûr l'« espace juste » auxquels le concept de *kairos* renvoie. Les théologiens nous adressent ici un avertissement : il y a des choix moraux fondamentaux, ils ne se présentent à nous que rarement, mais lorsque c'est le cas, nous ne pouvons les éluder.

Face à un tel choix, les gens résistent. Ils ne savent se décider. Car le choix n'est pas facile et, en général, il n'est pas vraiment possible. Il est vrai, de fait, que pratiquement tous nos actes sont déterminés ; ce qui veut dire que nous sommes contraints, jusque dans les replis les plus profonds de notre esprit, par les conditions sociales de notre existence. Aussi est-il parfaitement possible, pour l'analyste, d'expliquer et donc de prévoir le comportement probable des individus en société, jusque dans leurs moindres détails.

Mais la détermination de notre action résulte du bon fonctionnement d'un système géohistorique encore en vigueur. Supposons cependant que ce système ne fonctionne plus. Supposons que ses contradictions aient atteint un tel développement que nous nous trouvions dans une véritable crise systémique et donc dans une transition. Est-ce que l'issue de cette crise, de cette transition, est déterminée ? Beaucoup d'entre nous aimeraient penser que oui. Jadis, la responsabilité des choix moraux fondamentaux était rejetée sur les dieux et l'on

s'en remettait à leurs bonnes dispositions. Les Modernes, laïcisés, eurent honte de se réclamer des dieux et les abandonnèrent. Mais, hésitant devant les choix requis, ils s'en sont remis à un avatar moderne des dieux, l'Histoire avec un grand H, qui à son tour, garantit le Progrès. La transition se ferait toujours et nécessairement du moins bon au meilleur, du sauvage au civilisé, de l'esclavage à la liberté, de l'exploitation à l'égalité.

Malheureusement, le *kairos* est le Temps-Espace du choix humain. C'est le moment, rare, où une volonté libre est possible. C'est le Temps-Espace où, dans le langage de Prigogine, des « bifurcations en cascade » assurent la « transition vers le chaos » ; de ce chaos émergera un ordre nouveau mais difficilement prévisible :

Le chemin qu'emprunte le système, pour des valeurs croissantes d'un paramètre, et qui constitue à proprement parler une histoire est caractérisé par une succession de zones de stabilité, où dominent les lois déterministes, et de zones d'instabilité, près des points de bifurcation où le système peut choisir entre plusieurs histoires possibles (Prigogine et Stengers, 1984, 169-170).

Aussi, les êtres humains, face au *kairos*, face à ce que je nommerai le Temps-Espace transformationnel, ne peuvent éviter le choix moral. Il s'impose à eux, au « juste moment » et à la « juste place », en un segment du temps et de l'espace qualitatif dont la durée et l'étendue échappent à la mesure exacte, et l'apparition, à la prévision. Mais, en dépit de toutes ces inconnues, nous pouvons être certains qu'il y a un *kairos*, un Temps-Espace dans lequel se produit la transformation, où nous usons tous de notre volonté libre pour le bien comme pour le mal. Et lorsqu'il arrive, nous choisissons le nouvel ordre qui sera le nôtre.

En vous proposant ce petit modèle de cinq types de Temps-Espace - Temps-Espace événementiel et géopolitique, Temps-Espace conjoncturel et idéologique, Temps-Espace structurel, Temps-Espace éternel et Temps-Espace transformationnel -, je ne vous ai pas proposé un album de coloriage pour enfants dans lequel figurerait aussi un mode d'emploi pour savoir quel crayon utiliser. J'ai plutôt suggéré que nous prenions la voie, ardue - et troublante s'il en est -, de l'enquête

sur les fondements de notre savoir, de nos certitudes sur le temps et l'espace. Cette voie ne mène certes pas à la simplicité, mais à la complexité. Mais nos systèmes géohistoriques sont complexes ; à vrai dire il n'est au monde aucune structure plus complexe. Si nous devons entretenir l'espoir (il ne pourrait s'agir de rien d'autre) de les façonner, de les reconstruire ou de les bâtir de façon humainement satisfaisante, alors nous devons les comprendre dans leur complexité. Et notre premier devoir est de comprendre comment nous avons construit les catégories du Temps-Espace dont nous usons pour lire cette réalité, de poser la question « *cui bono* », et de nous battre pour imposer des catégories plus adéquates.

Quatrième partie

Un retour chez Marx

[Retour à la table des matières](#)

Quatrième partie :
Un retour chez Marx

Chapitre 11

Marx et le sous-développement

[Retour à la table des matières](#)

Tout au long de son œuvre, Karl Marx s'est trouvé pris dans une tension épistémologique fondamentale : celle qui nécessairement marque tout essai d'analyser les changements sociaux de large échelle et de longue durée. Dans son processus unique de développement, il fallait décrire en même temps les traits singuliers et les principes généraux d'un « système ».

Par définition, on ne peut éliminer cette tension entre une théorie abstraite et une histoire forcément concrète. À l'instar de nombreux penseurs consciemment confrontés à cette tension, Marx, dans ses écrits, a recouru à la tactique des accents alternés. Ainsi, on pourra toujours déformer sa pensée en mettant l'accent sur une seule extrémité du pendule pour y montrer le « vrai Marx » dans un sens que lui-même aurait - et a effectivement - rejeté.

Comme on ne peut supprimer cette tension, il s'ensuit toutefois qu'aucun penseur, si clairvoyant soit-il, ne peut affirmer la moindre thèse qui puisse être encore valide après un siècle. L'évolution même du siècle a créé une réalité empirique supplémentaire qui impose la

modification des abstractions théoriques antérieures. Il en sera toujours ainsi. En 1948, Karl Marx aurait écrit autrement le *Manifeste* qu'en 1848, et en 1959, un autre *Capital* qu'en 1859. Nous devons faire de même.

À bien des égards, c'est un thème étrange que « Marx et le sous-développement », puisque Marx ignorait une telle notion : c'est un concept étranger à son oeuvre. Le sous-développement est un défi aux idées de Marx, comme au traditionnel libéralisme bourgeois : n'oublions jamais que libéralisme et marxisme ont hérité conjointement de la pensée des Lumières et de sa foi bien ancrée dans la nécessité du progrès.

Pourtant, sur le développement historique mondial, et en particulier sur les processus historiques du mode de production capitaliste, seul ce concept permet de confirmer l'apport des visions de Marx. Des analyses de Marx et Engels, concrètes ou abstraites, les mouvements socialistes et les « marxistes » ont en fait retenu, du moins jusqu'à une date récente, trois leçons principales.

Première leçon : la position centrale du prolétariat dans les processus économiques et politiques du monde capitaliste. Le prolétariat industriel, et lui seul, produit la plus-value, dont l'appropriation (ou l'accumulation) forme tout l'objet de l'entreprise capitaliste selon le schéma Argent-Marchandise-Argent : le capital accumulé sert alors à renouveler le processus en vue d'accumuler encore davantage de capital (« reproduction extensive du capital »).

En termes politiques, seul le prolétariat industriel n'a « rien d'autre à perdre que ses chaînes » et détient l'intérêt propre et la lucidité nécessaire pour percevoir les contradictions du capitalisme et vouloir le transformer en un monde communiste. De cette position centrale du prolétariat, on a tiré une leçon politique. La lutte pour le socialisme ou le communisme doit être dirigée par un parti politique organisé, qui soit implanté dans le prolétariat et reflète ses intérêts.

Deuxième leçon : la priorité des pays les plus « avancés » (*De te fabula narratur*). Dans le double sens du mot, le capitalisme est un développement par le progrès. Il représente une avancée par rapport

aux formes précédentes de l'organisation sociale, et il se développe progressivement à partir d'elles mais seulement en temps voulu : il n'y a pas de « grands bonds en avant ».

Pour l'analyse socio-historique comme pour l'action politique, il en ressort une implication claire. A ce double point de vue, l'ethnocentrisme européen n'est pas simplement légitime, en un certain sens il est obligatoire. Car c'est en Europe occidentale que s'est d'abord développé le capitalisme, et c'est là aussi que le prolétariat a fait sa première apparition. C'est donc en Europe occidentale que la révolution socialiste doit en premier lieu triompher.

Troisième et dernière leçon : l'importance économique d'une distinction entre capital marchand et capital industriel - l'un aurait pris la relève de l'autre. Dans le capitalisme, ils représenteraient deux formes distinctes, l'une dans la sphère de la circulation (sans effet sur le travail productif) et l'autre dans la sphère de la production. Quand le capital industriel devient à son tour dominant dans une zone donnée, alors seulement, on peut affirmer la naissance d'un « vrai » capitalisme, avec extraction de plus-value.

Cette distinction a une conséquence politique : dans un État donné, le triomphe du capital industriel sur le capital marchand est le signe d'un progrès ; les mouvements ouvriers auraient le devoir de soutenir la lutte qui mène à cette victoire, ils devraient même se substituer à la bourgeoisie industrielle, si elle se montrait incapable de jouer son rôle « historique ».

Ces trois leçons sont claires, elles ont largement déterminé l'usage ultérieur des idées de Marx. *Et pourtant...*, Marx lui-même les a entourées de précautions significatives. Ainsi la première thèse, même si elle n'est pas exclusive, définit avant tout le prolétariat comme une masse de travailleurs salariés dans l'industrie des villes. Pour la comprendre, examinons d'abord les fameuses discussions sur la paysannerie dans *Les luttes de classes en France*, et dans *Le 18 Brumaire*.

Il est donc arrivé que le paysan français, sous forme d'intérêts pour les hypothèques mises sur la terre, sous forme d'intérêts pour des avances non hypothéquées des usuriers, cède au capitaliste non seulement une rente

foncière, non seulement le profit industriel, en un mot non seulement tout le bénéfice net, mais même une partie du salaire, de sorte qu'il est tombé au degré du tenancier irlandais ; et tout cela sous prétexte d'être propriétaire privé. (...)

On comprendra quelle fut la situation des paysans français quand la République eut ajouté encore de nouvelles charges aux anciennes. On voit que son exploitation ne se distingue pas par la forme de l'exploitation du prolétariat industriel. L'exploiteur est le même : le Capital (Marx, 1936, 100-101).

La parcelle du paysan n'est plus que le prétexte qui permet au capitaliste de tirer de la terre profit, intérêt et rente, et de laisser au paysan lui-même le soin de voir comment il réussira à se procurer son salaire (Marx, 1946, 94).

Dans ces passages, on trouve deux avertissements très clairs. Le premier, c'est l'usage du terme « salaire » pour décrire le revenu que retient le paysan propriétaire. Le second, c'est le constat que sa relation au capitaliste « ne se distingue que par la forme » de celle du prolétariat industriel - remarquons en outre l'usage de l'adjectif « industriel » précisant le nom de « prolétaire », comme s'il y avait plusieurs sortes de prolétaires. Nous savons tous que lorsque Marx qualifie une différence de « formelle », cela signifie une différence secondaire et mineure, qui n'enlève rien à la similitude essentielle des deux phénomènes. Et comme pour souligner encore ce point, Marx parle du « salaire » du paysan propriétaire, alors qu'aucun argent ne passe ici d'un quelconque employeur à un salarié « employé ».

Quant à l'idée que seul un travailleur salarié peut fournir au capital de la plus-value, Marx dit exactement le contraire. Il explique comment de la plus-value peut être extraite, non seulement quand il n'y a pas de soumission réelle, mais même en l'absence d'une soumission formelle du travail au capital. Ainsi dans ce passage du *Chapitre inédit* :

En Inde, par exemple, le capital usuraire avance au producteur immédiat des matières premières et des instruments de travail, en nature ou sous forme monétaire : les gigantesques profits qu'il retire et, en général, les intérêts - de quelque montant qu'ils soient - qu'il arrache aux producteurs immédiats ne sont rien d'autre que de la plus-value. En effet, son argent se transforme en capital du fait qu'il extorque du travail non payé - du sur-

travail - au producteur immédiat. Toutefois, il ne s'immisce pas dans le procès de production comme tel, celui-ci fonctionne toujours en dehors de lui, selon le mode traditionnel. De fait, le capital usuraire se développe, lorsque le mode de production traditionnel s'étiolé ; qui plus est, il est le moyen de l'étioler et de le faire végéter dans les conditions les plus défavorables. Ce n'est toutefois pas encore la soumission formelle du travail au capital (Marx, 1971, 198).

Enfin, il faut se reporter aux célèbres discussions sur l'esclavage, où Marx distingue nettement entre l'esclavage dans le « système patriarcal, destiné avant tout à l'usage domestique » et l'esclavage au sein du « système de plantation pour le marché mondial ». Une fois de plus, il parle explicitement d'une création de plus-value :

Là où la conception capitaliste prédomine, comme dans les plantations américaines, toute cette plus-value est considérée comme profit. Là où n'existe pas le mode capitaliste de production et où ne sont pas implantées non plus les conceptions correspondantes importées des pays capitalistes, elle apparaît sous forme de rente (Marx, 1951-1960, liv. III, vol. 8, 183).

Dans le fonctionnement du capitalisme, l'esclavage n'est pas un aspect marginal, et c'est précisément pour l'avoir dit que Marx critique Proudhon, dans une lettre adressée à P.V. Annenkov, le 28 décembre 1846 :

L'esclavage direct est le pivot de notre industrialisme actuel aussi bien que les machines, le crédit, etc. Sans esclavage, vous n'avez pas de coton, sans coton vous n'avez pas d'industrie moderne. C'est l'esclavage qui a donné de la valeur aux colonies, ce sont les colonies qui ont créé le commerce du monde, c'est le commerce du monde qui est la condition nécessaire de la grande industrie mécanique (Marx, 1963, 1446).

Si dans le système capitaliste, l'esclavage et d'autres relations de production non salariées n'ont pas seulement une fonction marginale, c'est en raison des traits propres au « procès de circulation du capital industriel » :

Peu importe que les marchandises soient le produit d'un système fondé sur l'esclavage, ou le produit de paysans (Chinois, ryots des Indes), ou de communautés (Indes hollandaises) ou d'une production d'État (telle qu'on l'a rencontrée, fondée sur le servage, aux époques anciennes de l'histoire russe), ou de peuples chasseurs demi-sauvages, etc. : c'est comme mar-

chandises et argent qu'elles affrontent l'argent et les marchandises représentant le capital industriel, qu'elles entrent à la fois dans son cycle et dans le cycle de la plus-value supportée par le capital-marchandise, lorsque celle-ci est dépensée comme revenu, bref, qu'elles entrent dans les deux branches de circulation du capital-marchandise. Le caractère du Procès de production dont elles sont issues n'a aucune importance ; c'est comme marchandises qu'elles fonctionnent sur le marché et comme telles qu'elles entrent dans le cycle du capital industriel aussi bien que dans la circulation de la plus-value supportée par lui. La caractéristique du procès de circulation du capital industriel est donc la provenance universelle des marchandises, l'existence du marché comme marché mondial (Marx, 1951-1960, liv. II, vol. 4, 101-102).

Notons une fois de plus que toutes ces formes de production sont considérées comme productrices de « plus-value », dès qu'elles entrent dans le « circuit » du capital. « Le caractère du procès de production dont elles sont issues n'a aucune importance ».

À présent, examinons la seconde leçon, sur la priorité de ce que nous appelons aujourd'hui les zones centrales de l'économie-monde : dans la fameuse préface à la première édition allemande du *Capital*, on retrouve la même prudence. Je me permets d'en donner une longue citation.

Le physicien, pour se rendre compte des procédés de la nature, ou bien étudie les phénomènes lorsqu'ils se présentent sous la forme la plus accusée et la moins obscurcie par des influences perturbatrices, ou bien il expérimente dans des conditions qui assurent autant que possible la régularité de leur marche. J'étudie dans cet ouvrage le mode de production capitaliste, et les rapports de production capitaliste et d'échange qui lui correspondent. L'Angleterre est le lieu classique de cette production. Voilà pourquoi j'emprunte à ce pays les faits et les exemples principaux qui servent d'illustration au développement de mes théories. Si le lecteur allemand se permettait un mouvement d'épaule pharisaïque à propos de l'état des ouvriers anglais, industriels et agricoles, ou se berçait de l'idée optimiste que les choses sont loin d'aller aussi mal en Allemagne, je serai obligé de lui crier : *De te fabula narratur !*

Il ne s'agit point ici du développement plus ou moins complet des antagonismes sociaux qu'engendrent les lois naturelles de la production capitaliste, mais de ces lois elles-mêmes, des tendances qui se manifestent et se réalisent avec une nécessité de fer. Le pays le plus développé industriel-

lement ne fait que montrer à ceux qui le suivent sur l'échelle industrielle l'image de leur propre avenir.

Mais laissons de côté ces considérations. Chez nous, là où la production capitaliste a pris pied, par exemple dans les fabriques proprement dites, l'état des choses est bien pire qu'en Angleterre, parce que le contre-poids des lois anglaises fait défaut. Dans toutes les autres sphères, nous sommes, comme tout l'ouest de l'Europe continentale, affligés et par le développement de la production capitaliste, et aussi par le manque de ce développement. Outre les maux de l'époque actuelle, nous avons à supporter une longue série de maux héréditaires provenant de la végétation continue des modes de production qui ont vécu, avec la suite des rapports politiques et sociaux à contretemps qu'ils engendrent. Nous avons à souffrir non seulement de la part des vivants, mais encore de la part des morts. « Le mort saisit le vif ! » (Marx, 1963, 48-49).

Notons que Marx a immédiatement nuancé ce *De te fabula narratur*. Ce n'est pas qu'un pays possède un degré de développement « supérieur », l'autre un degré « inférieur » : il s'agit des lois qui les régissent ensemble. Ce n'est pas non plus que l'Allemagne soit semblable à l'Angleterre : l'état des choses y est « bien pire ». L'Allemagne ne souffre pas seulement du « développement de la production capitaliste », mais elle souffre aussi du « manque de ce développement ». C'est précisément cette différence qui déterminera le futur : « Le mort saisit le vif ».

Dans *Les luttes de classes en France*, les comparaisons entre la France et l'Angleterre ajoutent une autre précision. Marx explique pourquoi en France, en 1848, la bourgeoisie industrielle ne dirigeait pas l'État français comme le faisait en Angleterre la bourgeoisie anglaise.

La bourgeoisie industrielle ne peut régner que là où l'industrie moderne a modelé à sa manière tous les rapports de propriété, et l'industrie ne peut acquérir ce pouvoir que là où elle a conquis le marché mondial, car les frontières nationales ne suffisent pas à son développement. Or, l'industrie française ne reste en grande partie maîtresse du marché national que grâce à un système prohibitif soumis à des modifications plus ou moins grandes (Marx, 1936, 31-32).

Entre un pays qui a « conquis le marché mondial » et les autres, la différence de situation semble fondamentale. Mais logiquement ou

empiriquement, est-ce que plus d'un pays à la fois peut « conquérir le marché mondial » ? Cela paraît douteux, et Marx lui-même semble opter pour l'hypothèse du pays unique :

En France, le petit-bourgeois fait ce que normalement devrait faire le bourgeois industriel ; l'ouvrier fait ce qui normalement serait la tâche du petit-bourgeois. Et la tâche de l'ouvrier qui l'accomplit ? Personne. On ne la résout pas en France, en France on la proclame. Elle n'est nulle part résolue dans les limites de la nation, la guerre de classes au sein de la société française s'élargit en une guerre mondiale, où les nations se trouvent face à face. La solution ne commence qu'au moment où, par la guerre mondiale, le prolétariat est mis à la tête du peuple qui domine le marché mondial, à la tête de l'Angleterre. La révolution, trouvant là non son terme mais son commencement d'organisation, n'est pas une révolution au souffle court. La génération actuelle ressemble aux Juifs que Moïse conduit à travers le désert. Elle n'a pas seulement un nouveau monde à conquérir, il faut qu'elle périsse pour faire place aux hommes qui seront à la hauteur du nouveau monde (Marx, 1936, 96).

Dans ce désert que nous traversons, deux pistes s'offrent alors à nous. Ou bien c'est seulement dans le pays le plus « avancé » que se fera (ou se fera d'abord) la transition au socialisme. Nous savons que Marx a parfois tiré cette conclusion. Ou bien, en suivant une autre voie, nous pouvons décider que la situation est si spéciale dans un pays qui domine le marché mondial, que cela ne nous apprend rien de la réalité politique dans le reste du monde. Dans les faits, la plupart des partis marxistes ont suivi cette dernière voie. Mais pour autant, ils n'étaient pas prêts à l'admettre en théorie, ni donc à affronter les conséquences qui forcément résultent d'une telle attaque contre la priorité théorique du centre. Marx lui-même semble conscient du dilemme, il essaie de sauver la situation par la thèse du zig-zag révolutionnaire :

De même que la période de crise survient sur le continent plus tard qu'en Angleterre, il en est de même de la période de prospérité. C'est en Angleterre que toujours se produit le procès initial ; elle est le démiurge du cosmos bourgeois. Sur le continent, les différentes phases du cycle que la société bourgeoise parcourt toujours à nouveau entrent dans leur forme secondaire et tertiaire. Premièrement, le continent a exporté démesurément plus en Angleterre que tout autre pays. Mais cette exportation en Angleterre dépend à son tour de l'état de l'Angleterre, en particulier par rapport au marché d'outre-mer. Puis l'Angleterre exporte incomparablement plus

dans les pays transatlantiques que l'ensemble du continent, de sorte que les quantités exportées par le continent dans ces pays dépendent toujours de l'exportation d'outre-mer de l'Angleterre. Si, par conséquent, les crises engendrent des révolutions d'abord sur le continent, la raison de celles-ci se trouve cependant toujours en Angleterre. Naturellement, c'est aux extrémités de l'organisme bourgeois que doivent se produire les explosions violentes, avant d'en arriver au cœur, car la possibilité d'un équilibre est plus grande ici que là. D'autre part, la proportion dans laquelle les révolutions continentales se répercutent en Angleterre est en même temps le thermomètre qui montre dans quelle mesure ces révolutions mettent réellement en question les conditions d'existence bourgeoises, ou jusqu'à quel point elles n'atteignent que leurs formations politiques (Marx, 1936, 115-116).

En 1870, dans une lettre à S. Meyer et A. Vogt datée du 9 avril 1870, Marx suggère une autre version de ce zig-zag, encore plus « tiers-mondiste » : la révolution en Irlande est le préalable à la révolution en Angleterre.

L'Irlande est le bastion de l'aristocratie foncière anglaise. L'exploitation de ce pays ne constitue pas seulement la source principale de sa richesse matérielle. Elle constitue *sa plus grande force morale*. Elle représente en fait la domination de l'Angleterre sur l'Irlande. L'Irlande est par conséquent le grand moyen par lequel l'aristocratie anglaise maintient sa domination en Angleterre même.

D'autre part, si demain l'armée et la police anglaises quittent l'Irlande, *vous aurez immédiatement une révolution agraire en Irlande*. Mais la chute de l'aristocratie anglaise en Irlande conditionne et entraîne nécessairement *sa chute en Angleterre*. C'est alors que serait remplie la condition première de la révolution prolétarienne en Angleterre. Parce que la question agraire constitue jusqu'à présent en Irlande la forme exclusive de la question sociale ; parce que c'est une question vitale, une question de vie ou de mort pour l'immense majorité du peuple irlandais, et parce *qu'elle est en même temps inséparable de la question nationale*, pour toutes ces raisons, l'anéantissement de l'aristocratie anglaise est une opération *infinitement plus aisée* à faire en Irlande qu'en Angleterre même. Sans parler du caractère plus passionné et plus révolutionnaire des Irlandais, comparé à celui des Anglais (Marx, 1984, Y, 343-344).

Il reste à noter, chez Marx, une dernière prudence. Elle concerne la troisième leçon, la distinction entre capital marchand et capital industriel, si chère à ceux qui, dans un monde capitaliste, attribuent à la sphère de production une sorte de spécificité ontologique, ainsi qu'une

primauté sur la sphère de circulation. Sans aucun doute Marx a largement utilisé cette distinction, mais quand il dut traiter des « sphères » du circuit du capital, ses propos pouvaient paraître étrangement « circulationnistes ». C'est toujours dans les polémiques que Marx est le plus clair. En 1846, il attaque Proudhon. En 1875, Lassalle. Sur trente ans, le grief reste virtuellement le même. Dans une lettre à Annenkov, il écrit de Proudhon :

M. Proudhon se trouve si peu dans le vrai qu'il néglige ce que font même les économistes profanes. Pour vous parler de la division du travail, il n'a pas besoin de vous parler du marché du monde. Eh bien, la division du travail, dans les XIVe et XVe siècles, quand il n'y avait pas encore de colonies, quand l'Amérique n'existait pas encore pour l'Europe, quand l'Asie centrale n'existait que par l'intermédiaire de Constantinople, ne devait-elle pas se distinguer de fond en comble de la division du travail du XVIIe siècle qui avait des colonies déjà développées ? Ce n'est pas tout. Toute l'organisation intérieure des peuples, toutes leurs relations internationales, sont-elles autre chose que l'expression d'une certaine division du travail ? Et ne doivent-elles pas changer avec le changement de la division du travail ? (Marx, 1963, 1441-1142).

Contre Lassalle, il tonne, dans sa *Critique du Programme de Gotha* :

Il est tout à fait évident que, pour être en mesure de lutter, la classe ouvrière doit avant tout s'organiser dans sa propre maison en tant que classe, et que son propre pays est le théâtre immédiat de sa lutte. C'est dans cette mesure que sa lutte de classe est nationale, non pas dans son contenu, mais dans sa forme, comme le dit le *Manifeste communiste*. Toutefois, le « cadre de l'État national actuel », celui de l'Empire allemand par exemple, se situe à son tour, économiquement, « dans le cadre » du marché mondial, et politiquement, « dans le cadre » du système des États. Le premier commerçant venu sait que le commerce allemand est en même temps commerce extérieur, et la grandeur de M. Bismarck consiste précisément dans une sorte de politique *internationale* (Marx, 1963, 1, 1423).

Là encore on retrouve cette distinction entre forme et contenu. La forme de la lutte des classes peut être nationale et doit même l'être. Mais le contenu économique est le marché mondial, et le contenu politique, le système des États. « L'organisation intérieure des peuples » et leurs « relations internationales » changent tous deux *nécessairement* lorsque change la « division du travail » du marché mondial.

Pour rappel, je n'ai pas produit toutes ces citations pour exhumer le véritable Marx. Il n'y a pas de vrai Marx. Il y en a au moins deux. En effet, comme je l'ai dit, il était pris dans un dilemme théorique inévitable. A travers ces citations, nous devons au moins nous rappeler ses réserves, ses prudences, ses ambiguïtés. En effet, c'est dans leur oubli qu'on peut trouver la raison des impasses où, trop souvent, ont échoué la théorie et la pratique marxistes.

Ces impasses - pour être généreux, les énigmes théoriques -on les connaît bien. En insistant sur le rôle central des prolétaires de l'industrie urbaine, les marxistes n'ont cessé d'expliquer (ou de réduire) le rôle ou l'existence même des nationalités, des paysans, des minorités, des femmes et de toute la zone périphérique. Combien d'encre a coulé - et de sang ? -sur les thèmes suivants : le marxisme et la question nationale, le marxisme et la question paysanne, le marxisme et la question des femmes ! Les neuf dixièmes du monde sont devenus ainsi des « questions », des « anomalies », des « survivances » - qui pouvaient, pour un temps, se montrer réellement progressistes, mais dans l'analyse aussi bien que dans l'organisation sociale et politique, devaient à terme disparaître.

Pour les marxistes, le comble de l'étrangeté fut d'affronter ce constat troublant : ce que tout désignait pour futur berceau de la Révolution - c'est-à-dire le noyau même du centre - s'est révélé la zone entre toutes la plus réfractaire. Ni révolution, ni paupérisation et sans aucun doute, aucun dépérissement de l'État.

La plus grande des énigmes reste l'Union soviétique. Elle est née d'une révolution que rien ne laissait supposer : les marxistes ont passé depuis soixante-cinq ans à étudier les structures et les politiques particulières qui l'ont gouvernée, alors qu'aucune théorisation antérieure ne les avaient imaginées, ni prévues. À cet étrange phénomène, les marxistes ont globalement réagi de deux manières : l'apologie ou la dénonciation. Quelques-uns ont tenté de trouver une position intermédiaire, bien inconfortable, entre ces deux pôles. Mais jamais ils ne posèrent ces questions : dans le cadre de la théorie marxiste, pouvait-on prévoir exactement ce qui s'est produit ? et n'est-ce pas finalement le fonctionnement de l'économie-monde capitaliste qui explique toutes

les politiques de l'Union soviétique - de Lénine à Staline, Khrouchtchev, Brejnev, Andropov, Gorbatchev ? La question que se pose Marx dans sa lettre de 1846 à Annenkov reste encore valable aujourd'hui : « Toute l'organisation interne des nations et leurs relations internationales est-elle autre chose que l'expression d'une division du travail donnée ? »

En reprenant maintenant ce que je considère comme les six thèses majeures du corpus marxien, une conclusion cependant s'impose : elles expliquent remarquablement l'histoire des cent cinquante dernières années, voire des quatre derniers siècles, comme elles signalent aussi les espoirs possibles et les graves dangers du proche avenir. Telle sera du moins ma thèse. Voici ces thèses :

1. La réalité sociale est un processus de contradictions incessantes qu'on ne peut appréhender qu'en termes dialectiques.
2. Le capitalisme est un processus d'accumulation incessante de capital, ce qui le distingue des autres modes de production, précapitalistes.
3. Comme système historique, le capitalisme implique la transformation des processus de production, en sorte qu'ils produisent de la plus-value, appropriée par la bourgeoisie afin d'accumuler du capital.
4. Au fil du temps, le capitalisme polarise l'organisation sociale de l'existence : de la sorte, les deux catégories de bourgeois et de prolétaires regroupent de plus en plus d'individus, comme le prolétariat doit subir une paupérisation croissante.
5. Dans un monde capitaliste, l'État forme l'instrument de l'oppression du capital ; le socialisme implique le dépérissement de l'État.
6. Du capitalisme au socialisme, il n'y a pas d'évolution naturelle, la transition ne peut être que révolutionnaire. Penser autrement, c'est verser dans l'utopie, au sens négatif du terme.

Dans toutes ces thèses, quelle place pour le concept de « sous-développement » ? La réponse est simple. Quand nous parlons de « sous-développement », plusieurs traits nous viennent à l'esprit : des formes de travail non salarié dans la production marchande, la marginalisation et l'habitat précaire, un secteur tertiaire hypertrophié, l'émergence du rôle social de la femme au foyer, les problèmes ethniques et le clientélisme, la corruption et l'oppression des appareils d'État. Dans tous ces phénomènes, on ne verra pas des anomalies, ni des survivances d'antan, mais des créations inhérentes au mode de production capitaliste. Si nous en prenons pleinement conscience, alors peut-être nous pourrions intégrer ces six propositions de Marx dans une explication cohérente du capitalisme comme système historique.

Tant qu'on appliquera d'abord les thèses de Marx à des processus nationaux intra-étatiques, et qui concernent avant tout des travailleurs salariés de l'industrie urbaine, et leurs rapports aux employeurs privés de la bourgeoisie industrielle, on pourra facilement les rejeter comme fausses et trompeuses : sans pertinence, elles nous fourvoieraient sur des impasses politiques. Mais si on les comprend dans la perspective plus large d'un système-monde historique, dont le développement même implique le « sous-développement », alors elles demeurent valables, mieux : elles restent révolutionnaires.

En ce sens, nous pouvons ainsi décrire, dans ses grandes lignes, le développement historique réel de l'économie-monde capitaliste. La fin du Moyen Age connut ce qu'on appelle la « crise du féodalisme » : par les méthodes typiques du système féodal, les couches supérieures européennes ne pouvaient plus tirer assez de surplus des producteurs directs. Pour résoudre la crise, on finit par trouver un autre mode d'extraction de surplus, qui passait par les mécanismes du marché. C'est ce système que nous appelons le capitalisme.

Celui-ci supposait d'autres formes de production, de nouveaux moyens dans le contrôle du travail, de nouveaux cadres institutionnels. Il exigeait aussi de nouveaux rôles sociaux : le bourgeois et le prolétaire, comme nous avons fini par les désigner. Ce nouveau « mode de production » a tellement bien réussi que, sur une période relativement brève, environ deux cents ans (disons, jusqu'en 1650), il

avait complètement renversé la tendance : pour les couches supérieures, les taux de profits, naguère déclinants, devenaient gigantesques, inimaginables dans la société féodale. Ce nouveau système s'est consolidé en Europe ; de là, il est parti à la conquête du monde, pour éliminer les autres modes d'organisation sociale et finalement établir une seule division du travail sur la totalité du globe. C'était une première dans l'histoire de l'humanité.

Vers 1650, est désormais en place une économie-monde capitaliste, située avant tout en Europe, mais aussi un système interétatique, composé d'États dits souverains. Dans la production, un réseau serré de procès interdépendants venait structurer l'économie-monde. Lui correspondait un double procès d'échanges, qui assurait bien sûr le transfert de la plus-value des producteurs directs vers les couches supérieures, mais aussi concentrait l'accumulation dans les zones dites centrales de l'économie-monde, par des mécanismes inégaux privilégiant les zones centrales et leurs couches supérieures, au détriment des zones périphériques où ces couches supérieures étaient moins nombreuses. Pour organiser le courant nécessaire des facteurs de production, les États souverains devinrent les entités politiques capitales. Placés dans un ordre hiérarchique, ces États - même les plus forts - étaient tous limités par des « règles » issues du système interétatique, et ces « règles » formaient la clef de voûte et la superstructure politique du mode de production capitaliste.

Pour faire fonctionner ce système, il fallait « marchandiser » un nombre croissant de processus de production, les orienter vers la production pour un marché mondial, qui développait de longues « chaînes de marchandises ». Si on les soumet à l'analyse empirique, en remontant aux multiples facteurs premiers nécessaires à la production finale des biens essentiels de consommation (par exemple les vêtements prêts-à-porter), ces chaînes de produits manifestent d'emblée deux aspects principaux. Tout d'abord, les filières traversaient de nombreuses frontières, elles allaient avant tout de la périphérie vers le centre. D'autre part, les facteurs entrant dans ces chaînes renvoyaient à des rapports de production très variés dont une faible part seulement possédait un caractère « classiquement capitaliste », au sens restreint où nous employons abusivement ce terme. Même aujourd'hui, ces deux caractéristiques restent largement d'actualité.

Dans tous les cas, ce n'est pas un marché absolument libre qui déterminait la forme des chaînes ou, point peut-être encore plus important, la structure des prix dans les transactions marchandes. Elles se formaient dans un marché où les autorités politiques déterminaient les règles d'établissement des prix : par action directe ou par les « règles » du système interétatique, les États souverains, avec leurs rapports hiérarchiques, intervenaient toujours. Et si les pratiques d'établissement des prix sont restées stables à moyen terme, sur le long terme elles devenaient variables, sous l'action de la lutte des classes.

Les contradictions inhérentes au mode de production capitaliste se produisaient à un rythme relativement prévisible, par cycles d'expansion et de stagnation dans l'ensemble de l'économie-monde (mais dans le détail de ses composantes, elles entraînaient des changements extrêmement complexes). Parmi les nombreux aspects de ces changements cycliques dans l'économie-monde capitaliste, notons le besoin, d'origine interne mais discontinu, d'étendre sa zone d'opération, en extension comme en intensité. L'expansion extensive entraînait l'incorporation de nouvelles zones, demeurées jusqu'alors extérieures, dans la division capitaliste du travail. L'expansion interne définit l'approfondissement des processus capitalistes : elle impliquait des innovations technologiques, bien récompensées socialement, qui s'accompagnaient d'une concentration accrue du capital, d'un accroissement du capital fixe par rapport au capital variable, et de la déqualification continue de la force de travail. Dans une certaine mesure, les deux processus d'expansion -extensive et intensive - allaient en sens opposé. En effet, l'expansion extensive avait pour raison principale un souci de compensation : il fallait contrebalancer une diminution du taux de la plus-value, que suscitait, dans ses conséquences économiques et *politiques*, une croissance de l'expansion intensive.

Cependant, la principale conséquence sociale de ce processus capitaliste a été la *création* de deux catégories sociales : prolétariat et bourgeoisie. Pour orienter la production vers le marché mondial, il fallait une force de travail adaptée, qui soit contrainte de travailler autrement que dans le passé. C'est la fameuse analyse de Marx sur l'aliénation du prolétariat, exclu de la propriété et du contrôle des moyens de production. Mais on a mal compris cette analyse fondamentale, et

Marx lui-même en est partiellement responsable ; on la réduit au simple scénario du petit paysan indépendant qui, privé de sa terre, se voyait contraint de se transformer en travailleur urbain salarié.

C'est là une erreur flagrante : la réalité historique est tellement plus complexe que cette image d'Épinal ! En fait, la marchandisation du travail s'accompagnait d'une refonte des formes de l'économie de « subsistance » : dans le mode de production capitaliste, celles-ci ont conservé un rôle majeur pour la reproduction de la force de travail. Pour l'immense majorité des travailleurs, au cours de leur vie, les revenus ne dépendent que *partiellement* du travail salarié : c'est justement pour cette raison qu'on a pu totalement intégrer la force de travail à la logique de l'économie-monde. Et pour les couches supérieures, cette intégration s'est faite de manière bien plus efficace, et bien plus profitable, que si la force de travail s'était composée de salariés industriels à temps plein, sans autre source de revenus que le salaire payé par l'employeur.

Au contraire, les travailleurs se rassemblaient dans des structures complexes qu'on peut appeler des « foyers domestiques », c'est-à-dire des communautés d'individus des deux sexes d'âges divers, qui n'étaient pas forcément liés par la proche parenté ou la même résidence. De manière caractéristique, ces foyers regroupaient des revenus qui provenaient d'origines diverses, dont l'une, encore aujourd'hui, recouvre diverses activités de « subsistance » (sanctionnées par le travail dévalorisé que symbolise le rôle social de la « femme au foyer »). En outre, les revenus du foyer provenaient de la petite production marchande, de rentes, de transferts, de dons - et bien sûr, du travail salarié - mais celui-ci restait statistiquement bien moins important qu'on ne l'affirme d'habitude.

Les foyers ainsi formés se sont trouvés soumis à deux types de pression continue : une marchandisation croissante de tous les aspects de la reproduction sociale ; une canalisation de la plus-value vers les couches supérieures, grâce à d'importantes réductions du niveau des salaires, y compris dans la minorité qui touchait plus que le salaire minimum réel. Aussi, ces structures des foyers, qui pouvaient réunir des revenus très différents, constituaient un large éventail de combinaisons sociales ; de surcroît, seule une minorité - encore de nos jours,

y compris dans les zones centrales - se rapproche de l'image « classique » du prolétariat. Pourtant, le grand paradoxe - et nous y reviendrons - c'est que le taux de prolétarisation n'a pas cessé d'augmenter au fil du temps, tant pour la force de travail impliquée dans la production mondiale, que pour la part du travail salarié dans les revenus du foyer.

Face à cette prolétarisation, un processus parallèle de renforcement de la bourgeoisie. De même qu'on orientait de plus en plus la force de travail vers la production pour le marché mondial, les couches supérieures tendaient de plus en plus à tirer leurs surplus des opérations courantes de ce marché. Les foyers bourgeois, eux aussi, ont fini par former des structures qui drainaient, de manière complexe, différents types de revenus : les bénéfiques de la gestion des propriétés industrielles n'en formaient qu'un aspect parmi d'autres, et encore minoritaire - à l'instar du travail salarié pour la force de travail. Le revenu de la « rente féodale » (*lato sensu*) a été, pour les couches supérieures, l'équivalent, pour la force de travail, du revenu de l'économie de « subsistance ». Dans un système capitaliste, si un foyer ouvrier tire de l'économie de « subsistance » une partie de ses revenus, cela crée pour le capitaliste des profits plus élevés que si toutes les offres de travail passaient par le marché. De même, si un foyer bourgeois tire une partie de ses revenus de la « rente féodale », cela produit des profits plus élevés que si les capitalistes pourvoyaient à tous leurs besoins en force de travail par l'intermédiaire du marché.

Il existe donc un large éventail de types de foyers bourgeois, mais le point important, c'est que seule une minorité - encore de nos jours, y compris dans les zones centrales - se rapproche de l'image « classique » de la bourgeoisie. Cependant, et c'est le paradoxe, il est clair que le degré de « bourgeoisification » n'a cessé d'augmenter, au double sens que j'évoquais plus haut pour la prolétarisation. Le pourcentage des couches supérieures impliquées dans des opérations marchandes créatrices de surplus a augmenté, et ces mêmes couches supérieures de la société ont tiré un pourcentage croissant de leurs revenus des opérations courantes sur le marché.

À deux reprises, j'ai parlé de « paradoxe », pour la prolétarisation et la « bourgeoisification ». Où réside le paradoxe ? Il tient à ce fait :

les processus que décrivait Marx, les grands processus du développement capitaliste, qui expliquent la polarisation matérielle et sociale du monde, ne sont pas apparus selon, mais *contre* la volonté et les intérêts de la classe bourgeoise. Contrairement aux apparences, seules une prolétarisation, une bourgeoisification limitées pouvaient créer et préserver le potentiel de profit du système capitaliste et les structures politiques qui assuraient sa survie. En elles-mêmes, prolétarisation et bourgeoisification n'intéressent pas les capitalistes. « Accumulez, accumulez ! C'est la loi et les prophètes » (Marx, 1951-1960, liv. 1, vol. 3, 35).

Prolétarisation et bourgeoisification ne doivent rien à un démiurge capitaliste. Au contraire, elles aboutissent à cette contradiction : à court terme, elles forment des mécanismes qui servent à résoudre les crises cycliques, mais sur le long terme, elles ont fini par miner le système tout entier. Les politiques économiques du capitalisme suscitent, dans l'ensemble de l'économie-monde, une polarisation matérielle croissante : accroissement de la charge réelle du travail pour la majorité de la population mondiale, baisse historique réelle de sa qualité de vie. Mais tout se passe comme si le développement continu de la polarisation sociale (l'élimination croissante des structures « néo-féodales » que les capitalistes avaient créées pour permettre la polarisation matérielle) en avait annulé l'efficacité. En effet, c'est la polarisation sociale, bien plus que la polarisation matérielle, qui a fourni les principales conditions pour qu'émergent, depuis cent cinquante ans, des mouvements anti-systémiques dans le monde capitaliste.

Ainsi, nous en venons au dernier paradoxe. La configuration politique de l'économie-monde capitaliste - des États souverains insérés dans un système interétatique - a imposé aux mouvements un choix de dupes. Ils ont dû choisir entre la recherche du pouvoir dans le cadre d'États souverains séparés et la renonciation à tout pouvoir réel. Mais l'obtention du pouvoir au sein d'un État souverain, lui-même inséré dans un système interétatique qui repose sur le processus de la division du travail, ne signifiait pas, et probablement ne pouvait signifier, qu'on puisse sortir de l'économie-monde capitaliste. Au contraire, elle signifiait seulement la capacité de réaliser une certaine redistribution du surplus mondial, en bref, le pouvoir d'imposer des réformes, sans pour autant miner le système.

Effectivement, il s'est passé le contraire. S'il est certain que l'arrivée au pouvoir, État après État, de mouvements anti-systémiques a miné le système, en procurant des modèles et un soutien à d'autres mouvements similaires, elle a simultanément renforcé le système, en lui procurant les moyens de mater la capacité de rébellion de la force de travail mondiale. L'Union soviétique, dans toutes ses tendances, « staliniennes » ou « révisionnistes », n'est pas une distorsion, ni une aberration logique. C'est le modèle que nous devons attendre comme conséquence au développement du système-monde capitaliste, si nous avons pris au sérieux les thèses de Marx, à la lumière, en particulier, du concept de « sous-développement ». C'est le modèle d'un État faible qui essaie de devenir un État fort en changeant le rôle économique de sa région dans l'économie-monde. Si le marxisme a permis de lutter contre le système capitaliste mondial, comme idéologie, il a servi aussi de couverture et de contrainte à ceux qui parvenaient au pouvoir. D'où le bilan ambigu que l'on sait.

Mais l'histoire n'est pas encore finie. Les « États socialistes » qui sont apparus font partie intégrante du développement du capitalisme. Les phénomènes de nationalismes ethniques, continus et croissants au XXe siècle, le racisme et le sexisme, sont tous nés du développement du capitalisme. Celui-ci est une hydre à cent têtes, un monstre bien plus grand qu'on ne pouvait l'imaginer au XIXe siècle, sans parler du XVIe siècle. Comme tous les monstres, il s'achemine vers sa ruine mais, entre-temps, il détruit de nombreuses vies ainsi qu'une part énorme de notre patrimoine écologique.

Cela ne conduit à une dernière thèse, celle où Marx, à coup sûr, s'est fourvoyé. Cette septième thèse affirme que le capitalisme représente un progrès sur les systèmes précédents, et qu'inévitablement lui succédera une société sans classes. Ce n'est plus ici du socialisme scientifique, c'est du socialisme utopique. Historiquement, le capitalisme s'est traduit par une régression morale et, pour une large majorité de la population mondiale, une régression matérielle, même s'il a assuré aux couches supérieures mondiales (une catégorie qui a pu augmenter de 1% jusqu'à peut-être 20% aujourd'hui de la population globale) un niveau de vie matérielle et un style de vie qui surpasse même de loin les possibilités des « satrapes orientaux » de jadis.

En fait, comme le montrent les dilemmes des mouvements anti-systémiques, le monde actuel ne doit pas affronter un progrès inévitable, mais un vrai choix historique. La bourgeoisie mondiale, « bourgeoisifiée » malgré elle, lutte pour survivre. En se transformant en bourgeois, maîtres d'un nouveau mode de production, les nobles de l'Europe féodale ont survécu à la grande crise structurelle qui touchait l'aristocratie ; de même, de nos jours la bourgeoisie essaie déjà de survivre à la crise structurelle qui la touche en se transformant en un « x » encore mystérieux, maître d'un nouveau mode de production.

Cette évolution, toujours possible, n'est pourtant pas inévitable. L'autre possibilité serait la création, dans les cent années à venir, d'un ordre socialiste mondial, fondé sur un système de production rapportée à l'usage réel, un nouvel ordre mondial qui, en faisant disparaître le système interétatique, conduirait au dépérissement des États, qui conduirait à une égalité suffisante dans la distribution des ressources, du temps, de l'espace et des rôles sociaux. Un tel système ne doit pas être une utopie, ni s'inscrire hors de l'histoire. D'ailleurs, il est tout à fait impossible aujourd'hui d'en prédire les formes institutionnelles. Mais cette autre possibilité formerait bel et bien un progrès.

La question qui se pose à nous, la seule qui présente vraiment un intérêt moral ou politique, est de savoir comment, dans ce crépuscule du système historique qu'est le capitalisme, nous pouvons rendre plus probable une issue relativement égalitaire. À cette question, je n'ai pas de réponse toute prête. Mais j'ai observé que depuis environ cent ans, les soulèvements les plus progressistes dans les impulsions et les actions collectives, ceux qui ont laissé les traces les plus positives, ont toujours eu lieu au cours des dernières étapes de mobilisation politique, c'est-à-dire au moment où les mouvements anti-systémiques échappent à tout contrôle. Une fois que ceux-ci ont obtenu le pouvoir, ces soulèvements deviennent plus pragmatiques, moins effervescents ; il arrive même qu'ils meurent d'inanition, de déception, ou qu'ils soient activement réprimés.

Je ne prétends pas que les mouvements anti-systémiques doivent toujours refuser le pouvoir d'État, ni que l'exercice du pouvoir ne réserve aucun espoir. Mais j'en conclus qu'à moins d'une stratégie de

lutte plus large, plus complexe, nous n'arriverons jamais, pour l'ensemble du monde, à un ordre socialiste égalitaire. Là-dessus, j'aurais quelques suggestions à faire : aucune n'est pensée jusqu'au bout, et toutes peuvent s'avérer insuffisantes. Cependant, ces perspectives d'action me paraissent porter un espoir.

Tout d'abord, trois types de mouvements anti-systémiques sont apparus dans les trois « mondes » politiques de l'après-guerre : les mouvements de libération nationale dans les États « pré-révolutionnaires » de la périphérie ; les « nouveaux » mouvements sociaux, multiformes, dans les principaux États du centre, qui organisent toutes sortes de groupes, jusque-là laissés à eux-mêmes ; enfin, les tentatives récentes pour créer des mouvements critiques au sein des partis au pouvoir ou hors d'eux, dans les États « post-révolutionnaires ». Dans la mesure où chaque segment reflète une forme différente de contestation -une opposition à l'économie-monde capitaliste comme à tous ses dérivés - ces mouvements anti-systémiques devront imaginer comment ils pourraient former, au lieu de trois, une seule famille.

En second lieu, ces mouvements devront repenser leur relation aux mouvements ouvriers existants. C'est une question fondamentale. En effet, si Marx a eu raison, si la société mondiale est bien polarisée entre bourgeois et prolétaires, alors, même si le pourcentage varie selon les États, les prolétaires forment au moins 80% de la population mondiale, et composent la majorité au sein des trois nouveaux types de mouvements.

En troisième lieu, au sein du système-monde moderne, le pouvoir d'État n'est qu'une forme de pouvoir particulière. Il en existe bien d'autres - économiques, sociales, culturelles. Cessons d'y voir de simples moyens pour l'obtention du pouvoir politique. Nous devons les penser pour elles-mêmes, comme les parties coordonnées d'un champ global, où nous livrons bataille. Sans pour autant le négliger, nous devons « défétichiser » le pouvoir d'État.

Par ailleurs, il nous faut démonter totalement, et de manière systématique, le consensus que nous a légué le XIXe siècle dans la science sociale : libéralisme et marxisme classique en forment les deux variantes principales. A partir de l'évolution réelle du monde, nous de-

vons refondre notre théorie, et par-dessus tout, notre historiographie. Il nous faut suivre le conseil de Marx : *Hic Rhodus, hic Salta !*

Finalement, il faudrait repenser notre conception, bien métaphorique, de la transition. Depuis la fin du XIXe siècle, nous nous sommes embrouillés dans un pseudo-débat sur les voies, graduelles ou révolutionnaires, qui mènent au pouvoir. Pourtant, ces *deux* tendances étaient et ont toujours été essentiellement réformistes, car elles cherchaient dans la transition un phénomène contrôlable. Une transition qui est contrôlée, organisée, implique forcément une certaine continuité dans l'exploitation. Cessons de craindre une transition qui serait bouleversement, désintégration. La désintégration est désordonnée, elle peut se montrer quelque peu anarchique, mais elle n'est pas forcément désastreuse. Il n'y a pas de « révolutions » vraiment « révolutionnaires » sans un tel effondrement. Et si, au départ, les organisations peuvent jouer un rôle essentiel, pour faire sauter la croûte, il est douteux qu'elles puissent réellement servir à bâtir la nouvelle société.

Si ces lignes peuvent sembler trop aventureuses ou trop vagues, je demande qu'on réfléchisse à d'autres scénarios - celui que représente la transition historique de l'Europe depuis la féodalité jusqu'au capitalisme, et celui qu'on retrouve dans l'histoire, jusqu'à ce jour bien inégale et ambiguë, de nos mouvements anti-systémiques. En tout cas, je ne soutiens aucune forme de passivité, mais au contraire l'action, dans la pratique théorique, comme dans la volonté, réflexive et morale, de s'organiser, dans la lutte de classes qui oppose la majorité à la minorité, les exploités, spoliés de la plus-value qu'ils produisent, aux exploités qui l'accaparent et en vivent.

Quatrième partie :
Un retour chez Marx

Chapitre 12

Trois versions utopiques du marxisme: des idéologies en évolution

I

[Retour à la table des matières](#)

Nous sommes tous plus ou moins prisonniers de notre éducation. Pour moi, le concept d'utopie évoque immédiatement trois écrits : *L'Utopie* de Thomas More, *Socialisme utopique et socialisme scientifique* de Friedrich Engels, et *Idéologie et utopie* de Karl Mannheim. En fait, ces trois écrits correspondent chacun à un emploi spécifique de ce concept : en eux se reflètent, à travers un courant culturel, trois moments distincts dans l'histoire du système-monde moderne.

More ne laissait aucun doute sur le sens de son Utopie, ce lieu qui n'existe nulle part :

Je suis donc convaincu que les ressources ne peuvent être réparties également et justement, que les affaires des hommes ne peuvent être heureusement gérées à moins de supprimer la propriété privée. Aussi longtemps qu'elle subsistera, la meilleure et la plus nombreuse part de l'humanité portera un lourd et inévitable fardeau de misère et de soucis (More, 1983, 52-53).

C'est pourquoi je réfléchis à la constitution si sage, si moralement irréprochable des Utopiens, chez qui, avec un minimum de lois, tout est réglé pour le bien de tous, de telle sorte que le mérite soit récompensé et qu'avec une répartition dont personne n'est exclu chacun cependant ait une large part (More, 1983, 51-52).

Ainsi, pour More, l'Utopie c'était tout simplement la critique de la réalité capitaliste, au nom d'idéaux égalitaires. De plus, More pensait ouvertement que cette critique pouvait entraîner une action susceptible de rectifier la réalité. En bon fonctionnaire qu'il était, il était convaincu qu'une réforme par voie juridique pourrait réaliser l'utopie.

Dans *L'Utopie* de More, il y a deux éléments qu'on doit bien garder à l'esprit. Tout d'abord, son caractère homogène. Elle apparaît nettement dans la toute première description géographique : « L'île a cinquante-quatre villes grandes et belles, identiques par la langue, les mœurs, les institutions et les lois. Elles sont toutes bâties sur le même plan et ont le même aspect, dans la mesure où le site le permet. La distance de l'une à l'autre est au minimum de vingt-quatre milles, elle n'est jamais si grande qu'elle ne puisse être franchie en une journée de marche » (More, 1983, 58-59). Ce monde égalitaire et homogène est peuplé de citoyens d'une moralité sourcilleuse - « la récidive [dans l'adultère] est punie de mort » (More, 1983, 11) ; ils travaillent dur, le jour, dans les champs ou les ateliers, et prisent dans leur temps de loisir les activités intellectuelles et culturelles, sans oublier de consacrer une part du surplus collectif à l'entretien d'une élite intellectuelle et culturelle.

Pourtant, il faut noter ce second point : malgré toute cette unité, l'Utopie contient quand même une légère inégalité, que More a glissé, comme en passant, dans sa description. Même en Utopie, semble-t-il, il existe un certain nombre de « besognes quelque peu malpropres et fatigantes » (More, 1983, 78). Pour cela, on a des esclaves. Et pour les tâches dangereuses, des mercenaires « auxquels on donne une solde énorme » (More, 1983, 83). Apparemment, c'est parce que l'Utopie n'est qu'un pays particulier, au lieu de couvrir l'ensemble du monde. Mais heureusement, ce pays est bien protégé contre l'invasion grâce à son cadre naturel, détail si important qu'il inaugure la description géographique de More. Utopie est une grande île en forme de croissant,

où les habitants vivent sur les rivages de l'immense baie intérieure que tracent ses cornes, à onze milles l'une de l'autre :

L'entrée du port est périlleuse, à cause des bancs de sable d'un côté et des écueils de l'autre. A mi-distance environ se dresse un rocher, trop visible pour être dangereux, sur lequel on a élevé une tour de garde. D'autres se cachent insidieusement sous l'eau. Les gens du pays sont seuls à connaître les passes, si bien qu'un étranger pourrait difficilement pénétrer dans le port à moins qu'un homme du pays ne lui serve de pilote ; eux-mêmes ne s'y risquent guère, sinon à l'aide de signaux qui, de la côte, leur indiquent le bon chemin. Il suffirait de brouiller ces signaux pour conduire à sa perte une flotte ennemie, si importante fût-elle » (More, 1983, 57).

À la voir si bien protégée contre les flottes ennemies, on pourrait penser qu'Utopie est isolationniste. Mais il semble que l'île soit sujette à des fluctuations démographiques et donc connaisse une tendance à l'expansion. Tout d'abord, ces problèmes sont résolus par des transferts entre familles puis entre cités, mais toujours à l'intérieur de l'île. Toutefois, ces mesures sont parfois insuffisantes :

Mais lorsque la population totale de l'île dépasse le niveau que l'on estime convenable, on lève dans chaque ville des citoyens qui vont établir une colonie réglée d'après leurs lois. Ils vont partout où sont des terres vagues laissées en friche par les indigènes. Ils convoquent ceux-ci pour voir s'ils consentent à vivre avec eux. Ceux qu'ils trouvent favorablement disposés, ils se les associent en une communauté de vie et d'usages, pour le plus grand bien des deux peuples. En effet, leurs principes font souvent que la même terre qui donnait trop peu de pain pour une seule population en donne pour deux en abondance. Mais si les indigènes refusent d'accepter leurs lois, les Utopiens les chassent du territoire qu'ils ont choisi et ils luttent à main armée contre ceux qui leur résistent. Car une guerre, estiment-ils, se justifie éminemment lorsqu'un peuple refuse l'usage et la possession d'un sol à des gens qui, en vertu du droit résultant de la nature, devraient trouver de quoi se nourrir, alors que lui-même ne s'en sert pas, mais le laisse comme un bien inutile et vacant (More, 1983, 74-75).

Avec ces mercenaires payés d'une « solde énorme », on ne sait pas bien quelle part exacte du monde extérieur ces Utopiens égalitaristes soumettent à leurs lois. More ne l'indique jamais clairement. Payer des mercenaires semble être une façon, aussi valable qu'une autre, de dépenser l'argent : celui-ci en tout cas ne manque pas, puisque « tous les

moyens leur servent [ainsi] à dégrader l'or et l'argent » (More, 1983,85).

À relire *L'Utopie* de More, on comprend l'attitude d'Engels à l'égard des utopistes ultérieurs. L'Utopie, c'était simplement l'expression parfaite du « royaume de la raison » (Engels, 1977, 83), une conception bourgeoise. C'est une version du socialisme, c'est-à-dire de la vie collective égalitaire, qui « est l'expression de la vérité, de la raison et de la justice absolues, et il suffit qu'on [la] découvre pour qu'[elle] conquière le monde par la vertu de sa propre force. Comme la vérité absolue est indépendante du temps, de l'espace et du développement de l'histoire humaine, la date et le lieu de sa découverte sont un pur hasard » (Engels, 1977, 113-115). Mais ce « règne de la raison n'était rien d'autre que le règne idéalisé de la bourgeoisie » (Engels, 1977, 83-85). C'est pourquoi elle reflétait seulement les intérêts de cette bourgeoisie, comme classe sociale désormais dominante. More représentait la première expression, prophétique, de cette conception qui, par la suite, s'est largement répandue parmi les penseurs des Lumières.

En bref, pour Engels, l'Utopie était une idéologie, définie, comme toutes les idéologies, par son appartenance à une classe. Le contraire de l'idéologie, pour Engels, c'était la science, et donc le contraire du socialisme utopique devait être le socialisme scientifique. Il devait nécessairement résulter des évolutions au sein du monde capitaliste : « La lutte des classes entre le prolétariat et la bourgeoisie passait au premier plan de l'histoire des pays les plus avancés d'Europe, proportionnellement au développement de la grande industrie d'une part, de la domination politique nouvellement conquise par la bourgeoisie d'autre part... En conséquence, le socialisme n'apparaissait plus maintenant comme une découverte fortuite de tel ou tel esprit de génie, mais comme le produit nécessaire de la lutte de deux classes produites par l'histoire, le prolétariat et la bourgeoisie » (Engels, 1977, 133-135). C'est pourquoi, pour Engels, les élucubrations subjectives sur une société morale étaient forcément dépourvues de toute pertinence théorique, et politiquement néfastes. L'Utopie était une notion indigente, au mieux, une fantaisie subjective. Car la transformation sociale, de son côté, formait un processus objectif qui ne dépendait pas du bon vouloir de technocrates réformistes : « En transformant de plus

en plus la grande majorité de la population en prolétaires, le mode de production capitaliste crée la puissance qui, sous peine de périr, est obligée d'accomplir ce bouleversement... Le prolétariat s'empare du pouvoir d'État et transforme les moyens de production d'abord en propriété d'État » (Engels, 1977, 177). À ce point, que se passe-t-il ? Survient chez Engels une évocation du futur, image parfaitement claire, et très célèbre : « Le premier acte dans lequel l'État apparaît réellement comme représentant de toute la société - la prise de possession des moyens de production au nom de la société - est en même temps son dernier acte propre en tant qu'État. L'intervention d'un pouvoir d'État dans des rapports sociaux devient superflue dans un domaine après l'autre, et entre alors naturellement en sommeil. Le gouvernement des personnes fait place à l'administration des choses et à la direction des processus de production. L'État n'est pas aboli, il "s'éteint" » (Engels, 1977, 179). Concernant cet espace socialiste, où l'État aurait disparu, Engels n'aborde même pas, à la différence de More, le problème de ses relations avec le reste du monde. Pas de forteresse naturelle en forme de croissant. Pas de mercenaires. Mais aussi pas d'impérialisme. C'est, sans aucun doute, une utopie bien plus utopique que ne l'est celle de More.

Karl Mannheim, lui, ne revendiquait pas le rôle du grand commis d'État, ni du révolutionnaire : tout aussi délibérément, il se voulait un intellectuel. Confronté à un monde piétiné par les fascismes, déçu par les approches de More comme de Engels, il a cherché, et cru trouver, une autre voie vers un monde meilleur. Son principe fondamental, c'était la distinction entre deux types de constructions intellectuelles, les idéologies et les utopies. De son propre aveu, il partait de la théorie marxiste, « qui, la première, mit l'accent sur le rôle de la position de classe et des intérêts de classe dans la pensée » (Mannheim, 1956, 70). Mais, poursuivait-il, il en résultait une position relativiste qui nous conduisait à un dilemme théorique : « Du moment où nous reconnaissons que toute connaissance historique est une connaissance relationnelle et ne peut être formulée qu'en rapport avec la position de l'observateur, nous nous trouvons une fois de plus contraints de discriminer le vrai du faux dans une telle connaissance. Une question s'élève alors : quel point de vue social vis-à-vis de l'histoire offre la chance la plus sûre d'atteindre un optimum de vérité ? En tout cas, à ce degré, il faudra renoncer au vain espoir de découvrir la vérité dans

une forme indépendante d'un jeu de significations socialement et historiquement déterminées » (Mannheim, 1956, 78). Cela dit, Mannheim n'a pas vraiment résolu le problème qu'il posait. D'un côté, il avançait comme point de vue de vérité optimal de « l'intelligentsia sans attaches sociales » (*freischwebende intelligenz*) d'Alfred Weber, qu'il présentait comme une « couche sociale sans véritable point d'attache, *relativement* dégagée des identités de classe » (Mannheim, 1936, 155). Pourtant, Mannheim lui-même mettait en italique ce mot « *relativement* » cette thèse est bien difficile à soutenir, et ce, pour une raison simple elle est bien trop complaisante, un caractère que la notion d'idéologie est censée après tout expliquer. De plus, si on met à part la question des détenteurs de la vérité ultime, synthèse de tous les points de vue, la thèse de Mannheim est encore bien faible sur les critères de vérité. Il soutenait qu'une théorie « est mauvaise si, dans une situation pratique donnée, elle use de concepts et de catégories qui, pris au sérieux, empêcheraient l'homme de s'adapter à ce plan historique » (Mannheim, 1956, 103). Évidemment, cela ne fait que déplacer le problème initial. Car comment, et par quels biais, saurons-nous ce qu'est un « ajustement », et j'ajouterais : ce qu'il devrait être ?

Mannheim avait compris les problèmes que posaient les conceptions d'Engels pour qui l'utopisme n'était qu'une idéologie, mais il n'avait pas réussi pour autant à les résoudre autrement que par un tour de passe-passe. A-t-il fait mieux en exposant ce qu'il appelait la mentalité utopique ? Tout d'abord, disait-il, si on définit un état d'esprit utopique par son « désaccord avec l'état de réalité dans lequel il se produit » et donc par son impuissance, on s'attaque à des moulins à vent. En effet, il existe des états d'esprit qui non seulement se situent « hors de la réalité » mais qui, du même coup, « tendent à rompre les liens de l'ordre existant » (Mannheim, 1956, 124-125). Et c'est à de tels états d'esprit qu'il réservait le terme d'« utopie », en délaissant les rêveries inopérantes. Pour Mannheim, ce sont précisément ces dernières qui sont proprement les idéologies, qu'on pourra définir comme ces « idées transcendant les situations qui ne réussissent jamais *de facto* à réaliser leur contenu » (Mannheim, 1956, 128) ³¹. En ce sens, Engels aurait eu raison de dénoncer les utopies de Saint-Simon, de Fou-

³¹ La traduction française a été légèrement modifiée.

rier et d'Owen, comme de pures idéologies. Mais une question demeure : Marx était-il un utopiste, au sens même de Mannheim ³² ?

Mannheim lui-même clôturait cette discussion sur une remarque curieuse, plutôt provocante. Il reprenait l'histoire des idées utopiques dans le système-monde moderne, en soulignant ce qu'il considérait comme quatre « formes » de la mentalité utopique : le « Chiliasme », millénarisme orgiaque des Anabaptistes, l'idée libérale-humanitaire, l'idée conservatrice et l'utopie socialiste-communiste. Cet ordre de présentation paraîtra étrange, à moins de comprendre que Mannheim range ces quatre formes en suivant un ordre croissant dans la détermination historique. Ainsi, le « Chiliasme » formait une vision du monde totalement anhistorique : il n'y avait aucune place pour le passé ou le futur. Tout y existait au présent, tout y était immédiatement possible. Nous occupons toujours quelque lieu sur la scène spatiale et temporelle ; mais, du point de vue de l'expérience chiliastique, la position que nous occupons n'est que fortuite. Pour le vrai chiliaste, le présent devient la brèche par laquelle ce qui était auparavant intérieur jaillit soudain, s'empare du monde extérieur et le transforme » (Mannheim, 1956, 160).

Le libéralisme nous rapproche déjà plus du *hic et nunc*, de l'actualité, mais toujours dans une forme qui faisait appel « à la volonté libre et maintenait vivant le sentiment de n'être ni déterminé ni conditionné » (Mannheim, 1956, 181) ³³. Le conservatisme achevait ce mouvement d'approche ; avec lui on atteignait l'actualité historique : « L'utopie, en ce cas, est incorporée, dès le début, à la réalité existante. (...) C'est, ou bien en nous, comme "une force travaillant silencieusement" (Savigny), perçue subjectivement, ou bien comme une entéléchie qui s'est manifestée dans les créations collectives du peuple, de la nation ou de l'État, telle une forme intérieure qui est, le plus souvent, constatable morphologiquement » (Mannheim, 1956, 186-188).

Pour Mannheim, c'est l'utopie socialiste-communiste qui en un sens, offrait la véritable *Aufhebung* de ce processus :

³² Cette thèse a été défendue par E. K. Hunt (1984), mais sans aucune référence à Mannheim.

³³ La traduction française a été légèrement modifiée.

Pour le socialiste, c'est la structure sociale et économique de la société qui devient une réalité absolue. Elle devient l'élément porteur de cette totalité culturelle que les conservateurs ont déjà aperçue comme une unité. (...) L'utopie, qui atteint ici le rapport le plus étroit avec la situation historico-sociale de ce monde, manifeste ce rapprochement non seulement en localisant de plus en plus son but dans le cadre même de l'histoire, mais en élevant et spiritualisant la structure sociale et économique immédiatement accessible. Ce qui se produit ici, c'est essentiellement une intégration particulière du sens conservateur du déterminisme, à ces utopies progressistes qui s'efforçaient de refaire le monde (Mannheim, 1956, 200-201).

Si Mannheim terminait son panorama historique par cette curieuse remarque, bizarre mais très actuelle, très pertinente, c'était pour proposer une mise en perspective historique des mouvements sociaux. A mesure que leur base sociale (en termes de classes) « s'élargit », et qu'ils remportent plus de succès, leur point de vue se transforme dans le sens d'une plus grande concrétude historique et donc, ils passent au conservatisme. (Mais alors, doit-on demander, pourquoi pas au socialisme-communisme, puisque, de ces quatre visions du monde, il représente, comme on vient de le démontrer, la forme historiquement la plus concrète ?). Mannheim termine sur une note particulièrement pessimiste, qui ramène finalement tout ce que son livre prétendait conjurer :

La pensée socialiste qui, jusqu'ici, a démasqué toutes les utopies de ses adversaires comme idéologies, n'a jamais soulevé le problème de la détermination au sujet de sa propre position. Elle ne s'est jamais appliquée cette méthode à elle-même et n'a jamais maîtrisé son désir d'être absolue. Il est néanmoins inévitable qu'ici aussi l'élément utopique disparaisse à mesure que s'accroît le sentiment de la détermination. Nous approchons ainsi d'une situation dans laquelle l'élément utopique, par ses nombreuses formes divergentes, se sera (en politique tout au moins) complètement annihilé. Si l'on s'efforce de suivre les tendances qui existent déjà et de les projeter dans l'avenir, la prophétie de Gottfried Keller : « Le triomphe ultime de la liberté sera stérile » commence à revêtir, pour nous du moins, une signification de mauvais augure (Mannheim, 1956, 213-214).

Ainsi, dit Mannheim, l'idéologie est morte ou bien elle agonise. Le marxisme l'a réduite à néant, il l'a enterrée. Amen ? Mais, hélas, c'est, avec elle, l'utopie qui meurt à son tour. Et, avec cette mort, le rationalisme aura signé sa propre perte : « Ainsi, après une longue évolution

tourmentée, mais héroïque, ce serait précisément au stade le plus élevé de la prise de conscience, quand l'histoire cesse d'être un destin aveugle et devient de plus en plus la création personnelle de l'homme, que la disparition des différentes formes de l'utopie ferait perdre à celui-ci sa volonté de façonner l'histoire à sa guise, et, par cela même, sa capacité de la comprendre » (Mannheim, 1956, 233).

II

Si j'ai longuement souligné ces différents sens de l'utopie, c'est pour les rapporter aux différentes versions du marxisme. Comme toute vision du monde liée à un mouvement social, le marxisme a bien sûr dû subir, dans toute son existence, des attaques incessantes. Mais celles-ci portaient sur deux aspects plutôt contradictoires. D'un côté, on lui reprochait d'être utopique (ou de l'être trop), et de l'autre, de ne pas l'être assez (ou de ne pas l'être du tout). Comme nous l'avons vu, tout dépend du contenu que l'on donne au concept d'utopie, et aussi, de ce que l'on entend par marxisme.

À mon avis, il y a eu trois périodes dans l'histoire du marxisme. La première, c'est l'époque de Marx lui-même, elle va des années 1840 à sa mort en 1883. Non pas que sa mort forme en elle-même un tournant, mais elle a permis le développement d'une tendance qui, déjà existante, ne pouvait prendre une forme fixe de son vivant. Avec sa mort a commencé l'époque du « marxisme orthodoxe ».

C'est un phénomène curieux, très particulier, que le marxisme orthodoxe. Historiquement, il résultait de deux expériences : celle du Parti social-démocrate allemand (autour des années 1880-1920) et de l'expérience bolchevique (d'environ 1900 à 1950). En résumé, c'était, si j'ose dire, l'addition de Kautsky, de Lénine et de Staline. Il en est sorti un ensemble d'idées relativement codifié, qui, dans ses pires moments, a tourné au catéchisme. Comme tous les catéchismes, il présentait le caractère plutôt déroutant de produire une série de vérités immuables soumises à révision périodique et ce, en réponse aux intérêts politiques les plus immédiats et les plus éphémères. C'était, pour utiliser une métaphore française, l'histoire structurelle vue à travers le prisme de l'histoire événementielle.

Le marxisme orthodoxe, c'était le marxisme des partis ³⁴. On peut dater sa naissance du Congrès de Gotha, dont le programme a suscité la fureur de Marx. Dans le cas de la IIe Internationale, il est mort lentement et sans souffrir, pour enfin être inhumé dans les règles, à Bad Godesberg, en 1959. Mais pour la IIIe Internationale, ce fut une mort convulsive et douloureuse. La lecture par Khrouchtchev du Rapport Secret, au XXe Congrès du PCUS lui porta un coup mortel, même si encore son fantôme hante ici et là la planète (ainsi, par exemple, dans le Parti communiste portugais). Quand je dis que le marxisme orthodoxe est mort, je veux dire bien sûr qu'il est mort comme utopie. Car en tant qu'idéologie, il a montré une grande résistance, malgré l'hypothèse un peu naïve de Mannheim qui pensait qu'avec la critique marxienne des idéologies, celles-ci devaient perdre leur crédibilité, et tout bonnement disparaître.

La troisième période du marxisme a commencé dans les années 1950 ; c'est toujours celle où nous vivons. C'est l'époque des 1000 marxismes, l'époque du marxisme « éclaté » (Lefebvre, 1980). Là, point d'orthodoxie ni même de version dominante. On a manié le terme de marxisme pour désigner tant de visions du monde différentes que son contenu semble totalement édulcoré. Nous allons vers une transformation linguistique similaire à celle qui eut lieu lorsque Constantin fit du christianisme la religion officielle de l'Empire romain. Y a-t-il un paganisme auquel on n'aurait pu ajouter un vernis de christianisme ? Malgré tout, parmi ces mille marxismes, il y a quand même « des marxismes marxistes », toujours critiques envers la réalité du monde capitaliste, qui renouvellent leur quête d'une utopie sans laquelle, comme Mannheim l'a si justement montré, aucune compréhension du monde n'est possible.

L'utopie marxiste qui prévalait à l'époque de Marx, c'était en fait *L'Utopie* de More. Celle-ci était avant tout une critique du monde capitaliste, au nom d'une possible alternative humaine -et il suffisait de la proclamer pour qu'elle se réalise dans l'histoire, à plus ou moins

³⁴ C'est la raison pour laquelle Norbert Elias me suggérait de substituer à cette appellation de « marxisme orthodoxe », celle de « marxisme des partis », soulignant ainsi la « base matérielle » de ces idées.

bref délai. Engels pouvait tonner à sa guise contre Saint-Simon, toutes ses critiques s'appliquaient presque mot pour mot à ses propres écrits, comme à ceux de Marx. À vrai dire, l'un et l'autre étaient étonnamment saint-simoniens quand ils évoquaient une utopie morale, productiviste, intellectuelle (voir Meldolesi, 1982), cette utopie même que More avait, comme on l'a vu, déjà esquissée dans son traité prophétique.

La vision politique dans cette première période du marxisme était essentiellement millénariste : elle attendait le jour de l'accomplissement final. Ce jour-là, la classe ouvrière se soulèverait, ferait la révolution, et alors on en aurait fini avec l'État. Après l'échec de 1848, Marx a écrit des analyses très détaillées, infiniment complexes et subtiles, pour expliquer pourquoi, en 1848, la situation n'était pas encore mûre. Ce type de révolution a failli se réaliser lors de la Commune de Paris qui pour cette raison, est devenue le symbole même des possibles utopiques de cette première ère marxiste. Pourtant, nous le savons maintenant, la Commune de Paris, c'était bien moins l'annonce de bouleversements politiques à venir, que l'ultime sursaut d'un socialisme millénariste.

Le marxisme de la période orthodoxe a pour l'essentiel rejeté l'utopie du temps de Marx. Mais on le fit en trichant, sans le dire. Au moins Bernstein a-t-il reconnu cet abandon. Mais Kautsky, Lénine et Staline refusèrent farouchement de l'admettre, tout en agissant de même. De la sorte, le marxisme a changé de visage : à l'origine, c'était le discours d'une fraternité millénariste, il finit par représenter des partis organisés, opérant dans le monde réel. Bien sûr, il arrivait parfois que l'organisation soit contrainte à la clandestinité. Néanmoins, les partis poursuivaient un objectif très concret, parfaitement terrestre - le pouvoir d'État, c'est-à-dire le contrôle sur l'appareil exécutif d'un seul État souverain.

Aussi, concernant l'utopie, le langage du marxisme orthodoxe renvoyait en général aux thèses d'Engels. L'utopie représentait les propositions irréalisables qu'avançaient les naïfs, les impatientes ou les traîtres. L'utopie n'était qu'un piège idéologique. Ce n'est pas la réalisation du désir, mais la science, qu'incarnait le parti, la science rationnelle, méthodique, efficace. Sans doute, pour déterminer selon ces cri-

tères la meilleure politique, on ne pouvait éviter les débats internes : ils furent vigoureux, c'est le moins qu'on puisse dire. C'est sur cette question, après tout, que se fit la scission entre la IIe et la IIIe Internationale.

Dans ces Partis du marxisme « orthodoxe », si hostiles à la notion d'utopie, y avait-il malgré tout une mentalité utopique ? Oui, exactement de la même façon que dans le pamphlet d'Engels. Malgré tous les efforts pour la désavouer, l'utopie était bien là : elle s'exprimait alors dans cette idée de société sans classe, rapidement décrite, mais évidemment supposée parfaite, qui nous attendait à la fin de l'histoire, juste au-dessus de l'horizon. C'est à partir du présent, dans l'actualité, qu'il fallait l'atteindre : pour marcher, ou même courir vers elle, il fallait suivre la voie que le Parti nous traçait, rationnelle, méthodique et efficace. Dès lors, on devait se concentrer sur l'actualité politique, en faire l'alpha et l'oméga de ses préoccupations : l'utopie alors s'accomplirait d'elle-même. Un jour, peu après la révolution, on comprendrait soudain que l'administration des choses aurait remplacé le gouvernement des hommes. On se frotterait les yeux, on chanterait des actions de grâce. Mais pour le moment, il fallait agir, ici et maintenant : « Camarades, retournons au dur labeur du présent ; assurons, accélérons la marche de la révolution ; renforçons la position politique du parti. »

Dans la période des 1000 marxismes, l'utopie est avant tout en quête d'elle-même. On rejoint à présent l'inspiration de Mannheim. Ainsi, pour l'utopie de la première époque, on s'accorde sur son caractère inefficace, idéaliste : aussi on lui refuse le statut d'une utopie authentique. Quant à la seconde période du marxisme, on en conserve certains acquis, pour affirmer l'importance de l'actualité, pour dénoncer les usages idéologiques de l'utopie, mais on insiste sur la nécessité d'appliquer également cette analyse au marxisme orthodoxe. N'est-ce pas, au fond, le propos de toutes ces innombrables critiques du « socialisme réel » ?

C'est ainsi, qu'à l'époque des 1000 marxismes, l'utopie marxiste entend proposer, exactement comme le voulait Mannheim dans ses analyses théoriques, une solution à tous ces dilemmes : elle se veut une utopie efficace, elle refuse de se réduire à une simple idéologie. Mais

si on demande comment une telle utopie pourrait vraiment former un « ajustement » efficace au réel, dépouillé de toute idéologie, on est contraint de répondre qu'on n'en sait rien : on n'en a encore aucune preuve. Mais l'époque des 1000 marxismes n'est pas encore terminée. Elle ne fait que commencer.

III

Qu'il y ait eu, dans l'histoire du marxisme, trois époques différentes, cela n'est pas un hasard. Comme Marx lui-même nous l'a appris, lorsque des systèmes de pensée sont liés à des mouvements sociaux, c'est qu'ils résultent toujours de processus historiques plus vastes. Aussi, on remarquera sans trop de surprise qu'aux trois époques du marxisme, correspondent trois périodes parallèles dans les sciences sociales, périodes qui elles-mêmes ne sont pas sans lien avec les trois sens en usage pour la notion d'utopie.

Il a fallu du temps pour que les sciences sociales voient le jour. La théologie chrétienne a absorbé et subordonné la philosophie grecque. Le difficile nouveau, dans l'Europe chrétienne, de la philosophie, comme savoir séparé de la théologie, est sorti d'un long et patient effort pour construire un espace intellectuel où l'on pourrait analyser les réalités changeantes, évolutives, du monde moderne. En cela, on s'opposait aux vérités théologiques qui, par définition, sont éternelles. D'un tel effort, on peut facilement mesurer le succès et les limites. Ainsi pour le succès : à la fin du XVIIIe siècle était désormais consacrée l'autonomie intellectuelle de tout ce qui prenait place sous l'ample toge de la philosophie - ampleur qu'aujourd'hui encore, dans nos universités, le grade le plus élevé rappelle par son nom : le Ph.D. (« doctorat en philosophie »). On n'exigeait plus qu'une référence rituelle, toute formelle, à l'existence de Dieu. Mais aussi les limites : ce savoir restait de la philosophie, il reposait sur l'exigence perpétuelle de formuler l'analyse de ce monde en termes de puissance humaine, au nom du bien qui est le vrai. Ainsi, l'histoire était avant tout édifiante, et l'enquête sociale centrée sur les problèmes de prescription. Dans cette première période, *L'Utopie* de More, c'était en ce sens la quintessence de la science sociale. De même pour les écrits de Rousseau et de Hegel. D'ailleurs, on ferait mieux, sans doute, de comprendre dans cette

perspective les économistes classiques, jusqu'à Marx inclus : ils ne sont pas seulement les initiateurs de l'ère scientifique, ils forment aussi, et peut-être plus encore, l'expression parfaite de cette période philosophique dans la science sociale.

La période qui suivit fut l'époque des savants. Évidemment, on doit dater sa naissance (mais pas sa conception !) de la Révolution française : le traumatisme de naissance fut profond. C'est que la Révolution française a moins changé le monde que notre manière de le voir. Les événements qui eurent lieu de 1789 à 1815 ont imprimé dans les consciences l'idée que l'on pouvait transformer les institutions. De même, en chacun ils imprimèrent ce conflit interne au système-monde, cette tension irrémédiable qui oppose ses structures globales (les réseaux de l'économie-monde, le système interétatique, la culture de la science universelle) et ses lieux politiques singuliers (les États-nations qui se créaient alors, avec leurs frontières et leurs particularités qu'ils se devaient de développer).

Pour créer une utopie, il fallait faire plus que décrire l'Utopie. Une telle description, à cette époque, était considérée comme une perte de temps. Il fallait réfléchir sur les faits, d'une manière rationnelle, méthodique et efficace. Autrement dit : on devait écrire l'histoire « comme elle s'était réellement passée ». Il fallait donc une analyse proprement scientifique du champ social - logique, empirique, quantifiée. Il fallait un corps de chercheurs spécialisés, formés dans les multiples « disciplines » qui commençaient à obtenir une existence officielle et des intitulés dans chaque université, comme dans l'ensemble plus large des sociétés savantes, nationales et internationales.

La science sociale impliquait bien sûr le rejet de l'utopie comme idéologie. Quelle différence y a-t-il entre Engels qui rejette Saint-Simon comme trop subjectif, et Max Weber qui appelle à une sociologie délivrée des jugements de valeurs ? Du Parti de l'orthodoxie marxiste, au corps des professionnels de la science sociale, quelle différence au fond, dans leur travail acharné, implacable, seule voie crédible pour atteindre la Révolution pour l'un, et pour l'autre la Vérité scientifique ? Au bout du compte, on voyait se profiler à l'horizon la même utopie implicite.

Généralement, on a décrit l'histoire intellectuelle des deux derniers siècles comme un combat entre deux Titans, le libéralisme et le marxisme. Le libéralisme dominait les structures d'État et les universités, spécialement dans les sciences sociales ; quant au marxisme, il représentait l'opposition : au moins jusqu'en 1917, il est resté exclu de ces structures d'État, et jusqu'à une date très récente, de l'essentiel des universités. On peut bien s'attarder sur les différences qui opposent ces deux colosses, ces *Weltanschauungen*. Mais on gagnera plus à comprendre leurs nombreuses convergences : on devrait comprendre qu'elles ont rendu possible un gigantesque consensus, une vulgate libérale-marxiste, qui servit aussi bien de base à la science sociale universitaire qu'au marxisme orthodoxe. En effet, les sciences sociales et le marxisme ont pris également l'État moderne pour l'entité de base où se déploient les faits sociaux ; pour eux, c'était bien plus un présupposé, implicite, qu'une hypothèse déclarée. Tous deux aussi ont vu, dans la version baconienne et newtonienne de la science, la seule vision du monde rationnelle qui soit concevable, et ils travaillèrent à sa réalisation. De même, ils ramenaient la transformation heureuse du monde au travail d'une élite définie sur des critères intellectuels. Enfin et surtout, ils croyaient également en la suprême efficacité du progrès : pour eux celui-ci était non seulement possible et désirable, mais il exprimait une loi d'évolution, il était inévitable - pour les marxistes, la révolution était dans cette évolution un moment de transition nécessaire. Dans cette conception du caractère inévitable du progrès, résidait leur commune mentalité utopique.

Aujourd'hui, nous sommes dans une troisième période de la science sociale. Elle ne porte pas de nom précis. Après les sciences sociales philosophiques et les sciences sociales scientifiques, nous sommes, ou nous entrons, dans la période des sciences sociales qu'on pourrait appeler « l'interprétation des processus ». Son commencement, lui aussi, est difficile à préciser. Il remonterait en gros à l'après-guerre, peut-être seulement aux années 1960. Encore aujourd'hui, nous sommes dans ce moment de transition. Cette nouvelle science sociale, elle aussi, rejette la « philosophie » comme une utopie idéologique. Elle partage sur ce point les mêmes principes que l'ancien positivisme. Mais elle rejette aussi ce dernier qu'elle taxe à son tour d'idéologie. C'est toujours le même thème qui revient : elle travaille à résoudre les vieux dilemmes en cherchant une utopie vraiment effi-

cace - une science libérée aussi bien du moralisme que de l'abandon nihiliste de toute valeur, une science assez efficace pour nous rendre à même d'« ajuster » le monde. C'est une science sociale engagée dans la « recherche d'une méthode ».

Tout d'abord, elle commence par rejeter l'utopie qui restait implicite dans le consensus libéral-marxiste de la seconde période. Ainsi l'unité qui fait l'objet de l'analyse devient elle-même un thème de réflexion. Cette troisième période est sceptique : elle doute que la science baconienne et newtonienne puisse former la seule version défendable du savoir ³⁵. Pour elle, c'est plus dans une sorte d'interprétation contrôlée que dans l'affirmation de lois universelles que réside l'objet de l'activité scientifique. Même scepticisme sur la « neutralité » des scientifiques : ces masses dont ils prétendent représenter les intérêts, pourquoi faudrait-il qu'ils s'en isolent ? Elle doute que cette coupure ait jamais été justifiée. Néanmoins, ce faisant, elle ne refuse pas de distinguer entre la pensée scientifique et l'action politique. Enfin et par-dessus tout, elle émet de sérieux doutes sur notre idée reçue du progrès. Non pas au nom d'un néo-conservatisme pour qui aucun progrès ne serait vraiment possible, ni même souhaitable, mais parce qu'elle dénie au progrès tout caractère d'évolution nécessaire. Le progrès est possible sans être inévitable, comme on peut éviter la régression toujours possible : voilà qui repose tous les problèmes de l'utopie, rétablit la possibilité, et même impose la nécessité d'un choix historique. Le seul grand problème, c'est qu'en aucun cas, ce choix n'est facile.

IV

Que conclure alors de cette multiplicité dans les formes de l'utopie, du marxisme et de la science sociale ? Tout d'abord, dans cette troisième période, nous ne pouvons nous reposer sur le savoir accumulé dans la période antérieure. D'un tel savoir, on ne saurait contester l'existence, mais sous sa forme actuelle, il est devenu en partie inutile : il nous faut le découper, le réduire en lambeaux, pour le reprendre sous des formes plus utilisables. S'y refuser, ce serait retomber, une

³⁵ Elle rejoint sur ce point un mouvement qui s'est fait jour dans les sciences physiques. Cf. Prigogine et Stengers (1979).

fois de plus, dans la gigantesque impasse où se sont retrouvés, dans les années 1960, le marxisme orthodoxe et les sciences sociales positives.

Ensuite, nous devons méditer sur nos utopies. Mannheim voyait très juste, en affirmant que l'abandon des utopies conduit à l'abandon de toute volonté rationnelle. C'est la même lucidité, aussi, qui lui faisait dire qu'une utopie dépourvue d'effet n'est pas digne de ce nom. Mais, en mettant en balance l'idéologie et l'utopie, il nous a probablement fourvoyés comme si l'une excluait l'autre.

Les utopies sont toujours idéologiques ³⁶. Sur ce point, Engels et Marx étaient dans le vrai, même si eux-mêmes, ne l'oublions pas, n'ont pas su s'en garder dans leur présupposé, tout aussi utopique, qu'il y aurait un jour une fin à l'histoire, où le monde serait délivré des idéologies. Si nous voulons progresser, il ne suffit pas, à mon sens, d'accepter la contradiction comme la clef majeure du monde social, nous devons aussi accepter son caractère tenace, irréductible, hypothèse étrangère au marxisme orthodoxe. La contradiction, c'est la condition humaine. Dans notre recherche de l'utopie, nous devons bien moins éliminer les contradictions, que travailler à supprimer, avec l'inégalité matérielle, toutes ses piteuses conséquences, ses conséquences brutales et inutiles. En soi, c'est un objectif qui mérite de voir le jour.

C'est en ce sens que l'utopie est un devenir, qui définit toujours le meilleur par la critique des états de faits. C'est pourquoi elle ne pourrait jamais produire ses fruits sous l'action d'une minorité agissant au nom des autres : il faudra que la majorité agisse en son propre nom. Qu'une pareille conception puisse paraître utopique, je l'accorde volontiers, mais au sens où l'entendait Mannheim : comme une force de

³⁶ Ici nous devons nous rappeler l'explication que donnait Norbert Elias pour expliquer pourquoi Mannheim tenait tant à distinguer l'utopie de l'idéologie : « A l'utopie, qui implique forcément l'idéologie, Mannheim attribue pourtant une position privilégiée, extérieure aux idéologies, et ce, malgré sa propre thèse sur le caractère idéologique de toute théorie. Je me suis souvent demandé si Mannheim, après avoir déterminé le socialisme comme idéologie, ne cherchait pas, instinctivement, une issue pour le dégager de cette condition forcément relative » (Elias, 1984, p. 36).

transformation efficace et rationnelle. Quoi qu'il en soit, même s'ils peuvent jouer un rôle dans ce processus, ce n'est pas une intelligentsia sans attaches sociales, ni le moindre parti qui pourront accomplir par eux-mêmes cette transformation.

La tâche qui nous attend consiste précisément à replacer les activités des organisations politiques, comme celles de l'intelligentsia - c'est-à-dire la science sociale - dans un cadre où, en opposition comme en association, elles puissent éclairer les choix politiques au lieu de prétendre en disposer. Dans notre situation, à l'heure de la relève dans la science sociale, dans cette époque des 1000 marxismes, plusieurs devoirs, intellectuels et politiques, incombent à la science sociale comme au marxisme. En quoi diffèrent-ils ? Pour moi, ils sont comparables, ils se chevauchent, sans toutefois se confondre. La tâche politique consiste à reconstruire une stratégie de changement qui dans les faits, marchera, au sens où elle sera utopique. Nos stratégies actuelles n'ont pas vraiment marché, elles ont failli nous conduire vers un autre système historique aussi inégalitaire, aussi peu libérateur, que celui dont nous sortons aujourd'hui. La tâche intellectuelle consiste à créer une nouvelle méthode qui puisse saisir l'insaisissable : les processus, où l'identité n'est jamais complète, où la contradiction est intrinsèque, le tout plus petit que la partie, et l'interprétation objective. Voilà encore une vision utopique, mais seule une telle utopie intellectuelle rendra possible l'utopie politique. Ces deux tâches sont comme les deux faces d'une même médaille : elles sont inséparables.

Cinquième partie

Un retour chez Braudel

[Retour à la table des matières](#)

Cinquième partie :
Un retour chez Marx

Chapitre 13

Fernand Braudel, historien, homme de la conjoncture

[Retour à la table des matières](#)

Dans la tradition des Annales, tout écrit historique devrait se présenter comme « histoire-problème »³⁷. Pour comprendre Fernand Braudel et son oeuvre historique, il faut donc commencer par son problème : comment rendre compte de son succès - le succès de l'école des Annales - sur l'idéologie dominante au sein de l'establishment, en France comme dans le monde, et comment comprendre que ce succès ait débouché sur la création d'un nouvel establishment, sur lequel règne Fernand Braudel et contre lequel il s'insurge³⁸ ?

³⁷ Je n'ai pu retrouver l'origine de cette phrase codée. Elle a sans doute été inventée par Lucien Febvre. Dans une déclaration, typique de Febvre, on trouve ces mots : « Poser un problème, c'est précisément le commencement et la fin de toute histoire. Sans problèmes, pas d'histoire » (Febvre, 1953 d, 22). Dans son éditorial inaugural des *Annales ESC*, il promet d'« offrir une histoire qui n'est pas automatique, mais problématique » (Febvre, 1953 c, 42). Discutant les mérites de l'histoire sérielle, François Furet affirme qu'« il s'agit d'une *histoire-problème(s)* plutôt que d'une *histoire-récit* » (Furet, 1971, 71).

³⁸ On peut trouver d'autres lectures de Braudel, qui posent différents « problèmes » dans Hexter (1972), Kinser (1981) et Stoianovich (1976).

Puisque l'école des Annales nous enseigne que pour répondre à un « problème », il convient de recourir non à « l'histoire historisante » mais à « l'histoire pensée » (à une histoire analytique plutôt que chronologique), j'organiserai ma réponse autour de la trilogie des temps sociaux énoncée par Braudel : structure, conjoncture, et événement (Braudel, 1972 a). J'essaierai de ne pas oublier que, même lorsqu'il s'agit de biographie, les événements sont « poussière »³⁹, et qu'en définitive l'explication est fournie par la combinaison de la structure et de la conjoncture. Je n'oublierai pas non plus que le temps *très* long (éternel, anhistorique) ne correspondrait guère à un temps réel, et je me garderai soigneusement de l'invoquer. *La Méditerranée*, l'œuvre majeure de Braudel, aborde les trois temporalités dans l'ordre suivant : structure, conjoncture, événement. Là réside à mon avis la seule faille sérieuse dans un livre dont le pouvoir de persuasion aurait été plus grand si Braudel avait commencé par les événements, pour traiter ensuite de la structure et terminer par la conjoncture. Étant convaincu de cela, c'est cet ordre que je suivrai ici, en commençant par les événements marquants de la vie de Fernand Braudel.

Fernand Braudel est né en 1902, dans un petit village de l'est de la France. Il nous parle de son « fonds paysan » (Braudel, 1972 b, 449), mais son père était professeur de mathématiques (c'est peut-être pourquoi, à l'inverse des historiens de sa génération, il n'a jamais reculé devant les chiffres ou les calculs arithmétiques). En tout cas, son « fonds paysan » semble se refléter dans l'intérêt qu'il a toujours porté aux modes de production agricoles. Il nous rappelle qu'avec d'autres historiens de l'école des Annales, il est originaire de cette partie de la France qui avoisine l'Allemagne (Braudel, 1972 b, 467). Cette proximité explique la sympathie qu'il a manifestée, tout au long de sa vie, pour l'érudition allemande et que cinq ans passés en captivité ne semblent pas avoir entamée. Quelle qu'en soit la raison, la pensée historique allemande a eu une grande influence sur Braudel et l'école des Annales. Mais cette influence provient d'une certaine Allemagne : celle de Gustav von Schmoller, non de Leopold von Ranke, d'une Allemagne qui proteste, bien plus que d'une Allemagne qui décrète. Enfin, il a « passionnément aimé la Méditerranée, sans doute parce que

³⁹ Braudel écrit, au début de la troisième partie de *La Méditerranée* : « Les événements sont poussière... » (Braudel, 1966, vol. 2, 223).

venu du Nord » (Braudel, 1973, vol. 1, 10). Simple poésie ? Peut-être. Mais peut-être aussi, au niveau psychologique, l'expression de cette évasion au-delà de sa province qui fonde l'imaginaire historique de Braudel.

Après l'agrégation, Braudel a la chance d'obtenir son premier poste en Algérie où il reste une dizaine d'années. A partir de cette base algérienne, son étude sur l'histoire diplomatique de Philippe II d'Espagne s'épanouit en une étude plus large et très différente, sur la Méditerranée comme cadre spatio-temporel où situer les conjonctures du XVIe siècle. C'est en Algérie que Braudel accède à une vision toute différente de l'Espagne, et peut-être aussi de l'Europe. Après plus de dix ans en Algérie, il passe quelques années au Brésil : cet éloignement prolongé développe sa vision de l'Europe comme un ensemble. Lors de son retour du Brésil, il lui arrive, le plus fortuitement du monde, de voyager sur le même petit bateau que Lucien Febvre, le cofondateur des Annales. Cette rencontre marquera profondément sa vie. Rapidement, la camaraderie de traversée se transforme en amitié, et l'amène, de retour à Paris, à établir des liens institutionnels directs avec l'école des Annales. Ce fut aussi l'occasion d'un « propos imprudent » de Febvre : il lui suggère de recentrer sa thèse, et de mettre l'accent sur la Méditerranée plutôt que sur Philippe II ⁴⁰.

Après la défaite de l'armée française en 1940, l'officier Fernand Braudel est fait prisonnier. Pendant toute la guerre, il reste enfermé dans une prison militaire, en Allemagne et plus précisément à Lübeck. Même là, il se montre un meneur d'hommes. La prison elle aussi a ses bons côtés. Elle lui procure le temps nécessaire à la rédaction de sa thèse. Mais il n'avait à sa disposition ni notes ni documents d'archives. Febvre lui fait parvenir des livres et Braudel, en retour, lui communique des fragments de manuscrit. Des années plus tard, lorsqu'il apprendra que Braudel l'avait écrit en prison, un historien italien déclara comprendre enfin pourquoi il avait toujours eu le sentiment d'« un livre de contemplation » (Braudel, 1972 *b*, 453). En tout cas, Braudel

⁴⁰ Lucien Febvre (1950, 217). Febvre cite une lettre qu'il écrit à Braudel : « *Philippe II et la Méditerranée*, beau sujet. Mais pourquoi pas *La Méditerranée et Philippe II*, un autrement grand sujet encore ? Car, entre les deux protagonistes, Philippe II et la mer Intérieure, la partie n'est pas égale... »

lui-même nous explique comment la captivité a influé sur son oeuvre : « J'avais à prendre mes distances, à rejeter, à nier [les événements]. À bas les événements, et en particulier les événements contrariants ! Je devais croire que l'histoire, la destinée, était écrite à un niveau plus profond » (Braudel, 1972 *b*, 454).

Après la guerre, Braudel suit le même parcours que son maître Lucien Febvre : il est tout à la fois rejeté par la Sorbonne et nommé au Collège de France. L'honneur sans le pouvoir académique. En fin de compte, ce fut là aussi une chance, pour Febvre et Braudel, puisqu'ils durent chercher, pour leurs travaux, une base institutionnelle solide hors de l'université. Ils devaient la trouver dans la VIe section de l'École pratique des hautes études, une structure déjà en place depuis les années 1870, mais qui ne devait être ranimée, par leurs soins, qu'en 1948. La VIe section prend de l'ampleur et, en 1963, Braudel fonde une institution complémentaire, la Maison des sciences de l'homme. Lorsque éclate la révolution de Mai 1968, Braudel et les *Annales* se rendent compte, un peu à leur surprise, qu'on les considère comme *l'establishment*. Pendant ces mois de crise, Braudel manoeuvre avec un succès relatif. Peu de temps après, cependant, il se retire de deux des trois structures qui avait constitué son *establishment*. En 1969, il laisse le contrôle éditorial des *Annales Esc* aux « nouvelles » *Annales*, post-braudeliennes. En 1970, il abandonne la présidence de la VIe section, qui ne tardera pas à devenir une nouvelle institution universitaire, l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS). En ne gardant que le rôle d'administrateur de la Maison des sciences de l'homme, Braudel a évité d'être identifié à l'« émiettement » que beaucoup ont cru déceler dans les « nouvelles » *Annales* et l'EHESS ⁴¹.

⁴¹ Tout comme « histoire-problème », « émiettement » est un terme que tout le monde emploie, mais dont l'origine n'est pas connue avec certitude. Dans une lettre datée du 28 septembre 1979, Jacques Revel, me fit part de son point de vue : « Vous me demandez l'origine du terme "émiettement". La version originale peut être trouvée dans le petit texte publié par Nora dans le prospectus présentant la Bibliothèque des histoires, éditée par Gallimard, où il est dit : "Nous vivons l'éclatement de l'histoire." Vous trouverez le texte au dos des livres de cette collection. Cette formule qui entendait caractériser, en 1970, une évolution de la recherche fut reçue négativement aussi bien par les tenants de l'histoire totale (en particulier par Braudel) que par la gauche universitaire (Chesneaux). Ce sont eux, je crois, qui ont substitué le terme "émiettement"

Mais tous ces tournants ne relèvent-ils que de la seule chance ? Certainement pas. Sans doute, Fernand Braudel était homme à saisir la *fortuna*, à chaque fois qu'elle se présentait. Mais l'on ne devient pas une figure de proue dans le monde des sciences sociales par pure et simple chance. De plus, pour saisir la *fortuna*, il ne suffit pas d'en avoir la volonté, encore faut-il qu'elle se présente. La chance à saisir réside dans la conjoncture, et pour apprécier la conjoncture, nous devons la situer dans la structure. Commençons donc par examiner la structure avant de nous tourner vers la conjoncture.

La longue « stagnation » de l'économie-monde européenne, qui s'étend de 1600 à 1750, débouche sur un important transfert géographique des rôles économiques. La fin de l'hégémonie hollandaise est suivie, dès 1689, par une seconde « guerre de Cent ans » qui oppose la Grande-Bretagne à la France pour le contrôle du réseau déjà bien articulé du commerce mondial, réseau qui relie plus étroitement que jamais les processus intégrés de production. Bien que l'on puisse dire que, dès 1763, la Grande-Bretagne avait gagné cette guerre de concurrence, il faut pourtant attendre 1815 pour que la France finisse par admettre sa défaite. L'hégémonie britannique assurée, dans l'ordre économique et militaire, mais aussi politique, une nouvelle offensive se dessine, à partir de 1815, en vue d'étendre cette hégémonie aux domaines de la culture et de l'idéologie, afin de la consolider et de la justifier. C'est ainsi que les années 1850 voient le triomphe de ce que l'on pourrait appeler la pensée « universalisante-sectorisante ». Naturellement, au sein de ce courant de pensée, il y a de nombreuses variantes. Mais l'idée centrale, commune à toutes les variantes, relève de deux principes : la route de la connaissance commence par le particulier et débouche sur l'abstrait (pensée universalisante) ; les différents « secteurs » du savoir empruntent des voies distinctes et parallèles, reflétant les processus distincts et parallèles du monde réel (pensée sectorisante).

(ou "histoire en miettes") à celui d'"éclatement". » Voir aussi la discussion, passim, dans *The impact of the Annales School on the social sciences*, *Review*, I, 3/4 (hiver-printemps 1978), en particulier les contributions de Jacques Revel et Traian Stoianovitch.

La « pensée universalisante » se divise en deux principaux courants, apparemment opposés, mais en fait structurellement identiques. L'argument du premier consiste à dire qu'en commençant par la description de la réalité empirique, on peut, par induction, parvenir à la formulation de lois abstraites, de vérités valables en tous temps et en tous lieux. Ce courant fonda l'idéologie de la science sociale moderne (ainsi d'ailleurs que celle des sciences physiques et biologiques modernes, mais là n'est pas le propos). Au XIXe siècle, cette idéologie trouve son lieu d'exercice privilégié dans la pensée anglaise qui lui est favorable, puisque la Grande-Bretagne d'alors centralise les principaux réseaux organisationnels du monde.

Le second courant de la « pensée universalisante » commence lui aussi par la description de la réalité empirique, mais il ne va pas plus loin car il nie, avec plus ou moins de vigueur, la possibilité de dépasser ces descriptions. Ce courant est « universalisant » dans la mesure où, toutes les particularités étant égales, il ne peut exister entre elles de différences exogènes *structurées*. Cette approche fonda l'idéologie de la plupart des historiens modernes (et d'une partie des anthropologues). Au XIXe siècle, son lieu de prédilection est l'Allemagne, avec Ranke pour grand-prêtre et pour devise : « Pour une histoire *wie es eigentlich gewesen ist* » ; cette domiciliation en Allemagne était appropriée : la pensée dépendante se situe hors de la métropole mais nécessite, pour soutenir son épanouissement, les assises institutionnelles d'un État semi-périphérique puissant. A la fin du XIXe siècle et même au début du nôtre, les tenants de ces deux courants montent un grand spectacle. Ils engagent un débat, proclamé fondamental, entre les disciplines nomothétiques et idiographiques. En réalité, ce n'est qu'une diversion.

Le second principe, qui impose un savoir sectoriel et parallèle, donne naissance, dans le domaine des sciences sociales, à diverses prétendues « disciplines ». Alors qu'au XVIIIe siècle, la philosophie, l'économie morale et l'économie politique étaient des termes descriptifs qui s'imbriquaient et s'enchevêtraient, et donc faisaient partie d'un même corps de savoir, au XXe siècle, non seulement on distingue « l'histoire » des « sciences sociales », mais encore on divise celles-ci en « disciplines » différentes, cinq au moins : anthropologie, économie, géographie, science politique et sociologie. La distinction est au-

tant administrative qu'intellectuelle. Elle est justifiée en termes de « pensée universalisante ». À partir du moment où nous sommes en quête de lois générales, nous devons rechercher celles qui sont les plus appropriées à chaque secteur du monde réel. Tout en restant formellement parallèles, ces lois sont néanmoins distinctes et distinguables. Les tenants de la variante idiographique se contentent d'amender cette proposition : puisque dégager des lois générales est impossible, il nous faut restreindre étroitement les descriptions aux domaines du savoir immédiat. Il en résulte, non seulement une « sectorialisation » du savoir, mais également une hyperspécialisation dans chaque « discipline », et plus particulièrement, en histoire et en ethnographie.

Pour les bénéficiaires de l'hégémonie britannique, l'avantage de telles doctrines est manifeste. La « pensée universalisante » mène droit à l'interprétation (vulgaire mais néanmoins très influente) selon laquelle l'exemple britannique forme un modèle universel. Cette thèse a deux implications : les Britanniques méritent les avantages dont ils jouissent, et si d'autres qu'eux veulent y accéder, ils doivent impérativement les imiter. Cette « interprétation *Whig* de l'histoire » pénètre partout, même parmi ceux qu'implicitement elle dénigre. Il s'agit là d'une idéologie à ce point euphorisante et efficace, que lorsque, au XXe siècle, les États-Unis succéderont à la Grande-Bretagne dans son rôle hégémonique, les savants américains n'auront tout simplement qu'à adopter telle quelle cette idéologie toute prête.

Le propos de la « pensée sectorisante » est négatif. Il interdit à l'analyse de considérer l'ensemble et d'apprécier le cours dialectique du monde historique réel. Ce faisant, il rend plus difficile, pour tout le monde, la perception des structures sous-jacentes qui soutiennent le système mondial et donc l'organisation d'un changement.

Difficile, mais non impossible. Car, en fait, trois mouvements émergent pour résister à cette pensée « universalisante-sectorisante ». Les premiers sont les *Staatswissenschaft* dont la terre d'élection est l'Allemagne, de List à Schmoller. Son message est en lui-même très simple : la Grande-Bretagne du libéralisme et du libre commerce n'est pas un modèle que tous les autres pays peuvent ou doivent adopter. Les modèles sociaux des différentes parties du monde résultent de leurs histoires différentes, qui ont conduit, nécessairement, à différen-

tes structures institutionnelles, qui déterminent dans le présent des développements sociaux différents.

Ce mouvement prend le nom de *Staatswissenschaften*, précisément pour mettre l'accent sur le rôle central que jouent, dans le monde moderne, les structures d'État. On admet implicitement que dans les régions non hégémoniques de l'économie-monde, l'État constitue en fait l'élément central du mécanisme de défense contre la domination économique, politique et culturelle du centre (dans ce cas, essentiellement la Grande-Bretagne). Ce raisonnement conduit ses partisans à chercher l'identification des particularités, nationales ou structurelles, et par conséquent, à attaquer la « pensée universalisante », dans ses deux variantes. Ses mots clefs, *Nationalökonomie* (économie nationale) et *Volkswirtschaft* (économie traditionnelle) reflètent ce souci.

Ce n'est pas un hasard si le principal débat théorique qu'a suscité cette école (un débat bien plus profond que la très spéieuse bataille entre les choix nomothétique et idiographique) a été le *Methodenstreit* où, en 1870, Carl Joseph Menger, un fonctionnaire du cabinet du premier ministre d'Autriche-Hongrie, prit à partie l'école historiographique allemande de Schmoller. Dans ce débat - où les Autrichiens jetèrent symboliquement leur poids du côté des Britanniques contre les Prussiens, comme ils l'avaient déjà fait lors de la guerre de Succession d'Autriche et essentiellement pour les mêmes raisons -, Menger défendit les principes « universalisants » contre ce qui, à l'évidence, constituait une puissante critique de l'universalisme dans le monde de la science allemande.

Le second mouvement de résistance, né un peu plus tard, est celui que nous avons fini par appeler, l'école des Annales. Avec la création, en 1876, de la *Revue historique*, une revue délibérément fondée sur le modèle de Ranke et centrée sur les données empiriques, les sources primaires ou l'histoire politique et diplomatique, l'historiographie française était devenue une « discipline », dans le sens moderne du terme. Plus tard Febvre la décrira comme une « histoire écrite par ceux qui avaient été vaincus en 1870 », et dont le penchant pour l'histoire diplomatique reflétait le sentiment du : « Ah, si nous l'avions étudiée plus soigneusement, nous n'aurions pas été là où nous en sommes aujourd'hui ! » (Febvre, 1953, p. vu). Tout comme Gabriel

Monod et Émile Bourgeois avaient tiré leur modèle historiographique de Leopold von Ranke, Lucien Febvre et Marc Bloch adoptent, en 1929, pour leur revue, le nom *d'Annales d'histoire économique et sociale*, une traduction presque littérale du titre de la principale revue allemande dans la tradition de Schmoller : *Vierteljahrschrift für Sozial- und Wirtschaftsgeschichte*. Naturellement, la « tradition des Annales » était antérieure à la fondation de la revue et on a coutume de la faire remonter à Henri Berr et à la *Revue de synthèse historique*.

L'école des Annales se fait l'avocate de la totalité contre la « pensée segmentaire », des fondements économiques et sociaux contre la façade politique, de la « longue durée » contre l'« événementiel », de l'« homme global » contre l'« homme fractionné »⁴². Contre la « pensée universalisante », elle concentre ses attaques contre la variante idiographique, très répandue en France. Elle prône l'étude de l'histoire quantitative au détriment de la narration chronologique, la fusion de l'histoire et des « sciences sociales » contre la croyance à l'unicité historique, l'« histoire structurelle » contre l'« histoire historisante ». Si l'école des Annales passe moins de temps à attaquer la variante nomothétique de la « pensée universalisante », elle ne la considère pas moins illégitime que l'autre, ce qui ressort bien des diverses critiques faites par Braudel à Lévi-Strauss⁴³.

Tout compte fait, il existe une dose importante de nationalisme dans la pensée rebelle de l'école des Annales, nationalisme qui l'a soutenue et l'a, en fin de compte, aidée à s'épanouir. Ce nationalisme, qui n'en est pas moins sincèrement senti et généreusement exprimé, explique pourquoi les relais de transmission culturels, dans sa percée internationale, restent singulièrement français. Il explique aussi pourquoi ses grands praticiens sont demeurés jusqu'à présent français (Huppert, 1978), et l'on pourrait faire de semblables observations à propos de la

⁴² La dernière antithèse ne se trouve pas dans les écrits de Febvre, mais dans ceux d'Ernest Labrousse, *En survol sur l'ouvrage* (Braudel et Labrousse, 1970, t. II, 740).

⁴³ Dans *Review*, Braudel écrit : « Lévi-Strauss était fermé entièrement à l'histoire. Il ne sait pas ce qu'elle est et ne veut pas le savoir... Il n'y a pas de société, primitive ou non, qui ne connaisse une évolution et une histoire » (« En guise de conclusion », *Review*, I, 3/4, hiver/printemps, 1978, 243-253, p. 247).

Staatswissenschaft. Généralement le nationalisme n'est pas tenu pour une motivation intellectuelle bien respectable, mais cette appréciation négative fait elle-même partie de la domination culturelle des forces hégémoniques au sein du système-monde. Le nationalisme de l'école des Annales lui donne la passion nécessaire pour en faire un pôle de résistance au système dominant.

Le troisième grand mouvement de résistance est le marxisme : il naît et se développe (au moins jusqu'aux années 1970) en dehors de l'université, et au sein des mouvements anti-systémiques - anticapitalistes - des classes ouvrières. Dès le départ, Marx attaque un principe fondamental de la « pensée universalisante », le concept de nature humaine (Ollman, 1971, II). Selon lui, le comportement humain n'est pas individuel mais social, non pas transhistorique mais enraciné dans l'histoire, tout en restant structurellement analysable : « Toute l'histoire est l'histoire de la lutte des classes. » Quant à la pensée « sectorisante », les marxistes considèrent ses affirmations comme étant la quintessence de la pensée bourgeoise, qu'il faut remplacer par une véritable pensée prolétarienne globale.

Ces trois mouvements de résistance - *Staatswissenschaften*, Annales et marxisme - partagent un certain nombre de principes tirés de leur lutte commune contre la pensée universalisante-sectorisante, même si, en termes d'institution, ils restent bien sûr presque totalement séparés. Il y a, chez les premiers annalistes, un certain sentiment de parenté avec la tradition des *Staatswissenschaften*, mais cela n'est jamais souligné dans leurs écrits, et l'on peut douter que les générations ultérieures dans l'école des Annales aient même lu Schmöller. Quant au marxisme, à partir du moment où il se situe en dehors de l'université, il ne peut avoir de liens avec les deux autres écoles de pensée qui, elles, restent très académiques. D'ailleurs, en fait il ne tient pas à de pareils liens. Au tournant du XXe siècle, les héritiers des *Staatswissenschaften* engagent même des polémiques avec le marxisme, alors qu'en France, au moins jusqu'à la Seconde Guerre mondiale, les Annales et les marxistes préfèrent s'ignorer mutuellement.

Après la Seconde Guerre mondiale, la *Staatswissenschaft*, comme école de pensée identifiable, disparaît pratiquement de la scène, en Allemagne comme ailleurs. Sa course est terminée. En revanche,

l'école des Annales atteint son apogée, alors que le marxisme, en tant que perspective théorique, entre dans une nouvelle phase. C'est dans cette conjoncture particulière, qui va de 1945 à 1967-1973, que nous devons situer l'oeuvre et l'influence de Fernand Braudel.

Avant 1945, déjà, l'école des Annales avait de grandes idées et même avait produit de grandes œuvres. Mais au fond, elle restait encore une force intellectuelle obscure : les abonnés à la revue ne se comptaient que par centaines, et presque toujours en France. C'est entre 1945 et 1968 que l'école des Annales accède à la renommée internationale (dans le saint des saints du monde universitaire anglo-saxon, son renom ne pénètre que dans les années 1970). Ce quart de siècle est précisément celui d'une « curieuse confluence, à travers l'histoire économique » (Hobsbawm, 1978, 158), entre le marxisme et l'école des Annales, sinon dans le monde entier, du moins dans de nombreux pays. Après 1968, l'école des Annales devient un *establishment*. C'est le temps de « l'émiettement » - du moins pour certains ; les Annales doutent d'elles-mêmes, ce que résume l'interrogation

« Y a-t-il une école des Annales ? » (Huppert, 1978, 215).

Mais, dans cette période qui va de 1945 à 1967/1968, quelle raison à la montée en flèche de l'école des Annales, à la « curieuse confluence » avec le marxisme ? Et quel rôle a joué Braudel dans tout cela ?

Comme on sait, bien que les Alliés aient gagné la seconde guerre mondiale, la France a dû supporter une défaite humiliante face à l'Allemagne, et a vu s'installer un régime de collaboration à Vichy. Les exploits de la Résistance et des Forces françaises libres du général de Gaulle n'ont pas fourni une compensation suffisante, puisque ni les États-Unis ni la Grande-Bretagne n'ont été particulièrement impressionnés par la part qu'elles avaient eue dans la victoire. La France était considérée par les États-Unis et la Grande-Bretagne et se considérait elle-même comme « une grande Puissance par tolérance » : elle devait lutter pour garder sa place au soleil.

En même temps, les années qui ont immédiatement suivi la seconde guerre mondiale sont celles de la guerre froide et de l'apogée du

stalinisme dans sa forme la plus ossifiée. Les forces qui incarnaient le nationalisme français face aux États-Unis s'opposaient également à la politique extérieure de l'Union soviétique. Pour sortir de l'impasse, il fallait trouver l'expression d'une « troisième force » qui puisse s'opposer à l'URSS, sans pour autant se soumettre directement aux États-Unis. La question de savoir quelle position privilégier dans cet équilibre difficile suscitait dans le pays de nombreux débats politiques. L'un des domaines où l'on pouvait le plus facilement affirmer sa différence, face aux Anglo-Saxons comme aux Soviétiques, s'avérait être celui de la culture et des idées.

Dans ce contexte, l'école des Annales a fourni un milieu particulièrement favorable à l'expression de cette volonté d'équilibre. École de résistance à l'hégémonie anglo-saxonne, elle se démarquait nettement du Parti communiste français (et ce, malgré toutes les affinités qu'on pouvait déceler entre son point de vue et certains principes du marxisme classique). Ce n'est donc pas une surprise de voir « toute la jeunesse universitaire se tourner vers l'approche de l'histoire par l'école des Annales » (Braudel, 1972, 462). Naturellement, son idéologie n'était pas la seule à attirer la jeunesse universitaire. L'existentialisme était, lui aussi, très populaire, essentiellement pour les mêmes raisons. Si, toutefois, l'école des Annales a réussi là où l'existentialisme a échoué, c'est que Febvre et Braudel ont eu la sagesse de créer pour la soutenir, des structures institutionnelles durables : la VIe section et la Maison des sciences de l'homme. Et s'ils ont réussi à créer ces structures, c'est que leurs prises de positions avaient trouvé un écho dans la fonction publique et les cabinets ministériels, qui avaient fini par leur accorder crédits et soutiens politiques nécessaires. Qui sait ? Peut-être, les existentialistes y auraient-ils réussi, eux aussi, s'ils avaient essayé d'agir de même.

À cette époque, le marxisme est, à l'échelle mondiale, au comble de sa sclérose. Sans considération pour ses autres aspects, l'époque de Staline, de 1923 à 1956, préside à une transformation croissante et irrémédiable de la théorie marxiste en un corpus de dogmes simplistes, au service d'un État-parti particulier. Cette transformation a fini par éliminer en quasi-totalité toute science marxiste créative, en URSS comme ailleurs. Ou bien l'on est stalinien (ou trotskiste, le trotskisme étant devenu le contre-dogme par excellence), ou bien l'on doit cesser

de proclamer ouvertement son marxisme. Sans doute y a-t-il, ici ou là, quelques petites poches où l'on fait du bon travail, mais en général la situation est morne. La situation précaire de la science marxiste constitue un problème particulièrement alarmant dans les pays occidentaux où existe une tradition marxiste importante bien que limitée, tels la France, l'Italie et, dans une moindre mesure, la Grande-Bretagne. Aussi y a-t-il, dans ces pays, quelques marxistes qui cherchent un moyen pour en finir avec cette sclérose, sans pour autant rompre ouvertement avec les mouvements politiques marxistes.

Dans ces conditions, il n'est pas difficile d'expliquer la « curieuse confluence ». En 1957, Fernand Braudel écrit :

Le marxisme est un peuple de modèles. Sartre proteste contre la rigidité, le schématisme, l'insuffisance du modèle, au nom du particulier et de l'individuel. Je protesterai comme lui (à telles ou telles nuances près), non contre le modèle mais contre l'utilisation que l'on en fait, que l'on s'est cru autorisé à en faire. Le génie de Marx, le secret de son pouvoir prolongé tient à ce qu'il a été le premier à fabriquer de vrais modèles sociaux, et à partir de la longue durée historique. Ces modèles, on les a figés dans leur simplicité en leur donnant valeur de loi, d'explication préalable, automatique, applicable à tous lieux et à toutes sociétés. Alors qu'en les ramenant sur les fleuves changeants du temps leur trame serait mise en évidence car elle est solide et bien tissée, elle réapparaîtrait sans cesse, mais nuancée, tour à tour estompée ou avivée par la présence d'autres modèles. Ainsi a-t-on limité le pouvoir créateur de la plus puissante analyse sociale du siècle dernier. Elle ne saurait retrouver force et jeunesse que dans la longue durée... Ajouterai-je que le marxisme actuel me paraît l'image même du péril qui guette toute science sociale éprise du modèle à l'état pur, du modèle pour le modèle ? (Braudel, 1958, 752).

La main est ainsi tendue, intellectuellement sinon politiquement. Les Annales « n'ont pas tenu [De marxisme] à distance » (Braudel, 1978, 249). Leur appel s'adresse à tous ces marxistes concernés par le monde empirique, réel, qui s'intéressent aussi bien aux structures qu'à la conjoncture et désirent, en retour, collaborer avec les Annales. Les marxistes qui ne sont pas pris dans la nasse du dogmatisme stalinien ou trotskyste, qu'ils soient membres ou anciens membres du parti, ou qu'ils soient étrangers aux différents partis, répondent tantôt tacitement, tantôt ouvertement à cette main tendue. Parlant au nom des marxistes anglais, Hobsbawm écrit : « En général, [ils] se voyaient

luttant du même côté que les Annales » (Hobsbawm, 1978). La réponse est particulièrement importante dans des pays comme la Pologne et la Hongrie où il est alors difficile d'être marxiste sans être en même temps stalinien (Pomian, 1978). Mais elle est également importante dans un pays comme le Québec, où il est difficile de se proclamer marxiste, de quelle obédience que ce soit (Dubuc, 1978).

Dans les principaux pays occidentaux - France, Grande-Bretagne, Italie - la réponse est inégale. Certains trouvent la confluence acceptable, tandis que d'autres, la jugeant inconfortable, la rejettent. Les marxistes britanniques, parce qu'ils sont les plus isolés, sont aussi les plus disposés à l'accepter. Les marxistes italiens, marqués par la tradition non empirique de Croce (ce qui réduit la proximité avec l'esprit des Annales) et parce qu'ils ont toujours la possibilité d'affirmer leur antidogmatisme en recourant à la figure de Gramsci (ce qui rend le lien avec les Annales moins nécessaire), sont ceux qui répondent le moins favorablement ⁴⁴. C'est la réponse française qui est la plus diversifiée. On peut considérer Pierre Vilar comme un annaliste, mais pas Albert Soboul. Le Parti communiste français, lui-même, est passé d'une franche hostilité à une position sceptique, donc moins tranchée. De plus, dans les deux épicrocentres de la guerre froide, les États-Unis et l'URSS, et chez leurs deux alliés les plus dépendants idéologiquement, l'Allemagne de l'Ouest et l'Allemagne de l'Est, il n'y a absolument pas eu de « curieuse confluence », tout au moins avant 1967. La détente a produit un changement, mais néanmoins, il a quand même fallu attendre longtemps pour que l'école des Annales ait droit de cité.

La conjoncture des années 1945-1967 est donc favorable à l'école des Annales, au moins dans certaines régions du système-monde. Elle l'est, plus particulièrement, à la tendance braudélienne : plus d'économie que d'histoire sociale, une histoire qui favorise la période de « l'histoire moderne », qui s'appuie sur l'analyse des multiples tempo-

⁴⁴ Voir Maurice Aymard (1978), et, dans « Discussion », Pomian (1978, 121). Voir également la discussion où les éditeurs de la *Storia d'Italia* sont présentés, par certains, comme appartenant à l'école des Annales, affirmation qu'ils contestent, disant qu'ils devraient plutôt être perçus comme marxistes (Caracciolo et al., 1974).

ralités sociales, une historiographie enfin qui « ne tient pas le marxisme à distance ».

Aux environs de 1967, la conjoncture change. D'abord la phase A (celle de l'expansion économique) a pris fin et la phase B (celle de la stagnation économique) commence, avec tout ce qu'un tel passage comporte nécessairement de changements économiques et politiques au sein de l'économie-monde. L'une des expressions de ce passage est la crise politique qui submerge le monde en 1968, et dont les événements de Mai, en France, sont la manifestation la plus aiguë. Dans cette seconde phase, de « nouvelles » Annales et un « nouveau » marxisme commencent à se cristalliser et la « curieuse confluence » tend à se dénouer.

À bien des égards, les « nouvelles » Annales ne sont pas du tout nouvelles. Elles se sont emparées des sujets d'intérêt traditionnels des Annales, et les ont poussés plus loin. Les Annales ont toujours mis l'accent sur l'importance des séries systématiques de données, et cet intérêt les a progressivement rapprochées d'un nouveau courant académique qui émergeait aux États-Unis, prônant une histoire « sociologique » quantitative : ce courant était néo-positiviste dans la mesure où il reprenait les techniques de la sociologie structurale et fonctionnaliste pour les appliquer aux données historiques ⁴⁵.

En parallèle, les Annales ont toujours mis l'accent sur la nécessité d'analyser l'ensemble du tissu social ; ce souci les a reliées de plus en plus à l'anthropologie structuraliste, à ses minutieuses analyses formelles des interactions sociales - ce qui, sur le long terme, tendait, toutefois, à devenir anhistorique, sinon anti-historique ⁴⁶. Par ailleurs, les Annales ont toujours insisté sur l'appréhension des mentalités, c'est-à-dire l'ensemble des idées et des présuppositions qui ont présidé, à tels moments donnés, à la socialisation des groupes ; cette atten-

⁴⁵ Aux États-Unis, l'histoire « sociologique » a ses nouvelles revues à elle, tels le *Journal of Interdisciplinary History* et *Social Science History*. Pour la version des « nouvelles » Annales, voir la discussion dans Furet (1971, 63-75).

⁴⁶ Voir Tilly (1978). Voir également Copans (1978) sur l'émergence d'une nouvelle « curieuse confluence » entre le « marxisme structurel » et « l'anthropologie structurale » dans la période post-stalinienne.

tion les apparentait à la psycho-histoire naissante (Le Goff, 1974 ; Elmore, 1978) : son approche tendait à réduire l'attention aux structures économiques et sociales de long terme, au profit d'une nouvelle forme, sophistiquée, de biographie et de prise en compte de l'individu comme unité d'analyse.

Dans les débats culturels en cours au sein du système-monde, les « nouvelles » Annales annoncent, ainsi, dans tous ces domaines, une nouvelle position théorique. D'école de pensée anti-systémique - dont certains marxistes pouvaient profiter pour couvrir leur opposition (que ce soit pour les motifs relatifs à la Pologne ou ceux relatifs au Québec) -, elle risquait fort de devenir un courant de pensée beaucoup plus accordé, et apparenté, à la vision du monde dominante, tant et si bien que certains antimarxistes pouvaient l'utiliser pour couvrir leur adhésion au système.

Ce qui est arrivé au « nouveau » marxisme est d'un tout autre ordre. L'ère stalinienne ne s'est pas achevée avec la mort de Staline en 1953, mais en 1956, lorsque Khrouchtchev prononça son rapport secret au XXe Congrès du PCUS. Les révélations officielles ont alors brisé la croûte de l'idéologie : elle ne pourrait plus jamais se reconstituer. Ce rapport a été suivi par la scission entre l'URSS et la Chine, la « révolution culturelle » chinoise, puis, après la mort de Mao Zedong, par le retour au pouvoir de Deng Xiaoping.

Du point de vue des positions idéologiques et des institutions, la montée, dans les pays occidentaux, de la « nouvelle gauche », dont le point culminant correspond aux soulèvements étudiants de 1968 et à leurs suites, peut n'avoir été que transitoire. Mais, plus que tout autre, ce mouvement a marqué la fin de la domination indiscutable et indiscutée de l'idéologie libérale, dans des pays clefs comme les États-Unis, l'Allemagne fédérale et la Grande-Bretagne. À la gauche, il a donné une nouvelle légitimité, après les anathèmes de la guerre froide et rendu possible, pratiquement pour la première fois, l'entrée du marxisme dans les universités et dans le discours autorisé.

D'une part, les hérésies marxistes abondent : il n'y a plus désormais un marxisme (voire deux, l'un stalinien, l'autre trotskiste) mais mille. De l'autre, les marxistes non sclérosés n'ont plus besoin de la couver-

ture ou de l'aide de l'école des Annales, ou de n'importe qui d'autre, pour poursuivre leur entreprise. Avec de multiples écoles des Annales et de multiples écoles marxistes, y a-t-il encore un sens, dans cette nouvelle conjoncture, à parler de « confluence » ou même de divergence ? Les généralisations d'une conjoncture antérieure ne sont plus faciles à appliquer.

Tant que durera la conjoncture présente, que pourront devenir les Annales et le marxisme ? L'école des Annales survivra-t-elle ? Je n'en suis pas sûr mais, si ce devait être le cas, je ne crois pas que la continuité avec les Annales de Febvre et de Bloch, et surtout avec celles de Braudel, serait autre que formelle. Si nous pouvons aujourd'hui écrire que les *Staatswissenschaft* ont connu ses beaux jours, n'y aura-t-il pas quelqu'un, dans vingt ans, pour dire la même chose à propos des Annales ? Probablement oui. Mais il n'est pas sûr que nous devrions en porter le deuil. Pour pouvoir répondre à des problèmes, certes réels, mais souvent plus conjoncturels que structurels, les mouvements intellectuels, tels la *Staatswissenschaft* et les Annales, ont eu tendance à être partiels et partisans. Lorsque la conjoncture est dépassée, il ne sert pas à grand-chose de conserver un nom. De plus, en s'attachant au nom, il est malaisé de ne pas heurter la mémoire.

Quant au marxisme, c'est une autre affaire. Il a été conçu comme une idéologie, non pas de la conjoncture, mais de la structure. Il s'est adjugé la prétention d'être l'idéologie de toutes les forces anti-systémiques de l'économie-monde capitaliste, d'être l'idéologie de la transition mondiale du capitalisme au socialisme. Sa cause paraît bien plaidée. Au fur et à mesure que les forces politiques anti-systémiques se sont développées, le marxisme, en tant qu'idéologie, s'est répandu. Un jour, bientôt peut-être, nous découvrirons que le marxisme est subitement devenu la *Weltanschauung* universelle du capitalisme défunt et du système qui lui succédera, tout comme le christianisme a été la *Weltanschauung* du défunt Empire romain et de la période qui lui succéda à partir de la proclamation de Constantin.

Lorsqu'il en sera ainsi, et cela pourrait venir très vite, nous assisterons alors au véritable émiettement. Car si tout le monde ou presque est devenu marxiste, y aura-t-il encore quelqu'un pour l'être ? Nous aurons des marxistes de gauche, du centre et de droite. Nous en avons

déjà. Nous aurons des marxistes déterministes et d'autres, volontaristes, des empiristes et des rationalistes. Nous en avons déjà. Nous aurons des marxistes « universalisants-sectorisants » et des marxistes de résistance. Là encore, nous en avons aujourd'hui. Au siècle prochain, le tumulte politique dû à la transformation se traduira par une grande confusion intellectuelle, et le triomphe rapide du marxisme, comme système de pensée, y aura sans doute largement contribué. Il se peut qu'alors, le souvenir de l'école des Annales, comme école de résistance, nous aide à préserver un marxisme de résistance parmi les marxistes.

C'est ainsi que Fernand Braudel, historien, apparaît comme l'homme de la conjoncture, une conjoncture qui a coïncidé précisément avec la période de sa prééminence dans la pensée comme dans l'institution. A un degré éminent, il lui revient d'avoir assuré la continuité des traditions de résistance dans une conjoncture qui, autrement, aurait dû leur être défavorable. On reconnaît son rôle dans les thèmes qu'il a promus et les institutions de recherche qu'il a créées. Ainsi, il aurait amplement introduit la réévaluation, pour la période à venir, des prémisses des sciences sociales historiques, une réévaluation qui pourra s'avérer aussi importante que celle qui eut lieu dans la période 1815-1873. Par-dessus tout, Braudel nous a donné l'exemple d'une passion intellectuelle et d'un engagement humain qui nous assure la fermeté d'un repère, et nous rappellera qu'on peut être intègre même dans les temps difficiles.

Cinquième partie :
Un retour chez Marx

Chapitre 14

Le capitalisme, ennemi du marché ?

[Retour à la table des matières](#)

Il y a quarante ans, le rôle du marché dans le capitalisme paraissait clair. Bien entendu, le marché définissait d'abord le capitalisme en lui-même, comme la clef de son fonctionnement, mais aussi par rapport à deux termes opposés auxquels on le comparait d'habitude : le féodalisme, en amont, et en aval, le socialisme. Généralement, on présentait le féodalisme comme un système de pré-marché et le socialisme comme un système post-marché.

Aujourd'hui, dans toutes nos analyses, nous devons rejeter ce schéma : il n'est pas seulement trop simpliste, il est carrément faux. Et ce, au moins pour trois raisons.

Tout d'abord, la recherche sur la société féodale s'est considérablement développée depuis 1945 ; on ne peut plus, désormais, y voir une simple structure fermée, qui aurait vécu en autosubsistance dans le cadre d'une économie soi-disant naturelle. En réalité, des marchés existaient partout, profondément imbriqués dans le fonctionnement de ce système historique. Évidemment, ce système présentait de grandes différences avec le capitalisme. La marchandisation demeurait limitée,

elle ne tendait pas à devenir universelle ; les marchés d'ordinaire restaient très locaux, ou au contraire ils impliquaient des relations à longue distance : ils étaient rarement « régionaux ». Le grand négoce portait essentiellement sur des articles de luxe. Il n'empêche que le contraste avec ce qui devait intervenir ensuite dans le capitalisme tend à s'estomper au fur et à mesure qu'on cerne de plus près les réalités du monde féodal.

Parallèlement, le socialisme réel a montré ces dernières années un penchant concret pour le marché, et cela en deux sens. En premier lieu, les analystes s'accordent de plus en plus pour nier que les pays dits socialistes ou communistes soient vraiment et définitivement sortis du marché mondial. D'autre part, au niveau national, presque tous les pays du bloc socialiste ont connu un long débat interne sur les vertus d'une certaine libéralisation du marché intérieur ; un concept en est même né : le « socialisme de marché ».

Ainsi, la réalité féodale et la réalité socialiste contredisent l'ancien schéma théorique. Mais la réalité capitaliste lui donne également tort : c'est ici que l'œuvre de Braudel a joué un rôle capital. Sa trilogie, *Civilisation matérielle, Économie et capitalisme, XVe-XVIIe siècles*, a pour trait majeur une division du système capitaliste en trois composantes : il restreint l'usage du mot « marché » à une seule d'entre elles, celle qui s'insère entre la « vie quotidienne » et le « capitalisme » proprement dit. D'où la nécessité de formuler à nouveaux frais la relation entre marché et monopole. Habituellement, on considérait la concurrence et le monopole comme deux pôles opposés, entre lesquels fluctuaient, pour ainsi dire, le marché capitaliste. Braudel y voit plutôt deux structures en lutte continue : mais des deux, seuls les monopoles méritent d'être appelés « capitalistes ».

De la sorte, Braudel inverse le sens du débat. Au lieu de considérer le marché libre comme élément clef du système capitaliste historique, il attribue ce rôle aux monopoles. Ce sont les monopoles dominant le marché qui constituent la singularité de notre système, qui le distinguent très clairement de la société féodale et peut-être même d'un système socialiste mondial à venir, s'il doit s'en produire un. On s'est trop peu penché sur ce renversement de perspective.

Sur plusieurs points, Adam Smith et Karl Marx partageaient les mêmes thèses. L'une d'entre elles, parmi les plus fondamentales, fut de considérer que ce qui était normal dans le capitalisme, tant d'un point de vue idéologique que statistique, c'était la concurrence ; du même coup, le monopole revêtait un caractère exceptionnel. Il fallait expliquer le monopole ; il fallait le combattre. Encore aujourd'hui, cette idéologie est très ancrée dans les esprits - pas seulement dans le grand public, mais aussi chez les scientifiques.

Or, d'un point de vue statistique, il n'est pas vrai que le monopole soit rare. C'est même plutôt le contraire. Les évidences s'accumulent de toutes parts et il n'est que de lire Braudel pour se convaincre de l'ancienneté du phénomène. Non seulement les monopoles ont toujours existé dans le capitalisme, mais toujours ils y ont joué un rôle de premier plan. En outre, ce sont toujours les plus grands, les plus puissants accumulateurs de capital qui ont contrôlé ces monopoles. Si bien qu'on pourrait dire que c'est de l'aptitude à ériger des monopoles que dépendait la capacité à amasser le capital.

À lire Braudel, il me semble qu'on peut tirer trois grandes leçons. Elles vont toutes contre les idées reçues ou du moins, contre l'opinion dominante. Commençons par la fameuse distinction entre les différents types de bourgeois ou de capitalistes : marchands, industriels et financiers. Combien d'encre a coulé et coule toujours pour tenter de déterminer quel type de capital a dominé ici et là, à tel ou tel moment de l'histoire moderne ? Combien de théories élaborées pour montrer une sorte d'évolution naturelle, allant de la domination du capital marchand à celle du capital industriel puis du capital financier ? Combien de confusions sur le rôle et l'existence même de capitalistes agraires ?

Et pourtant c'est un faux problème. Braudel montre très clairement que les grands capitalistes ont constamment cherché à tout maîtriser : le négoce, la production, la finance. Et c'est seulement en touchant à tous ces secteurs à la fois qu'ils ont pu escompter des avantages monopolistiques. Il n'y a que les gens du deuxième rang qui se choisissent une spécialité, et se contentent d'être marchands ou industriels.

Ainsi, la distinction essentielle n'est pas entre les marchands, les industriels, les financiers, mais entre les capitalistes qui sont des géné-

ralistes et ceux qui sont spécialisés. Il existe un lien très ferme entre cette seconde distinction et les autres : grand ou petit, mondial contre local ou national, secteur de monopole contre secteur de concurrence, etc., autrement dit entre ce que Braudel appelle le « capitalisme » et ce qu'il appelle le « marché ».

Dès lors, d'autres faux problèmes tombent à leur tour : la datation de l'internationalisation du capital - car les monopoles ont toujours été « internationaux », ou l'explication des multiples « trahisons » de la bourgeoisie - en effet, le transfert du capital, d'un secteur à un autre, ne fait que s'inscrire dans la logique des monopoles face aux fluctuations de la conjoncture. De même, l'explication de la soi-disant révolution industrielle en Angleterre, à la fin du XVIIIe siècle, prend un tout autre visage : comment expliquer qu'à ce moment précis, on pouvait tirer de l'industrie textile assez de profits monopolistiques pour y attirer le grand capital ?

La seconde grande leçon est moins proprement braudélienne ; néanmoins, ses écrits nous permettent de combattre les résistances qui nous empêchent de reconnaître cette vérité : tout monopole est politique. On ne peut jamais arriver à dominer une économie, à étouffer, à contenir les forces du marché sans un soutien politique. La force est nécessaire : il faut la force de quelque autorité politique pour imposer des barrières, forcément non économiques, à l'entrée du marché, pour imposer des prix exorbitants ou garantir des achats non prioritaires. L'idée qu'on pourrait être capitaliste (au sens de Braudel) sans l'État, voire contre l'État, est tout simplement farfelue. Je dis sans l'État, mais ce n'est pas forcément l'État national auxquels appartiennent individuellement les capitalistes ; parfois c'est un tout autre État.

Dans le monde moderne, cela change tout le sens des luttes politiques entre gauche et droite. Celles-ci ne portent jamais, et n'ont jamais porté sur la légitimité d'une intervention de l'État dans la vie économique. Car l'État est un élément constitutif du fonctionnement du système capitaliste. Le débat porte plutôt sur l'identité des vrais destinataires : de cette intervention, qui sont les bénéficiaires immédiats ? Une telle vision nous aide à démystifier plus d'un débat politique.

Enfin, Braudel nous permet de limiter l'enthousiasme qu'on réserve aux avancées technologiques, un thème cher aux disciples de Smith et de Marx, qui y trouvent la manifestation du « progrès ». Chaque grande avancée technologique a revigoré le secteur des monopoles. Chaque fois que le marché regagne du terrain sur les monopoles, en élargissant le nombre d'acteurs économiques, en réduisant les coûts de production, les prix, et les profits, on cherche - mais qui est ce « on » ? - on cherche à provoquer un grand saut technologique, pour ramener l'économie-monde capitaliste dans une phase d'expansion - en fait, pour remplir les poches des grands capitalistes, en leur assurant, une fois de plus, un nouvelle chasse gardée, qui pour trente années encore, leur réservera d'énormes profits.

J'ai fait l'éloge de Braudel. Mais à présent, il me faut signaler un grand danger, toujours possible, dans le détournement de ses thèses. On pourrait très facilement les faire dévier vers un nouveau romantisme : le petit libertaine contre le grand vilain contraignant. Et de là à une vision néo-poujadiste du monde, le pas est vite franchi.

Pour nous sauver, pour sauver Braudel d'une issue aussi déplorable, je me permets de revenir au grand slogan de la Révolution française : liberté, égalité, fraternité. Ces trois concepts ont toujours été compris comme s'ils étaient différents. Voici presque deux cents ans que l'on ratiocine sur leur compatibilité. La liberté est-elle possible dans un système égalitaire ? N'est-elle pas un obstacle à l'institution de l'égalité ? Est-ce que la liberté et l'égalité ne conduisent pas à l'inverse de la fraternité ? Et ainsi de suite.

Peut-être faudrait-il revoir cette trilogie à la lumière de l'analyse braudelienne. Si le marché, domaine des petits, domaine de la liberté, est en lutte continuelle contre les monopoles, domaine des grands, domaine de la contrainte, et si les monopoles n'existent que grâce au pouvoir d'État, ne faut-il pas conclure que les combats contre toutes les inégalités, qu'elles soient politiques, économiques ou culturelles, ne forment qu'une seule et même lutte ? C'est en supprimant égalité et liberté dans l'arène économique que dominant les monopoles, en les supprimant donc nécessairement dans l'arène politique et pratiquement tout autant dans l'arène culturelle (même si nous n'avons pas évoqué ce point). Si l'on est partisan d'un monde du « marché » brau-

délien, cela revient finalement à lutter pour l'égalitarisation du monde, c'est-à-dire à lutter pour les libertés humaines et, donc, pour la fraternité puisque la logique d'une telle lutte ne permet pas l'existence de sous-hommes. Et voici un dernier renversement : au lieu de qualifier le système capitaliste, le triomphe du marché - dans le sens de Braudel - pourrait bien symboliser plutôt un socialisme mondial. Quel tour de force !

Évidemment, nous quittons à présent l'histoire du passé, nous entrons dans un avenir bien difficile à construire. C'est là peut-être l'ultime leçon à tirer de Braudel. Quoi qu'il advienne, il sera très difficile de faire triompher un tel marché. Et en un sens, le récit des cinq derniers siècles n'est que l'histoire de sa continuelle défaite. Mais Braudel nous laisse un espoir : car ce marché, ou plutôt les hommes qui le peuplent, n'ont jamais accepté la défaite. Et chaque jour, ils reprennent cette lutte, ce combat si pénible, pour contraindre ceux qui contraignent, pour saboter leur pouvoir économique, pour miner leurs places fortes en politique.

Cinquième partie :
Un retour chez Marx

Chapitre 15

Le capitalisme de Braudel ou le monde à l'envers

[Retour à la table des matières](#)

Quand Fernand Braudel nous demandait de prendre au sérieux la notion de capitalisme, il entendait par là un concept opératoire pour construire et analyser l'histoire du monde moderne, au moins à partir du XVe siècle. Bien sûr, il n'était pas seul dans cette opinion. Mais il faut reconnaître l'originalité de son approche : il a produit un cadre théorique en totale contradiction avec les deux thèses majeures qui, au XIXe siècle, ont fondé, sous leur forme classique, les deux visions concurrentes du monde, le libéralisme et le marxisme. Ainsi, la plupart des libéraux et des marxistes soutenaient que le capitalisme supposait avant tout l'institution d'un marché libre et concurrentiel. Pour Braudel, au contraire, le capitalisme était le système du *contre-marché*. D'autre part, les libéraux et l'essentiel des marxistes voyaient dans les capitalistes les grands promoteurs de la spécialisation économique ; à l'inverse, Braudel était persuadé que la réussite d'un capitaliste s'explique toujours par son refus de la spécialisation.

Ainsi, aux yeux de la plupart de ses collègues, la vision que Braudel avait du capitalisme devait forcément apparaître comme une vision « à l'envers ». J'essayerai donc de mettre en évidence les moments qui, à mon sens, sont décisifs dans l'argumentation de Braudel, pour analyser ensuite l'importance de cette nouvelle définition, et ses conséquences pour la recherche présente et future.

I

Braudel part d'une analogie, celle d'une maison à trois niveaux - le ras du sol, celui de la vie matérielle « au sens d'une économie très élémentaire » (Braudel, 1979, vol. 2, 7), le premier étage qu'il appelle habituellement « la vie économique » et le deuxième et dernier étage qu'il dénomme « capitalisme » ou « vrai capitalisme ». Ici est la première surprise. Dans les étages supérieurs, une distinction est faite entre, d'une part, la « vie économique » (ou le « marché ») et d'autre part, « le capitalisme ». À quoi cela renvoie-t-il, dans la réalité ? Braudel suggère l'importance de six éléments dans cette distinction.

1. Il commence par distinguer la vie économique du premier niveau. La vie économique sort « de la routine du quotidien inconscient » de la vie matérielle. Sans doute, elle implique des « régularités », mais celles-ci proviennent des processus du marché qui permettent d'organiser et de reproduire une division du travail « active et consciente » (Braudel, 1979, 496). Le monde de ces marchés est donc celui « où chacun peut savoir à l'avance, instruit par l'expérience commune, comment se dérouleront les processus de l'échange » (Braudel, 1979, vol. 2, 403). C'est son caractère public et conscient qui distingue la vie économique de la vie matérielle, domaine de la consommation, et de la production en vue d'une consommation immédiate. Le capitalisme, bien sûr, diffère également de la vie matérielle mais il se sépare tout autant des régularités de la vie économique. « Les grands jeux capitalistes se situent dans l'inhabituel, le hors-série ou la connexion au loin [... C'est le monde] de la spéculation » (Braudel, 1981-1984, vol. 2, 403). On pourrait objecter que cette dernière description, même si elle vaut pour la période antérieure, du XVe au XVIIIe siècle, ne tient plus de nos jours. Mais nous reviendrons sur ce point.

2. L'économie de marché est un monde de « réalités claires, transparentes même » : c'est sur la base de « processus faciles à saisir qui les animent qu'a commencé le discours constitutif de la science économique » (Braudel, 1979, vol. 1, 8). Mais, en contraste avec elle, se trouvent, en deçà et au-delà du marché, des zones d'opacité. La zone de l'en deçà, celle de la vie matérielle, est « souvent difficile à observer, faute de documentation historique suffisante ». Son opacité tient au fait qu'elle est, pour l'analyste, difficile d'accès. D'autre part, dans l'au-delà, la zone du capitalisme elle aussi est opaque, mais cette fois-ci, par une volonté délibérée des capitalistes. C'est la zone où « des groupes d'acteurs privilégiés se sont engagés dans des circuits et des calculs que le commun des hommes ignore ». Ils pratiquent « un art sophistiqué, ouvert, au plus à quelques privilégiés ». Sans cette zone qui se trouve « au-dessus des clartés de l'économie de marché », le capitalisme, c'est-à-dire le « le domaine par excellence » était « impensable » (Braudel, 1979, vol. 1, 8).

3. La zone du marché, qu'il appelle parfois celle du « micro-capitalisme », est une zone de « profits menus ». Son aspect « ne semble pas haïssable ». Les activités y sont « dégagées à peine du labeur ordinaire ». La différence est grande avec le vrai capitalisme « et ses vastes orientations, et ses jeux qui déjà sembl[aient] diaboliques au commun des mortels » (Braudel, 1979, vol. 1, 496). La zone du capitalisme, c'est « le lieu de l'investissement et du haut taux de production du capital » (Braudel, 1979, vol. 2, 200), la zone des « profits exceptionnels » (Braudel, 1979, vol. 2, 378). « Là où le profit atteint de très hauts voltages, là, et là seulement, est le capitalisme, hier comme aujourd'hui » (Braudel, 1979, 378). Mais, si les profits des capitalistes étaient élevés, ils n'avaient pas la régularité d'une récolte annuelle. « Le taux des profits varie, ne cesse de varier » (Braudel, 1979, vol. 2, 380).

Toutefois, ce n'est pas simplement une question de choix ; il ne faut pas diviser les acteurs en deux espèces : ceux qui veulent obtenir, sans risque, de petits profits, et ceux qui, plus aventureux, sont prêts à risquer des profits exceptionnels, mais variables. Tout le monde n'a pas ce choix. « Il est certain [...] que le ciel des hauts profits n'est accessible qu'aux capitalistes qui manient de grosses sommes d'argent -

les leurs ou celles d'autrui [...] De l'argent, encore de l'argent ! Il en faut pour traverser les attentes, les remous hostiles, les secousses et les délais » (Braudel, 1979, vol. 2, 380) ⁴⁷.

4. « Le marché, c'est une libération, une ouverture, l'accès à un autre inonde. C'est faire surface » (Braudel, 1979, vol. 2, 12). Cette description convient sans doute au Moyen Age tardif. On pourrait dire aussi qu'elle reflète les opinions aujourd'hui courantes en Chine, après la Révolution culturelle. Au contraire, la zone du contre-marché est « le règne de la débrouille et du droit du plus fort » (Braudel, 1979, vol. 2, 197).

À l'origine, le contre-marché s'est particulièrement épanoui dans le commerce de longue distance. Ce n'était pas, cependant, la distance par elle-même qui expliquait les profits élevés. « La supériorité indiscutable du Fernhandel, du commerce au long cours, c'est la concentration qu'il autorise et qui fait de lui un moteur sans égal pour la reproduction et l'augmentation rapide du capital » (Braudel, 1979, vol. 2, 358-359). En bref, ce qui, pour Braudel, définit la vie économique, ce sont les activités vraiment concurrentielles. Le capitalisme, lui, est défini comme une zone de concentration, où la monopolisation atteint un degré relativement élevé, c'est-à-dire comme un anti-marché.

5. La zone de l'économie de marché forme une zone de « liaisons à l'horizontale entre les divers marchés [notons bien le pluriel - I.W.] : un certain automatisme y lie d'ordinaire offre, demande et prix » (Braudel, 1979, vol. 2, 197). La zone du capitalisme était fondamentalement différente. « Les monopoles sont affaire de force, de la ruse, d'intelligence » (Braudel, 1979, vol. 2, 369). Mais avant tout du pouvoir. Décrivant l'« exploitation, c'est-à-dire l'échange inégal ou contraint », Braudel s'écrit : « Quand il y a ainsi rapport de force, que signifient exactement les termes "demande" et "offre" ? » (Braudel, 1979, vol. 2, 149).

⁴⁷ Braudel parle ici des marchands « au loin », mais la description vaudrait également, de nos jours, pour une compagnie multinationale comme Boeing Aircraft.

6. Ce problème du pouvoir nous conduit à un autre : celui du rôle de l'État. A ce sujet, Braudel fait deux remarques, l'une sur l'État comme régulateur, l'autre sur l'État comme garant. Mais sa thèse est paradoxale : comme régulateur, l'État préserve la liberté ; comme garant, il la détruit. Son raisonnement est le suivant : comme régulateur, l'État impose un contrôle des prix ; l'idéologie de la libre entreprise, qui a toujours servi les monopoles, a constamment attaqué, sous tous ses aspects, le contrôle des prix par les gouvernements. Pour Braudel, au contraire, le contrôle des prix assure la concurrence :

Le contrôle des prix, argument essentiel pour nier l'apparition avant le XIXe siècle du « véritable » marché autorégulateur, a existé de tous temps et aujourd'hui encore. Mais, en ce qui concerne le monde préindustriel, ce serait une erreur de penser que les mercuriales des marchés suppriment le rôle de l'offre et de la demande. En principe, le contrôle sévère du marché est fait pour protéger le consommateur, c'est-à-dire la concurrence. À la limite, ce serait plutôt le marché « libre », par exemple le private market anglais, qui tendrait à supprimer à la fois le contrôle et la concurrence (Braudel, 1979, vol. 2, 195).

Ici, le rôle de l'État était de contenir les forces du contre-marché. Car les marchés privés ne sont pas simplement apparus pour promouvoir l'efficacité, mais aussi pour « éliminer la concurrence » (Braudel, 1979, vol. 2, 364).

Mais l'État constituait aussi un garant : il garantissait les monopoles, et même on peut dire qu'il les créait. Sans doute, cela ne vaut pas pour tous les États ; seulement quelques-uns en avaient les moyens. Il n'y avait pas que les plus gros monopoles, les grandes compagnies marchandes « se construisirent avec la connivence régulière de l'État » (Braudel, 1979, vol. 2, 371). Il y avait bien d'autres monopoles « qui restent invisibles à leur bénéficiaires eux-mêmes, tant ils sont naturels » (Braudel, 1979, vol. 2, 373). Braudel cite l'exemple de l'argent comme monopole tenu pour acquis - au Moyen Age, ses détenteurs possédaient l'or et l'argent, et de nos jours, utilisent des monnaies dites fortes, quand le commun des hommes ne maniait que du cuivre, ou aujourd'hui, des monnaies « faibles ». Mais le monopole suprême, c'est celui que possédait le pouvoir hégémonique, garant du système tout entier. « C'est l'ensemble de la position d'Amsterdam qui est un

monopole en soi et que le monopole n'est pas recherche de la sécurité, mais de la domination » (Braudel, 1979, vol. 2, 372).

À présent, le tableau est achevé. La vie économique englobe les régularités, l'ordre des processus prévisibles, le capitalisme agit sur l'exceptionnel, il est spéculatif. La vie économique est transparente, le capitalisme opaque. L'une suppose de menus profits, l'autre, des profits exceptionnels. Si la vie économique libère, le capitalisme est la débrouille. L'une fixe automatiquement les prix sur l'état réel de l'offre et de la demande, l'autre les impose par le biais de force et de ruse. L'une suppose le contrôle de la concurrence, l'autre, l'élimination simultanée du contrôle et de la concurrence. La vie économique, enfin, est le domaine des gens ordinaires tandis que le capitalisme trouve sa garantie, et son incarnation, dans le pouvoir hégémonique.

II

Marchands, industriels et banquiers : c'est là une distinction ancienne et évidente. Ils occupent dans l'économie les trois principaux secteurs d'où se tirent les profits : le commerce, la manufacture (ou plus généralement, la production), et la finance sous toutes ses formes : prêt, dépôt, investissement. On croit généralement qu'ils s'agit de métiers institués, bien différenciés ; c'est pourquoi on les sépare souvent en trois groupes sociaux distincts : par exemple dans la « formule trinitaire » du capital : marchand, industriel et financier. Et de fait, pour de nombreux analystes, ces divisions servent à scander une chronologie du capitalisme par catégories successives : d'abord l'ère du capital marchand, puis l'époque du capital industriel, et enfin, celle du capital financier. De plus, un préjugé a toujours prévalu, aussi bien dans la tradition libérale que chez les marxistes, au sujet des activités d'échange : elles seraient moralement plus douteuses et moins « capitalistes » que la production industrielle. Ici, on devine surtout l'héritage de Saint-Simon et de sa distinction (elle-même tirée des Physiocrates) entre travail productif et travail improductif. Quoi qu'il en soit, c'est de ces distinctions, et de leur réalité ontologique, que dépend la valeur centrale, l'aspect de bouleversement historique qu'on accorde à la soi-disant « révolution industrielle ».

Pour Braudel, ces distinctions sont tout simplement nulles et non avenues. Aussi va-t-il en saper la base :

L'impression est donc (car on ne peut parler que d'impressions, vu l'insuffisance d'une documentation éparse) qu'il y a toujours eu des secteurs particuliers de la vie économique sous le signe du haut profit et que ces *secteurs varient*. Chaque fois qu'il y a un de ces glissements sous l'impact de la vie économique elle-même, un capital agile les rejoint, s'y loge, y prospère. Notez, en général, qu'il *ne les a pas créés*. Cette géographie différentielle du profit est une clef pour comprendre les variations conjoncturelles du capitalisme, balançant entre le Levant, l'Amérique, l'Insulinde, la Chine, le trafic négrier, etc. -ou entre le commerce, la banque, l'industrie ou même la terre. [...]

On voit bien qu'il est difficile d'établir un classement valable une fois pour toutes entre profits industriel, agricole et marchand. En gros le classement décroissant habituel : marchandise, industrie, agriculture correspond à une réalité, mais avec toute une série d'exceptions, qui justifient les passages d'un secteur à l'autre.

Insistons sur cette qualité essentielle pour une histoire d'ensemble du capitalisme : sa plasticité à toute épreuve, sa capacité de transformation, et d'adaptation. S'il y a, comme je le pense, une certaine unité du capitalisme, depuis l'Italie du XIIIe siècle jusqu'à l'Occident d'aujourd'hui, c'est là qu'il faut, en première instance, la situer et l'observer (Braudel, 1979, vol. 2, 381-382).

Une fois ce fait établi que seules les occasions de profit déterminent la position, essentiellement changeante, du capitaliste dans le circuit du capital, il reste à savoir comment le capitaliste parvient à cette « plasticité à toute épreuve ». La réponse de Braudel est simple. Le vrai capitaliste a toujours résisté à la spécialisation et lorsqu'il se trouve coincé dans un domaine, cela tient au poids du passé : à ses investissements, aux réseaux où il est pris, à ses capacités acquises. La spécialisation existe, bien sûr, mais pour Braudel c'est l'affaire des étages inférieurs.

La spécialisation, la division du travail s'y opère d'ordinaire de bas en haut. Si l'on appelle modernisation ou rationalisation le processus de distinction des tâches et de morcellement des fonctions, cette modernisation s'est manifestée d'abord à la base de l'économie. Tout élan des échanges

détermine une spécialisation croissante des boutiques et la naissance de professions particulières parmi les multiples auxiliaires du commerce.

N'est-il pas curieux que le négociant, quant à lui, ne suive pas la règle, ne se spécialise pour ainsi dire que très rarement. Même le boutiquier qui, faisant fortune, se transforme en négociant, passe aussitôt de la spécialisation à la non-spécialisation (Braudel, 1979, vol. 2, 334).

C'est pourquoi l'attitude du capitaliste est tout à fait différente de celle du commerçant :

[...] l'avantage caractéristique de se trouver en ces points dominants était précisément, aujourd'hui comme au temps de Jacques Cœur, de n'avoir pas à s'enfermer dans un seul choix. D'être éminemment adaptable, donc non spécialisé (Braudel, 1979, vol. 2, 335).

III

Quel sens y a-t-il à voir ainsi le capitalisme « à l'envers » ? Tout d'abord, cela change le programme historiographique. Ensuite, il en sort une critique implicite des théories des Lumières sur le progrès. Enfin, on obtient un message politique très différent, concernant le monde contemporain. Ces conséquences, Braudel ne les a pas explicitement indiquées. Ce n'était pas dans ses habitudes d'expliquer, dans son œuvre de science, les conséquences pratiques de cette même science. S'il s'y prêtait quelquefois dans des interviews, ses commentaires avaient souvent quelque chose d'abrupt qui en disait plus long sur sa conception des interviews que sur sa conception du monde. Peut-être Braudel croyait-il que le texte implicite a plus de poids si le lecteur le découvre lui-même. Peut-être craignait-il d'être entraîné dans une controverse trop politisée, même s'il refusait rarement la joute intellectuelle. Quel que soit le sens de ces hésitations, ou de ces silences, on ne doit pas renoncer pour autant à prendre son œuvre comme une base de nos propres réflexions.

Au moins depuis le milieu du XIXe siècle, une interprétation mythique a dominé le programme de l'Histoire avec un grand H ⁴⁸. D'après ce mythe, d'un système plus ancien, plus simple et plus réduit, où des propriétaires exploitaient des paysans, a surgi le groupe de la « bourgeoisie » ou des « classes moyennes », qui sont devenues la force dominante dans les États-nations modernes. La force grandissante de ce « nouveau groupe » et du système économique qu'il mettait en oeuvre, le capitalisme, rendrait compte des deux grandes révolutions, la révolution industrielle en Grande-Bretagne et la Révolution française bourgeoise, qui, à elles deux, constituent la grande césure de l'histoire mondiale, au tournant du XIXe siècle.

Toute notre périodisation est fondée sur ce mythe : la rupture entre l'époque médiévale et l'époque moderne, entre l'histoire moderne et l'histoire contemporaine. Mieux encore, même nos adjectifs usuels portent la trace de cette mythologie, ce qui montre bien à quel point elle reste nichée dans nos hypothèses implicites, non critiquées. Ainsi parlons-nous de sociétés « préindustrielles » et, plus récemment, de sociétés « postindustrielles », les deux adjectifs supposant que l'on peut mesurer des périodes pour quelque chose que l'on nomme la « société industrielle ». Enfin, on retrouve cette mythologie dans nos problématiques : pourquoi la révolution bourgeoise a-t-elle tant tardé en Italie ? À quel moment la France, la Russie, ou l'Inde, ont-elle connu leur révolution industrielle ? Les esclavagistes américains étaient-ils des patriarches féodaux ou des entrepreneurs capitalistes ? Je m'empresse d'ajouter que Braudel lui-même ne s'était pas libéré de tous ces présupposés, en particulier dans l'utilisation des adjectifs. Mais, et c'est l'essentiel, il les a très largement ignorés.

Quoi qu'il en soit, cette vision « à l'envers » du capitalisme constitue, comme je voudrais le montrer, une critique accablante de ces mythologies. Si les capitalistes, comme détenteurs de monopoles s'opposent bien aux acteurs des marchés concurrentiels, alors les lignes de division furent en réalité bien différentes de nos schémas habituels. Ainsi, dans la production, le commerce ou la finance, on peut retracer les multiples formes de contrôle par les monopoles. Les grandes plan-

⁴⁸ Sur le rôle de ces mythes historiques, voir notre chap. 4, ainsi que McNeill (1986).

tations en sont une, les grandes compagnies commerciales en forment une autre, ainsi que les multinationales ou enfin, les entreprises d'État. Face à elles, on trouverait les populations laborieuses du monde, quelles soient rurales ou urbaines, qui habitent la zone de la vie matérielle, mais qui tentent des sorties vers la zone du marché pour combattre le pouvoir des monopolistes.

Ces travailleurs ont cherché à récupérer une plus grande part de la plus-value qu'ils dégageaient, tout en augmentant la part de leurs revenus provenant du salaire, ou encore en créant des formes originales pour la production et la commercialisation à petite échelle, ou enfin en résistant autant que possible à la structure des prix imposés par les monopolistes, pour lui substituer une autre structure qui reflète réellement l'offre et la demande, c'est-à-dire la valeur réelle. Dans cet effort pour parvenir à une « libération », ils ont cherché l'appui de l'État comme « contrôleur », comme protecteur de la « concurrence », mais ils ont, hélas, très souvent rencontré l'État comme « garant » des mêmes monopoles qu'ils combattaient. C'est pourquoi leur attitude doit forcément être ambivalente envers l'État.

Comme la force des capitalistes réside dans leur capacité d'adaptation, leur plasticité, leur rapidité à se mouvoir vers les zones de hauts profits, la reconversion, en 1780, dans le coton et la production textile, n'était ni plus ni moins significative que d'autres : par exemple, l'investissement agricole des Vénitiens dans la Terraferma au XVIIIe siècle, ou encore la spéculation financière des compagnies multinationales dans les années 1980. Par ailleurs, le concept de « concurrence réglementée », avec l'État pour contrôleur, ouvre de nouvelles perspectives pour comprendre, dans la dernière décennie, le remarquable essor du « socialisme de marché » comme option politique dans les pays socialistes. Au sein de l'économie-monde capitaliste, Braudel nous montre l'image d'une lutte incessante entre les monopolistes qui ont pour eux le pouvoir et la ruse, et la majorité des gens, entravés par la franchise et la clarté de leurs opérations dans la vie économique. On pourrait penser en ce sens l'histoire politique des deux derniers siècles, comme une histoire où cette majorité a toujours cherché à créer un contre-pouvoir, à systématiser ses propres stratégies de contre-ruse.

C'est donc une évidence que les visions de Braudel ne peuvent s'accorder avec les conceptions les plus naïves des idéologies qui nous dominent. Adam Smith et Karl Marx, pour leur part, étaient bien sûr des penseurs pénétrants ; ils ont même largement anticipé ce qu'on peut à présent tirer d'une lecture de Braudel. Mais en tant qu'idéologies, le libéralisme comme le marxisme n'offrent, des théories d'Adam Smith ou de Marx, qu'un reflet très grossier, et ce sont ces idéologies, et non ces théories, qui ont dominé notre horizon intellectuel.

En transformant le concept du capitalisme, Braudel a détruit l'argument qui, pour les libéraux et les marxistes, justifiait leur adhésion à la théorie d'un progrès inévitable. Chacun à leur façon, ils envisageaient une séquence historique où apparaissaient, et s'organisaient les capitalistes (les bourgeois, les classes moyennes, si l'on préfère). Une fois achevé, ce processus devait culminer, pour les libéraux, dans une sorte d'apothéose utopique ; pour les marxistes, dans une explosion conduisant, à son tour, à de nouvelles structures qui mèneraient également à une autre apothéose utopique.

Pour sa part, Braudel n'envisage pas de progression linéaire mais une tension continue entre les forces du monopole, où il voit le « vrai capitalisme », et les forces de la libération qui recherchent cette émancipation à travers des activités économiques autorégulées, dans le cadre d'un complexe de marchés concurrentiels, où leurs activités sont « délogées à peine du labeur ordinaire ».

Mais Braudel lui-même ne va pas plus loin. Nous pouvons supposer que ce conflit est éternel ou chercher, au contraire, quelles tendances séculaires pourraient transformer ce système historique, en poussant ce fragile équilibre jusqu'à l'insupportable. Il nous incombe de combler cette lacune. Pour ma part, je crois qu'il y a bien, dans l'économie-monde capitaliste, de telles tendances séculaires, et que les contradictions croissantes aboutiront à une « bifurcation » qui contraindra le système à se transformer au profit d'un autre. Quelle en sera l'issue ? Nous ne pouvons encore le dire : cet ailleurs demeure ouvert, parce qu'il dépend de nous, de notre choix historique collectif, son destin n'est pas préétabli. Mais ce n'est pas ici le lieu de développer ces idées, je l'ai fait ailleurs.

Ce qu'il faut avant tout comprendre, à mon sens, c'est que la pensée de Braudel ne reflète pas une sorte de poujadisme inconscient, tout à l'éloge d'un « petit entrepreneur » mythique. C'est bien plutôt le contraire. Le marché « libérateur » n'a rien à voir avec ce que nous entendons désormais par marché dans le monde réel. Il offre une véritable concurrence, au sens où offre et demande déterminent réellement les prix, c'est-à-dire la traduction de leurs rapports, potentiels ou effectifs. Les « profits » qui doivent s'ensuivre ne peuvent être que minuscules, et correspondre en fait à la rétribution du travail. Qu'un tel système soit historiquement viable, cela reste encore en question. En tout cas, l'invocation braudelienne du « marché » ne saurait se confondre avec l'idéologie dite néo-libérale des années 1980. Ce qu'elle exprime, en fait, c'est tout le contraire.

Finalement, elle implique, pour le monde contemporain, des conséquences politiques considérables. Si le vrai capitalisme, c'est le monopole, et non le marché, alors à cette question « que faire ? », on répondra sans doute bien autrement que ne l'ont fait depuis un siècle les mouvements anti-systémiques.

J'ai tenté ici d'exposer la voie empruntée par Braudel pour combattre les définitions instituées du capitalisme. Cette conception du capitalisme, je l'ai appelée une vision « à l'envers ». Ensuite, là où Braudel s'était lui-même abstenu, j'ai tenté de prolonger sa pensée, d'éclairer les conséquences intellectuelles et sociales de sa nouvelle définition. Évidemment, Braudel ne saurait faire l'objet de critiques pour les conséquences que j'ai tiré, personnellement, de sa pensée. D'autres, peut-être, reprenant cette nouvelle définition, en tireront d'autres conséquences. En tout cas, pour nous tous, il sera toujours utile de laisser Braudel souffler un peu d'air frais dans le champ de nos pré-supposés acritiques, quand il s'agit des institutions majeures du système historique dans lequel nous vivons.

Cinquième partie :
Un retour chez Marx

Chapitre 16

Au-delà des Annales ?

[Retour à la table des matières](#)

À l'origine, le mouvement des Annales est né d'une réaction, il s'est formé contre les postulats dominants qui, au XIXe siècle, ont supporté l'institution des sciences sociales. Aujourd'hui encore, nous divisons le savoir sur les processus et structures sociales suivant toutes sortes d'étiquettes. Au premier rang, on citera, dans l'ordre alphabétique, l'anthropologie, l'économie, l'histoire, les sciences politiques et la sociologie. Avant le XIXe siècle, au moins trois de ces termes n'existaient pas encore. Dans la seconde moitié du siècle, en gros entre 1850 et 1914, on donna à ces termes un statut officiel. D'abord, au sein des universités ont créé des départements, ou tout au moins des chaires, qui portaient ces intitulés ; d'autre part se sont formées sur ce modèle des sociétés savantes nationales, bientôt internationales ; enfin les grandes bibliothèques ont calqué leur système de classement sur cette table de référence.

Pourquoi c'est seulement à cette époque que ces catégories prirent une valeur officielle, je n'en traiterai pas ici ⁴⁹ ; de même je n'entrerai pas dans le détail du processus ⁵⁰. Remarquons simplement que s'il provoqua un débat considérable, ce schéma a triomphé assez largement, en Europe et en Amérique du Nord, pour se répandre par la suite (généralement après 1945) dans toutes les régions du globe.

Cette officialisation, au XIXe siècle, reposait sur quelques postulats. Pour l'essentiel, ils se ramènent aux sept propositions suivantes ⁵¹ :

1. Les sciences sociales se partagent en « disciplines », qui d'après les thèmes étudiés forment des ensembles théoriques cohérents et séparés.
2. L'histoire étudie et interprète les événements singuliers du passé. La science sociale a pour objet l'ensemble des règles universelles qui expliquent le comportement humain et social.
3. Les hommes s'organisent dans des ensembles que l'on peut appeler des sociétés, qui forment les cadres fondamentaux de la vie humaine.
4. Le système capitaliste se fonde sur la libre compétition entre producteurs, la liberté du travail et des échanges - le concept de « liberté » renvoie à leur disponibilité sur le marché pour l'offre et la demande.
5. C'est au tournant du XVIIIe et du XIXe siècle que les capitalistes, dans les États centraux, réussirent à saisir le pouvoir dans la société et l'État. Aussi, dans l'histoire mondiale, cette époque a marqué une révolution.

⁴⁹ Pour une première approche, voir le chap. 1.

⁵⁰ Une recherche sur la question est actuellement en cours au Centre Fernand-Braudel.

⁵¹ Cette liste est tirée d'un article dans lequel j'ai essayé de montrer les limites de tous ces postulats. Je renvoie au chap. 18.

6. L'histoire humaine décrit une progression, et même une progression inévitable.
7. La science, c'est la recherche des lois qui résument le pourquoi et le comment de chaque chose.

Tout le monde, évidemment, ne s'accordait pas sur ces postulats, mais ils ont fini par s'imposer.

On fait souvent remonter le mouvement des *Annales* à la *Revue de synthèse historique* que fonda Henri Berr en 1900. Cette revue a concentré ses attaques contre le premier des sept postulats, le cloisonnement des disciplines. D'un point de vue strictement théorique, elle n'a pas vraiment réussi à changer, même en France, les opinions dominantes dans l'université. En 1929, quand Lucien Febvre et Marc Bloch ont fondé les *Annales d'histoire économique et sociale*, ils se trouvaient dans une université marginale. C'est contre le second postulat qu'ils ont, pour leur part, concentré leurs attaques, c'est-à-dire contre la division du savoir en deux épistémologies, qui s'excluent et se dénoncent l'une l'autre, l'épistémologie idiographique des « faits », et celle, nomothétique, des « lois ». Comment parvenir à une compréhension féconde du monde ? Tandis que les tenants du particulier, de l'idiographie - avant tout historiens ou ethnographes - soutenaient qu'on devait s'attacher au complexe et au concret, les tenants de l'universel - économistes ou sociologues - affirmaient l'exigence d'en découvrir les lois fondamentales. Pour le mouvement des *Annales*, qui cherchait à mener « une guerre sur deux fronts », il fallait rejeter les deux points de vue (Wallerstein, 1980 a). En 1933, dans sa *Leçon inaugurale* au Collège de France, Febvre proposait ce programme : « Histoire science de l'Homme, science du passé humain. » Il ajoutait ces quatre avertissements : « Oui, l'Histoire comme science de l'homme, est bien constituée de faits, mais ce sont des faits humains [...] Les textes, oui : mais ce sont des textes humains [...] Les textes, sans doute : mais tous les textes [...] Les textes, évidemment : mais pas rien que les textes » (Febvre, 1953 b, 13).

Si jusqu'à la Seconde Guerre mondiale, les *Annales* restaient dans la vie intellectuelle un mouvement marginal, dans l'après-guerre, et jusqu'en 1967, ce fut une consécration, une apothéose. En France évi-

demment, mais aussi ailleurs. Les Annales gagnèrent en influence dans l'Europe du Sud, l'Europe de l'Est, en Grande-Bretagne et finalement en Amérique du Nord ⁵². Ce succès soudain, intellectuel mais aussi institutionnel, il faut l'attribuer, je pense, à une conjoncture précise qui devait accroître la réceptivité à de telles idées : il s'agit de la guerre froide. Ce que le mouvement des Annales devait offrir dans ce contexte, c'est une vision du monde qui s'opposait autant à l'hégémonie anglo-saxonne qu'à la sclérose du marxisme officiel. Comme je l'ai dit ailleurs, cette conjoncture était « favorable à l'école des Annales [...], plus particulièrement à la tendance braudelienne : plus d'économie que d'histoire sociale, une histoire qui favorise la période de "l'histoire moderne", qui s'appuie sur l'analyse des multiples temporalités sociales, une historiographie enfin qui "ne tient pas le marxisme à distance" » ⁵³.

Mais les conjonctures, par définition, changent. Et la conjoncture actuelle, depuis 1967, a placé ce mouvement dans une position des plus ambiguës. Cette conjoncture, il faut l'analyser d'après sa scène sociale : celle-ci était marquée par deux principaux événements. Le premier est le déclin relatif à plusieurs titres de la puissance américaine : son hégémonie dans le système-monde n'est plus incontestée. Dans l'économie, tout d'abord, considérons le retour en force du Japon et de l'Europe de l'Ouest, depuis les années 1960 : pour l'Europe, il faut en plus prendre en compte les institutions qui doivent naître des nouvelles structures mises en place en 1992. Parallèlement, la capacité américaine à intervenir directement dans le Tiers Monde s'est considérablement réduite. Enfin, on doit songer aux remarquables réorganisations, qu'elles soient politiques, économiques ou sociales, qui sont en cours aujourd'hui dans ce qu'on appelait autrefois les pays socialistes. Il peut sembler surprenant de les mettre au compte du relatif déclin américain. Toutefois, je crois que l'ensemble des mesures prises à l'époque du stalinisme et de Yalta (car leur portée était aussi bien interne, pour l'URSS, et internationale, pour le bloc socialiste) faisaient partie intégrante du système de l'hégémonie américaine et des disposi-

⁵² Voir le numéro spécial de la revue *Review*, *The impact of the Annales School on the Social Sciences*, 1, 3/4 (hiver/printemps 1978), qui sur la question apporte des éclaircissements remarquables.

⁵³ Voir le chap. 13, p. 227.

tions correspondantes dans l'après-guerre, même si l'on s'est plu à affirmer le contraire. Ces mesures ne pouvaient survivre aux oppositions internes qu'elles avaient provoquées, quand le système américain qui de facto les soutenait de l'extérieur a commencé à décliner. Avec de tels changements de conjoncture, après 1967, la version des Annales qui avait dominé dans l'après-guerre semblait bien perdre de sa pertinence comme, dans un tout autre domaine, le mouvement des pays non alignés ne correspondait plus à la nouvelle réalité politique du système-monde.

Les années postérieures à 1967 ont connu, cependant, une seconde transformation, plus importante encore que le déclin de l'hégémonie américaine : je veux parler de la révolution mondiale de 1968. Dans son action politique, celle-ci s'est donnée deux objectifs. Le premier, bien sûr, c'était de lutter contre l'hégémonie américaine (et naturellement contre les complicités soviétiques). Mais la seconde cible politique, la plus significative au fond, c'était les mouvements anti-systémiques de la « vieille gauche », dans leurs trois principales variantes : les mouvements de la *Ile Internationale* (ou les mouvements similaires) dans le monde occidental ; les mouvements de la *IIIe Internationale* dans les pays socialistes (ou les pays où ils gardaient un grand poids politique, France, Italie et Japon) ; enfin, les mouvements de libération du Tiers Monde (Wallerstein, 1989 c ; Arrighi et al., 1989). À cette vieille gauche, les mouvements qui ont fleuri après 1968 (mouvements féministes, mouvements des « minorités », mouvements écologistes, anti-bureaucratiques, etc.) reprochaient avant tout de n'avoir pas vraiment critiqué le système et, s'ils avaient pu, de manière globale ou partielle, parvenir au pouvoir dans certains États, de n'avoir pas transformé le monde comme ils l'avaient promis.

Une fois encore, je ne discuterai pas ici la justesse de ces thèses. Il n'est pas non plus dans mon propos d'évaluer la force respective de la « vieille gauche » et des « nouveaux » mouvements après 1968, ni encore de prévoir, dans l'avenir immédiat, la trajectoire probable de ces mouvements. J'essaye seulement de mesurer l'impact de 1968 sur la communauté intellectuelle dans le monde : en effet, 1968 a profondément bouleversé le système universitaire mondial.

Je ne pense pas ici à la restructuration du pouvoir dans l'université. Celle-ci est bien sûr importante, mais sans doute pas fondamentale. S'il n'avait eu que cette conséquence, 1968 n'aurait été qu'un événement mineur, car il est toujours assez facile de coopter ou neutraliser de nouveaux participants dans des structures administratives : en vérité, ce processus a déjà eu lieu, pour l'essentiel, dans les vingt dernières années.

De 1968, je ne crois pas non plus qu'ait résulté plus de conscience sociale ou plus d'engagement politique dans les universités. C'était sans doute le thème de maints soulèvements étudiants mais dans les faits l'héritage est plutôt maigre. L'université a toujours été, depuis sa création au Moyen Age, un lieu en tension avec l'autorité politique. Elle n'a jamais pu s'en couper complètement, mais a toujours tenté de garder ses distances. Finalement s'est instauré un jeu de bascule : il en sera toujours ainsi. En ce sens, 1968 ne représente qu'une oscillation dans le cycle du pendule. Dans l'immédiat après-guerre, les universités avaient fini par s'identifier trop étroitement à l'État. Les mouvements de 1968 ont poussé dans l'autre sens. Et de fait, aujourd'hui, nous sommes déjà dans l'oscillation qui nous ramène en sens inverse.

Le véritable impact de 1968 porte bien plus sur la vie intellectuelle des universités. 1968 ne défiait pas seulement le consensus immédiat de l'après-guerre, il attaquait, plus profondément, le consensus qui, depuis le milieu du XIXe siècle au moins, gouvernait la vie intellectuelle mondiale. 1968 a gravement affaibli sa légitimité sans pourtant détruire ses assises dans l'institution. Avant 1968, l'éventail des discussions permises dans l'université restait largement réduit par le consensus. Les autres opinions étaient ultra vires. Le choc de 1968 a brisé l'arrogance des tenants du consensus, et enhardi des adversaires qui venaient d'horizons intellectuels multiples ; pour la première fois, il a fait de l'université une sorte d'arène intellectuelle ouverte et pluraliste. Alors que, dans la plupart des universités occidentales, un « libéralisme centriste » était pratiquement la seule position acceptable pour les historiens et les praticiens des sciences sociales, après 1968, le néo-conservatisme et le marxisme ont reçu droit de cité. On a légitimé des domaines de recherche auparavant inconnus dans l'université, telles que les études « ethniques » (qui peuvent porter des noms variés) ou même, plus osé, les études féministes. Bien sûr, ce fut un héritage

positif. Mais aussi perturbateur. Encore moins que quiconque, les intellectuels n'apprécient les situations où « tout se disloque, le centre ne peut tenir » ⁵⁴.

Quel était ce consensus, à présent malmené ? Dans ma liste, c'est le second postulat, la distinction, capitale, entre deux modes de connaissance, l'épistémologie nomothétique et l'épistémologie idiographique. C'est justement ce postulat que le mouvement des Annales a prétendu réfuter - au temps de Febvre et Bloch comme avec Braudel. Cette critique a trouvé son expression la plus forte dans cet essai de Braudel, publié en 1958 dans les Annales ESC : « Histoire et sciences sociales. » Tout d'abord, Braudel énumère les limites de l'histoire événementielle, temporalité des historiens idiographes. Puis, il se retourne contre les partisans de « la très longue durée » : « si [elle] existe, [elle] ne peut être que le temps des sages » (Braudel, 1969, 76). Dans ce texte, Braudel vise Lévi-Strauss qui incarne le dernier avatar de la science nomothétique qui repousse la recherche empirique « à la rencontre de l'infiniment petit et de la très longue durée » (Braudel, 1958, 73).

Ainsi, le dilemme épistémologique aboutissait à deux pratiques les historiens idiographes se concentraient sur l'infiniment petit dans le temps et l'espace ; les universalistes sur des phénomènes de portée minuscule, mais éternels. Pour résoudre cette tension, le mouvement des Annales suggéra d'analyser les grands espaces et la longue durée, et il eu recours à une division de la temporalité : l'une concernait les structures durables, très lentes à changer, l'autre portait sur les conjonctures qui décrivent des cycles au sein de ces structures.

Au niveau du système universitaire, qu'en est-il résulté ? En fait, le mouvement des Annales s'adressait surtout à des historiens de formation, coutumiers du travail d'archives. Il leur disait : lisez donc, et profitez du savoir qu'apportent tous les autres chercheurs en sciences sociales, profitez de leurs hypothèses, de leurs formules générales pour organiser votre propre recherche, interpréter vos découvertes. Bref, il

⁵⁴ « Tout se disloque. Le centre ne peut tenir », William Butler Yeats, *The second coming* (La seconde venue, strophe 1 ; in Quarante-cinq poèmes de Yeats, trad. Y. Bonnefoy, Paris, Hermann, 1989, pp. 60-61).

donnait ce conseil : « Historiens, soyez ouverts aux sciences sociales ! » De même, les Annales ont fait passer un autre message pratique : l'histoire ne se réduit pas à l'histoire des princes et des diplomates. C'est aussi l'histoire de la collectivité humaine, ou de la vie quotidienne : dans tous les domaines de l'économie, de l'organisation sociale et de la culture, évoluent des modèles généraux. Bref, elles disaient : « ouvrez-vous à la démographie, à l'histoire de la famille, aux mentalités », et ainsi de suite.

Comme on sait, le message fut suivi, et disons-le, à merveille. Désormais, les bibliothèques regorgent d'ouvrages excellents qui témoignent de cette histoire totale, ouverte aux sciences sociales. Malgré tout, ce programme comportait un fatal inconvénient : il a sévèrement contrarié les Annales dans leur tentative de transcender ou relever la vieille antinomie des savoirs, de produire une *Aufhebung* théorique. En effet, les Annales proposait avant tout la « pluridisciplinarité ». D'ailleurs elles n'étaient pas seules à le faire : aux États-Unis s'est épanoui, dans l'après-guerre, le concept d'*area studies*, autre forme de pluridisciplinarité que Braudel maîtrisait très bien, comme l'attestent ses écrits. La pluridisciplinarité s'efforce en théorie de transcender les disciplines. En fait, dans la pratique, elle ne fait trop souvent que les renforcer. C'est que ce mot plaide lui aussi pour l'intégration de savoirs distincts : il suppose donc que la séparation des catégories disciplinaires est parfaitement fondée, et légitime. Autrement dit : ces différents savoirs ont une existence réelle.

Ce choix de l'approche pluridisciplinaire impliquait une autre faiblesse : on perdit de vue ce qui, initialement, avait poussé les Annales à vouloir surmonter les séparations disciplinaires. Dans ce qu'on appelle la troisième génération des Annales, certains chercheurs étaient tellement absorbés par leurs recherches théoriques ou leurs données quantitatives, que leur travail se distinguait de moins en moins des généralités universalistes que justement, leur mouvement prétendait combattre. Parallèlement, l'incroyable complexité de la vie quotidienne, et les mentalités qu'elle reflétait, avaient tellement fasciné d'autres historiens de l'école, que leur travail finissait par se confondre avec celui des *idiographes*, qui se concentrent sur l'événement et l'espace restreint. Le mouvement des Annales perdait progressivement sa singularité, et c'est bien le sens de toutes ces remarques, si fréquentes,

au sujet de son émiettement. Si tout est Annales, plus rien n'est Annales.

La principale limite du mouvement des Annales réside finalement dans l'institution. Voilà qui pourrait étonner. On a souvent dit que l'arme secrète des Annales était son génie de l'organisation : création d'une revue générale ; monumentale série d'ouvrages ; établissement de la fameuse VIe Section de l'École pratique des hautes études, qui forma par la suite l'École des hautes études en sciences sociales ; enfin, pour couronner le tout, création de la Maison des sciences de l'homme. On ne citera pas toutes les structures inspirées par les Annales hors de France. Peu de mouvements intellectuels, assurément, ont autant créé d'institutions pour promouvoir et défendre leur position théorique.

Pourtant cette réussite a des limites évidentes. Pour l'essentiel le vieux système universitaire, que voulaient saper les Annales, est resté en place ; peut-être s'est-il même renforcé. Malgré tout, le moment approche d'une transformation à grande échelle. Comme j'ai tenté de le montrer, les structures ont évolué dans une scène sociale plus large, la conjoncture est ou sera bientôt mûre.

Mûre pour quoi ? Eh bien justement pour aller au-delà des Annales, dépasser l'approche pluridisciplinaire et, par-dessus tout, l'antinomie des choix nomothétique et idiographique. Les sciences sociales historiques ne forment qu'une seule et même science : rien ne peut justifier en théorie la séparation des « disciplines ». Même si, par souci heuristique, on peut tirer profit d'une division en sous-disciplines, rien ne permet de croire que celles-ci doivent garder les « intitulés » actuels. C'est tout le contraire.

Un seul postulat peut étayer les sciences sociales historiques : à savoir que les hommes évoluent dans des systèmes historiques de grande échelle, de longue durée, mais qui pourtant mènent une vie naturelle : ils naissent et meurent. Tous ces systèmes sont régis par des structures. Mais en même temps, ils évoluent dans l'histoire : des conjonctures les traversent, et aussi des tendances séculaires qui à terme mènent leur vie naturelle vers une fin. Aucun travail scientifi-

que n'est utile s'il n'analyse simultanément la part de l'immuable ou du répétitif et celle du changement incessant.

De plus, il nous faut abolir cette sainte trinité du XIXe siècle qui envisage la politique, l'économie et la culture comme des sphères humaines autonomes, douées de logiques et de processus séparés. Nous devons inventer un autre langage pour décrire le mouvement incessant, simultané et continu, de tous les processus sociaux qui occupent ces trois sphères soi-disant distinctes.

À cette reprise en main théorique, il faut tirer les conséquences dans l'institution : réorganiser les associations savantes et les départements universitaires. À cette seule condition, la promesse et l'effort critique des Annales gardent une chance d'être durablement exaucés. Sinon, dans dix ou vingt ans, il ne restera plus de ce mouvement que le vague souvenir de quelques historiens des idées : il n'aura pas plus de résonance que n'en garde aujourd'hui les Staatswissenschaften, c'est-à-dire bien peu. Les héritiers des Annales - en France, en Russie, aux États-Unis et ailleurs - sont les plus indiqués pour guider la recherche d'un nouveau consensus, fondé sur une nouvelle épistémologie et de nouvelles formes d'institution, pour que notre siècle n'ait plus à ruminer le vieux consensus scientifique du siècle précédent ; désormais, il n'y a plus qu'une poignée de chercheurs pour s'y reconnaître et en tirer des bénéfiques théoriques.

Sixième partie

*Une autre méthode :
l'analyse des systèmes-
mondes*

[Retour à la table des matières](#)

Sixième partie :
Une autre méthode : l'analyse des systèmes-mondes

Chapitre 17

Les systèmes historiques des systèmes complexes

[Retour à la table des matières](#)

Dans les sciences sociales, le terme de « système historique » n'est pas d'un emploi courant. La plupart des chercheurs le tiendraient même pour une expression anormale. Ceux qui insistent sur l'historique minimisent ou rejettent plus ou moins le systémique ; inversement, les tenants du systémique ignorent généralement l'historique. Bien sûr, on reconnaît toujours, dans l'abstrait, la nécessité de réduire cette division, de dépasser ce dualisme verbal du statique et du dynamique, du synchronique et du diachronique. Mais c'est là pur protocole. Dans ce qu'on appelait, à la fin du XIXe siècle, le *Methodenstreit* entre deux modes de connaissance, idiographique et nomothétique, pour l'étude de la vie sociale, une forte pression institutionnelle a toujours poussé, en pratique, vers l'une ou l'autre de ces directions.

Pourtant, il semble évident, tout au moins à mes yeux, que tout ce qui est historique est systémique, qu'inversement tout ce qui est systémique est également historique. Tous les phénomènes complexes ont leurs lois, leurs contraintes, leurs tendances et leurs vecteurs, c'est-à-dire leurs structures. Toute structure réelle, par opposition aux struc-

tures imaginaires, a ses particularités qui tiennent à sa genèse, à son évolution, à son environnement ; elle a donc une histoire propre, essentielle à son mode de fonctionnement. Plus la structure est complexe, plus son histoire est donc cruciale. Par là, il ne s'agit pas d'énoncer une thèse métaphysique, mais plutôt de savoir manier cette vérité dans le monde réel, pour l'étude de tout phénomène complexe. Mon mode d'emploi serait le suivant : concevoir le monde social comme une succession et une coexistence de plusieurs entités de grande échelle et de longue durée, que j'appelle des systèmes historiques. Je les définirai par trois caractères. D'abord, ils sont relativement autonomes, c'est-à-dire qu'ils fonctionnent surtout en suivant des processus qui leur sont internes. Ensuite, ils sont limités dans le temps : ils ont un début et une fin. Enfin, ils ont des limites spatiales, lesquelles, cependant, peuvent varier dans le cours de leur histoire.

Voilà qui paraît simple et même évident. Mais si l'on veut donner à ces critères une réelle valeur opératoire, alors se posent des problèmes considérables. De fait, depuis un siècle et demi, l'historiographie regorge de débats sur les limites internes aux systèmes historiques, même si on a rarement employé ces termes. Ce problème des limites, j'ai tenté de l'aborder par la division du travail, par les conditions qui permettent d'assurer la survie de la société. Je pose qu'un système historique doit former un réseau intégré de processus économiques, politiques et culturels dont la somme assure l'unité. C'est pourquoi je pose que si les paramètres d'un quelconque processus particulier changent, les autres processus doivent s'adapter à leur tour, d'une manière ou d'une autre, à ce changement. C'est là une banalité, mais elle permet cependant de délimiter ce qui se trouve à l'extérieur d'un système. Si quelque chose arrive dans la zone X - zone qui fait partie, au temps Y, d'un système historique donné - et qu'en fait le reste du système l'ignore, alors la zone X se trouve à l'extérieur du système historique, même si une interaction visible semble se produire entre la zone X et ce système. Peut-être ma pensée gagnerait-elle en clarté sur une question précise. Dans mon ouvrage sur l'économie-monde européenne, au cours du long XVIe siècle, j'ai soutenu que pour la division sociale du travail on pouvait admettre la Pologne dans cette économie-monde, mais pas la Russie. Sans doute, l'une et l'autre entretenaient, avec divers pays d'Europe occidentale, des liaisons commerciales maritimes ; d'ailleurs la Pologne était en plus reliée par voie terrestre aux pays

germaniques. Pourtant, les deux cas demeurent différents : comme je le montre par des faits empiriques, tout ce qui pouvait, entre la Pologne et, par exemple, les Pays-Bas, excéder une interruption momentanée de ces liens (dans les années 1626-1629, la menace fut sérieuse mais n'eut pas de suite véritable) aurait fini par altérer sensiblement, dans ces deux pays, les processus de production. Au contraire, dans les années 1550 et 1560, les efforts du tsar Ivan IV pour interrompre ces liaisons, bien établies à l'époque, n'ont pas connu un tel résultat. Ainsi, on peut admettre que la Pologne et les Pays-Bas participaient à la même division du travail, alors que la Russie est restée à l'extérieur de ce système historique ⁵⁵.

En termes de mesure, je dirais que ces divisions autonomes du travail ne peuvent occuper, historiquement, que des entités assez réduites, au sens spatial et temporel - je les appelle des mini-systèmes -, ou au contraire des entités de large échelle et de longue durée, que j'appelle des systèmes-mondes. Ces systèmes-mondes, je les réparties en deux variantes majeures : les systèmes que surplombe une structure politique unique, les empires-mondes, et les économies-mondes, qui en sont dépourvues (Wallerstein, 1979, chap. 9 ; Wallerstein, 1984 a, chap. 14).

Sur le fonctionnement des mini-systèmes, nous ne savons presque rien aujourd'hui. D'abord parce qu'ils n'existent plus. D'autre part, l'essentiel de ce qu'on a pris pour des mini-systèmes n'était en fait, au sein des systèmes-mondes, que des composantes locales : jusqu'ici, en effet, il semble qu'une des conditions préalables à leur étude était justement leur caractère d'inclusion. Enfin, ces mini-systèmes avaient une vie très courte, et, comme cela découle pratiquement de leur définition, ils n'avaient aucun moyen de consigner leur histoire. Ainsi on se heurte à un problème analogue à celui des physiciens qui cherchent à étudier ces infimes particules dotées d'une existence éphémère. Pour les mini-systèmes, ces particules qui couvrent une si grande part de l'histoire humaine, un jour, peut-être un jour devons-nous inventer

⁵⁵ Pour le détail de la démonstration, voir Wallerstein (1980 c, chap. 6). Sur cette question controversée de l'appartenance de la Russie à l'économie-monde européenne, au cours du long XVIe siècle, on lira Nolte (1982, 32-48) qui, sur les faits historiques, défend contre moi la thèse opposée.

des modes de perception spécifiques ; mais pour le moment, il semble que nous en sommes incapables. C'est pourquoi je m'attacherai avant tout aux systèmes-mondes.

Pour commencer, je noterai un retournement historique dans les relations des empires-mondes et des économies-mondes. À peu près depuis dix mille ans avant notre ère jusqu'aux abords de l'année 1500, ont existé ou coexisté de très nombreux systèmes-mondes, qu'on peut toutefois dénombrer. De même il est probable qu'aient existé d'innombrables mini-systèmes, mais justement on ne sait précisément combien. Durant cette période, il semble que la forme de l'empire-monde était plus « forte » que celle de l'économie-monde, dans la mesure où les empires-mondes en expansion absorbaient régulièrement les économies-mondes environnantes, comme les mini-systèmes voisins. Les empires-mondes paraissent avoir eu des limites spatiales et temporelles intrinsèques, puisque leur expansion a toujours atteint un point où, le pouvoir central se trouvant dépassé par des forces de désintégration, ils se sont contractés. Dans les « vides » spatiaux ainsi créés, de nouvelles économies-mondes, de nouveaux mini-systèmes pouvaient ressurgir par la suite. Autant que l'autorisent nos connaissances, on peut avancer deux propositions générales concernant la coexistence des empires-mondes et des économies-mondes sur cette longue période. Si l'on met à part les tentatives impériales avortées, sans doute très nombreuses, les empires-mondes qui purent s'instituer dans les faits ont connu une durée de vie assez significative, de l'ordre d'un demi-millénaire. Quant aux économies-mondes, ils semble qu'elles étaient plus fragiles : dans cette période, aucune n'a vécu aussi longtemps.

Autour de 1500, quelque chose d'étrange s'est produit. A ce jour, on n'en connaît aucune explication vraiment satisfaisante. Entre l'économie-monde et l'empire-monde, le rapport de forces s'est inversé. En effet, une économie-monde particulière, qui à l'époque occupait une large partie de l'Europe, s'est montrée moins fragile. En survivant, elle a pu fournir un cadre au plein développement du mode de production capitaliste, lequel exige pour s'instaurer la forme d'une économie-monde. Une fois consolidée, et suivant une logique interne, cette économie-monde s'est étendue dans l'espace, intégrant les empires-mondes environnants, ainsi les empires russe, ottoman, moghol et chi-

nois, comme bien sûr les mini-systèmes voisins. Ainsi, contrairement à ce qui s'était passé auparavant avec les empires-mondes, il semble que le processus d'expansion n'ait pas comporté de limites spatiales intrinsèques. À la fin du XIXe siècle, l'économie-monde capitaliste a fini par s'étendre sur la totalité de la planète, en absorbant tous les autres systèmes historiques existants. Ainsi, pour la première fois dans l'histoire de la planète, on arrivait à un moment où il n'existait qu'un seul et unique système historique. C'était là une situation structurelle complètement inédite, puisque désormais aucun système historique extérieur ne coexistait avec l'économie-monde capitaliste, unique système qui ait survécu.

Voilà qui pose trois problèmes théoriques. D'abord, qu'est-ce qui explique le grand tournant des années 1500 ? Comme je l'ai déjà dit, toutes les explications avancées, y compris la mienne, restent faibles. Mais pour l'instant, laissons cette question. Ensuite, qu'est-ce qui peut expliquer l'expansion incessante du système actuel ? Enfin, quelles conséquences au fait que ce système historique aujourd'hui fonctionne sans aucun horizon extérieur ?

L'expansion spatiale incessante de l'économie-monde capitaliste était essentielle à sa dynamique centrale, l'accumulation infinie du capital. Celle-ci opère dans trois directions. Tout d'abord, se pose le problème de la marge de profit. Chaque fois que survient une dépression conjoncturelle, on réussit à susciter une nouvelle expansion économique en redistribuant une part de surplus vers des secteurs de bas revenus, afin d'augmenter la demande réelle. Mais il en résulte une diminution des profits. Si, par l'expansion géographique, on incorpore de nouveaux secteurs de travailleurs faiblement rémunérés, on accroît de nouveau le montant global du surplus centralisé dans les mains d'une poignée de puissants capitalistes. Donc, l'expansion spatiale a pour effet de recréer la marge antérieure de profits globaux ⁵⁶.

D'autre part, l'économie-monde capitaliste encourage particulièrement le progrès technologique. Dans les empires-mondes, on récompensait parfois les avancées techniques, mais on les pénalisait tout au-

⁵⁶ Le processus implique aussi, bien sûr, d'autres éléments. Cf. Wallerstein (1982, 15-22).

tant, ce qui ralentissait considérablement le processus de progrès. En effet, les autorités centrales devaient assumer un délicat problème politique : il leur fallait constamment contrôler des cadres dirigeants dispersés dans l'espace ; or le progrès technologique, en tendant à démocratiser l'usage de la force, rendait forcément ce contrôle plus difficile. Au contraire, une rapide progression technologique, désormais bien insérée dans les mécanismes de l'économie-monde capitaliste, créa la possibilité, en termes techniques, c'est-à-dire militaires, de vaincre les empires-mondes qui résistaient à leur incorporation dans l'économie-monde.

En troisième lieu, les mécanismes propres au mode de production capitaliste pénalisent tout comportement qui ne saisit pas les occasions optimales, toujours changeantes dans leurs modalités, pour maximiser l'accumulation du capital. Dans le contrôle des opérations économiques, ceux qui se dérobent à la maximisation font finalement faillite : écartés, ils perdent leur statut d'acteurs. Inversement, au contraire des empires-mondes, il n'existe désormais aucun mécanisme pour pénaliser les processus irrationnels dans la consommation du produit mondial. En vérité, il n'y a aucun moyen d'introduire, de manière systématique et durable, les valeurs anticapitalistes ou non marchandes dans la prise de décision. Ainsi, une fois démontré que l'expansion géographique sert les intérêts de l'accumulation capitaliste, aucune opposition n'a pu trouver d'appui pour l'empêcher.

Désormais, l'expansion des limites géographiques de la division du travail comme l'approfondissement des processus capitalistes résultaient donc de forces puissantes dans la construction et la consolidation de cette économie-monde. Jusqu'ici, elles se sont montrées irrésistibles. On peut même parler d'une machine infernale. Bien sûr, dans ce processus historique, tous les paramètres changeaient constamment : les systèmes historiques incarnent forcément toute l'irréversibilité du temps. Pourtant, ce système, nous voulons en donner une analyse structurale : il implique la répétition de plusieurs phénomènes et, même, dans certaines limites, de dynamiques qui tendent vers un équilibre mobile. Ainsi, nous revenons à la contradiction originelle : dans ces mots de « système historique », on entend quelque chose qui ne cesse d'évoluer, de changer de sens, mais qui par ailleurs, tant qu'elle dure, demeure toujours la même.

D'un point de vue théorique, la question, c'est de faire une distinction entre les rythmes cycliques, les tendances séculaires et les crises qui, assurant les transitions, produisent aussi les ruptures. Dans l'idéologie dominante de l'actuel système-monde on exalte la nouveauté. Puisque à tout instant le monde ne cesse de changer, découvrir ou éclairer la nouveauté n'est qu'un jeu d'enfant. Il est bien plus dur, en fait, de découvrir ce qui n'a pas changé « essentiellement ». Aussi tel est mon premier principe de méthode - avant tout, on doit épuiser la description de l'inchangé, autrement dit du répétitif et du cyclique. A cette fin, il faut forcément commencer par décider d'une unité d'analyse : c'est ici que ma discussion sur les limites des systèmes historiques devient capitale. Pour décider si un processus est répétitif (ou cyclique), il faut d'abord décider au sein de quelles limites temporelles et spatiales, c'est-à-dire de quel système historique, on va le mesurer.

Si l'on admet ce fait que rien n'échappe au changement, les cycles et les répétitions ne peuvent prendre, au mieux, qu'un caractère approximatif, jamais exact. Cependant les changements ne relèvent pas du hasard. En principe, ils sont prévisibles dans les règles de fonctionnement du système -sinon, ce ne serait pas un système. Ainsi, dans des travaux antérieurs, j'ai tenté de mettre en évidence une séquence précise : stagnation économique ; redistribution du surplus, d'où procèdent à la fois une nouvelle demande et la réduction du profit global ; expansion périphérique du système, qui conduit à inclure de nouvelles zones de production faiblement rémunérée, source d'une nouvelle augmentation du profit global. Bien sûr, cette description reste partielle, elle s'insère dans un ensemble autrement plus complexe ; pour l'instant, je n'entre pas dans le détail. Bornons-nous à cette remarque : si cette séquence est effective, c'est que son processus recouvre plusieurs tendances séculaires. L'une d'elles saute aux yeux : l'expansion spatiale à la périphérie. L'autre est moins nette au vue de ce que je viens d'indiquer, mais je pourrais en prouver l'existence dans cette séquence : c'est la tendance à prolétarianiser la force de travail. À présent, si pour chacune de ces tendances on trace une courbe avec en ordonnée une proportion mondiale, indiquant la part de la planète incluse dans les limites de l'économie-monde capitaliste ou celle de la force de travail prolétarianisée, dans l'économie-monde, alors on voit claire-

ment que ces tendances séculaires tendent l'une et l'autre vers la limite du 100%.

Ce simple fait rend compte aussi des crises, transitions et ruptures. Car si, pour résoudre dans le moyen-terme les dépressions cycliques de l'économie, il est indispensable de prolétarianiser des individus à l'intérieur du système et d'en élargir les limites extérieures, alors dès que, sur le long terme, l'écart asymptotique des deux courbes tombe à l'intérieur de certaines limites, les problèmes cycliques du moyen terme deviennent insolubles. Sans doute, il me faudrait démontrer qu'il n'y a pas de troisième moyen de résoudre la question. Une fois encore, mon propos est différent : si je donne un exemple empirique, c'est pour illustrer les règles de structure qui gouvernent tel système historique particulier. Si mes règles sont fausses, on en trouvera d'autres. Mais, quelles que soient les règles, une contradiction subsistera inévitablement entre les solutions de moyen terme aux problèmes conjoncturels - aux déséquilibres, si l'on veut - et la possibilité de leur emploi à long terme, au voisinage de l'asymptote.

De là suit la nature provisoire de tout système historique : s'il a un commencement, il aura aussi une fin. Celle-ci pourra prendre des formes variées. Cette fin cependant, on y verra moins une ligne de démarcation nette qu'une plage de temps, une période de « transition » où les oscillations mesurées autour de toute ligne donnée deviennent de plus en plus irrégulières. Si on exprime cette situation, non plus dans le langage de la physique que dans celui de la philosophie traditionnelle, cela veut dire que pour les acteurs sociaux l'éventail des choix s'élargit, la liberté de décision prédomine sur la nécessité. Finalement, le fond de ma pensée, c'est que, tant qu'un système historique fonctionne bien, il n'y a pas vraiment de volonté libre. Les structures forcent le choix, et même elles le créent. L'oppression du faible par le fort comme la résistance du faible au fort, par exemple, sont des phénomènes structurés, prévisibles, mesurables. Cependant, quand le système entre dans cette plage de temps qui marque l'époque de sa mort ou de sa mutation - et celle-ci, par définition, ne survient qu'à son terme -, tout, ou presque tout, est à saisir. Mais l'issue reste indéterminée. Je suppose qu'à un degré supérieur d'abstraction nous pourrions

l'expliquer, mais pas au niveau de la vie réellement vécue. C'est bien le sens du vieil adage : « L'histoire réserve ses surprises. » ⁵⁷

Je crois qu'aujourd'hui nous sommes bel et bien entrés dans une telle transition. Que les oscillations, politiques ou théoriques, deviennent de plus en plus fortes et irrégulières. Que l'issue, de facto, reste indéterminée. De même, je crois que l'éventail effectif des choix s'est élargi à l'extrême, et que désormais ces choix, politiques et théoriques, se présentent comme des questions morales, bien plus profondément qu'il y a un siècle : même s'il est douteux qu'elle puisse jamais tout à fait disparaître, en de pareils moments la distinction classique des choix politiques, intellectuels ou moraux, s'amenuise singulièrement ; dès lors le choix devient toujours plus difficile. C'est déjà vrai pour les sciences physiques et biologiques. Mais à étudier les systèmes les plus complexes qui soient, les systèmes historiques, ce l'est incomparablement davantage.

⁵⁷ Dans le langage des sciences physiques, le voisinage de l'asymptote correspond à l'évolution d'un système vers un état stationnaire « caractérisé par la production d'entropie minimale compatible avec les contraintes imposées au système ». Prigogine et Stengers (1979, 152) poursuivent en ces termes : « L'état stationnaire [de non-équilibre] vers lequel évolue le système est un état caractérisé par des vitesses non nulles des processus dissipatifs. » L'existence de tels processus et le fait qu'ils ne tendent pas à s'annuler me semble être la condition pour que puisse prévaloir, ou du moins gagner en étendue, ce que les philosophes appellent le « libre arbitre ». Dès lors, l'issue est bien « indéterminée ».

Sixième partie :
Une autre méthode : l'analyse des systèmes-mondes

Chapitre 18

Questions de paradigmes : un appel à débat

[Retour à la table des matières](#)

Ce que j'appelle « l'analyse des systèmes-mondes » n'est pas une théorie de plus qui prétendrait expliquer l'ensemble ou telle partie du monde social. C'est avant tout une protestation : elle combat les pré-supposés qui, dès le milieu du XIXe siècle, ont présidé à la fondation des sciences sociales. Dans cette science, la recherche s'est finalement bornée à développer une série d'hypothèses a priori, qu'elle a rarement remises en cause. Au lieu d'ouvrir plus largement les questions les plus brûlantes, ce mode de recherche, qu'on pratique à présent dans le monde entier, a fini au contraire par les refermer. Encombrés des œillères héritées du XIXe siècle, nous ne pouvons plus assumer la tâche que nous nous sommes fixée, et répondre ainsi à l'attente du public : présenter rationnellement les véritables choix historiques qui se présentent. Dès sa naissance, l'analyse des systèmes-mondes s'est voulue une protestation morale, et au sens le plus large, politique. Mais c'est aussi une position théorique : si elle combat le mode dominant de recherche, c'est à partir d'un projet scientifique, qui recherche un savoir systématique du monde social.

Le débat porte donc sur les principes. De tels débats sont toujours difficiles. En effet, ils touchent aux engagements les plus profonds. D'autre part, il est rare qu'une expérience claire et sans équivoque puisse trancher ou même clarifier les problèmes. On doit discuter les questions empiriques à un niveau de grande systématisme. Est-ce que la somme des inductions qui s'appuient sur telle ou telle série de pré-supposés englobe les descriptions connues de manière plus « satisfaisante » ? Nous voilà pris dans toutes sortes de dilemmes secondaires. Les « descriptions » dont nous disposons dépendent toujours plus ou moins de nos pré-supposés, même si, bien sûr, les futures descriptions peuvent transformer notre compréhension de la réalité. Est-ce que la « théorisation » qui, pense-t-on aujourd'hui, englobe la réalité, assume vraiment son rôle ? Dernière question enfin, et non des moindres : que signifie englober la réalité « de manière satisfaisante » ? Ce dernier critère est-il autre chose qu'un simple ornement esthétique ?

Si de tels débats sur les principes sont frustrants, cela tient aussi à une autre raison : par nature, chaque partie traîne un handicap. Les défenseurs des points de vue dominants doivent « justifier » les anomalies, qui justement suscitent notre défi. Mais à leur tour, les adversaires de l'ordre établi ne peuvent présenter des « données » aussi étoffées que les sciences sociales traditionnelles qui, elles, ont pu accumuler durant un siècle et demi : ils ont eu bien moins de temps pour accumuler des données pertinentes. Dans une matière rebelle par nature à la manipulation expérimentale, les « données » ne peuvent s'accumuler rapidement. Aussi, un tel débat sur les principes peut prendre un aspect burlesque : on dirait un combat pour le championnat des « poids lourds », qui serait dépourvu d'arbitre, et où lutteraient deux boxeurs dyspeptiques, la main gauche liée derrière le dos. Le spectacle pourrait amuser, mais est-ce vraiment de la boxe ? Est-ce de la science ?

Et qui jugera de l'issue du combat ? En un sens, ce sont les spectateurs qui décideront : ils ne se contenteront pas de regarder, ils monteront eux-mêmes sur le ring pour décider de l'issue. Mais alors, pourquoi s'en faire ? Tous les boxeurs sont des spectateurs, tous les spectateurs sont des boxeurs.

Mais laissons là les images, revenons au débat sur les principes. Dans la recherche en science sociale, je prendrai les sept hypothèses implicites les plus courantes, pour indiquer ce qui, en elles, me paraît contestable. J'examinerai alors les hypothèses alternatives ou opposées, pour vérifier leur caractère plausible, et indiquer les horizons qu'elles nous ouvrent.

I

Les sciences sociales se partagent en « disciplines », qui d'après les objets étudiés forment des ensembles théoriques cohérents et séparés.

Parmi ces disciplines, on compte le plus souvent l'anthropologie, l'économie, la science politique et la sociologie. On peut, bien sûr, en ajouter d'autres, comme la géographie. En revanche, il y a divergence sur l'identité de l'histoire : est-elle ou non une « science sociale » ? Nous allons y revenir ⁵⁸. Un débat analogue a eu lieu pour la psychologie, ou du moins la psychologie sociale.

Au moins depuis l'après-guerre, la mode s'est répandue de déplorer les frontières artificielles élevées entre les disciplines : on recommande sans cesse les mérites de l'enseignement et de la recherche « interdisciplinaires ». Deux arguments sont invoqués. Tout d'abord, une approche combinant les points de vue des différentes disciplines peut enrichir l'analyse des « champs problématiques ». Par exemple, en rassemblant les connaissances qu'offrent l'économie, la science politique et la sociologie, on peut étudier avec profit les questions du « travail ». La logique de cette approche conduit à créer des équipes pluridisciplinaires, ou à former des chercheurs qui « s'initient à différentes disciplines », du moins dans leur rapport au « travail ».

La seconde raison est légèrement différente. Avec le progrès de la recherche, il devient clair que de nombreux sujets se situent à la « frontière » de deux ou plusieurs disciplines. Par exemple, on situe la « linguistique » sur une frontière de ce genre. Dès lors, cette approche

⁵⁸ Sur ce point, voir la section II.

a pour logique d'encourager le développement d'une « nouvelle discipline » : à bien des égards, c'est l'évolution qu'a subie la linguistique dans les trente dernières années.

Dans le monde entier les universités se divisent en multiples départements, avec les diplômes qui s'y rattachent, des associations savantes, nationales ou internationales regroupent les chercheurs par corps de métier : toutes ces institutions nous font reconnaître la pluralité des disciplines. Autrement dit, c'est une médiation politique qui nous fait reconnaître leur existence. Les disciplines s'organisent, se donnent des frontières, un appareil, du personnel, pour défendre leurs intérêts et assurer leur reproduction. Tous ces réseaux d'institutions trouvent leur légitimité dans la volonté de séparer les disciplines. Mais ce n'est pas l'institution, par elle-même, qui pourra donner une validité intellectuelle aux séparations disciplinaires.

Aussi, dans les sciences sociales, l'éloge du travail interdisciplinaire n'a pas vraiment entamé la puissance des appareils : encore de nos jours, les disciplines s'abritent derrière leurs murailles. Et en pratique, l'évolution s'est même plutôt faite en sens contraire. En prônant la multidisciplinarité, on commence par définir chaque discipline comme un niveau distinct et cohérent d'analyse, avec ses méthodes appropriées, et pour cela un argument revient sans cesse chez les spécialistes : chacune d'entre elles a quelque chose à apprendre d'une autre, qu'elle ne pourrait acquérir dans son propre champ d'analyse, avec ses méthodes particulières ; c'est pourquoi chacune exige, pour résoudre les problèmes théoriques qui l'occupent, l'« altérité » d'un tel savoir. Ainsi, en aucun cas, le travail interdisciplinaire ne vient critiquer la fragmentation des sciences sociales : il n'y a jamais de coup de force politique pour ébranler les institutions en place.

Mais tous ces petits royaumes forment-ils vraiment des « disciplines » ? Pour un mot si largement manié, il est étrange qu'on discute si peu de la nature d'une « discipline ». Dans *l'International Encyclopaedia of the Social Sciences*, comme dans *l'Encyclopaedia of Philosophy* ou *l'Encyclopaedia Britannica*, on ne trouve aucune entrée à ce terme. Force est de se rabattre sur *l'Oxford English Dictionary*, qui nous dit :

Au sens étymologique, la discipline, qui concerne le disciple ou le chercheur, s'oppose à la doctrine, propriété du docteur ou du professeur ; c'est pourquoi, dans l'histoire de ces termes, la doctrine renvoie davantage à la théorie abstraite, et la discipline, à la pratique ou à l'exercice.

Or, après ce rappel étymologique, *l'Oxford English Dictionary* ne contribue à une définition proprement dite de ce qu'est une discipline qu'en la décrivant comme « une branche dans l'instruction ou l'éducation ; un cadre d'étude ou de connaissance ; une science ou un art au sens pédagogique ». Il semble qu'on met surtout l'accent sur la reproduction, ou du moins, la transmission du savoir ; on laisse de côté sa production. Pourtant, on conviendra qu'on ne peut séparer de cette production le concept de « discipline ».

L'histoire des sciences sociales est assez claire, du moins dans ses grandes lignes. À l'origine, elles n'existaient qu'en germe, chez les « prédécesseurs ». C'est au cours du XIXe siècle qu'apparut, avec lenteur mais constance, une série de noms, puis de départements, de diplômes et d'associations spécifiques, qui vers 1945 ou parfois un peu plus tôt se sont cristallisés dans les catégories actuelles. Dans l'intervalle, on a abandonné d'autres « noms » qui impliquaient des « groupements thématiques » différents. On ne sait plus très clairement ce qui se rangeait sous des termes comme « économie morale » ou *Staatswissenschaft*. Cela ne tient pas à l'obscurité de leurs défenseurs. En réalité, une « discipline » se définit sur le long terme, dans la continuité de sa pratique ; ainsi, l'interruption d'une pratique produit une discipline incomplète. Prenons un exemple, la fameuse quadripartition de l'anthropologie - anthropologie physique, anthropologie sociale ou culturelle, archéologie, linguistique : c'était, et en un sens cela reste encore, bien plus une « pratique » qu'une « doctrine ». Or elle se transforma en doctrine, enseignée et justifiée par des professeurs, des docteurs en chaires. Mais a-t-elle pour autant formé une méthode et un niveau d'analyse cohérents et défendables ? Ou n'a-t-elle produit qu'un champ d'étude éclaté ?

Ces divisions en champs d'étude, nous en connaissons l'origine. Elles tiennent à l'idéologie libérale, dominante au XIXe siècle, qui concevait l'État et le marché, la politique et l'économie, comme des domaines analytiquement séparés et largement autonomes : chacun

possédait ses lois particulières, ses « logiques ». On pria la société de les maintenir séparés, aussi les chercheurs les étudièrent séparément. Quand il apparut que certaines réalités ne pouvaient se ranger ni dans le domaine du marché, ni dans celui de l'État, on regroupa tous ces résidus dans une sorte de pot-pourri, qui en compensation hérita du grand nom de Sociologie. Celle-ci devait aussi expliquer les phénomènes apparemment « irrationnels » dont l'économie ou la science politique ne pouvaient rendre compte. Et finalement, puisque au-delà du royaume du monde civilisé existaient d'autres peuples au bout du monde, avec qui nous avons du mal à communiquer, leur étude impliquait des règles et une formation spéciale, qui prirent le nom controversé d'anthropologie.

Pour tous ces champs, nous connaissons leurs origines, leurs itinéraires théoriques, qui furent complexes et bigarrés, spécialement depuis 1945. De même, nous savons les causes de leurs problèmes « frontaliers ». Avec l'évolution du monde, la ligne de démarcation entre « primitif » et « civilisé », « économie » et « politique » a fini par s'estomper : le braconnage scientifique est devenu monnaie courante. Plus besoin, désormais, de briser les clôtures : pour passer, on n'avait qu'à les déplacer.

Entre ces quatre grandes « disciplines » - anthropologie, économie, science politique, sociologie - on se demande aujourd'hui si on peut justifier les frontières au nom de critères suffisamment clairs et sérieux. Pour l'analyse des systèmes-mondes, sans hésitation, la réponse est « non ». En pratique, tous les critères en vigueur - niveau d'analyse, champ thématique, méthodes, présupposés théoriques - ne sont désormais plus valables : si on les maintient, ils seront pour la recherche future bien plus un obstacle qu'un soutien.

Nous pourrions même affirmer que les différences reconnues d'objet, de méthode ou de travail théorique sont bien plus grandes au sein des « disciplines » *qu'entre* elles. Autrement dit, dans la pratique, les disciplines se chevauchent, et ce recouvrement ne cesse de s'étendre avec l'évolution historique. Il est temps de se sortir du marécage : coupons court en posant que ces quatre disciplines n'en font qu'une. Bien sûr, les chercheurs en sciences sociales ne feront pas tous pour autant le même travail : dans chaque « champ de recherche », il faut

une « spécialisation », et apparemment, elle existe. À ce sujet, pour une fois, l'institution nous donne un exemple révélateur. Avant 1945, la botanique et la zoologie formaient des institutions distinctes ; dans les dix années qui suivirent elles se réunirent en une seule discipline, la biologie. Celle-ci s'es ; depuis développée en de multiples champs secondaires, mais aucun d'entre eux, à ma connaissance, ne reprend le nom ou les contours des vieilles disciplines, zoologie ou botanique.

L'analyse des systèmes-mondes soutient là-dessus une position très nette. Dans la vie sociale, les trois aires de l'économie, de la politique, de la société ou de la culture ne forment pas des territoires autonomes. Elles n'ont pas de « logique » séparée ; les contraintes, les options, les décisions, les normes et les « rationalités » s'entrelacent à un tel degré qu'on ne trouvera aucun modèle valable pour isoler des facteurs qui tiennent aux seules catégories d'économie, de politique ou de société, et en prenant toutes les autres pour constantes ne traiter qu'une seule comme variable.

Dans les « domaines » de l'anthropologie et de la sociologie, on peut même envisager un recouvrement total. Il faut se torturer l'imagination pour dire que deux ouvrages classiques comme *Tally's Corner* de l'« anthropologue » Elliot Liebow et *Street-Corner Society* du « sociologue » William Whyte renvoient à deux disciplines différentes ! On le devine, on n'aurait aucun mal à multiplier les exemples.

II

L'histoire étudie et interprète les événements singuliers du passé. La science sociale a pour objet l'ensemble des règles universelles qui expliquent le comportement humain et social.

On retrouve ici le fameux dualisme entre les deux grands modes d'analyse, idiographique et nomothétique. Sa version « dure » reproduit le traditionnel Methodenstreit : parmi ces deux modes (dont la manière peut varier selon les points de vue), un seul serait vraiment légitime, digne d'intérêt, voire « possible ». Quant à la version « douce », elle voit dans ce partage deux manières de découper les faits sociaux : même s'ils renvoient à des enjeux différents, voire opposés, même s'ils ne peuvent se recouper, le monde de la recherche aurait

tout intérêt à combiner ces deux modes. On peut comparer cette version « douce » à l'éloge, dans les sciences sociales, du travail interdisciplinaire : en prônant le concours des deux approches, on renforce en fait le caractère légitime de leur division.

Les deux écoles avancent des principes également plausibles. L'école idiographique s'appuie sur ce vieux principe que « tout s'écoule ». Si tout se trouve en perpétuel changement, alors on ne pourra trouver pour deux ou plusieurs phénomènes qu'on suppose comparables la moindre généralisation véridique. Tout ce qu'on peut faire, c'est comprendre par empathie une série d'événements. À l'inverse, l'école nomothétique soutient que la réalité - et donc le monde social - ne saurait se réduire à une série de contingences : il doit y avoir des règles pour décrire les « régularités » ; par conséquent, il existe une science avec son domaine propre.

Dans les pires critiques que s'adressent les deux camps, il y a également du juste. Contre le mode idiographique, les « nomothètes » rappellent que par définition toute reprise des « événements passés » suppose un tri dans les faits réels, et donc des critères de sélection, des catégories pour les décrire. Ceux-ci reposent sur des généralisations qui, pour rester inavouées, n'en sont pas moins réelles et tiennent déjà à l'activité scientifique. Inversement, le mode nomothétique a pour faiblesse de négliger les phénomènes de transformation, dûs en partie au caractère réflexif de la réalité sociale, qui empêche toute « répétition » structurelle.

À ces critiques mutuelles, on peut parer de plusieurs façons. L'une consiste à « combiner » l'histoire et les sciences sociales : on admet qu'en offrant aux généralisations des séries de données plus larges et plus approfondies l'historien sert le théoricien, comme à son tour, celui-ci rend service à l'historien avec les résultats de sa recherche : avec des généralités bien établies, on détient un point de vue pour expliquer telle ou telle succession d'événements.

La réponse est habile, mais cette division du travail, elle aussi, ne va pas sans problèmes : elle suppose qu'on peut isoler des « séquences » propres à l'analyse « historique », et pour l'analyse « sociologique » de petits « univers ». Or, en pratique, ce que l'un admet pour

séquence est pour l'autre un univers : au-delà des différences de style et de narration, l'analyste sans parti pris a bien du mal à distinguer entre les deux.

Mais le problème est plus profond. Entre une séquence et un univers, entre l'histoire et la science sociale, quelle est la différence ? Forment-elles une seule ou deux activités ? La synchronie ressemble à une dimension géométrique. On peut la décrire logiquement, mais sur le papier on ne peut pas vraiment la tracer : qu'il s'agisse d'un point, d'une ligne ou d'un plan, en géométrie, on ne peut dessiner qu'en trois (ou quatre) dimensions. Il en va de même en « science sociale » : la synchronie n'est pas une catégorie utilisable, ce n'est qu'un être de raison, une notion limite. Toute description s'inscrit dans un temps ; la seule question pertinente concerne l'étendue de la période. Il en va de même pour une séquence singulière : on ne peut la décrire qu'avec des catégories générales. Tout usage de concepts suppose des comparaisons entre univers. De même qu'on ne peut littéralement « dessiner » un point, on ne peut, à la lettre, « décrire » un « événement » unique. Tout comme le tracé comporte une épaisseur, la description suppose une généralité irréductible. Puisque, en stricte logique, on ne peut sortir du dilemme, on doit chercher la solution sur un plan heuristique. Entre les généralisations transhistoriques et les récits de faits particuliers, l'analyse des systèmes-mondes offre l'avantage heuristique d'une voie moyenne. Pour elle, tant qu'on se confine dans l'un de ces extrêmes, on obtient une image sans grand intérêt. La méthode la plus féconde consiste à mener l'analyse dans des cadres systémiques : on doit bien comprendre qu'ils ne sont pas éternels, qu'ils connaissent un début et une fin, mais qu'ils restent cependant assez vastes dans l'espace et le temps pour inclure les « logiques » qui « déterminent » l'essentiel d'une période. Ainsi, à chaque instant, nous devons satisfaire une double exigence : rechercher en même temps le cadre d'ensemble (dans le système, les « rythmes cycliques ») que l'on doit décrire par concepts et les modèles de transformation interne (les « tendances séculaires » du système) qui se décrivent par séquences, et qui, éventuellement, pourront mener le système à sa fin. Autrement dit, ce travail a sa nature propre. Il n'y pas d'historien ni de sociologue. Il n'y a qu'un seul et même chercheur qui pratique la science sociale historique, c'est-à-dire qui analyse les lois générales de tel ou tel système comme les séquences particulières qu'il a traversées. (Remarquez que j'emploie à des-

sein le passé : il faut bannir absolument le prétendu présent ethnographique.) Dès lors, nous voici ramenés à un autre problème : s'il nous faut un cadre pour délimiter le champ de nos recherches, comment déterminer cette « unité d'analyse » ? Cela nous conduit à la troisième hypothèse.

III

Les hommes s'organisent dans des ensembles que l'on peut appeler des sociétés, qui forment les cadres fondamentaux de la vie humaine.

Dans la science sociale moderne, rien de plus répandu, mais aussi de plus vague, que la notion de société : malgré les innombrables textes qui prétendent la définir, on emploie cette notion de manière purement mécanique et routinière. Ainsi, dans les définitions des manuels, on tourne autour de cette question : « Qu'est-ce qu'une société ? » Au contraire, nos réflexions sur l'unité de la science sociale historique nous incitent à en poser une autre : « En quel lieu, en quel temps se situe une société ? »

Les « sociétés » sont avant tout des phénomènes concrets. Finalement, nous ferions bien de rejeter ce terme : son histoire l'a trop chargé de connotations fausses, qui à présent sont pratiquement ineffaçables. En histoire et en science sociale, son usage ne se sépare pas de l'institution de la science sociale moderne, au XIXe siècle : elle s'insère dans un dualisme, dont l'autre terme est l'État. Dans l'histoire idéologique du système-monde moderne, la Révolution française marque le grand tournant : elle a répandu l'idée que la normalité, dans tous les sens du terme, normatif comme statistique, réside plus dans le changement social que dans un ordre immuable. Par là, elle posait aussi le problème de son traitement : comment réguler, accélérer, ralentir, et plus généralement affecter ce processus normal de changement ou d'évolution ?

À ce problème, le système donna quelques grandes réponses, et parmi elles l'institution de la science sociale. Elle a fini par incarner l'idéologie rationaliste pour qui, quelle que soit l'attitude prise, idiographique, ou plus couramment nomothétique, la compréhension de ce processus permettait de le guider dans un sens moralement positif.

(Mt-me les conservateurs, qui cherchaient à contenir le changement, pouvaient se retrouver dans cette approche.)

D'une telle entreprise, les conséquences politiques n'ont jamais échappé à personne. C'est pourquoi la science sociale est restée jusqu'à ce jour « sujette à controverse ». Et c'est aussi pourquoi le XIXe siècle n'a cessé d'opposer la « société » à l'« État ». Toute l'activité politique se concentrait sur les États souverains, existants ou en cours de formation : on y voyait le lieu du véritable contrôle, la scène où l'on pouvait influencer puis accomplir le changement social. Ainsi, en théorie politique, l'approche classique du XIXe siècle cherchait les moyens de « réconcilier » la société et l'État. Dans la formulation de ce problème, on supposait que l'État se prêtait à une observation, une analyse directes : il fonctionnait dans des institutions officielles, à travers des règles bien connues, une constitution. Quant à la « société », elle désignait le réseau de pratiques et de coutumes qui, en dehors des lois prescrites, voire contre elles, maintenait l'unité d'un groupe. En un sens, on supposait que la « société » formait une réalité plus durable, plus « profonde » que l'État, moins maniable, et certainement bien plus difficile à saisir.

Aussi on a toujours discuté des rapports entre État et société : en fait ou en droit, laquelle de ces deux entités était subordonnée à l'autre ? laquelle incarnait les plus hautes valeurs morales ? Ce fut l'occasion d'un débat gigantesque. Avec le temps, nous avons fini par admettre qu'au moins en droit elles tenaient dans les mêmes frontières : même dans les cas litigieux, elles devaient pouvoir coïncider. C'est pourquoi, dans les sciences historiques et sociales, s'imposa un mouvement spontané, sans formulation ni théorie explicite : on a pris pour cadre de la vie sociale les actuels États souverains, et pour parachever la fiction, on a projeté leur existence dans le passé. A cette conception, les anthropologues opposèrent une résistance sporadique, mais au nom d'une hypothétique réalité politico-culturelle qu'ils supposaient antérieure : certains affirmaient la retrouver, dans toute sa puissance originelle, sur de larges segments de la population mondiale.

C'est ainsi que sans véritable analyse on a furtivement introduit toute une historiographie, toute une théorie du monde moderne, qui forme le substrat commun de l'histoire et de la science sociale : nous

vivons dans des États qui recouvrent, pour chacun, une société particulière ; ces États ont leur histoire, et donc des traditions. Et surtout, comme le changement est la norme, ce sont les États qui normalement changent et se développent : ils transforment leur mode de production, ils s'urbanisent, connaissent des problèmes sociaux, ils prospèrent ou déclinent. Ils s'inscrivent dans des frontières, qui assurent la démarcation entre les facteurs « internes » et « externes » ; « logiquement », ils forment des réalités indépendantes, de sorte qu'en termes statistiques on peut les « comparer ».

Bien sûr, une telle image n'était pas une simple fable ; aussi les théoriciens des deux bords pouvaient manier ces hypothèses sur la société et l'État avec assez d'aplomb et avancer des trouvailles vraisemblables. Le seul problème, c'est qu'au fil du temps ce cadre laissait sans explications de plus en plus d'« anomalies » et qu'on trouvait de plus en plus de « lacunes » dans les champs inexplorés de l'activité humaine.

Or, justement, de l'unité d'analyse, l'analyse des systèmes-mondes fait une matière à débat. En quel lieu, en quel temps prennent place les réalités qui enserrant la vie sociale ? Au terme de « société », il préfère celui de « système historique ». Bien sûr, c'est là une pure substitution de termes. Mais elle peut nous libérer, car elle supprime une connotation centrale dans le terme de « société » : son lien à l'« État » et donc les présupposés sur le « lieu » et le « temps ». De plus, en parlant de « système historique », on souligne l'unité de la science sociale historique : la réalité visée est simultanément historique et systémique.

Dès qu'on ouvre cette question de l'unité d'analyse, on ne trouve plus de réponse simple. Pour ma part, j'ai avancé une hypothèse : on peut repérer dans l'histoire trois formes de systèmes historiques, les mini-systèmes, les empires-mondes et les économies-mondes. Comme je l'ai suggéré, cela n'exclut pas qu'on puisse en déceler d'autres.

Sur les différents systèmes historiques, j'ai avancé deux thèses. L'une concerne le lien entre la « logique » interne et la forme du système ; l'autre porte sur la coexistence des formes dans l'histoire.

En termes de formes, quand le système et ses populations se perpétuent en reproduisant une certaine division du travail, ce processus donne au système historique ses limites propres. Dans le déroulement historique, trois types se sont succédé. Tout d'abord, les « mini-systèmes », qui occupaient un espace réduit et une durée relativement brève, environ six générations. Très homogènes dans leurs structures culturelles et politiques, ils avaient pour logique de base la « réciprocité » dans les échanges. En second lieu, les « empires-mondes » : au moins à leur apogée - car ils semblent suivre tous un même destin, où l'implosion succède au mouvement d'expansion -, ils formaient de vastes structures politiques qui englobaient une large variété de modèles « culturels ». Leur logique de base était l'extraction du tribut : des producteurs directs, en général des ruraux qui, au niveau local, s'administraient eux-mêmes, ce tribut remontait jusqu'au centre du système, pour enrichir une minorité toute-puissante d'officiels. Quant aux économies-mondes, elles intègrent les structures de production dans de vastes chaînes de tailles inégales que recoupent de multiples cadres politiques : selon leur logique de base, la distribution inégalitaire du surplus accumulé doit profiter à ceux qui dans les réseaux du marché parviennent à former pour un temps des monopoles : c'est une logique « capitaliste ».

Bien sûr, ces formes ont pu coexister ; on peut reconstruire ce phénomène de la sorte. Avant l'apparition de l'agriculture, on compte une mosaïque de mini-systèmes éphémères : ils finissaient tous par disparaître, à la suite d'accidents écologiques, ou lorsque les communautés, devenues trop nombreuses, se segmentaient. Mais notre savoir reste ici très limité : en l'absence d'écriture, nous sommes réduits aux reconstitutions de l'archéologie. Dans la période suivante, disons entre 8000 avant J.-C. et 1500 après J.-C., les trois grands types ont quelquefois coexisté. Mais dans cette ère, c'est l'empire-monde qui jouait le rôle « fort ». En effet, chaque fois qu'un système de cette espèce entrait en expansion, il détruisait ou absorbait les mini-systèmes et les économies-mondes ; ultérieurement, après l'implosion du système, ceux-ci pouvaient se reformer dans l'espace libre que dégagait l'implosion du système. Dans cette période, ce qu'on appelle l'« histoire » concerne avant tout de tels empires-mondes - cela n'a rien d'étonnant, puisqu'ils avaient des scribes pour enregistrer le cours des événements. Aussi les économies-mondes formaient le type « faible » : des

formes singulières, qui ne survivaient jamais longtemps. Quand elles n'entraient pas en décomposition, elles disparaissaient, absorbées ou transformées, dans l'expansion politique d'un empire-monde.

Mais autour de 1500, une économie-monde put échapper à ce destin. Pour des raisons qui restent à explorer, elle s'est consolidée et donna naissance au « système-monde moderne ». Dès lors, elle put pleinement se développer en système capitaliste : conformément à sa logique interne, elle devait se répandre sur la totalité du globe et absorber dans sa course tous les mini-systèmes et les empires-mondes. Ainsi, à la fin du XIXe siècle, et pour la première fois dans l'histoire humaine, le monde vivait sous l'unité d'un seul système historique. De nos jours, nous vivons encore sous cet ordre.

Telles sont, dans leurs grandes lignes, mes hypothèses. Elles ne forment pas toute l'analyse des systèmes-mondes : elles en font seulement partie, et restent ouvertes à la discussion, à d'éventuelles réfutations et corrections. Dans tous les cas, demeure ce problème, désormais central dans la recherche scientifique : déterminer précisément les unités d'analyse, les systèmes historiques.

Mais au passage, j'ai noté la présence, plus discrète, d'un autre débat sur le monde moderne et ses caractères propres : celui qui, au XIXe siècle, opposait mais aussi réunissait les deux courants dominants, le libéralisme et le marxisme classiques. Profondément compliqués, ils partageaient certains présupposés majeurs sur la nature du capitalisme.

IV

Le système capitaliste se fonde sur la libre compétition entre producteurs, la liberté du travail et des échanges marchands ; le concept de liberté renvoie à leur disponibilité sur le marché de l'offre et de la demande.

Pour Adam Smith, partout où cette liberté subissait des contraintes, il fallait voir des archaïsmes, dans des zones ou des entreprises encore « peu capitalistes ». Smith pensait que seul le capitalisme exprimait la « nature humaine » - tous les autres systèmes imposaient des contrain-

tes indésirables, artificielles. Or, on retrouve au fond la même idée chez Marx : pour définir le capitalisme, il a toujours insisté sur la liberté du travail. Bien sûr, pour lui, ce n'était pas un système naturel, il n'était pas viable éternellement, ni moralement désirable, mais il formait quand même une étape normale dans le développement de l'humanité.

Depuis cent cinquante ans, la plupart des libéraux et des marxistes ont choyé cette image du « capitalisme concurrentiel » : pour eux, c'était la norme du système. Aussi, dans toutes les situations historiques qui excluaient cette liberté du travail, des producteurs et des échanges marchands, il fallait voir des déviations, des anomalies à justifier. En fait, cette norme reflétait largement une figure idéale : l'Angleterre après la « Révolution industrielle », paradigme par excellence, où des prolétaires urbains - presque toujours dépossédés de la terre et des moyens de production - travaillaient dans les usines d'entrepreneurs bourgeois - généralement détenteurs du capital de l'entreprise. Moyennant salaire, le propriétaire achetait la force de travail, et les ouvriers - avant tout des hommes adultes - n'avaient pas d'autre choix pour survivre que le travail salarié. Pourtant, personne n'a jamais prétendu que toutes les formes de travail obéissent à ce modèle. Mais pour toute autre situation, libéraux et marxistes ne voyaient qu'une forme déviante, d'autant moins capitaliste qu'elle s'écartait de ce modèle.

Si l'on pouvait ranger toute situation de travail sur une « échelle du capitalisme », alors sur cette échelle, on pourrait situer tous les États correspondants. Dès lors, pour un État, on pourrait juger de sa structure économique, selon son « degré », fort ou faible, de capitalisme. De même pour la structure étatique : on pourrait la mesurer au degré de capitalisme dans l'économie et déterminer sa compatibilité avec un tel système ; si elle se montrait incompatible, il faudrait espérer une évolution plus convenable aux exigences de l'économie.

Mais certaines situations de travail rentrent mal dans ce cadre dès lors, qu'en faire ? On peut penser qu'elle reflètent une situation précapitaliste, dans un État qui, dans l'avenir, pourrait voir s'imposer les structures du capitalisme. Ou bien, dans un État déjà conquis par ces structures, on peut y voir des survivances anormales du passé.

Mais comment déterminer la « domination » d'un certain agencement du travail dans une réalité spatiale, l'État ? On n'a jamais eu de réponse bien claire. Dans une décision désormais célèbre de la Cour suprême américaine, le juge William Brennan écrivait sur la pornographie : « Je la reconnais au coup d'œil. » En un sens, les libéraux et les marxistes ont donné la même définition pour la domination du capitalisme : ils le reconnaissent au coup d'œil. A l'évidence, il y a dans cette approche un critère de quantité implicite. Mais si l'on veut compter les têtes, alors mieux vaut quand même savoir quelles têtes on cherche à compter. Or, c'est toute une affaire !

Dans le travail, on distingue ses aspects productifs et improductifs. De la sorte, et même si leurs définitions peuvent différer, les Physiocrates, Saint-Simon et Marx ont tous cherché à définir certains types d'activité économique comme du non-travail, comme une occupation improductive. Du coup, on a pu mener, dans la définition du capitalisme, un énorme tour de passe-passe. Un tour au fond très utile. En effet, si parmi les activités « improductives » on élimine avant tout celles qui se refusent au modèle dominant - ainsi, l'exemple évident du travail domestique -, alors il devient très facile d'affirmer qu'un peu partout la « majorité » des situations de travail correspondent au modèle : dès lors, on a sous la main de nombreux pays « capitalistes » pour étayer cette définition. Si la « norme » théorique suivait la norme statistique, toute cette manipulation serait inutile. Mais dans les faits, on ne l'a jamais constaté. En effet, dans le monde moderne, il n'y a pas que des libres salariés travaillant dans des entreprises de libres producteurs : c'est là une situation minoritaire. Si pour unité d'analyse on prend l'ensemble de l'économie-monde, cela devient évident. Et même si l'on restreint l'analyse aux seuls grands États industriels du XXe siècle, c'est encore largement vrai.

Lorsqu'une « norme » théorique finit par s'écarter de la norme statistique, et que la situation décrite regorge d'exceptions, anomalies et survivances, alors on peut mettre en doute l'utilité d'une pareille « norme ». Pour l'analyse des systèmes-mondes, l'économie-monde capitaliste forme un système historique particulier. Dès lors, si l'on veut établir des normes, autrement dit préciser le mode de fonctionnement de tel système concret, la meilleure méthode consiste à obser-

ver son évolution historique. Si comme c'est le cas on découvre dans le système, à côté du travail salarié, des marchandises en circulation, et des formes aliénables du capital et de la propriété, de larges zones d'activité où le travail reste indépendant du salaire, les biens de la marchandisation, et la propriété de l'échange, alors, c'est la moindre des choses, on doit se demander si le caractère majeur du capitalisme dans son histoire ne tient pas justement à une « combinaison », un mélange qui associerait paradoxalement la « liberté » et son contraire.

Là encore, en ouvrant cette question, on ne trouve pas de réponse simple et immédiate. Dans l'espace et le temps, les proportions de ces mélanges ne cessent de changer. Ainsi, on peut chercher les structures qui maintiennent la stabilité de tel mélange particulier - encore une fois, les rythmes cycliques, comme les pressions sous-jacentes qui le transforment dans la durée -, les tendances séculaires. À présent, les anomalies ne sont plus de simples exceptions à justifier, mais des modèles de comportement qui appellent l'analyse : ainsi, on bouleverse toutes les mentalités dans le travail scientifique. Concluons en tout cas que tous les schémas historiques dont nous avons hérité trouvent leur raison dans la définition du capitalisme qui, chez les libéraux comme les marxistes, a dominé la pensée du XIXe siècle.

V

C'est au tournant des XVIIIe et XIXe siècles que les capitalistes, dans les États centraux, réussirent à saisir le pouvoir dans la société et l'État. Aussi, dans l'histoire mondiale, cette époque a marqué une révolution.

Les deux grands « événements » de cette période, la révolution industrielle en Angleterre et la Révolution Française, auraient joué, nous dit-on, un rôle crucial dans le développement de la science sociale. De fait, un simple coup d'œil dans les bibliographies le confirme : à ces deux « événements », on a consacré une part considérable de l'historiographie mondiale, qui devient encore plus énorme, si l'on inclut tous les essais comparatifs qui leur rapportent d'autres « situations ».

Si on leur accorde une telle importance, c'est bien sûr pour étayer la définition courante du capitalisme. En effet, comme je l'ai déjà sou-

ligné, parler de « degrés dans le capitalisme » implique forcément une quantification implicite, afin de pouvoir déterminer le moment où le capitalisme devient « dominant ». Cela suppose que puisse apparaître un déséquilibre entre la domination « économique » et le pouvoir exercé sur la société et l'État, mais aussi qu'on puisse surmonter une telle tension.

Ainsi les deux révolutions accompliraient ce dépassement. La Révolution française éclaire la scène politique. Une tradition d'« interprétation sociale », à présent très contestée, mais longtemps prédominante, a vu dans la Révolution française le moment où la bourgeoisie a chassé du pouvoir l'aristocratie féodale, et a pu transformer l'Ancien Régime précapitaliste en un État capitaliste. Quant à la révolution industrielle, elle mènerait à terme ce bouleversement. Une fois que les capitalistes détiennent le pouvoir d'État (ou, comme disait Smith, peuvent réduire l'intervention de l'État), alors on peut étendre les énormes possibilités du nouveau système économique.

Sur ces bases, on peut traiter ces deux phénomènes comme des « événements », et donc examiner en détail leur déroulement historique. Ainsi s'écrivent les ouvrages : sur la révolution industrielle, on cherche à préciser le ou les facteurs qui l'ont déterminée, sa datation précise, et ses aspects les plus conséquents pour l'avenir. Pour la Révolution française, mêmes réflexes : on veut connaître ses limites dans le temps, sa cause principale ou les facteurs qui l'ont déclenchée, les groupes impliqués dans les grands bouleversements, les changements d'acteurs et leurs raisons profondes, et, finalement, l'héritage révolutionnaire.

Évidemment, un examen aussi pointilleux, aussi nettement idiographique, laisse certains forcément sceptiques. Et de plus en plus, s'élèvent des voix pour mettre en doute la portée révolutionnaire de ces révolutions. Néanmoins, dans les deux camps, celui des convaincus et celui des sceptiques, on partage le même cadre de référence, qui a donné tant d'éclat à ces « événements » : l'hypothèse qu'un jour ou l'autre, devait triompher au sein de chaque État le capitalisme ou son représentant, la liberté individuelle.

D'ailleurs, à moins de penser que l'histoire ne concerne que les purs historiens, on doit noter que cette idée a pris immédiatement une place centrale, en sciences sociales, dans les analyses des autres savants. L'idée de la révolution industrielle s'est transformée en un « processus d'industrialisation », avec toutes sortes d'épigones, notions et problèmes secondaires : l'idée d'un « décollage », les sociétés « pré- » ou « post-industrielles », etc. De même, l'idée de la « révolution bourgeoise » a fini par produire toutes sortes d'analyses sur les conditions d'une ascension des classes moyennes en général. Bien sûr, ces débats ne sont pas sans relation au monde réel : ainsi pour décrire le Brésil au XXe siècle, on peut parler d'industrialisation, du rôle de la bourgeoisie nationale, ou des relations qui lient les classes moyennes aux militaires. Mais répétons-le, ce sont toujours des hypothèses préalables qu'on aurait dû au moins soumettre à l'examen.

Pour évaluer le caractère « crucial » de ces « événements », il faudrait les replacer dans la longue durée de leur système historique. C'est ce que propose l'analyse des systèmes-mondes. Si - car cela reste une hypothèse - le système-monde moderne a pour unité d'analyse l'économie-monde capitaliste, alors les distinctions habituelles - agriculture et industrie, propriétaire et industriel - forment-elles ou non un fil conducteur de son développement historique ? Nous ne pouvons vivre dans une phase post-industrielle que si nous admettons qu'il y a vraiment eu une phase industrielle. De même, les détenteurs du pouvoir économique et du pouvoir d'État ne peuvent vraiment s'opposer que si nous parlons de groupes logiquement distincts. Pourtant, toutes ces catégories sont désormais tellement enracinées dans notre subconscient que, sans elles, nous pourrions à peine décrire le monde. Or, ces catégories qui informent notre histoire, l'analyse des systèmes-mondes soutient qu'elles résultent elles-mêmes d'une histoire qui le plus souvent n'a pas plus d'un siècle. A présent, il est temps de les réviser.

Bien entendu, cette histoire à son tour procède de la métaphysique propre au monde moderne. Celle-ci a dû mener un long combat, pour triompher finalement, à l'époque des Lumières. De là procède un sixième présupposé :

VI

L'histoire humaine décrit une progression, et même une progression inévitable.

L'idée du progrès a forcément rencontré des oppositions, mais depuis deux siècles ses détracteurs ne forment qu'une minorité. Parmi eux, je ne compte pas les esprits critiques, qui refusant les visions simplement naïves du progrès ont cherché à justifier ce qu'on appelle l'irrationnel : au fond, ils ne faisaient que ramener l'irrationnel dans le cadre de la raison. J'exclurai aussi le cortège des simples croyants déçus : de plus en plus, on désespère à présent du progrès. Ces gens-là ressemblent à ces catholiques égarés de Graham Greene, qui ne cessent de poursuivre leur ancienne foi perdue.

Quant aux vrais conservateurs, qui rejettent tout changement, tout amendement du système, parce qu'ils n'y voient aucun profit pour la collectivité, de nos jours ils sont devenus assez rares. Mais dans tous les cas, on doit une fois encore remarquer que les présupposés de l'idéologie dominante ont aussi déteint sur les sceptiques et les adversaires du progrès : que les faits viennent ou non confirmer la thèse d'un progrès inévitable, on n'y a répondu que par le désespoir.

Pour l'analyse des systèmes-mondes, cette notion n'implique pas une trajectoire nécessaire, elle y découvre plutôt une variable. Dans l'histoire, peuvent se succéder des systèmes plus ou moins désirables - on peut aussi débattre sur les critères d'appréciation. Mais rien ne plaide en faveur d'une tendance rectiligne, quel que soit le sens ascendant, descendant ou horizontal qu'on lui donne. Il se pourrait bien que l'évolution suive une courbe irrégulière, voire indéterminée. Si l'on envisage cette hypothèse, c'est tout un champ théorique qui s'ouvre sous nos yeux. Si le monde a connu de multiples exemples de systèmes historiques, qui sont tous temporaires, alors nous devons comprendre les processus de leur succession dans le temps et l'espace.

En général, on a traité ce problème sous l'aspect des « transitions », mais on concevait celles-ci dans le cadre de transformations linéaires. Ainsi, on comprenait le détail des transformations à partir d'une fin

inévitables, qu'elles devaient a priori atteindre, et qui formait la seule véritable option historique. Or, si l'on admet que la construction de nouveaux systèmes historiques suit un cours aléatoire, on voit apparaître un paysage intellectuel alors totalement inconnu.

C'est un vieux débat, très respectable, que la controverse du « libre arbitre » et du « déterminisme ». Mais traditionnellement, on l'a traité comme une alternative. Or justement, en reprenant le problème des transitions historiques, des transitions *effectives*, qui évoluent vers un état encore incertain, on peut lui donner un tout autre sens. Le « déterminisme » pourrait désigner en gros l'ensemble des processus internes où un ensemble d'institutions autonomes, qui se renforcent elles-mêmes, incarnent la « logique » du système, et « déterminent » la trajectoire du long terme. De même, on pourrait retrouver le « libre arbitre » dans la faillite même de ces structures, les processus de « transition », où l'éventail des choix s'élargit, dans un sens difficile à prévoir.

Ainsi, pourrions-nous étudier en détail la marche de ces processus stochastiques. Il se pourrait qu'à l'examen leur combinaison secrète exclut le hasard ou, au contraire, révèle un fonctionnement aléatoire, hors de portée de toute intervention humaine. Ou bien encore, Dieu joue-t-il aux dés - mais pour les actuels habitants du globe, c'est une version bien peu acceptable. Nous ne pouvons décider que par l'observation. Et encore, peut-il arriver que l'examen ne nous apprenne rien. Mais comment observer ? Cette question nous mène aux derniers des grands présupposés, le plus profond, qui concerne la nature de la science.

VII

La science, c'est la recherche des lois qui résument le plus simplement le comment et le pourquoi de chaque chose.

La science moderne n'est pas née avec le XIXe siècle. Elle remonte au moins au XVIe siècle, peut-être au XIIIe. Dans l'équation du réel, elle a choisi nettement l'aspect déterministe, la face de la linéarité et de la simplification. Ainsi, les savants ont rangé sous leur égide des domaines toujours plus larges de l'univers et, pour finir, le monde hu-

main. C'est dans cette tradition que s'est affirmée la science sociale nomothétique.

La méthode qu'elle adoptait reprenait le modèle triomphant des sciences naturelles : une induction qui partait d'une enquête empirique précise et systématique pour s'élargir en théorie. Plus celle-ci était élégante, plus la science était avancée. Et des applications pratiques devaient s'ensuivre. Bien sûr, la science sociale nomothétique n'osait se comparer à la physique, son caractère approximatif la hantait. Mais une conviction venait toujours la soutenir, l'idée que la science suivait un cours linéaire et cumulatif.

Or, à présent il faut l'admettre : dans toutes mes remises en cause, j'ai avancé une autre conception de la science. S'il faut rejeter le stérile dualisme entre « idiographes » et « nomothètes », alors il faut mettre en doute l'utilité de l'épistémologie newtonienne. Non qu'on doive insister, à la manière des « idiographes », sur l'aspect particulier de l'enquête - le caractère réflexif et conscient des actions humaines. En effet, on doit aussi la mettre en doute dans les sciences naturelles : de fait, dans les vingt dernières années, s'est imposée une science naturelle non linéaire, où les processus stochastiques occupent une place centrale.

Plus précisément, une question se pose dans la science sociale historique : ne faut-il pas inverser la méthode d'induction traditionnelle ? Il se pourrait que cette science doive partir de l'abstrait pour rejoindre ensuite le concret et, finalement, interpréter avec cohérence les processus qui, dans tels systèmes historiques, expliquent leur déroulement historique particulier. Le déterminé, ce n'est jamais le simple, mais le complexe, et même l'hypercomplexe. Et bien entendu, aucune situation concrète n'est plus complexe que les longs moments de transition, où les contraintes, plus simples, s'abolissent.

Quand la logique de notre système historique a pu triompher sans partage, l'histoire et la science sociale ont pris leurs formes actuelles : elles procèdent de cette logique. Mais de nos jours, nous vivons dans un long moment de transition : les contradictions du système ont fini par empêcher tout réglage de ses mécanismes. Dès lors, s'imposent de réels choix historiques. Aussi on ne peut plus comprendre cette pé-

riode avec les vieux présupposés, qui renvoient à un état ancien du système.

L'analyse des systèmes-mondes cherche à promouvoir une science sociale historique qui puisse habiter les incertitudes des transitions, contribuer, en éclairant les choix, à transformer le monde sans pour autant s'étayer d'une foi dans le triomphe inévitable du bien. Elle cherche à abattre les cloisons qui nous empêchent d'explorer maints champs du réel. Ce n'est pas encore un nouveau paradigme : mais c'est un appel à en débattre.

Sixième partie :
Une autre méthode : l'analyse des systèmes-mondes

Chapitre 19

Une théorie de l'histoire économique : pour en finir avec l'économie théorique

« L'histoire économique est une vaste fresque morale. Le bien et le mal - rien de moins ! - y luttent à travers les âges. Mais le bien, si souvent battu, revient toujours à la charge. »

E. L. Jones, *Growth Recurring*.

[Retour à la table des matières](#)

Dans l'université, on trouve tantôt les spécialistes d'histoire économique dans les départements d'économie, et tantôt en histoire. On sait bien également que certains départements d'économie (peut-être un grand nombre, aujourd'hui) ne souhaitent pas abriter des historiens économistes, et qu'il en va de même de certains départements d'histoire (bien que sans doute moins fréquemment). Il arrive aussi qu'un département autonome regroupe toute l'histoire économique. Enfin, d'autres départements, d'anthropologie, de géographie, de sociologie accueillent certains spécialistes d'histoire économique, au sens reconnu à ce terme. Ce dernier groupe est restreint, mais peut-être son nombre est-il en train de croître.

Cette discipline a donc un statut d'anomalie. Dans le système universitaire, c'est un peu une bru indésirable, une Cendrillon en guenilles. Il me semble d'ailleurs que de nombreux historiens de l'économie, à leur tour, manquent de confiance en leur discipline, qu'ils cherchent constamment à justifier devant leurs collègues plus installés et incrédules. Leur premier souci, en tant que groupe, est d'obtenir la reconnaissance des économistes, qui passent pour des gens solides et sérieux, spécialement à leurs propres yeux.

Surtout après 1945, ceux-ci avaient tendance à mépriser l'histoire économique qu'ils jugeaient empirique, descriptive, dépourvue de théorie et même d'intérêt. À ce mépris à peine déguisé, les historiens de l'économie opposaient deux sortes de réponses. La première réponse suivait l'épistémologie nomothétique, c'était l'autoflagellation : « Les économistes ont raison. » « Les historiens de l'économie ont trop travaillé sans théorie. Nous devons nous amender, élaborer des modèles rigoureux, éprouver des hypothèses (de préférence par des méthodes économétriques), pour montrer que nous aussi, nous pouvons contribuer au progrès de la science économique orthodoxe. » L'autre réponse, de style idiographique, attirait l'attention sur la richesse du détail, la complexité de l'explication que pouvait offrir une approche plus narrative, sur tout ce qui manque aux modèles économétriques, sur la nécessité d'une analyse concrète, bref, elle mettait l'accent sur le narratif pour montrer toute la valeur de l'entreprise.

Je ne crois pas que les économistes du courant dominant aient accordé la moindre attention à ces réponses. Ils n'ont pas seulement ignoré les « anciens » mais aussi les « nouveaux » historiens économistes. Dans cette corporation fermée, aucun coup sérieux n'a percé la cuirasse de l'indifférence. Les économistes s'en tiennent encore là, comme si l'histoire économique était, au mieux une excentricité, au pire un écart inquiétant par rapport à l'usage avisé de ressources scientifiques rares. La plupart souhaiterait en débarrasser le monde. Dans une récente estimation sur les « besoins en information » des chercheurs américains en sciences sociales, le rapport disait des économistes : « La plupart veulent des données relativement fraîches - pas plus de dix ans d'âge - à certains même, il en faut qui soient pratiquement à jour minute par minute » (Gould et Handler, 1989, 7).

Évidemment, le roi est nu ! Que tirer d'instructif de données qui portent sur les dix dernières années de l'humanité ? Beau petit trésor ! Au lieu de se défendre contre le mépris des économistes, les historiens de l'économie devraient carrément les remplacer. Assez d'économie ! À bas la clause *ceteris paribus* ! L'histoire est théorie. Ou plutôt, la seule théorie qui vaille en économie ne peut être qu'une théorie de l'histoire économique.

Commençons par deux principes évidents : ils résument les dilemmes de méthode propres à toute science. Pour analyser le monde réel, nous devons abstraire cette réalité avec des notions générales. Par définition, un concept affirme toujours une permanence. Si on utilise le concept de « paysan », d'« inflation », ou de « taux de change », nous affirmons qu'un ensemble de différences spécifiques peuvent se résumer sous ce terme et qu'elles demeurent ainsi dans une relation interne stable. Si à chaque usage d'un concept, nous voulions produire un sens nouveau, toute communication serait impossible.

Mais, autre évidence, tout est perpétuel changement. Un concept exprime toujours une relation, il n'a donc aucun sens hors de son contexte global, un contexte qui bien sûr évolue dans une perpétuelle agitation. À une époque où même les physiciens ont découvert (ou redécouvert) toute l'importance de l'irréversibilité du temps dans l'analyse des phénomènes naturels, parfois aussi censément invariables que les atomes, il sied mal aux praticiens des sciences sociales de négliger une réalité aussi déterminante. Si des économistes continuent à faire ainsi l'autruche, ils ne se distingueront plus que par leur position antiscientifique, en débitant des contes de fées.

Le grave problème de méthode réside dans la difficulté, voire l'impossibilité, de soutenir en même temps la continuité des structures et le perpétuel changement qui les travaille. Et pourtant, nous n'avons pas le choix. Nous ne pourrions donc jamais progresser très loin dans notre entreprise, si nous ne faisons pas de ce dilemme notre problème majeur, si nous n'inventons pas des moyens pratiques pour raffiner découvertes et théories, en minimisant les distorsions et en maximisant la puissance d'analyse. C'est pourquoi j'esquisserai six propositions, qui me semblent donner l'assise d'une méthode à une théorie de l'histoire économique.

1. *Spécifier et justifier l'unité de l'analyse*. - Dans la plupart des écrits, aujourd'hui, l'unité de l'analyse est en général seulement implicite. Elle n'est pas spécifiée et presque jamais justifiée. Ainsi eue devient une hypothèse a priori, extrêmement discutable. Toute activité humaine a lieu dans un ensemble contextuel que, pour ma part, j'appelle un « système historique ». Si je donne un tel nom à tous ces ensembles, c'est pour insister sur leur double nature : systémique, car ils comprennent des structures permanentes qu'on peut analyser dans leurs relations réciproques, historique - ils mènent des vies naturelles, naissent et meurent.

Même si j'ai mon idée là-dessus, pour le moment, je n'invoquerai aucun critère particulier pour définir l'unité juste de l'analyse. Ces critères sont source de débats intéressants et il est très sain intellectuellement, j'en suis convaincu, de les poursuivre. Mais je préfère insister sur la nécessité d'explicitier ces prémisses et de les défendre ouvertement.

Une fois spécifiée l'unité de l'analyse, il faut forcément définir ses limites. Si le débat opposant causes endogènes et causes exogènes a quelque pertinence, ce n'est pas dans la mesure où il porterait sur les limites de tel objet particulier, dans une recherche déterminée, mais bien sûr les limites du système historique en général. Le fameux débat entre Dobb et Sweezy sur la transition du féodalisme au capitalisme est profondément vicié en raison du manque d'attention portée à l'unité de l'analyse et à la définition de ses limites : dès lors tout propos sur le sujet ne peut être qu'inconsistant.

De surcroît, l'analyse des limites d'un système historique impose une autre évidence : les limites du système peuvent changer au cours du temps et c'est ce qui leur arrive en général ; dès lors le dénominateur de toutes les mesures doit nécessairement varier en même temps que varient les chiffres significatifs, à un moment historique donné, pour un ensemble donné de limites. C'est sans doute plus facile à dire qu'à faire, mais c'est une condition essentielle pour formuler des conclusions tant soit peu valables.

2. *Faire la distinction entre cycles et tendances.* - Toute évidente que paraisse cette distinction, elle est rarement faite de manière explicite. Il faut bien sûr commencer par l'idée, chère à Braudel, de la pluralité des temps sociaux. Si l'on ne traite la durée qu'en termes de chronométrie et de chronologie, alors tous les phénomènes sont linéaires. Mais si l'on comprend le monde d'après une pluralité de temps sociaux, alors on arrive à produire d'autres modèles, plus complexes.

Une fois encore, nous revenons à ce dilemme fondamental - comment rapporter des concepts permanents à une réalité perpétuellement changeante ? En termes de temps social, cela revient à distinguer les rythmes cycliques ou conjonctures et les tendances séculaires qui sont produites par les structures et qui traduisent leur évolution dans la longue durée.

Plus que les autres scientifiques, les historiens de l'économie sont généralement sensibles au phénomène de la conjoncture. Sans doute se perdent-ils en chicanes pour donner une date à telle ou telle conjoncture particulière ; de même, ils leur arrive souvent d'envisager les sources des changements cycliques dans une perspective locale trop étroite, négligeant alors les totalités, les ensembles plus larges : nous revoilà au problème de l'unité de l'analyse. Mais au moins, ils reconnaissent la réalité de la conjoncture, et sa valeur comme instrument d'analyse.

Ce qui manque le plus souvent dans leurs analyses, ce sont les tendances séculaires. Sans doute, on les aborde, dans leurs grandes lignes : en témoignent les thèmes classiques du monde moderne, comme l'essor des classes moyennes, l'urbanisation, la croissance démographique, etc. Mais on aurait moins besoin de grandes fresques que d'explications cohérentes sur la forme précise des courbes. Et ce dont on aurait besoin aussi, pour comprendre le sens des courbes, c'est de leur tracé dans les limites appropriées, qui sont celles tant de l'unité de l'analyse que de la sous-unité qui fait l'objet direct de l'examen.

Enfin, et c'est là l'essentiel, il faut absolument admettre une relation entre les tendances séculaires et les rythmes cycliques, qui, en fait, en sont la seule source possible. En effet, la phase B d'un cycle n'est jamais l'image inversée d'une phase A ; autrement dit, les

conjonctures ne nous ramènent jamais au point d'origine. Voilà qui explique comment les phénomènes peuvent en même temps se répéter et changer. Je n'avance pas une pétition de principe. Nous aurons à connaître exactement ce qui, dans le fonctionnement des rythmes cycliques, rend inévitable la présence de tendances séculaires. C'est sur ce point précis qu'on aborde le problème des contradictions.

3. Identifier et préciser les contradictions structurelles inhérentes à tel système historique. - Les contradictions, bien sûr, ne sont jamais de simples conflits. Si les conflits existent à l'état endémique dans tous les systèmes historiques, et méritent donc à ce titre une description dans toute analyse digne de ce nom, les contradictions forment un tout autre phénomène. Elles résultent de contraintes imposées par les structures du système qui exigent des comportements dans le moyen terme qui sont différents, voire franchement inverses, de ceux exigés dans le court terme, tout cela bien sûr pour les mêmes acteurs. Dès lors, les contradictions sont forcément insolubles par principe. Ou plutôt, dans la mesure où les acteurs résolvent leurs problèmes dans le court terme, ils suscitent d'autres problèmes à moyen terme. C'est ainsi qu'ils transforment les rythmes cycliques (résultat des solutions aux problèmes de court terme) en tendances séculaires (conséquence, dans le moyen terme, de ces solutions).

Pour cette raison, il nous faut toujours éviter, dans nos écrits, le présent « anthropologique ». Les historiens de l'économie restent dans la bonne voie tant qu'ils utilisent le temps du passé dans leur travail empirique, mais il leur arrive de glisser dans le présent, en théorisant à partir de l'histoire économique. Or, si l'existence des contradictions est un fondement épistémologique, il ne peut y avoir de « présent » dans la théorie. Si on considère les théories comme abstraites de réalités empiriquement données, elles doivent intégrer l'irréversibilité du temps dans leur formulation.

4. Savoir distinguer les tournants conjoncturels des transitions historiques. - C'est une véritable Némésis que cette notion de « crise », puisqu'on l'utilise indistinctement pour désigner les deux phénomènes. Dans un rythme cyclique, les tendances suivent une

courbe en sinusolide, avec des sommets suivis de renversements de pente. Dans ce cas, même si les acteurs, de leur point de vue, peuvent la percevoir ainsi, il ne peut s'agir d'une « crise » structurelle. La courbe ne montre qu'un tournant, tout à fait normal, dans la direction des vecteurs et dans l'ajustement du moyen terme aux dilemmes du court terme.

Les transitions, c'est une autre affaire. En atteignant un régime optimal, les processus du court terme induisent des problèmes à moyen terme : si l'on trouve dans ce moyen terme des ajustements pour les résoudre, alors le système historique fonctionne normalement. Mais avec le temps, ces ajustements de moyen terme peuvent se changer en tendances séculaires qui produiront d'autres problèmes dans le long terme. Dès lors, les contradictions du système produiront à la longue un déséquilibre majeur : il surgira à ce point de la tendance séculaire où les ajustements de moyen terme pour résoudre les problèmes du court terme ne sont plus efficaces, pas même dans le moyen terme. À ce point, on entre dans ce qu'on peut appeler une crise de système : pour reprendre le langage des physiciens, on assiste à des oscillations de grande amplitude, enfin à une bifurcation, source de transformation. Autrement dit, il doit se produire une transition structurelle de l'actuel système historique vers autre chose. Ce processus, bien sûr, prend du temps, mais il est irréversible. Comme son issue demeure aléatoire.

Prendre ces transitions pour de simples moments dans une continuité historique serait une lourde erreur de méthode, une confusion grave. Ces transitions sont bien autre chose : dans ces moments, se dessinent les choix historiques majeurs. C'est pourquoi nous sommes amenés à la question de la chronosophie.

5. *Spécifier et justifier la chronosophie sous-jacente à toute théorie.* - Chronosophie : c'est Krzysztof Pomian (1977) qui a inventé ce terme ; il désigne les hypothèses formulées pour comprendre la relation entre le présent, le passé et le futur. Dans les deux derniers siècles, les sciences sociales historiques sont restées dominées par le poids écrasant d'une chronosophie linéaire, la théorie du progrès : du passé au présent et au futur, le lien devait forcément prendre l'aspect

d'une courbe ascendante. Dans la version forte - celle qui s'est le plus largement répandue - cette ascension de l'humanité était inévitable, irréversible.

Cette chronosophie, on l'a parfois contestée au cours de ces deux siècles. Mais, pour seule alternative, les contestataires avançaient généralement une chronosophie cyclique, assez peu convaincante. Quant aux partisans d'un monde invariable, autant qu'ils puissent exister, on les a totalement exclus des institutions scientifiques. Ainsi, jusqu'à une date récente, la théorie du progrès n'a dû affronter aucune contestation sérieuse. Encore de nos jours, pour seule critique, on met en doute la réalité du progrès, sans jamais proposer une autre vision possible du monde. Ses adversaires ont préféré la contestation facile : ils tournaient en dérision l'idéologie sous-jacente à la théorie du progrès, au lieu de construire un autre modèle, travail autrement plus pénible. Proclamer que tout n'est que discours ne saurait jamais suffire, car, même si c'était vrai, nous chercherions encore à savoir quelle relation existe entre les discours passés, présents et à venir.

En guise d'alternative, je suggérerai une autre chronosophie - la théorie du progrès possible. S'il y a bien des systèmes historiques, tous dotés de rythmes cycliques, de tendances séculaires, et de contradictions inhérentes, si tous finissent par atteindre une bifurcation, par nature stochastique, cela veut dire qu'il y a eu, à maintes reprises dans l'histoire, des situations où se sont posés des choix historiques majeurs.

Si l'on admet le caractère stochastique d'une transition, cela ne veut pas dire que tout est possible. Les vecteurs possibles n'existent pas en nombre indéfini ; ils se rangent dans l'éventail que produit la somme du réel. C'est pourquoi les choix qui aujourd'hui s'offrent à nous diffèrent en tous points de ceux qui se présentaient en 1450, ou en 500 avant J.-C. Mais si la « flèche du temps » est irréversible et cumulative, elle n'est pas forcément progressive.

Bien sûr, le concept de progrès implique toujours une notion morale : on le rapporte à toutes sortes d'hypothèses sur ce que doit être une bonne société. Évidemment, celles-ci s'inscrivent dans la mentalité du système historique auquel nous participons : elles-mêmes sont

variables et variées. Néanmoins, provisoirement, nous pouvons nous mettre d'accord sur ce que nous entendons par progrès et nous pouvons, à partir de là, évaluer la transformation historique.

Si, dans la limite de certains paramètres, la bifurcation permet des résultats radicalement différents, c'est que les structures sont devenues si fragiles qu'une fluctuation minime peut, à ce moment précis, avoir des conséquences majeures, alors que, dans un système qui fonctionne normalement, des fluctuations, même importantes, peuvent n'avoir que de légères conséquences (d'où l'apparente tendance à l'équilibre). Si tel est le cas, alors il devient clair que les multiples acteurs peuvent profiter d'une telle situation de « libre-arbitre » pour concevoir des projets propres. Nous avons ici l'équivalent d'un échange à toute allure entre joueurs de tennis ou de ping-pong chevronnés, où la capacité de l'observateur à garder l'oeil sur la balle, tout en tenant compte de tous les détails, est essentielle pour prévoir, et même comprendre après coup le résultat. Voilà bien la « vaste fresque morale » de E. L. Jones. Il serait contraire à la science de l'ignorer.

Ainsi, nous en arrivons au dernier principe de méthode, le plus difficile à suivre.

6. *Des phénomènes économiques, séparés et distincts des phénomènes politiques et sociaux, n'existent pas : autant de fils inextricablement noués dans un écheveau.* - La science sociale du XIXe siècle nous a légué un terrible héritage, l'idée que les processus se divisent en trois champs séparés : le politique, l'économique et le socioculturel. Sur cette distinction, nous avons assis nos institutions scientifiques et dans nos travaux, nous évoquons régulièrement trois types de facteurs ou de variables. Ainsi, par Économie, nous entendons les processus d'un marché largement fictif, par Politique, ceux qui, en dernière analyse, renvoient aux décisions de l'État, et par Culture et Société, les produits supposés de nos mentalités (prétendument plus « subjectives » que les contraintes « objectives » du marché et de l'État). Mais, au regard du fonctionnement réel du monde, tout cela n'est que nonsens. On ne trouvera personne qui puisse distinguer, dans le fonds de sa subjectivité, trois motivations séparées, économique, politique et

socio-culturelle. De même, aucune institution réelle ne se déploie dans l'unité d'un seul champ.

Prenons par exemple une institution exemplaire, chère aux historiens de l'économie : les systèmes de production dans l'agriculture et l'industrie. Pourquoi ne voir dans leurs écrits à ce sujet que de l'histoire *économique* ? À les lire, pourtant, il est clair que ces structures ne sont pas exclusivement décrites en fonction de leur rapport au « marché ». Les systèmes de production forment un ensemble de rapports sociaux, ils incarnent des systèmes de croyances particuliers. Ils supposent des processus politiques qui les contraignent. Pour avoir quelque valeur, notre analyse doit forcément être « holiste » dans la pratique. Alors, pourquoi éluder le problème en théorie ?

Aujourd'hui, la sainte Trinité du politique, de l'économie et de la culture n'a plus aucune valeur heuristique. Sans doute n'en a-t-elle jamais eu, mais ce qui est sûr en tout cas, c'est qu'elle n'en aura plus. Les historiens de l'économie en prennent de plus en plus conscience, en s'affirmant comme des spécialistes d'« histoire sociale ». Pourtant, ne jetons pas le bébé avec l'eau du bain. Dans cet esprit, étudions la dynamique de l'histoire de la famille, mais n'oublions pas quand même les courbes des prix. Et, - pourquoi pas ? - retournons plonger dans le grand bain, revenons au cœur du sujet, détaillons la politique sous-jacente aux prix ou à l'histoire familiale ! Bref, si les historiens de l'économie prétendent remplacer l'économie, ils devraient carrément plaider pour l'abandon de ce terme : il ne s'agit pas d'oublier les facteurs économiques, mais d'insister sur l'aspect holiste de l'analyse.

Ce qu'il faut avant tout, c'est réorganiser, à une échelle globale, les fondements du savoir dans les sciences sociales historiques. Dans le passé, les historiens de l'économie furent en esprit les plus proches de la science qu'il nous faut créer dans le futur - une science sociale où l'on bâtit la théorie à partir de l'étude des faits, c'est-à-dire à partir de l'histoire. La seule réalité qui soit est en perpétuel changement. C'est elle dont nous devons chercher la théorie.

Sixième partie :
Une autre méthode : l'analyse des systèmes-mondes

Chapitre 20

La deuxième phase de l'analyse des systèmes-mondes

[Retour à la table des matières](#)

Voici à peu près quinze ans qu'on parle de l'analyse des systèmes-mondes. Bien sûr, on peut toujours retrouver, dans certaines de ses thèses, une histoire plus ancienne, voire très antérieure. Malgré tout, comme perspective, elle n'est apparue que dans les années 1970. Elle se voulait une critique des idées dominantes dans les diverses sciences sociales, spécialement des théories du développement et de la modernisation qui dans le monde entier, à première vue, dominaient toute la science sociale des années 1960.

La révolution d'extension mondiale de 1968 n'a pas épargné le monde de la science sociale : plus largement, l'analyse des systèmes-mondes est à situer dans cette réaction générale contre le positivisme idéologique, ou l'apolitisme factice qui en fait, n'exprimaient, dans le champ propre de la science sociale, que la vision du monde propre à l'hégémonie américaine. Cependant, si l'analyse des systèmes-mondes ne fut, parmi bien d'autres, qu'une forme particulière de cette critique, rétrospectivement, on peut dire qu'elle s'en est détachée : bien plus profondément que toutes les autres critiques, elle a rompu avec la

science sociale du XIXe siècle, même si, peut-être, elle n'est pas allée aussi loin qu'elle aurait dû.

Comment évaluer « ce que nous avons appris » ? C'est difficile à savoir. Dans ces pages, je voudrais énumérer les principes essentiels, les thèses majeures, qu'on a, à mon sens, suffisamment explicités. C'est avec soin que je choisis ce terme : « expliciter ». Il ne signifie pas qu'on a largement adopté ces principes et ces thèses, sans aucune contestation, au moins dans le détail, y compris chez leurs partisans. Par ce terme, on entend plutôt qu'ils ont fait l'objet d'une construction qui les a fait connaître au-delà du cercle des seuls initiés (ainsi, par exemple, ils pourront apparaître dans les manuels comme le reflet d'un « point de vue » particulier), de sorte qu'on peut les tenir pour les traits majeurs de la perspective des systèmes-mondes.

Ces caractéristiques, à mes yeux, se ramènent à trois. La première est la plus évidente : dans l'étude du comportement social, l'« unité d'analyse » qu'il convient d'adopter est un « système-monde ». Cette affirmation, à n'en pas douter, a suscité une énorme discussion autour du problème concernant les notions de macro- et de micro-système ; dans le cas qui nous intéresse, elle se traduit par la question suivante : quelle part du comportement national, ou local, se trouve expliquée, ou déterminée, par l'évolution structurelle, au niveau du système-monde ? À mon avis, ce n'est là qu'un faux problème, et je n'en discuterai pas ici. Je signale simplement que ce problème dans la définition des macro- et micro-systèmes se posera toujours de la même façon, que l'on identifie les limites d'une « société » à celles du « système-monde », ou au contraire, plus ou moins à celles des « États-nation » : dans chaque cas, on retrouvera toujours le même problème sur l'usage de ces termes. Par conséquent, dans la perspective des systèmes-mondes la nouveauté réside ailleurs : dans ce refus de croire que « l'État-nation » représente, d'une manière ou d'une autre, une « société » relativement autonome, qui « se développe » au fil du temps.

La seconde de ces caractéristiques, c'est la longue durée. Elle nous replace, bien sûr, dans la tradition des Annales, mais aussi dans celle, plus récente, de la « sociologie historique ». Toutefois, à mon avis, la perspective des systèmes-mondes est de toutes la plus précise : elle a tout particulièrement éclairci les éléments qui demeureraient confus

dans ces deux autres traditions. La longue durée est, pour le système-monde, la contre-partie temporelle de sa spécificité spatiale. En elle, on met l'accent sur ce fait que les « systèmes-mondes » forment des « systèmes historiques », c'est-à-dire qu'ils naissent, vivent et meurent : cela montre clairement que les structures ne sont pas « immobiles ». De plus, elle insiste sur l'existence de « transitions » entre un système historique et celui, ou ceux, qui lui succèdent. C'est ce couple formé par l'espace d'un « monde » et le temps d'une « longue durée » qui constitue tout système-monde historique particulier.

Le troisième élément, dans l'analyse des systèmes-mondes, c'est une certaine manière d'envisager un système-monde particulier : celui dans lequel nous vivons, l'économie-monde capitaliste. Énumérons ses divers aspects. Certains sont empruntés à d'autres perspectives plus anciennes, directement, ou sous une forme modifiée. D'autres sont relativement nouveaux. Mais c'est leur combinaison qui a fini par se fondre dans l'analyse des systèmes-mondes. Elles permettraient de décrire une économie-monde capitaliste. Énumérons-les :

1. L'accumulation incessante du capital comme principale force motrice.
2. Une division axiale du travail, qui implique une tension entre centre et périphérie, de sorte qu'apparaît, recoupant la division spatiale, une forme d'échange inégal (pas forcément sur le type originellement défini par Arghiri Emmanuel).
3. L'existence, inhérente à la structure, d'une zone semi-périphérique.
4. La nécessité permanente du travail non rémunéré, concurrentiellement au travail salarié.
5. En termes de limites, le recouvrement de l'économie-monde capitaliste et d'un système interétatique, constitué d'États souverains.
6. Des origines qui remonteraient bien en deçà du XIXe siècle, probablement au XVIe siècle.

7. L'idée que cette économie-monde capitaliste a débuté dans une partie du globe (avant tout en Europe) et qu'elle s'est ensuite étendue au monde entier par un processus d'« incorporations » successives.
8. L'existence, dans ce système-monde, d'États hégémoniques mais dont les périodes d'hégémonie totale et incontestée restent, cependant, relativement brèves.
9. L'importance secondaire des États, des groupes ethniques, ou des foyers domestiques : ceux-ci se renouvellent perpétuellement, par création et restauration.
10. L'importance fondamentale du racisme et du sexisme, comme principes organisateurs du système.
11. L'émergence de mouvements anti-systémiques qui d'un même mouvement, fragilisent et renforcent le système.
12. Un modèle constitué de rythmes cycliques et de tendances séculaires, qui incarne des contradictions inhérentes au système, et rend compte de la crise systémique que nous traversons aujourd'hui.

Dans cette liste, on ne donne qu'une série de principes et de thèses : ceux qui sont désormais articulés, bien connus. Ce n'est pas un ensemble de vérités, encore moins un credo universel. Il est certain que, sur chacun de ces points, un gros travail empirique demeure nécessaire ; de même, il se pourrait qu'à l'avenir ils subissent une importante révision. Mais, comme vision cohérente et articulée du capitalisme historique, ils forment un ensemble indiscutable.

À présent, j'aimerais parler de la « seconde phase », c'est-à-dire des problèmes déjà soulevés mais pas encore bien articulés, ceux qui, à mon avis, devraient nous préoccuper dans les dix ou vingt prochaines années.

Le premier concerne l'élaboration d'autres systèmes-mondes, différents de l'économie-monde capitaliste. Chris Chase-Dunn et Janet Abu-Lughod ont entamé cette réflexion, ainsi qu'un certain nombre d'archéologues dont les écrits sont en général ignorés des spécialistes des systèmes-mondes, qui s'intéressent avant tout à l'époque moderne. Si cette réflexion se poursuit, alors se produira une triple évolution :

- d'abord, il nous faudra rectifier ce qui, en fait, n'est propre qu'à notre système-monde moderne ;
- ensuite, nous devons rectifier notre définition générale, en termes de temps comme en termes d'espace ;
- enfin, nous commencerons à comparer, systématiquement, différents types de systèmes-mondes.

Reste à voir si, dans cette nouvelle vision du monde, cela favorisera le retour à un point de vue nomothétique (« la science des systèmes-mondes comparés ») ou à un renouveau de l'idiographie (« la description d'un seul et unique système-monde, celui qui s'est développé sur au moins dix mille ans »).

Le second problème concerne la méthode pour définir et mesurer la polarisation sociale. Après la guerre, ce concept est devenu assez impopulaire. L'analyse des systèmes-mondes l'a ranimé, sans jamais vraiment l'élaborer. Comment prouver sa réalité ? Et surtout comment la mesurer ? Il nous faudrait d'abord résoudre une difficulté technique : toute mesure qui ne repose pas sur les données du système-monde tout entier serait inutile ou absurde ; or, les limites du système ont constamment changé au fil du temps. D'autre part, la polarisation, en théorie, n'affecte pas les États mais les zones économiques, les classes et les peuples. Enfin, la manière dont la machine étatique a collecté les informations statistiques n'est pas congruente avec une telle analyse. Les problèmes de mesure sont ainsi particulièrement décourageants.

Mise à part l'invention indispensable de nouvelles bases de données, domaine où, depuis quinze ans, on a bien peu progressé, ce qui demeure en cause, c'est notre méthode pour comprendre la polarisa-

tion. Si on la mesure en termes de revenu monétaire, nous butons sur une difficulté qui, depuis longtemps, nous est assez familière, mais qui reste mal résolue : comment traduire en termes monétaires un revenu qui, sans être monétisé, n'en est pas moins réel ? Cependant, cette question n'est pas la plus embarrassante. Bien plus grave est le problème posé par ce que l'on appelle la qualité de la vie. Un exemple : puisque la population mondiale a considérablement augmenté, chaque personne, à l'évidence, dispose de moins d'espace qu'auparavant. Mais qu'en conclure ? S'agit-il d'espace réel ? Certainement. S'agit-il d'espace utilisable ? Peut-être. De combien d'espace disposent ceux qui se trouvent aux deux pôles de l'échelle des revenus, et comment le savoir ? Que dire des arbres ? A l'échelle mondiale, les couches supérieures ont-elles plus d'arbres à regarder, et les couches inférieures moins, qu'il y a cinq cents ans ? Ici se pose aussi la question de la santé. Si nous vivons tous, en moyenne, x années de plus, mais que certains d'entre nous vivent ces x années dans un état de santé qui leur assure un bon fonctionnement, alors que d'autres végètent, on retrouve encore une polarisation. Ces problèmes posent à la fois des questions de technique - comment mesurer ? - et de contenu - que mesurer ? Problèmes épineux, mais essentiels dans le débat qui nous oppose à l'idéologie du développement, toujours vivace. À moins de s'attaquer résolument à cette question, nous ne pouvons espérer conquérir beaucoup d'influence.

Enfin, troisième problème : nous devons amorcer une recherche sur les choix historiques qui s'offrent à nous, dans le futur. Si nous pensons que tous les systèmes historiques ont une fin, celui où nous vivons prendra fin également. Si ses tendances séculaires l'ont bien mené à une crise majeure ou à une « transition », alors il est grand temps de s'engager dans l'utopistique, et je dis bien l'utopistique, et non l'utopisme. L'utopistique, c'est la science des utopies, c'est une tentative pour clarifier les alternatives historiques qui s'offrent à nous dans les faits, quand un système historique entre dans sa phase de crise, c'est un essai pour évaluer, dans ce moment d'extrêmes fluctuations, les avantages et les inconvénients des stratégies adverses qui se présentent.

En rejetant la science sociale du XIXe siècle, l'analyse des systèmes-mondes rejette nécessairement son credo dominant, la croyance

en l'inévitabilité du progrès. À mon avis, c'est dans les processus non-linéaires qu'on trouvera, pour une alternative viable, un vrai modèle de changement : dans ces processus qui atteignent parfois des points de bifurcation, où de légères fluctuations induisent de grandes conséquences - contrairement aux équilibres déterministes où les grandes fluctuations n'ont de conséquences que légères. C'est le modèle qu'a suggéré Prigogine pour tous les systèmes complexes : « du chaos sort l'ordre » - et bien sûr, le plus complexe de tous les systèmes connus, c'est un système social historique. Même pour des systèmes aussi simples que les systèmes physiques, c'est le temps qui devient la variable-clef, qui permet de comprendre à nouveau le réel à partir d'autres aspects, les processus stochastiques et irréversibles : en elle, les processus déterministes et réversibles ne forment qu'un cas particulier et limité. Et ce qui vaut dans l'ordre physique, vaut a fortiori pour les systèmes historiques complexes.

Si la solution d'une bifurcation reste indéterminée, cela ne veut pas dire pour autant qu'on doive sortir des limites de la recherche rationnelle. Nous pouvons clarifier le réseau des forces en jeu, élaborer des vecteurs possibles, et donc des lieux d'interférence possible, d'intervention consciente ; de la sorte, nous pouvons éclairer les véritables choix historiques qui s'offriront à nous. Ce n'est pas de la spéculation mais une recherche sérieuse : c'est le travail auquel nous devrions être déjà attelés.

J'ai laissé pour la fin ce qui, à mon sens, demeure le problème-clef, le noyau le plus dur et le plus résistant. En commençant, nous avons affirmé le caractère unidisciplinaire de notre perspective. Mais nous l'avons dit pour la forme. Il y a un gros travail à faire à trois niveaux : dans la théorie, la méthode et l'organisation.

Du point de vue théorique, le problème est simple. Tout le monde, en sciences sociales, fait régulièrement la distinction entre les trois champs de l'économique, du politique et du socioculturel. Personne ne nous croit quand nous disons qu'il n'y a qu'un seul champ, doté d'une seule logique. En sommes-nous sûrs nous-mêmes ? Certains d'entre nous, certainement, mais pas tous. Et encore, nous-mêmes faisons marche arrière, en reprenant cette distinction dans presque tous nos

écrits. Il est grand temps, pour nous, d'affronter sérieusement cette question.

La question théorique s'énonce comme suit : cette formule trinitaire de l'action sociale - l'économie ou le marché ; le politique ou l'État ; la société ou la culture - est-elle vraiment utile ? Ou n'est-elle pas en fait nuisible ? Peut-on concevoir, même à titre d'hypothèse, une activité autonome pour chacun de ces trois champs ? Toute activité économique suppose des règles et des choix socioculturels ; de même, elle fonctionne dans l'horizon des contraintes politiques. Plus encore : les marchés sont des créations socio-politiques. Existe-t-il, par exemple, un vrai prix économique qui, de quelque façon, puisse s'abstraire de sa base politique et sociale ? D'autre part, toute activité politique vise aussi bien, dans l'ordre économique, à assurer un avantage ou à satisfaire un besoin, qu'à renforcer des objectifs socioculturels. Peut-on rechercher le pouvoir hors de ces considérations ? Quant à l'activité socioculturelle, elle trouve sa possibilité et son explication dans une situation économique et politique ; de même, les fins qu'elle poursuit sont, en dernier ressort, définies en ces termes. Comment peut-on imaginer une activité sociale ou culturelle, où n'entrent pas en compte ces facteurs ?

Aussi la question ne tient-elle pas seulement à l'imbrication étroite de ces trois champs. Elle tient plutôt au fait qu'au sein d'un système-monde donné, l'activité humaine, dans ses évolutions, ne cesse de les entrelacer. Alors, forment-ils vraiment des domaines séparés ? On avance parfois l'idée qu'avant l'avènement d'un système-monde capitaliste, ces domaines n'étaient pas séparés et qu'ils le sont devenus ensuite. Mais si on considère le travail descriptif qu'a pu produire, jusqu'à ce jour, l'analyse des systèmes-mondes sur les modalités réelles du capitalisme historique, alors on pourra sérieusement douter qu'une telle séparation ait jamais eu, même dans ce système, une réalité fonctionnelle. Si tel est le cas, alors nous poursuivons de faux modèles et nous sapons nos propres thèses en persistant dans ce langage. Ainsi, il est urgent de construire d'autres modèles théoriques.

Dans l'analyse des systèmes-mondes, cela nous force à clairement affronter cette conséquence pour la méthode : pour saisir la réalité, les deux styles antagonistes - nomothétique et idiographique - demeurent

sans pertinence. La seule épistémologie vraiment convaincante se trouve au milieu, dans les sables mouvants du concept de système historique. Cela revient à dire que notre savoir porte sur des structures qui, tout en se reproduisant spontanément, ne se reproduisent pourtant jamais vraiment, puisqu'elles ne cessent de changer. Même si nous pouvons découvrir les règles qui semblent gouverner les rythmes cycliques, elles ne pourront jamais totalement décrire une seule situation empirique. La science du complexe ne peut produire que des descriptions optimales sur ce qui, par essence, demeure fondamentalement imprécis.

Mais il ne s'agit pas que de méthode. Nous avons, en plus, l'énorme tâche de produire, au sujet des systèmes-mondes, des données qui reflètent cette réalité imprécise avec le maximum de pertinence. C'est un travail d'imagination intellectuellement difficile, matériellement et temporellement épuisant, bref une tâche fastidieuse qui prendra, pour des dizaines de milliers de chercheurs, un bon demi-siècle avant de devenir vraiment payante. Car nous avons attendu trop longtemps.

Enfin, dans l'institution, nous devons affronter d'épineux problèmes politiques : réorganiser l'ensemble de la science sociale, dans nos universités et dans nos bibliothèques. Il a fallu un siècle pour que nos divisions disciplinaires actuelles prennent une forme instituée ; à présent elles sont bien profondément enracinées. Sans doute, c'est un énorme colosse que la science sociale, et même si ses pieds sont d'argile, ils restent encore bien larges, et durs à entamer. Mais si l'on affronte ces problèmes dans la théorie et la méthode, on ne peut éviter leurs conséquences dans l'organisation. Après tout, peut-être est-ce là une troisième phase pour plus tard. La seconde, pour nous, est déjà bien assez vaste.

BIBLIOGRAPHIE

[Retour à la table des matières](#)

Amin S. (1980), “Révolution ou décadence ? La crise du système impérialiste contemporain et celle de l'Empire romain”, *Review*, vol. 4, no 1 (Summer), pp. 155-166.

Amin S. (1982), “Crisis, nationalism and socialism”, in S. Amin, G. Arrighi, A. G. Frank et I. Wallerstein (éd.), *Dynamics of Global Crisis*, New York, Monthly Review Press, pp. 167-231.

Arrighi G. et Drangel J. (1986), “The stratification of the world-economy : An exploration of the semiperipheral zone”, *Review*, vol. 10, no 1 (Summer), pp. 9-74.

Arrighi G., Hopkins T. K. et Wallerstein I. (1989), *Antisystemic Movements*, London, Verso.

Aymard Maurice (1978), “Impact of the Annales school in Mediterranean countries”, *Review*, vol. 1, no 3/4 (Winter-Spring), pp. 53-64.

Bergeron Louis (1978), “La révolution agricole en Angleterre”, in Pierre Léon (éd.), *Histoire économique et sociale du monde, III*, Louis Bergeron (éd.), *Inerties et révolutions, 1730-1840*, Paris, Armand Colin, pp. 226-232.

Bergier J. F. (1973), “The industrial bourgeoisie and the rise of the working class, 1700-1914”, in C. M. Cipolla (éd.), *Fontana Economic History of Europe, III : The Industrial Revolution*, London, Collins, pp. 397-451.

Bloch Marc (1930), “La lutte pour l'individualisme agraire dans la France du XVIIIe siècle”, *Annales d'histoire économique et sociale*, II, pp. 329-383, 511-556.

Braudel F. (1966), *La Méditerranée et le monde méditerranéen à l'époque de Philippe II*, Paris, Armand Colin (1re éd. 1949).

Braudel F. (1969), *Histoire et sciences sociales : la longue durée, Écrits sur l'histoire*, Paris, Flammarion, pp. 41-83 (1re éd. Annales ESC, 1958).

Braudel F. (1972 b), “Personal Testimony”, *Journal of Modern History*, no 64 (December), pp. 448-467.

Braudel F. (1978), “En guise de conclusion”, *Review*, vol. 1, no 3/4 (Winter-Spring), pp. 243-283.

Braudel F. (1979), *Civilisation matérielle, Économie et capitalisme, XVe-XVIIIe siècles*, Paris, Armand Colin, 3 vol.

Bücher Carl (1901), *Industrial Evolution*, New York, Henry Holt.

Bücher Karl (1913), *Die Entstehung der Volkswirtschaft*, 9e éd., Tübingen, H. Laupp'schen Buchhandlung.

Caracciolo A., Giarrizzo G., Manselli R., Ragionieri E., Romano R., Villari R. et Vivanti C. (1974), “Caratteri originale e prospettive di analisi : ancora sulla « Storia d'Italia » Einaudi, discussione”, *Quaderni storici*, 26 (May-August), pp. 523-558.

Chase-Dunn C., éd. (1982), *Socialist States in the World-System*, Beverley Hills, Sage.

Chaudhuri K. N. (1981), “The world-system east of longitude 20e : The European role in Asia, 1500-1750”, *Review*, 5, 2 (Fall) pp. 219-245.

Cole G. D. H. (1952), *Introduction to Economic History, 1750-1950*, London, Macmillan.

Cole W. A. et Deane Phyllis (1966), "The growth of national incomes", in H. J. Habakkuk and M. M. Postan (éd.), *The Cambridge Economic History of Europe, VI : The industrial Revolutions and After : Incomes Population and Technological Change*, Cambridge, Cambridge University Press, pp. 1-55.

Coleman D. C., (1966), "Industrial growth and industrial revolutions", in E. M. Carus-Wilson (éd.), *Essays in Economic History*, New York, St Martin's Press, pp. 111, 334-335.

Copans Jean (1978), "In search of lost theory : Marxism and structuralism within French anthropology", *Review*, 3, 1 (Summer), pp. 45-73.

Crouzet François (éd.) (1972), *Capital Formation in the Industrial Revolution*, London, Methuen.

Daumas Maurice (1965), "Introduction", M. Daumas (éd.), *Histoire générale des techniques, II : Les premières étapes du machinisme*, Paris, PUF, pp. V-XIV.

Davis Ralph (1973), *The Rise of the Atlantic Economies*, London, Weidenfeld & Nicolson.

Deane Phyllis (1973), "Great Britain", in C. M. Cipolla (éd.), *The Fontana Economic History of Europe, IV : The Emergence of Industrial Societies*, London, Collins, part. 1, pp. 161-227.

Deane Phyllis (1979), *The First Industrial Revolution*, Cambridge, Cambridge University Press.

Dubuc Alfred (1978), "The influence of the Annales school in Quebec", *Review*, 1, 3/4 (Winter-Spring), pp. 123-145.

Elias Norbert (1984), “Notizen zum Lebenslauf”, in P. Gleichmann et al., *Macht und Zivilization*, Frankfurt am Main, Suhrkamp, pp. 9-82.

Elmore Richard (1978), “View from the Rive Gauche : A comment on Annales historiography”, *Psychohistory Review*, 7 (Fall), pp. 30-35.

Engels Friedrich (1977), *Socialisme utopique et socialisme scientifique*, Paris, Éditions Sociales, traduit par E. Bottigelli (1re éd. 1880). [Texte disponible dans [Les Classiques des sciences sociales](#). JMT.]

Eversley D. E. C. (1967), “The home market and economic growth in England, 1750-1780”, in E. L. Jones et G. E. Mingay (éd.), *Land, Labour and Population in the Industrial Revolution*, London, Edward Arnold, pp. 206-259.

Febvre Lucien (1950), “Un livre qui grandit : La Méditerranée et le monde méditerranéen à l'époque de Philippe II”, *Revue historique*, CCIII, 2 (204), pp. 216-224.

Febvre Lucien (1953 a), “Avant-propos”, in *Combats pour l'histoire*, Paris, Armand Colin, pp. V-IX.

Febvre Lucien (1953 b), “De 1892 A 1933. Examen de conscience d'une histoire et d'un historien”, in *Combats pour l'histoire*, Paris, Armand Colin, pp. 3-17.

Febvre Lucien (1953 c), “Face au vent : Manifeste des « Annales » nouvelles”, in *Combats pour l'histoire*, Paris, Armand Colin, pp. 34-43.

Febvre Lucien (1953 d), “Vivre l'histoire”, in *Combats pour l'histoire*, Paris, Armand Colin, pp. 18-33.

Fohlen Claude (1973), “France, 1700-1914”, in C. M. Cipolla (éd.), *Fontana Economic History of Europe, IV : The Emergence of Industrial Societies*, London, Collins, 1re partie, pp. 7-75.

Furet François (1971), “L'histoire quantitative et la construction du fait historique”. *Annales ESC*, vol. 26, no 1 (January-February), pp. 63-75.

Genet Jean (1960), *Les nègres*, Décines, Marc Barbezat.

Gerth H. H. et Mills C. Wright (1946), *From Max Weber : Essays in Sociology*, New York, Oxford University Press.

González José-Luis (1980), *El país de cuatro pisos*, Rio Piedras, Puerto Rico, Ed. Huracán.

Goubert Pierre (1969 a), *L'Ancien Régime, I : La Société*, Paris, Armand Colin.

Goubert Pierre (1969 b), *L'Ancien Régime, II : Les Pouvoirs*, Paris, Armand Colin.

Gould Constance C. et Handler Mark (1989), *Information Needs in the Social Sciences : An Assessment*, Mountain View, CA, Research Libraries Group, Inc.

Hazard J. (1973), *The European Mind, 1680-1715*, Harmondsworth, Penguin.

Hexter J. H. (1972), “Fernand Braudel and the Monde Braudélien...”, in *Journal of Modern History*, vol. 44, no 4 (December), pp. 480-539.

Hobsbawm E. J. (1969), *L'Ère des révolutions*, traduit de l'anglais par Françoise Braudel et Jean-Claude Pineau, Paris, Fayard.

Hobsbawm E. J. (1978), “Comments”, *Review*, vol. 1, no 3/4 (Winter-Spring), pp. 157-162.

Hofstadter D. R. (1981), “Metamagical themas”, *Scientific American*, no 245 (November), pp. 22-43.

Hopkins T. K. et Wallerstein I. (1987), "Capitalism and the incorporation of new zones into the world-economy", *Review*, vol. 10, no 5/6, supplement (Summer/Fall), pp. 763-779.

Hunt E. K. (1984), "Was Marx a utopian socialist ?", *Science and Society*, vol. 48, no 1, (Spring), pp. 90-97.

Huppert George (1978), "The Annales school before the Annales", *Review*, vol. 1, no 3/4 (Winter-Spring), pp. 215-219.

Jones E. L. (1988), *Growth Recurring : Economic Change in World History*, Oxford, Clarendon Press.

Keyfitz ; N. (1976), "World resources and the world middle class", *Scientific American*, no 235 (July), pp. 28-35.

Kinser Samuel (1981), "Annaliste paradigm ? The geohistorical structure of Fernand Braudel", *American Historical Review*, 86, 1 (February), pp. 63-105.

Labrousse Ernest (1970), "En survol sur l'ouvrage", Fernand Braudel et Ernest Labrousse (éd.), *Histoire économique et sociale de la France, II : Des derniers temps de l'âge seigneurial aux préludes de l'âge industriel 1660-1789*, Paris, PUF, pp. 693-740.

Landes David (1975), *L'Europe technicienne. Révolution technique et libre essor industriel en Europe occidentale de 1750 à nos jours*, traduit par Louis Evrard, Paris, Gallimard.

Lefebvre Henri (1980), "Marxism exploded", *Review*, vol. 4, no 1 (Summer) pp. 19-32.

Le Goff Jacques (1974), "Les mentalités : une histoire ambiguë", in J. Le Goff et P. Nora (éd.), *Faire de l'histoire*, Paris, Gallimard, vol. 3.

LeRoy Ladurie Emmanuel (1975), "De la crise ultime à la vraie croissance 1660-1789", in Georges Duby (éd.), *Histoire de la France*

rurale, II, E. Le Roy Ladurie (dir.), *L'âge classique des paysans, 1340-1789*, Paris, Seuil, pp. 355-599.

McNeill William H. (1986), *Mythistory and other Essays*, Chicago, University of Chicago Press.

Mannheim Karl (1956), *Idéologie et utopie*, 1929, traduit sur l'édition anglaise par Pauline Rollet, Paris, Marcel Rivière ; 1936 : *Ideology and Utopia*, New York, Harvest (1re éd. allemande, 1929). [Texte disponible dans [Les Classiques des sciences sociales](#). JMT.]

Mantoux Paul (1906), *La révolution industrielle au XVIIIe siècle. Essai sur les commencements de la grande industrie moderne*, Paris, Edouard Cornély.

Marx Karl (1946), *Le 18 Brumaire en France*, Paris, Éditions Sociales.

Marx, Karl (1936), *Les luttes de classes en France, 1848-1850*, Paris, Éditions Sociales internationales. [Texte disponible dans [Les Classiques des sciences sociales](#). JMT.]

Marx Karl (1951-1960), *Le Capital*, Paris, Éditions Sociales, 8 vol. [Texte disponible dans [Les Classiques des sciences sociales](#). JMT.]

Marx Karl (1963), *Oeuvres, Économie, I*, Gallimard (Pléiade).

Marx Karl (1971), *Un chapitre inédit du Capital de Karl Marx*, traduit par Roger Dangeville, Paris, Union générale d'édition. [Texte disponible dans [Les Classiques des sciences sociales](#). JMT.]

Mathias Peter (1969), *The First Industrial Nation*, London, Methuen.

Mathias Peter et O'Brien Patrick (1976), "Taxation in Britain and France, 1715-1810", *Journal of European Economic History*, vol. 1, no 3 (Winter), pp. 601-650.

Meldolesi Luca (1982), *L'utopia realmente esistente : Marx e Saint-Simon*, Bari, Laterza.

More Thomas (1983), *Utopie*, traduit par Marie Delcourt, Genève, Droz. [Texte disponible dans [Les Classiques des sciences sociales](#). JMT.]

Morineau Michel (1971), *Les faux-semblants d'un démarrage économique : agriculture et démographie en France au XVIIIe siècle*, Paris, Armand Colin.

Myrdal Gunnar (1930), *Vetenskap och politik i nationalekonomien*, Stockholm, Norstedt.

Myrdal Gunnar (1944), *An American Dilemma*, avec l'aide de Richard Sterner and Arnold Rose, New York, Harper & Row.

Myrdal Gunnar (1954), *The Political Element in the Development of Economic Theory*, Cambridge, MA, Harvard University Press.

Myrdal Gunnar (1957), *Economic Theory and Underdeveloped Regions*, London, Gerald Duckworth.

Myrdal Gunnar (1958), *Value in Social Theory*, New York, Harper.

Myrdal Gunnar (1968), *Asian Drama*, 3 vol., New York, Pantheon.

Myrdal Gunnar (1969), *Objectivity in Social Research*, New York, Pantheon.

Myrdal Gunnar (1972), *Against the Stream : Critical Essays on Economics*, New York, Pantheon.

Myrdal Gunnar (1975), "The equality issue in world development", *Swedish Journal of Economics*, vol. LXXVII, no 4, pp. 413-432.

Myrdal Gunnar (1976), "The meaning and validity of institutional economics", in K. Dopfer (éd.), *Economics in the Future*, Boulder, CO, Westview, pp. 82-89.

Myrdal Gunnar (1981), "What is political economy ?", in R. A. Solo et C. W. Anderson (éd.), *Value Judgment and Income Distribution*, New York, Praeger, pp. 41-53.

Nef John U. (1943), "The industrial revolution reconsidered", *Journal of Economic History*, vol. III, no 1, pp. 1-31.

Nolte Hans-Heinrich (1982), "The position of eastern Europe in the international system in early modern times", *Review*, vol. 6, no 1 (Summer), pp. 25-84.

O'Brien P. K. et Keyder Caglar (1978), *Economic Growth in Britain and France, 1780-1914*, London, George Allen & Unwin.

Ollman Bertell (1971), *Alienation : Marx's Conception of Man in Capitalist Society*, Cambridge, University Press.

Polanyi Karl (1957), *The Great Transformation*, Boston, Beacon Press.

Pomian Krzysztof (1977), *Cicli*, in *Enciclopedia Einaudi*, vol. 2, pp. 1141-1191.

Pomian Krzysztof (1978), "Impact of the Annales school in Eastern Europe", *Review*, vol. 1, no 3/4 (Winter-Spring), pp. 101- 118.

Pomian Krzysztof (1979), "The secular evolution of the concept of cycles", *Review*, vol. 2, no 4 (Spring), pp. 563-646.

Prigogine I, Allen P. M. et Herman R. (1977), "Long-term trends and the evolution of complexity", in Ervin Laszlo et Judah Bierman (éd.), *Studies in the Conceptual Foundations*, New York, Pergamon, pp. 1-26.

Prigogine Ilya et Stengers Isabelle (1979), *La nouvelle alliance : métamorphose de la science*, Paris, Gallimard (trad. anglaise : *Order Out of Chaos*, New York, Bantam Books, 1984).

Prigogine I. et al. (1982), "Openness : a round-table discussion", *Family Process*, 20 (March), pp. 57-70.

Randall J. H. Jr. (1940), *The Making of the Modern Mind*, Cambridge, MA, Houghton Mifflin.

Schumpeter Joseph (1939), *Business Cycles*, 2 vol., New York, McGraw-Hill.

Stein Lorenz von (1959), *Der Begriff der Gesellschaft und die soziale Geschichte der Französischen Revolution bis zum Jahre 1830*, 3 vol., Hildesheim, Georg Olms Verlagsbuchhandlung.

Stoianovich Traian (1976), *French Historical Method : The Annales Paradigm*, Ithaca, NY, Cornell University Press.

Supple Barry (1973), "The state and the industrial revolution, 1700-1914", in C. M. Cipolla (éd.), *Fontana Economic History of Europe, III : The Industrial Revolution*, London, Collins, pp. 301-357.

Thompson E. P. (1978), *The Poverty of Theory*, London, Merlin Press.

Tillich P. (1948), *The Protestant Era*, Chicago, University of Chicago Press.

Tilly Charles (1978), "Anthropology, history and the Annales", *Review*, vol. 1, no 3/4 (Winter-Spring), pp. 207-213.

Tylor E. B (1876-1878), *La civilisation primitive*, traduit de l'anglais sur la 2e édition par Pauline Brunet, Paris, C. Reinwald & Cie, 2 vol.

Wallerstein I. (1979), *The Capitalist World-Economy*, Cambridge, Cambridge University Press.

Wallerstein I (1980 a), “The Annales school : The war on two fronts”, *Annals of Scholarship*, vol. 1, no 3 (Summer), pp. 85-91.

Wallerstein I (1980 b), “The future of the world-economy”, in Terence K. Hopkins et Immanuel Wallerstein (éd.), *Processes of the World System*, Beverly Hills, CA, Sage, 167-180.

Wallerstein I. (1980 c), *Le système du monde du XVe siècle à nos jours, I : Capitalisme et économie-monde (1450-1640)*, Paris, Flammarion (édition originale, *The Modern World-System, I : Capitalist Agriculture and the Origins of the European World-Economy in the Sixteenth Century*, 1974, New York, Academic Press).

Wallerstein I (1982), “La crise comme transition”, in S. Antin, G. Arrighi, A. G. Frank et I. Wallerstein (éd.), *La crise, quelle crise ? Dynamique de la crise mondiale*, Paris, Maspero, pp. 10-56.

Wallerstein I. (1985), *Le capitalisme historique*, traduit par Philippe Steiner et Christian Tutin, Paris, La Découverte (éd. originale, *Historical Capitalism*, London, Verso, 1983).

Wallerstein I. (1984 a), *The Politics of the World-Economy : The States, the Movements and the Civilizations*, Cambridge, Cambridge University Press.

Wallerstein I. (1984 b), *Le système du monde du XVe siècle à nos jours, II : Le Mercantilisme et la consolidation de l'économie-monde européenne (1600-1750)*, traduit de l'anglais par Claude Markovits (éd. originale, *The Modern World System, II : Mercantilism and the Consolidation of the European World-Economy, 1600-1750*, New York, Academic Press).

Wallerstein I. (1989 a), “The French Revolution as a world-historical event”, *Social Research*, vol. 57, no 1 (Spring), pp. 33-52.

Wallerstein I. (1989 b), *The Modern World-System, vol. III : Second Era of Great Expansion of the Capitalist World Economy*, San Diego, CA, Academic Press.

Wallerstein I. (1989 c) (1968), "Revolution in the world-system", *Theory and Society*, vol. 18, no 4 (July), pp. 431-449.

INDEX

[Retour à la table des matières](#)

- Abu-Lughod, Janet
 Acte d'Union (1800)
 Afrique
 Albizu Campos, Pedro
 allemand : Parti social-démocrate - ;
 société allemande ; Congrès - de
 Sociologie
 Amérique latine
 Amin, Samir
 anarchie
 Annales : école des -
 Annenkov, P.V.
 anthropologie
 archives
 aristocratie
 Arrighi, G. et al.
 Arrighi, G., et Drangel, J.
 Aymard, M.
- Bergeron, L.
 Bergier, J.F.
 Berr, Henri
 bifurcation
 Bloch, M.
 bourgeoisie
 Braudel, F.
 Brennan, W.
 Bûcher, K.
 Burke, E.
- cadres
 capitalisme
 capitaliste : État - ; économie-monde
 capital marchand
- Caracciolo, A. et al.
- cartes
 cartographie
 catastrophe
 chaînes de marchandises
 chaos
 Chapitre inédit
 char de la victoire
 Chase-Dunn, C.
 Chaudhuri, K. N.
 Christianisme
 chronosophie
 Cinq grosses fermes
 Civilisation primitive (La)
 classe : dimension de -, ethnie (bas-
 peuple social-ethnique) ; langa-
 ges de - ; polarisation de - ; posi-
 tion de - (class status) ; structure
 de -
 classes moyennes
 Cobban, A.
 Colbert, J.B.
 Cole, W. A., et Deane, P.
 Coleman, D.C.
 Commune de Paris
 Communisme
 Comte, Auguste
 concurrence
 conjoncture
 conservatisme
 contre-marché
 Copans, J.
 Corée
 Credo américain
 crise ; définition
 Crouzet, F.
 cyclique : temps - ; rythmes -.

Daumas, M.	Entwicklungsgesetz
Davis, R.	équilibre : structures d'-.
	Espagne
	État : rôle de l'- ; appareils d'-.
	État-Providence
Deane, P.	ethnique : dimension ; groupe ; redéfi-
décadence	nition ; position (ethnic status),
Déclaration des droits de l'homme	études -.
déconnexion	ethnocentrisme européen
démocratie	
Deng Xiaoping	ethnographie
Descartes, René	Eversley, D.E.C.
désintégration	expansion
déterminisme	exportation : orientation vers l'-.
Développement (décennie du)	facultés
développement ; connotations ;	Febvre, Lucien
controverses ; disparités histori-	féodalisme
ques de - ; étoile polaire ou illu-	Fernand-Braudel (Centre)
sion ; indicateur ; revendication -,	foyers domestiques
- sociétal.	fraternité
	Furet, F.
Dilemmes	
Dilemme américain (Le)	Gemeinschaft
disciplines	Genet, J.
Dix-huit Brumaire (Le)	géographie
durée : longue -.	géométrie euclidienne
Durkheim, Émile	Gesellschaft
	González, J.L.
économie-monde	Gotha (programme de)
économie (discipline) ; - institution-	Goubert, P.
nelle.	Gould, C. C., et Handler, M.
économique : blocage - ; croissance - ;	Gramsci, Antonio
histoire ; science - ; théorie - ;	grands capitalistes
transformations - ; vie -.	guerre d'Indépendance américaine
éducation	Gurvitch, Georges
égalité ; - des chances.	
Égypte	Haïti, révolution
Elias, Norbert	Hazard, J.
Elmore, R.	Hegel, G.W.F.
émigration rurale	Heisenberg (principe d'indétermination
Empire ottoman	d'-).
empires-monde	Hexter, J.H.
Engels, Friedrich	Histoire du mouvement social en
Entstehung der Volkswirtschaft, Die	France

- Histoire générale des techniques
 histoire
 histoire conjoncturelle
 histoire événementielle
 histoire structurelle
 historique : sociologie - ; système ;
 contradictions structurelles d'un
 système -.
 Hobsbawm, E.J.
 Hofstadter, D.R.
 Hopkins, T.K., et Wallerstein, Imma-
 nuel
 humain : comportement ; nature -e ;
 progrès - ; psychologie -e.
 humanités
 Hunt, E.K.
 Huppert, G.
- Idéologie et Utopie
 idéologique : espace- ; blocage-.
- idiographes ; condominium des - et des
 nomothètes
 idiographique : école -.
 IIe Internationale
 IIIe Internationale
 Inde
 individualisme agraire
 industrialisation
- industriel : capital - ; prolétariat - ;
 révolution - le.
- innovations
 interdisciplinaire ; recherche-.
 internationalisation
 Irlande
 islam
- Jones, E.L.
 judaïsme
- kairos
 Keppel, F.P.
 Keyfitz, Nathan
- Kinser, S.
 Kondratieff : cycles de -.
- Labrousse, E.
 Lacombe, Paul
 Landes, D.
 Lassalle, F.
 Le Goff, J.
 Lefebvre, Henri
 Le Roy Ladurie, E.
 Lévi-Strauss, Claude
 libéralisme
 liberté
 libre arbitre
 libre-échange
 libre entreprise
 Liebow, Elliot
 Locke, John
 Lumières (les)
 Lutte des classes en France (La)
- macrocosme indéterministe
 Maine, H.
 Maistre, J. de
 Mandelbrot, B.
 Mannheim, Karl
 Mantoux, P.
- Mao Zedong
 marchandisation
 marché : économie de - ; rôle du - ;
 socialisme de -.
- Marx, Karl
 marxisme : - orthodoxe ; les trois épo-
 ques du - ; - et utopies.
- mathématiques
 Mathias, P.
 Mathias, P., et O'Brien, P.
 McNeill, W.H.
 Méditerranée (La)
 Meldolesi, L.
 Methodenstreit
 Meyer, S.
 micro-capitalisme
 mini-systèmes

- modernisation : - dans la dépendance.
 Mohammed Ali
 monopole
 monopolisation
 More, Thomas
 Morineau, M.
 mouvements antisystémiques
 multiculturelle : réalité -.
 Myrdal, Gunnar : héritage de -.
 Napoléon : guerres napoléoniennes
 national : caractère - ; développement -
 .
 nationalisme
 nations arriérées
 Nature
 naturelle : économie - ; sciences -.
 Nef, J.U.
 Newton, I.
 Newtonienne : physique -.
 noblesse
 Noirs : droits des -.
 Nolte, H.-H.
 nomothétique : science sociale -.
 normalité du changement
 Nouvel ordre économique mondial
 NPI (Nouveaux pays industrialisés)
- O'Brien, P. K., et Keyder, C.
 objectivité de la recherche sociologique
 OCDE
 Ollman, B.
 OPEP
 Organisation de l'Unité africaine
 (OUA)
 orientalisme
- Paris : traité de -.
 Parti social-démocrate allemand
 Pays-Bas : Révolte des -.
 paysannerie
 pays développés
 paysans moyens
- pensée : - sectorialisante ; - universalisante.
 pétrole : prix
 philosophie
 philosophique : implications -s du champ culturel du savoir ;
 réforme -.
 physique : sciences physiques
 Plassey : bataille de -.
 plus-value
 PNB
 Polanyi, K.
 politique, économie, culture
 politique : blocage - ; économie ; science -.
 Pomian, K.
 Porto Rico : société portoricaine.
 pouvoir
 Première Guerre mondiale
 Prigogine, I.
 Prigogine, I., et Stengers, I.
 prix Nobel
 prix : pratiques d'établissement des -.
 production
 profit
 progrès
 prolétariat
 prosélytisme
 proto-industrialisation
 Proudhon, Pierre-Joseph
 psychologie
- racisme
 radicaux
 Raison
- Randall, J.H. Jr..
 Ranke L. von
 réaction thermidorienne
 réforme des concepts
 Réforme et Contre-Réforme
 réforme agraire
 Règne de la Terreur
 régression
 relations internationales

République démocratique arabe sahraouie	socialiste : état - ; ordre - mondial.
Revel, J.	sociaux-démocrates
revenus seigneuriaux	société
révisionnisme	socioculturelle : activité -.
Révolution anglaise	sociologie
Révolution culturelle	sous-développement
	sous-développés : pays -.
	Sozialwissenschaften
Révolution française ; thèse atlantique ; bilan ; critique « révisionniste » de l'interprétation sociale ; devise ; littérature ; perception par les contemporains ; postérité ; - et système-monde.	Spencer, Herbert
	Saint-Domingue (cf. Haïti).
	Staatwissenschaften, .
	stagnation
	statistique
	Stein, L. von
	Stoianovich, T.
	Street Corner Society
	structures dissipatives
	Supple, B.
	surproduction
	synchronie
	systemes-mondes ; analyse des ; développement des -.
	systemes complexes
	système interétatique
	Tally's Corner
	Temps-Espace
	temps
	temps et espace
	tendances séculaires
	théorie du bien-être
	thèse atlantique
	Thompson, E.P.
	Tiers Monde
	Tillich, P.
	Tilly, C.
	Tönnies, F.
	traité commercial anglo-français (Eden).
	transformations
	transitions
	Trevor-Roper, H.R.
Révolution russe	
révolutionnaires	
révolution mondiale	
Richelieu, cardinal de	
richesse : niveaux de - ; - des nations.	
Robespierre, M. de	
Rostow, W. W.	
Rousseau, JA.	
rupture	
Saint-Simon	
savants : époque des -.	
savoir : division du -.	
Schumpeter, Joseph	
science ; - des turbulences.	
science appliquée	
scientifique : connaissance -.	
Seconde Guerre mondiale	
Simiand, François	
Smith, Adam	
Soboul, G.	
social : changement - ; mobilité -e ; polarisation -e ; relativisme - ; science -e ; système - ; transformation -e.	
Socialisme utopique et socialisme scientifique	
socialisme	

troisième force

Union soviétique
unité de l'analyse
universalisme
universités
urbanisation

Utopie

utopie ; Engels ; Mannheim ; More ; -
marxiste.

valeur : loi de la - dans la théorie so-
ciologique

Vallières, Pierre
Vidal de La Blache, P.M.
Vogt, A.

Wallerstein, Immanuel
Weber, Max
Weltanschauung
Whyte, William F.

Yeats, W.B.

Fin du texte